



Convention sur la diversité biologique

Distr. générale
19 août 2026
Français
Original : anglais

**Conférence des Parties à la
Convention sur la diversité biologique
Dix-septième réunion**
Erevan, 19-30 octobre 2026
Point 8 b) de l'ordre du jour provisoire
**Mobilisation des ressources et mécanisme
de financement : mécanisme de financement**

Rapport établi par le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial en vue de la dix-septième réunion de la Conférence des Parties à la Convention

Note du secrétariat

1. Conformément au mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui figure en annexe de la décision [III/8](#), le Conseil établit un rapport qu'il présente à chaque réunion ordinaire de la Conférence des Parties. Au paragraphe 8 e) de la décision [XII/30](#), au paragraphes 6, 16, 17, 21, 27 et 35 b) et c) de la décision [16/33](#), ainsi qu'au paragraphe 13 de l'annexe I et aux paragraphes 10 b) et 13 de l'annexe II de la même décision, la Conférence des Parties a adressé au FEM des orientations supplémentaires ayant trait au rapport.
2. L'avant-projet de rapport établi par le Conseil du FEM en vue de la dix-septième réunion de la Conférence des Parties a été diffusé à la septième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application, qui a examiné le résumé analytique du document et a adopté la recommandation 7/3 sur le mécanisme de financement.
3. Compte tenu de ce qui précède, le secrétariat fait distribuer ci-joint le rapport que le Conseil du FEM a établi en vue de la dix-septième réunion de la Conférence des Parties. Ce rapport est reproduit tel qu'il a été reçu par le secrétariat en anglais, en espagnol et en français, et a également été traduit en arabe, en chinois et en russe¹.

¹ Les annexes au rapport sont diffusées uniquement dans la langue de l'original (anglais).



**RAPPORT DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
A LA DIX-SEPTIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES PARTIES
A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE**

AOUT 2026

I. SIGLES ET ABREVIATIONS

AMCEZ	Autres mesures de conservation efficaces par zone
BIOFIN	Initiative pour le financement de la biodiversité
CAD OCDE	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CI	Conservation International
COP	Conférence des Parties
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARM	Financement de la réduction et de la gestion des produits agrochimiques
FIAB	Forum international autochtone sur la biodiversité
FIP	Fiche d'identité du projet
FPMA	Fonds pour les pays les moins avancés
FSCC	Fonds spécial pour les changements climatiques
FUNBIO	Fonds brésilien pour la biodiversité
FVC	Fonds vert pour le climat
GBFF	Fonds du Cadre mondial de la biodiversité
GEF	Fonds pour l'environnement mondial
GES	Gaz à effet de serre
HCI	Heart of Conservation Initiative
IFAD	Fonds international de développement agricole
IFI	Institution financière internationale
IPAG	Groupe consultatif du GEF sur les peuples autochtones
KMGBF	Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
OVM	Organismes vivants modifiés
PEID	Petit État insulaire en développement
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petite et moyenne entreprise
PMF	Programme de microfinancements
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPG	Financement pour la préparation de projet
RWF	Rob Walton Foundation
SPANB	Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité
STAR	Système transparent d'allocation des ressources
t. éq. CO ₂	Tonne équivalent dioxyde de carbone
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
WWF	Fonds mondial pour la nature

II. RESUME ANALYTIQUE

1. Le présent rapport à la dix-septième réunion de la Conférence des Parties (COP) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) fournit des informations sur les activités menées par le Fonds pour l'environnement mondial (GEF) en réponse au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (KMGBF) et aux orientations adressées au GEF par la COP16, en février 2025. Afin de mieux éclairer l'examen mondial des progrès collectifs accomplis dans la mise en œuvre du KMGBF, qui sera mené par la COP17, le rapport couvre la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2026, ce qui correspond à l'intégralité de la période couverte par la huitième reconstitution des ressources du GEF-8.

Programmation contribuant à la mise en œuvre du KMGBF dans l'ensemble de la famille de fonds du GEF

2. Au cours de la période considérée, les contributions directes cumulées de la programmation en faveur du KMGBF provenant de l'ensemble des fonds et volets de programmation pertinents du GEF dans le cadre de GEF-8 — à savoir les domaines d'intervention, les programmes intégrés, les instruments financiers autres que les aides directes et le Programme des Petites Subventions, financés par le Fonds fiduciaire du GEF, ainsi que le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) et le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC), au titre de l'adaptation aux changements climatiques, et le Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF) — se sont élevées à 4,64 milliards de dollars². Les projets et programmes correspondants du GEF ont permis de mobiliser 29,69 milliards de dollars de cofinancement, dont 2,41 milliards provenant du secteur privé et 13,05 milliards des gouvernements de pays bénéficiaires, soit un ratio de cofinancement de 6,40 dollars pour chaque dollar investi par le GEF durant cette période.

3. Ces ressources soutiennent 649 projets et programmes, dont 11 programmes intégrés auxquels étaient rattachés 215 projets pertinents pour la biodiversité. Au total, 144 pays ont bénéficié d'approbations au titre de GEF-8 pour la mise en œuvre du KMGBF. Un tiers (33,3 %) des financements en faveur de la biodiversité programmés dans les différents fonds et volets de programmation a bénéficié à l'Afrique. L'Amérique latine et les Caraïbes en ont reçu près d'un quart (24,6 %), suivies de l'Asie (24,1 %) et de l'Europe et de l'Asie centrale (4,7 %). Les 13,3 % restants ont été programmés dans le cadre de projets mondiaux et régionaux. Ensemble, les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés (PMA) ont bénéficié

² Depuis juillet 2022, toutes les propositions soumises au GEF doivent être assorties d'une notation établie selon la méthodologie des marqueurs de Rio relatifs à la diversité biologique du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette méthodologie permet de suivre l'intégration des objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dans les objectifs du financement du développement, selon qu'ils constituent un objectif principal, un objectif significatif ou que l'activité n'est pas orientée vers cet objectif. Le Secrétariat du GEF procède à un contrôle de la qualité et examine, avant approbation, la cohérence de la notation proposée au titre des marqueurs de Rio pour chaque proposition. Le montant déclaré de 4,64 milliards de dollars correspond au financement total du GEF accordé aux projets approuvés du GEF, visant la biodiversité à titre d'objectif principal ou d'objectif significatif. Les financements du domaine d'intervention « diversité biologique » et du GBFF, sources de financement exclusivement consacrées à la biodiversité, sont présentés aux sections I.2 et II.

de 41,6 % de l'appui total du GEF au cours de la période considérée. L'annexe 3 présente une liste complète de ces projets.

4. Les contributions quantitatives attendues de la programmation de GEF-8 à l'atteinte des cibles du KMGBF³ sont les suivantes (voir la section I pour de plus amples informations) :

- Cible 1 — *Planifier et gérer toutes les zones afin de réduire la perte de biodiversité* : au total, 3 280,3 millions d'hectares de zones terrestres et marines directement touchés au profit de la biodiversité ; 80 écosystèmes aquatiques partagés faisant l'objet d'une gestion améliorée.
- Cible 2 — *Restaurer 30 % de l'ensemble des écosystèmes dégradés* : 14,7 millions d'hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état.
- Cible 3 — *Conserver 30 % des zones terrestres, des eaux intérieures et des zones marines* : 2 247,3 millions d'hectares de zones de conservation créées ou faisant l'objet d'une gestion améliorée, dont 2 207 millions d'hectares d'aires protégées et 40,2 millions d'hectares d'autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ) créées ou faisant l'objet d'une amélioration de la gestion.
- Cible 7 — *Ramener la pollution à des niveaux qui ne nuisent pas à la biodiversité* : 242 098 tonnes de produits chimiques préoccupants à l'échelle mondiale et de déchets connexes réduites, et 4,4 millions de tonnes de déchets plastiques résiduels évitées.
- Cible 8 — *Réduire au minimum les incidences des changements climatiques sur la biodiversité et renforcer la résilience* et cible 11 — *Restaurer, maintenir et renforcer les contributions de la nature aux populations* : 6 852,8 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées (t. éq. CO₂)
- Cible 10 — *Renforcer la biodiversité et la durabilité dans l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture* : 143,1 millions d'hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées, 80 écosystèmes d'eau douce partagés faisant l'objet d'une gestion améliorée, et 2,2 millions de tonnes de prises issues de pêcheries marines surexploitées ramenées à des niveaux plus durables.
- Cible 19 — *Mobiliser 200 milliards de dollars par an en faveur de la Biodiversité, toutes sources confondues, dont 30 milliards de dollars au moyen du financement international* : 29,69 milliards de dollars de cofinancement dont 2,41 milliards provenant du secteur privé, pour un investissement total de 34,34 milliards de dollars dans des projets pertinents pour la biodiversité, selon la méthodologie des marqueurs de Rio.
- Cible 22 — *Garantir à tous la participation à la prise de décision et l'accès à la justice et à l'information en matière de biodiversité* et cible 23 — *Garantir l'égalité des genres et une approche tenant compte des questions de genre dans les mesures en faveur de la diversité biologique* : 42,0 millions de personnes bénéficiant de la conservation, de l'utilisation durable ou de la restauration de la biodiversité, dont 20,9 millions de femmes.

³ <https://www.cbd.int/gbf>

Domaine d'intervention « diversité biologique »

5. Pour la période couverte par le GEF-8, un montant total de 1,92 milliard de dollars a été alloué au domaine d'intervention « diversité biologique » du Fonds fiduciaire du GEF, dont 1,45 milliard de dollars a été mis à la disposition des pays pour la biodiversité par l'intermédiaire du Système transparent d'allocation des ressources (STAR), dont 641 millions de dollars avaient été alloués théoriquement à l'appui des programmes intégrés. Sur ce montant, 1,795 milliard de dollars (soit 94 %) a été utilisé.

6. Durant la période considérée, quatre programmes mondiaux destinés à appuyer la planification et l'établissement de rapports au titre de la Convention et de ses Protocoles ont été approuvés selon la modalité des activités habilitantes du GEF, pour un montant total de 121,8 millions de dollars de financement de projet du GEF.

7. Le Programme-cadre d'appui à la révision et à la mise à jour des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et l'établissement des septièmes rapports nationaux (financement de projet du GEF : 72 035 000 dollars), approuvé en juin 2023, appuie 139 pays. Au 15 juin 2026, 57 pays avaient soumis leur SPANB et 91 avaient présenté leur septième rapport national. Mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ce programme s'appuie sur le Projet d'appui aux interventions précoces en faveur du Cadre mondial de la biodiversité de GEF-7 (financement de projet du GEF : 39 308 274 dollars), qui a lancé, dans 138 pays, les travaux visant à mettre les cadres nationaux en cohérence avec le KMGBF. En outre, le Programme-cadre d'appui à l'élaboration de plans de financement en faveur de la biodiversité (financement de projet du GEF : 42 030 950 dollars) approuvé en décembre 2022 et modifié en juin 2026 afin d'y inclure sept pays admissibles qui n'avaient pas sollicité de financement auparavant, aide 98 pays à élaborer des plans nationaux de financement de la biodiversité. Des informations détaillées sur l'état d'avancement de ce soutien figurent aux annexes 5, 6 et 7 de ce rapport.

8. Les programmes d'appui à l'établissement du cinquième rapport national sur la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques (financement de projet du GEF : 4 059 825 dollars) et du premier rapport national sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya relatif à l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (financement de projet du GEF : 3 701 250 dollars) appuient respectivement 105 et 96 Parties admissibles dans l'exécution de leurs obligations nationales en matière d'établissement de rapports au titre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. Ces deux projets, mis en œuvre par le PNUE, ont été approuvés en avril 2025. Au 15 juin 2026, 88 Parties participant aux activités habilitantes relatives au Protocole de Carthagène et 73 Parties participant à celles relatives au Protocole de Nagoya avaient soumis leur rapport national. Des informations détaillées sur l'état d'avancement de cet appui figurent aux annexes 8 et 9.

9. La seconde tranche du financement de projet du GEF consacrée aux peuples autochtones et communautés locales à savoir l'initiative HCI (*Heart of Conservation Initiative*) de GEF-8 (financement de projet du GEF : 22 535 780 dollars) a été approuvée par le Conseil en décembre 2024. Un appel ouvert à candidatures auprès d'organisations partenaires de sous-

projets a abouti à la sélection, par des responsables autochtones, de 10 sous-projets parmi les 800 dossiers reçus. La première tranche, l'Initiative de conservation inclusive (ICI) de GEF-7 (financement de projet du GEF : 22 535 780 dollars), a poursuivi sa mise en œuvre durant la période considérée, apportant un appui direct à 10 sous-projets menés par des peuples autochtones et communautés locales dans 12 pays. En outre, de nombreux projets à l'appui des peuples autochtones et communautés locales ont été approuvés dans l'ensemble des domaines d'intervention du portefeuille du GEF, comme l'illustre la section I.4.

10. Les activités relatives au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques et au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relevant de la Convention sur la diversité biologique sont décrites respectivement à la section I.2 et aux annexes 1 et 2. Tous fonds confondus, 7 pays bénéficient d'un appui à la mise en œuvre de mesures de prévention des risques biotechnologiques conformément à la cible 17, pour un financement de projet total du GEF de 17,8 millions de dollars ayant permis de mobiliser 49,8 millions de dollars de cofinancement. Quinze pays bénéficient d'un appui pour la mise en œuvre du dispositif d'accès et de partage des avantages conformément à la cible 13, notamment pour la ratification du Protocole de Nagoya. Le financement de projet total du GEF s'élève à 57,0 millions de dollars et a permis de mobiliser 266,3 millions de dollars de cofinancement.

Autres domaines d'intervention et volets de programmation

11. Conformément à l'approche d'intégration du GEF et aux orientations de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique concernant les synergies entre les conventions, 2,21 milliards de dollars, soit 59 % des ressources du GEF programmées par l'intermédiaire des domaines d'intervention « dégradation des terres », « changements climatiques », « eaux internationales » et « produits chimiques et déchets » du fonds fiduciaire du GEF, ont contribué à la mise en œuvre du KMGBF. La section I.3 présente plus en détails les contributions des autres domaines d'intervention et volets de programmation du fonds fiduciaire du GEF au KMGBF.

12. Les orientations programmatiques de GEF-8 ont renforcé l'engagement en faveur de solutions innovantes de financement mixte. Huit projets de financement mixte contribuant directement à la mise en œuvre du KMGBF ont été approuvés durant la période considérée, dont trois obligations innovantes axées sur les résultats en matière de biodiversité en Indonésie, au Rwanda et à Madagascar ; un mécanisme de conversion de dette en faveur de la nature en Amérique latine et dans les Caraïbes ; et trois projets ciblant les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Ces projets ont bénéficié d'un financement de 122,8 millions de dollars du GEF, lequel a permis de mobiliser 2,03 milliards de dollars de cofinancement. Chaque dollar investi par le GEF dans un projet de financement mixte lié à la biodiversité permet de mobiliser 16,60 dollars supplémentaires de cofinancement.

13. Une ambitieuse réforme du Programme de de Petites Subventions, connu sous le nom de SGP 2.0, a été déployée durant la période considérée afin de mieux appuyer l'approche pansociétale du KMGBF. Quatre projets mondiaux de base du SGP, couvrant 135 pays, ont été approuvés entre juin 2023 et décembre 2024 pour un financement total du GEF de 241,5 millions

de dollars et un cofinancement de 115,7 millions de dollars. La réforme a permis aux pays de disposer d'un plus grand choix d'Agences d'exécution, d'étendre la couverture géographique du programme, d'accroître les ressources et d'améliorer l'équité de l'accès. Elle a également augmenté la part des financements acheminés vers la société civile et permis de mettre à l'essai de nouvelles approches, notamment un programme de mise au défi des organisations de la société civile (*CSO Challenge Program*) et une Initiative de microfinancement (*Microfinance Initiative*). Du 31 juillet 2022 au 30 juin 2025, 5 952 projets du SGP dont le principal domaine d'intervention était la Biodiversité étaient en cours d'exécution. Ils représentaient 226 millions de dollars de financements et un cofinancement total de 223,8 millions de dollars, soit 43 % du portefeuille en moyenne. Au cours de cette période, les 992 projets du SGP consacrés à la Biodiversité qui ont été achevés ont permis d'améliorer la gestion d'un maximum de 154 aires protégées et de 260 aires de conservation par les peuples autochtones et communautés locales, couvrant au total jusqu'à 10,5 millions d'hectares. Les projets du SGP ont également contribué à maintenir ou à améliorer l'état de conservation d'au moins 873 espèces.

Fonds du Cadre mondial de la biodiversité

14. La Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, à sa quinzième réunion, a demandé au GEF d'établir un fonds dédié et accessible, capable de mobiliser et de décaisser rapidement des ressources nouvelles et additionnelles provenant de toutes sources. Faisant suite à cette demande, le GEF a créé et rendu opérationnel, dans un délai record, le Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF), en instaurant un cycle de projet simplifié et des modalités de gouvernance élargies. Celles-ci comprennent notamment dix sièges supplémentaires d'observateurs au sein du Conseil, un Organe auxiliaire composé d'experts issus de pays en développement abritant des zones particulièrement importantes pour la biodiversité et les fonctions et services écosystémiques, ainsi qu'un groupe consultatif de participants non souverains. La section II présente plus en détail l'opérationnalisation du GBFF, ainsi que ses dispositifs élargis de gouvernance, de mobilisation des ressources et de programmation.

15. Depuis son lancement, en août 2023, et jusqu'au 30 juin 2026, le GBFF a reçu 387,2 millions de dollars au titre d'engagements signés de la part de onze États souverains et d'une administration infranationale. Ces ressources ont été affectées, dans le cadre de cinq cycles de sélection concurrentielle, à l'appui de projets représentant un montant total de 362,1 millions de dollars programmé dans 87 pays, dont 47 PEID et PMA. Au 30 juin 2026, 31 projets du GBFF entièrement préparés, représentant un financement du GBFF de 149,5 millions de dollars, avaient reçu l'agrément par le directeur général, ce qui les autorisait à entrer dans la phase de mise en œuvre. Cette progression témoigne de la rapidité avec laquelle le GBFF a acheminé ses financements.

16. Les trois cibles fixées par le Conseil du GBFF à l'échelle du portefeuille ont été atteintes. Au total, 38,8 % des financements du GBFF ont été programmés au profit des PEID et des PMA, contre une cible de 36 % plus 3 % ; 30,4 % des ressources du GBFF ont été programmées par l'intermédiaire d'institutions financières internationales (IFI), contre une cible de 25 % ; enfin, 31,8 % des financements programmés du GBFF ont été affectés à l'appui d'actions en faveur de la biodiversité menées par les peuples autochtones et communautés locales, contre une cible de 20 %.

Suite donnée aux orientations de la Conférence des Parties, y compris l'ensemble de mesures relatives à GEF-9

17. La section IV du rapport présente une synthèse détaillée de la réponse du GEF aux orientations formulées par la COP16.

18. Le GEF a pris en compte l'évaluation des besoins de financement pour GEF-9 demandée par la CBD COP dans le cadre de la neuvième reconstitution du Fonds fiduciaire du GEF. Les annonces de contribution de 21 donateurs ont porté le niveau initial de la reconstitution à 3,90 milliards de dollars pour la période allant du 1^{er} juillet 2026 au 30 juin 2030. Trente-cinq pour cent des ressources totales de GEF-9 sont allouées au domaine d'intervention « Biodiversité », qui demeurera le principal domaine d'intervention. Il a en outre été décidé que 70 % de la programmation de GEF-9 devrait contribuer aux objectifs de la CBD, selon la méthodologie des marqueurs de Rio.

19. Parmi les autres mesures importantes prises en réponse aux orientations de la Conférence des Parties, les orientations programmatiques de GEF-9 ont été conçues pour donner suite à l'ensemble des éléments du Cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles, adopté par la Conférence des Parties à sa seizième réunion. Les recommandations de politique générale de GEF-9 comprennent un ensemble de 21 réformes articulées autour de cinq objectifs de politique : *Accélération et simplification de l'exécution ; amélioration de l'accès et autonomisation des pays ; architecture et représentation adaptées ; financement abordable et à grande échelle ; mise en œuvre souple et efficace*. Ces mesures s'appuient sur les réformes de politique déjà adoptées pendant GEF-8 et sur les innovations mises à l'essai par le GBFF, afin de répondre de manière globale aux orientations de la COP à la CBD.

Portefeuille de projets en cours d'exécution et progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes de politique

20. Au 30 juin 2026, la valeur du portefeuille de projets relatifs à la biodiversité en cours de mise en œuvre dans l'ensemble des fonds et volets de programmation du GEF s'élevait à 4,8 milliards de dollars. Il comprend 658 projets, dont 231 sont financés exclusivement par le domaine d'intervention « diversité biologique » du Fonds fiduciaire du GEF, à hauteur de 1,1 milliard de dollars.

21. L'effet cumulé des réformes adoptées durant GEF-8 pour simplifier et accélérer l'accès aux financements est manifeste dans les données relatives au traitement du portefeuille, couvrant l'ensemble des propositions soumises au Fonds fiduciaires du GEF. Pour les projets de grande envergure, le délai moyen de traitement, entre la première soumission d'un concept de projet sous la forme d'un Formulaire d'information sur le projet (FIP) et le premier décaissement, est passé d'environ 44,2 mois durant GEF-6 et 42,1 mois durant GEF-7 à 30,0 mois durant GEF-8, soit une réduction de 14,2 mois, ou environ un tiers, par rapport à deux cycles auparavant.

22. En juin 2025, 86 % des projets du portefeuille consacré à la biodiversité en cours d'exécution avaient obtenu une note se situant dans la fourchette satisfaisante pour les progrès accomplis dans leur mise en œuvre, et 88 % avaient obtenu une note se situant dans la fourchette

satisfaisante quant à la probabilité d'atteindre leur objectif de développement. Ces résultats sont supérieurs à la moyenne du GEF.

23. Le sous-ensemble des projets en cours d'exécution ayant fait état de résultats obtenus au titre des indicateurs de base du GEF entre juillet 2022 et juin 2025 a fortement contribué à la réalisation des cibles du KMGBF. Les résultats de ces 277 projets, qui ont bénéficié d'un financement total du GEF de 1,7 milliard de dollars, sont notamment les suivants :

- Cible 1 : Impacts positifs pour la biodiversité sur un total de 578,9 millions d'hectares de terres et de mers.
- Cible 2 : 25,5 millions d'hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état.
- Cible 3 : 340,9 millions d'hectares d'aires protégées ont été créés ou font l'objet d'une amélioration de leur gestion, dont la moitié correspond à de nouvelles aires protégées créées avec l'appui du GEF.
- Cible 7 : 32 134 tonnes de produits chimiques préoccupants à l'échelle mondiale et de déchets connexes réduites.
- Cible 8 et cible 11 : 881,7 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées, exprimées en équivalent dioxyde de carbone.
- Cible 10 : 80,7 millions d'hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées, 25 écosystèmes aquatiques partagés faisant l'objet d'une gestion améliorée.
- Cible 19 : 7,2 milliards de dollars de cofinancement, dont 232,9 millions provenant du secteur privé, pour un investissement total de 8,9 milliards de dollars dans des projets pertinents pour la biodiversité, selon la méthodologie des marqueurs de Rio
- Cible 22 et cible 23 : 6,4 millions de personnes bénéficiant de la conservation, de l'utilisation durable ou de la restauration de la biodiversité, dont 3,2 millions de femmes.

24. Le Bureau de l'évaluation indépendante du GEF (IEO) a réalisé onze évaluations pertinentes pour le domaine d'intervention « Biodiversité », dont les première et deuxième évaluations formatives du GBFF, ainsi que la huitième évaluation exhaustive du GEF. La section VI présente une synthèse des principaux messages issus de ces évaluations et des réponses de la direction du Secrétariat du GEF, approuvées par le Conseil du GEF.

Table des matières

I.	Sigles et abréviations	i
II.	Résumé analytique.....	ii
I.	Activités des projets à l'appui de la mise en œuvre de la CDB.....	12
	I.1 Programmation à l'appui du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal dans la famille de fonds du GEF	12
	I.2 Programmation dans le domaine d'intervention « diversité biologique »	19
	I.3 Autres contributions du GEF au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal	36
	I.4 Appui aux peuples autochtones et communautés locales pour la mise en œuvre du KMGBF	47
II.	Fonds du Cadre mondial de la biodiversité.....	50
	II.1 Établissement et opérationnalisation du GBFF.....	50
	II.2 Projets soutenus par le GBFF	52
III.	Fonds spécial pour les changements climatiques et Fonds pour les pays les moins avancés.....	55
IV.	Suites données par le GEF aux orientations de la 16 ^e Conférence des Parties à la CDB	56
V.	Mise en œuvre du portefeuille et résultats des réformes en cours	123
	Renforcer les capacités des pays et l'appropriation nationale.....	123
	Simplifier les procédures et améliorer l'accès.....	124
	Renforcer la transparence et la responsabilité.....	127
	Atteindre les objectifs de développement des projets et faire progresser leur mise en œuvre	128
VI.	Évaluations du Bureau indépendant d'évaluation du GEF	130
	Évaluation des programmes du GEF dans les petits États insulaires en développement du Pacifique	130
	Évaluation de l'appui du GEF aux solutions fondées sur la nature.....	132
	Évaluation des programmes du GEF relatifs aux systèmes alimentaires	134
	Huitième évaluation globale du GEF.....	136
	Évaluation formative du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF)	140
	Deuxième évaluation formative du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF)	142
	Annexe 1 : Rapport sur les activités relatives au Protocole de Carthagène	146
	Annexe 2 : Rapport sur les activités liées au Protocole de Nagoya	149
	Annex 3: GEF-8 Biodiversity and Multi Focal Area Projects: Approved.....	152
	Annex 4: Biodiversity Focal Area projects: projects submitted that have not been approved in GEF-8..	183
	Annex 5 - Status of Resources Approved by the Global Environment Facility in GEF-7 for Readiness and Early Actions to Implement the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework	186
	Annex 6 - Status of Resources Approved in GEF-8 for the Preparation of National Biodiversity Strategies and Action Plans and Seventh National Reports.....	218

Annex 7 - Status of Resources Approved for the Preparation of National Biodiversity Finance Plans	242
Annex 8 - Status of Resources Approved for the Preparation of Fifth National Reports on the Implementation of the Cartagena Protocol	263
Annex 9 - Status of Resources Approved for the Preparation of the First National Reports on the Implementation of the Nagoya Protocol	275

Table des figures

Figure 1. Accélération du cycle des projets, de la soumission au premier décaissement, entre GEF-6 et GEF-8.....	126
Figure 2. Répartition des notes attribuées aux résultats et à l'avancement de la mise en œuvre des projets du GEF en cours dans l'ensemble des domaines d'intervention au 30 juin 2025	128
Figure 3. Projets ayant obtenu une note satisfaisante, par domaine d'intervention, au 30 juin 2025	129

Table des tableaux

Tableau 1. Récapitulatif de la programmation de la famille de fonds du GEF à l'appui du KMGBF au cours de la période considérée (1 ^{er} juillet 2022 - 30 juin 2026).....	14
Tableau 2. Ventilation du cofinancement par source dans les projets soutenant le KMGBF au sein de la famille de fonds du GEF durant la période considérée (1 ^{er} juillet 2022 - 30 juin 2026)	15
Tableau 3. Ventilation, par région et groupes de pays, de l'appui apporté par la programmation du GEF à la mise en œuvre du KMGBF au cours de la période considérée (1 ^{er} juillet 2022 - 30 juin 2026).....	16
Tableau 4. Correspondance entre les cibles d'action du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et les programmes intégrés de GEF-8.....	18
Tableau 5. Synthèse de la programmation des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » de GEF-8 au cours de la période considérée (1 ^{er} juillet 2022 - 30 juin 2026)	21
Tableau 6. Contributions financières des autres domaines d'intervention au KMGBF au cours de la période de programmation de GEF-8.....	37
Tableau 7. Répartition des ressources du GEF par guichet de financement au titre des instruments financiers autres que les aides directes et contribution à la réalisation des cibles du KMGBF	40
Tableau 8. Décisions adoptées par la 16 ^e Conférence des Parties à la CDB (Décision 16/33) et réponses du GEF	56

Tableau 9. Mécanismes de mise en œuvre du GEF relatifs aux éléments du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme relatif à la diversité biologique de la CDB et de ses Protocoles pour la période de GEF-9	118
---	-----

Tableau 10. Correspondance entre les orientations programmatiques de GEF-9 et les cibles d'action du KMGBF	121
--	-----

I. ACTIVITES DES PROJETS A L'APPUI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CDB

1. Le présent rapport à la dix-septième réunion de la Conférence des Parties (COP) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) fournit des informations sur les activités menées par le Fonds pour l'environnement mondial (GEF) en réponse au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (KMGBF) et aux orientations adressées au GEF par la Conférence des Parties à sa seizième réunion, en février 2025. Ce rapport couvre la période allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2026.

I.1 Programmation à l'appui du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal dans la famille de fonds du GEF

2. Les orientations programmatiques de GEF-8 et celles du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF) ont été élaborées pour appuyer la mise en œuvre du KMGBF. Les avantages annexes pour la biodiversité sont par ailleurs suivis dans le cadre du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) et du Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC), deux fonds d'adaptation aux changements climatiques établis au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
3. Les contributions cumulées de la programmation en faveur du KMGBF provenant de l'ensemble des fonds et volets de programmation pertinente du GEF au cours de la période considérée sont récapitulées dans le tableau 1. Le montant total des financements approuvés au titre de GEF-8 qui contribuent aux objectifs et aux cibles de la CDB s'élevait à 4,64 milliards de dollars⁴, tel qu'établi selon la méthodologie des marqueurs de Rio du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁵. De ce total, 82 % ont été programmés par l'intermédiaire du fonds fiduciaire du GEF, dont 42,9 % ont été acheminés au moyen des programmes intégrés de GEF-8. Le FPMA et le FSCC représentaient ensemble 10 % de ce total, tandis que le GBFF, établi en 2023, en représentait 7,8 %.
4. Ces projets ont permis de mobiliser 29,69 milliards de dollars de cofinancement. Autrement dit, chaque dollar du GEF investi dans un projet contribuant au KMGBF a permis de mobiliser 6,40 dollars de financements additionnels, portant la contribution totale à 34,34 milliards de dollars. Le tableau 2 présente une ventilation du cofinancement par source,

⁴ Depuis juillet 2022, toutes les propositions soumises au GEF doivent être assorties d'une notation établie selon la méthodologie des marqueurs de Rio relatifs à la diversité biologique du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette méthodologie permet de suivre l'intégration des objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dans les objectifs du financement du développement, selon qu'ils constituent un objectif principal, un objectif significatif ou que l'activité n'est pas orientée vers cet objectif. Le Secrétariat du GEF procède à un contrôle de la qualité et examine, avant approbation, la cohérence de la notation proposée au titre des marqueurs de Rio pour chaque proposition. Le montant déclaré de 4,64 milliards de dollars correspond au financement total du GEF accordé aux projets approuvés du GEF, visant la biodiversité à titre d'objectif principal ou d'objectif significatif. Les financements provenant du domaine d'intervention « diversité biologique » et du GBFF, qui sont des sources de financement exclusivement consacrées à la biodiversité, sont présentés dans les sections I.2 et II.

⁵ OECD, 2026, [Reporting Rio markers and Environmental-related development finance in the OECD Creditor Reporting System \(CRS\), Handbook for reporters](#). DCD/DAC/STAT(2025)50/REV2

dont 2,41 milliards de dollars provenant du secteur privé et 13,05 milliards de dollars des gouvernements des pays bénéficiaires.

5. Ces ressources ont appuyé 511 projets et programmes de la Fonds fiduciaire du GEF, dont 11 programmes intégrés (voir section I.2). Elles ont également appuyé 82 projets au titre du GBFF (voir section II.2) et 56 projets au titre du FPMA et du FSCC (voir section III), dont 23 projets relevant de plusieurs fonds fiduciaires qui associent les ressources de l'un ou l'autre de ces fonds à celles du fonds fiduciaire du GEF.

Tableau 1. Récapitulatif de la programmation de la famille de fonds du GEF à l'appui du KMGBF au cours de la période considérée (1^{er} juillet 2022 - 30 juin 2026)⁶

Fonds	Branche de programmation	Programmation de GEF-8 (USD million)	Part des financements du GEF pertinents pour la biodiversité	Cofinancement (USD million)	Total (USD million)
Fonds fiduciaire du GEF	Ressources STAR du domaine d'intervention « diversité biologique » programmées en dehors des programmes intégrés ⁷	885,78	19 %	6 155,58	7 041,36
	Programmes intégrés ⁸	1 635,59	35 %	11 853,59	13 489,18
	Systèmes alimentaires	284,17	6 %	2 061,20	2 345,37
	Restauration des écosystèmes	205,04	4 %	1 903,23	2 108,27
	Villes durables	169,34	4 %	1 615,23	1 784,57
	Amazonie, Congo et biomes forestiers critiques	293,54	6 %	1 470,46	1 764,00
	Solutions circulaires à la pollution par les plastiques	107,94	2 %	875,09	983,03
	Îles bleues et vertes	135,63	3 %	610,60	746,23
	Océans propres et sains	109,37	2 %	821,50	930,87
	Accélérateur net zéro	109,97	2 %	1 004,51	1 114,47
	Conservation des espèces sauvages pour le développement	142,45	3 %	662,44	804,88
	Développement d'une infrastructure de transport verte	26,84	1 %	391,53	418,36
	Élimination des substances chimiques dangereuses des chaînes d'approvisionnement	51,31	1 %	437,81	489,12
	Ressources des autres domaines d'intervention (changements climatiques, dégradation des terres, eaux internationales, produits chimiques et déchets) programmées hors programmes intégrés ⁹	1 016,19	22 %	5 786,93	6 803,12
	Programme de microfinancement (ressources de base)	154,86	3 %	931,33	1 086,19
	Instruments financiers autres que les aides directes (financement mixte)	108,54	2 %	1 843,50	1 952,04
	Guichet innovation	10,32	0,2 %	14,87	25,19
GBFF		362,13	7,8 %	1 441,02	1 803,14
FPMA/FSCC		466,76	10,1 %	1 668,12	2 134,88
Total des ressources à l'appui du KMGBF		4 640,17	100 %	29 694,93	34 335,10

6. Le niveau élevé des contributions au KMGBF provenant d'activités de programmation relevant d'autres domaines que le domaine d'intervention « diversité biologique » reflète la cible

⁶ Les chiffres comprennent le financement pour la préparation des projets (financement PPG) et les commissions pour frais des Agences.

⁷ Ce chiffre ne comprend que les ressources STAR au titre de la Biodiversité affectées à des projets nationaux autonomes et à des programmes autres que les programmes intégrés.

fixée par le Conseil du GEF pour le fonds fiduciaire du GEF au cours de GEF-8, à savoir que 60 % des financements du GEF doivent contribuer à la Biodiversité à titre d'objectif principal ou d'objectif significatif, selon la méthodologie des marqueurs de Rio du CAD de l'OCDE. Cette cible faisait suite aux orientations de la Conférence des Parties à la CDB, qui invitaient le GEF à favoriser, au cours de GEF-8, les synergies dans la mise en œuvre des conventions qu'il dessert. Cette cible a été dépassée au cours de GEF-8 : 71 % de la programmation du Fonds Fiduciaire du GEF ont été considérés comme contribuant à la Biodiversité.

Tableau 2. Ventilation du cofinancement par source dans les projets soutenant le KMGBF au sein de la famille de fonds du GEF durant la période considérée (1^{er} juillet 2022 - 30 juin 2026)

Source du cofinancement ¹⁰	Cofinancement (USD million)	Part du cofinancement
Gouvernement du pays bénéficiaire	13 051,11	44,0 %
Agence du GEF	9 520,77	32,1 %
Secteur privé	2 413,46	8,1 %
Organisme donateur	1 754,10	5,9 %
Organisation de la société civile	1 415,66	4,8 %
Autres	1 393,02	4,7 %
Bénéficiaires	146,82	0,5 %
Total	29 694,93	100 %

7. La répartition régionale est présentée dans le tableau 3, de même que le montant et la part des ressources du GEF allouées aux petits États insulaires en développement (PEID) et aux pays les moins avancés (PMA), ainsi que le cofinancement correspondant. Un tiers (33,3 %) des ressources programmées au titre de projets pertinents pour la diversité biologique a bénéficié à l'Afrique. L'Amérique latine et les Caraïbes en ont reçu près d'un quart (24,6 %), suivies de l'Asie

⁸ Financement de la programmation des programmes intégrés, toutes sources de financement confondues. Sur ce montant, 630,2 millions de dollars proviennent des allocations nationales STAR au titre de la Biodiversité destinées aux programmes intégrés, et 279,5 millions de dollars des plateformes mondiales de programmes intégrés relevant du domaine d'intervention « diversité biologique » et de la prime de contrepartie correspondante.

⁹ Les autres domaines d'intervention, le Programme de microfinancements (PMF), les instruments financiers autres que les aides directes, le guichet innovation ainsi que le FPMA et le FSCC ne comprennent que les projets dont la notation au titre des marqueurs de Rio relatifs à la biodiversité est de 1 ou 2.

¹⁰ La ventilation est établie selon les catégories définies dans les lignes directrices sur le cofinancement ([Guidelines on co-financing](#), GEF, 2018), à savoir : « Agences du GEF » désigne les agences partenaires du GEF qui mettent en œuvre le projet ou programme ; « Organisme donateur » désigne les organismes d'aide multilatéraux ou bilatéraux ; « Gouvernement du pays bénéficiaire » désigne les entités gouvernementales nationales ou infranationales d'un pays bénéficiaire ; « Secteur privé » désigne les entités commerciales ou à but lucratif ; « Organisation de la société civile » désigne les entités non gouvernementales à but non lucratif ; « Bénéficiaires » désigne les personnes ou les communautés qui bénéficient directement du projet ou programme ; et « Autres » désigne les autres sources de cofinancement ne correspondant à aucune des catégories ci-dessus.

(24,1 %) et de l'Europe et de l'Asie centrale (4,7 %). Ensemble, les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés (PMA) ont bénéficié de 41,6 % des financements pertinents pour la diversité biologique programmés dans les différents fonds et volets de programmation au cours de la période considérée.

Tableau 3. Ventilation, par région et groupes de pays, de l'appui apporté par la programmation du GEF à la mise en œuvre du KMGBF au cours de la période considérée (1^{er} juillet 2022 - 30 juin 2026)¹¹

Région/Groupe de pays	Financement du GEF (USD million) ¹⁰	Part du financement du GEF	Cofinancement (USD million)
Afrique	1 547,14	33,3 %	10 012,99
Asie	1 117,12	24,1 %	6 128,74
Amérique latine et Caraïbes	1 141,72	24,6 %	6 785,20
Europe et Asie centrale	217,55	4,7 %	1 649,70
Monde/région	616,64	13,3 %	5 118,30
Total	4 640,17	100,0 %	29 694,93
PEID	675,12	14,5 %	2 460,53
PMA	1 258,43	27,1 %	6 544,12

8. Les projets soutenus par la famille de fonds du GEF au cours de la période considérée contribuent à la mise en œuvre de l'ensemble des 23 cibles du KMGBF¹². Le tableau 4 présente la contribution des programmes intégrés de GEF-8 à l'atteinte de ces cibles. Les résultats attendus associés aux cibles du KMGBF sont notamment les suivants :

- Cible 1 — *Planifier et gérer toutes les zones afin de réduire la perte de biodiversité* : au total, 3 280,3 millions d'hectares de zones terrestres et marines directement touchés au profit de la biodiversité ; 80 écosystèmes aquatiques partagés faisant l'objet d'une gestion améliorée.
- Cible 2 — *Restaurer 30 % de l'ensemble des écosystèmes dégradés* : 14,7 millions d'hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état.
- Cible 3 — *Conserver 30 % des zones terrestres, des eaux intérieures et des zones marines* : 2 247,3 millions d'hectares de zones de conservation créées ou faisant l'objet d'une gestion améliorée, dont 2 207 millions d'hectares d'aires protégées et 40,2 millions d'hectares d'autres mesures de conservation efficaces par zone.

¹¹ Les chiffres comprennent le financement PPG et les commissions pour frais des Agences.

¹² La liste complète des cibles du KMGBF, accompagnées de notes de référence, est disponible sur le site Web de la [CDB](#).

- Cible 7 — *Ramener la pollution à des niveaux qui ne nuisent pas à la biodiversité* : 242 098 tonnes de produits chimiques préoccupants à l'échelle mondiale et de déchets connexes réduites, et 4,4 millions de tonnes de déchets plastiques résiduels évitées.
- Cible 8 — *Réduire au minimum les incidences des changements climatiques sur la biodiversité et renforcer la résilience* et cible 11 — *Restaurer, maintenir et renforcer les contributions de la nature aux populations* : 6 852,8 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées (t. éq. CO₂)
- Cible 10 — *Renforcer la biodiversité et la durabilité dans l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture* : 143,1 millions d'hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées, 80 écosystèmes d'eau douce partagés faisant l'objet d'une gestion améliorée, et 2,2 millions de tonnes de prises issues de pêcheries marines surexploitées ramenées à des niveaux plus viables.
- Cible 19 — *Mobiliser 200 milliards de dollars par an en faveur de la diversité biologique, toutes sources confondues, dont 30 milliards de dollars au moyen du financement international* : 29,69 milliards de dollars de cofinancement dont 2,41 milliards provenant du secteur privé, pour un investissement total de 34,34 milliards de dollars dans des projets pertinents pour la biodiversité, selon la méthodologie des marqueurs de Rio
- Cible 22 — *Garantir à tous la participation à la prise de décision et l'accès à la justice et à l'information en matière de biodiversité* et cible 23 — *Garantir l'égalité des genres et une approche tenant compte du genre dans les mesures en faveur de la diversité biologique* : 42,0 millions de personnes bénéficiant de la conservation, de l'utilisation durable ou de la restauration de la biodiversité dont 20,9 millions de femmes.

9. Le GEF appuie la réalisation de la cible 6 — *réduire d'au moins 50 % l'introduction d'espèces invasives et en réduire au minimum les incidences* — dans au moins 17 pays (Argentine, Bahamas, Barbade, Comores, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Madagascar, Nauru, Nioué, Seychelles, Tonga, Tuvalu et Venezuela), au moyen de 14 projets financés par la Fonds fiduciaire du GEF et le Fonds du Cadre mondial de la biodiversité. Ces projets visent à prévenir, à maîtriser et à gérer les espèces invasives. Le financement total du GEF s'élève à 81,5 millions de dollars et a permis de mobiliser 366,4 millions de dollars de cofinancement.

10. Le GEF appuie la réalisation de la cible 13 — *accroître le partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, des informations de séquençage numérique et des connaissances traditionnelles associées* — dans 15 pays (Belize, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Eswatini, États fédérés de Micronésie, Guinée équatoriale, Honduras, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Sri Lanka, Thaïlande et Yémen), au moyen de 15 projets autonomes financés par la Fonds fiduciaire du GEF et le GBFF. Ces projets visent à améliorer l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment en appuyant la ratification du Protocole de Nagoya par le Belize, la Thaïlande et Sri Lanka. Ils représentent un financement de projet total du GEF de 57,0 millions de dollars et ont permis de mobiliser 266,3 millions de dollars de cofinancement.

Tableau 4. Correspondance entre les cibles d'action du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et les programmes intégrés de GEF-8

	Cibles du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal ¹³																						
Programmes intégrés du GEF	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Restauration des écosystèmes	X	X						X		X	X			X	X					X	X	X	X
Îles bleues et vertes		X	X				X	X		X	X			X					X	X	X	X	X
Accélérateur net-zéro		X	X					X		X	X			X				X	X	X	X	X	X
Solutions circulaires à la pollution par les plastiques							X	X		X	X			X	X	X		X		X	X	X	X
Élimination produits chimiques dangereux des chaînes d'approvisionnement							X	X		X	X			X	X				X	X	X	X	X
Amazonie, Congo et biomes forestiers critiques	X	X	X		X		X	X	X	X				X	X			X	X	X	X	X	X
Conservation des espèces sauvages pour le développement		X	X	X	X		X	X	X	X										X	X	X	X
Systèmes alimentaires	X	X					X	X	X	X	X				X			X	X	X	X	X	X
Océans propres et sains		X	X				X	X		X	X	X								X	X	X	X
Développement d'une infrastructure de transport verte	X	X	X		X		X	X	X	X				X		X			X	X	X	X	X
Villes durables	X	X	X				X				X	X		X						X	X	X	X

¹³Ce tableau présente les contributions directes de ces programmes intégrés à l'atteinte des 23 cibles du KMGBF. Les programmes intégrés couvrent presque toutes les 23 cibles du KMGBF, à l'exception des cibles 6 (espèces invasives), 13 (accès et partage des avantages) et 17 (prévention des risques biotechnologiques), qui sont prises en charge par des projets autonomes.

11. Le GEF soutient la réalisation de la cible 17 — *Renforcer la biosécurité et partager les avantages découlant des biotechnologies* — dans sept pays (Afrique du Sud, Gambie, Honduras, Jamaïque, Ouzbékistan, Soudan et Sri Lanka), au moyen de projets autonomes visant la mise en œuvre de mesures de biosécurité. Les projets menés au Honduras et au Sri Lanka contribuent également à la réalisation de la cible 13. Ces sept projets représentent un financement de projet total du GEF de 17,8 millions de dollars, et ont permis de mobiliser 49,8 millions de dollars de cofinancement.

12. Le programme-cadre de GEF-8 sur l'appui à l'élaboration de plans de financement en faveur de la biodiversité soutient 98 pays dans la réalisation d'une évaluation exhaustive des incitations et subventions, conformément à la cible 18 du KMGBF — *Réduire d'au moins 500 milliards de dollars par an les incitations néfastes et accroître les incitations positives en faveur de la diversité biologique*. En juin 2026, 15 pays avaient achevé leurs rapports exhaustifs sur les subventions en faveur de la diversité biologique, et 71 pays préparaient ou finalisaient leurs évaluations des subventions en appliquant la méthodologie BIOFIN du PNUD comme cadre d'analyse normalisé. Cette méthodologie permet d'assurer une cohérence à l'échelle mondiale tout en tenant compte des contextes nationaux.

13. Les projets du GEF apportent une contribution substantielle à la réalisation de la cible 20 — Renforcer les capacités, le transfert de technologies et la coopération scientifique et technique en faveur de la diversité biologique — et de la cible 21 — Veiller à ce que les connaissances soient disponibles et accessibles afin d'orienter les mesures en faveur de la diversité biologique. Bien que les Indicateurs de base de la Fonds fiduciaire du GEF ne permettent pas de mesurer spécifiquement les contributions à ces cibles, la plupart des projets, sinon la totalité, les appuient activement afin d'atteindre les objectifs des programmes et des projets.

14. Les cadres stratégiques du GEF relatifs aux peuples autochtones et communautés locales, ainsi qu'à l'égalité des genres, garantissent que tous les investissements du GEF contribuent à la réalisation de la cible 22 — Garantir à tous la participation à la prise de décisions et l'accès à la justice et à l'information en matière de biodiversité — et de la cible 23 — Garantir l'égalité des genres et une approche tenant compte des questions de genre dans les mesures en faveur de la diversité biologique.

I.2 Programmation dans le domaine d'intervention « diversité biologique »

15. La stratégie de GEF-8 applicable au domaine d'intervention « diversité biologique » répond aux objectifs de la CDB et de ses Protocoles, ainsi qu'aux objectifs des conventions relatives à la diversité biologique qui sont pertinents pour le GEF. Son objectif est d'assurer *la préservation, l'utilisation durable et la restauration de la biodiversité d'importance mondiale*.

16. À cette fin, la stratégie s'articule autour des trois objectifs suivants :

- 1) Améliorer la conservation, l'utilisation durable et la restauration des écosystèmes naturels ;
- 2) Assurer la mise en œuvre effective des Protocoles de Carthagène et de Nagoya ; et

3) Accroître la mobilisation des ressources nationales en faveur de la diversité biologique.

17. Pour la période de GEF-8, un montant total de 1,92 milliard de dollars a été alloué au domaine d'intervention « diversité biologique », dont 1,45 milliard de dollars ont été mis à la disposition des pays, au titre de la diversité biologique, par l'intermédiaire du Système transparent d'allocation des ressources (STAR). Sur ce montant, une allocation théorique de 641 millions de dollars était prévue à l'appui des programmes intégrés. Ces montants comprennent les commissions pour frais des Agences et le financement pour la préparation des projets (financement PPG).

18. Un montant de 1,795 milliard de dollars, soit 94 % des ressources allouées, a été programmé au titre du domaine d'intervention « diversité biologique ». Le tableau 5 présente la ventilation par volet de programmation. Sur les 1,45 milliard de dollars alloués au titre du STAR pour la diversité biologique durant GEF-8, 1,40 milliard de dollars, soit 97 %, a été programmé, dont 1,32 milliard de dollars au titre du STAR pour la diversité biologique programmés dans le domaine d'intervention « diversité biologique » et 85 millions de dollars programmés dans les domaines d'intervention « changements climatiques » et « dégradation des terres », conformément aux décisions des points focaux opérationnels du GEF, grâce à la pleine flexibilité d'utilisation des allocations STAR.

19. Ces ressources ont appuyé 83 projets relevant du domaine d'intervention « diversité biologique », 317 projets couvrant plusieurs domaines d'intervention et 21 approches programmatiques, dont 11 programmes intégrés. Les programmes intégrés et programmes comprenaient 206 projets rattachés. Cent quarante-quatre pays ont bénéficié de ces investissements. La liste complète de ces projets figure à l'annexe 3 du présent rapport.

Tableau 5. Synthèse de la programmation des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » de GEF-8 au cours de la période considérée (1^{er} juillet 2022 - 30 juin 2026)¹⁴

Domaine d'intervention « diversité biologique »	Objectifs de programmation de GEF-8 (USD million)	Programmation de GEF-8 durant la période considérée (USD million)	Programmation de GEF-8 (%)
<i>Allocations nationales STAR affectées à des activités hors programmes intégrés¹⁵</i>	811,89	687,97	85 %¹⁶
<i>Ressources réservées au titre du STAR, hors programmes intégrés</i>	182,85	197,81	108 %
Activités habilitantes	145,56	132,83	91 %
Projets et programmes mondiaux et régionaux liés à la biodiversité	37,29	64,98	174 %
<i>Programmes intégrés¹⁷</i>	924,06	909,70	98,45 %
Systèmes alimentaires		164,16	
Restauration des écosystèmes		135,08	
Villes durables		85,75	
Amazonie, Congo et biomes forestiers critiques		207,50	
Solutions circulaires à la pollution par les plastiques		23,87	
Îles bleues et vertes		75,27	
Océans propres et sains		38,88	
Accélérateur net zéro		43,78	
Conservation des espèces sauvages pour le développement		121,14	
Développement d'une infrastructure de transport verte		14,28	
Élimination des substances chimiques dangereuses des chaînes d'approvisionnement			
Total	1 918,80	1 795,49	94 %

20. L'annexe 4 présente la liste des projets soumis pour financement au titre du domaine d'intervention « diversité biologique » du fonds fiduciaire du GEF qui n'ont pas été approuvés au

¹⁴ Les chiffres comprennent le financement PPG et les commissions pour frais des Agences.

¹⁵ Ce chiffre ne comprend que les ressources STAR au titre de la diversité biologique affectées à des projets nationaux autonomes et à des programmes autres que les programmes intégrés.

¹⁶ Ce pourcentage correspond aux ressources STAR allouées à la Biodiversité qui ont été programmées dans le domaine d'intervention « diversité biologique », hors programmes intégrés. Grâce à la pleine flexibilité des

cours de la période considérée, et en indique les motifs. Elle recense 14 projets qui ont été rejetés parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions requises pour bénéficier d'un financement du GEF ou n'avaient pas été retenus dans le cadre du guichet concurrentiel des instruments financiers autres que les aides directes, ainsi que des projets retirés par les Agences d'exécution. Nombre de ces derniers ont ensuite été soumis sous une forme différente — par exemple, en tant que projets de taille moyenne à deux étapes plutôt qu'à une étape — et ont été approuvés. Enfin, deux projets ont été automatiquement retirés, la fin du cycle étant intervenue avant qu'ils puissent faire l'objet d'un examen technique et être examinés en vue de leur approbation.

Appui à la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique

21. Au total, huit projets relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Carthagène ont été soumis par des Parties admissibles au cours de GEF-8 : quatre à la Fonds fiduciaire du GEF et quatre demandes de financement PPG au Fonds pour le GBFF. Tous les projets soumis à la Fonds fiduciaire du GEF ont été approuvés. Trois des quatre demandes de financement PPG soumises au GBFF ont été retenues dans le cadre de son processus concurrentiel d'allocation des ressources.

22. Tous fonds confondus, sept pays — Afrique du Sud, Gambie, Honduras, Jamaïque, Ouzbékistan, Sri Lanka et Soudan — bénéficient d'un appui, au moyen de projets autonomes, afin de mettre en œuvre des mesures de prévention des risques biotechnologiques conformément à la cible 17. Ces projets représentent un financement de projet du GEF de 17,8 millions de dollars et 49,8 millions de dollars de cofinancement.

23. Le projet de mise en œuvre du cadre national de biosécurité en Ouzbékistan conformément au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques (*Implementation of the National Biosafety Framework in Uzbekistan in accordance with the Carthagène Protocol on Biosafety* ; N° de projet du GEF 11988 ; financement de projet du GEF : 1 784 863 dollars ; Agence de mise en œuvre : Union internationale pour la conservation de la nature [UICN]) illustre l'appui apporté à la réalisation de la cible 17. Il vise à lever les obstacles à la manipulation sans danger des organismes vivants modifiés (OVM) en Ouzbékistan. À cette fin, il soutient l'élaboration et la mise en application d'une politique de biosécurité, ainsi que de cadres réglementaires et institutionnels, et renforce les capacités nationales en matière d'évaluation et de gestion des risques liés aux OVM, ainsi que de suivi de ces organismes. Des

allocations STAR pendant GEF-8, les points focaux opérationnels du GEF pouvaient également utiliser les allocations STAR allouées à la Biodiversité pour programmer des activités dans les domaines d'intervention « changements climatiques » et/ou « dégradation des terres ». Compte tenu de l'utilisation des ressources STAR allouées à Biodiversité dans d'autres domaines d'intervention, 97 % des 1,45 milliard de dollars alloués au titre du STAR pour la Biodiversité pendant GEF-8 ont été effectivement programmés dans des projets et programmes approuvés, dont 85 millions de dollars dans les domaines d'intervention « changements climatiques » ou « dégradation des terres ».

¹⁷Les financements de programmation des programmes intégrés présentés dans ce tableau ne comprennent que la contribution des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » (à savoir les allocations nationales STAR destinées aux programmes intégrés, les plateformes mondiales de programmes intégrés et la prime de contrepartie des programmes intégrés). Les programmes intégrés sont également financés par d'autres domaines d'intervention.

campagnes de sensibilisation du public et des activités de renforcement des capacités favoriseront l'acquisition de connaissances par les parties prenantes.

Appui à la ratification et à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique

24. Huit propositions relatives à la cible 13 ont été présentées au Fonds fiduciaire du GEF en vue d'obtenir un financement, et 17 demandes de financement PPG ont été soumises au titre du GBFF, y compris les présentations successives d'une même proposition lors de plusieurs cycles de sélection du GBFF. Toutes les propositions présentées au Fonds fiduciaire du GEF ont été approuvées. Sept des 17 demandes de financement PPG au titre du GBFF ont été retenues dans le cadre du processus concurrentiel d'allocation des ressources du GBFF.

25. Le fonds fiduciaire du GEF et le GBFF appuient 15 pays — Belize, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Eswatini, Guinée équatoriale, Honduras, Inde, Indonésie, Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Pakistan, Sri Lanka, Thaïlande et Yémen — au moyen de 15 projets autonomes, à la mise en œuvre de l'accès aux ressources génétiques et du partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, conformément à la cible 13. Cet appui comprend une aide à la ratification du Protocole de Nagoya au Belize, en Thaïlande et au Sri Lanka. Ces projets représentent un financement de projet du GEF de 57,0 millions de dollars et 266,3 millions de dollars de cofinancement.

26. Le projet de renforcement du cadre malaisien relatif à l'accès et au partage des avantages, de la conformité numérique et des partenariats entre le secteur privé et les communautés (*Strengthening Malaysia's Access and Benefit-Sharing Framework, Digital Compliance, and Private Sector—Community Partnerships*; N° de projet du GEF 12154 ; financement de projet du GEF : 4 651 950 dollars ; Agence de mise en œuvre : PNUD) illustre l'appui apporté à la réalisation de la cible 13. Il vise à combler les lacunes persistantes dans la mise en œuvre de la loi malaisienne de 2017 sur l'accès et le partage des avantages, en finalisant les règlements d'application, en normalisant les procédures opérationnelles des États, en instaurant des mécanismes de diligence raisonnable aux points de contrôle et en précisant l'approche nationale relative à l'information de séquençage numérique au regard du mécanisme multilatéral de la CDB. Il renforcera également les capacités du secrétariat national et des utilisateurs, tout en facilitant l'accès des peuples autochtones et communautés locales à un partage juste et équitable des avantages concourant à la préservation de la biodiversité. Ce projet devrait aboutir à la mise en place d'un système d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages pleinement opérationnel, numérisé et fiable, qui améliore le respect des exigences applicables, oriente les avantages vers les peuples autochtones et communautés locales et finance des activités de conservation sur le terrain.

Activités habilitantes

27. Quatre programmes mondiaux ont été approuvés au cours de la période considérée afin d'appuyer la planification et l'établissement de rapports au titre de la CDB et de ses Protocoles, dans le cadre de la modalité des activités habilitantes du GEF.

- Le Programme-cadre d'appui à la révision et à la mise à jour des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et à l'établissement des septièmes rapports nationaux a été approuvé en juin 2023. Il comprend deux projets : l'un exécuté par le PNUE en qualité d'Agence du GEF (financement de projet du GEF : 36 435 000 dollars) et l'autre par le PNUD en qualité d'Agence du GEF (financement de projet du GEF : 35 600 000 dollars). Chaque projet comporte trois composantes. La première est axée sur la révision et la mise à jour des SPANB existantes afin d'en assurer la cohérence avec le KMGBF, tandis que la deuxième vise à aider les pays à achever leur septième rapport national à l'aide des indicateurs du cadre de suivi du KMGBF. Ces deux composantes s'appuient sur les travaux engagés dans le cadre du projet d'appui aux interventions précoces en faveur du Cadre mondial de la biodiversité relevant de GEF-7 et viennent les compléter. La composante 3 prévoit un appui mondial à la gestion des connaissances et à l'apprentissage, ainsi qu'une assistance technique. Le programme produit deux résultats principaux dans chaque pays : une SPANB révisée et le rapport national soumis à la CDB. Le Programme-cadre appuie au total 139 pays, dont 57 avaient soumis leur SPANB et 91 leur septième rapport national au 15 juin 2026. L'annexe 6 présente des informations détaillées sur l'état d'avancement dans chacun des pays participants.
- Le Programme-cadre d'appui à l'élaboration de plans de financement en faveur de la biodiversité (financement de projet du GEF : 42 030 950 dollars) a été approuvé en décembre 2022, puis modifié en juin 2026 afin d'y inclure sept pays admissibles qui n'avaient pas sollicité d'appui auparavant. Il vise à favoriser la mobilisation de ressources à grande échelle pour la mise en œuvre du KMGBF, en soutenant, dans 98 pays, l'élaboration de plans nationaux de financement de la biodiversité, y compris la réalisation de diagnostics de référence, le renforcement des capacités et la mise en place de dispositifs institutionnels. Cette activité répond à l'objectif 3 de la stratégie du GEF en matière de diversité biologique, qui vise à appuyer la mobilisation de ressources nationales. Elle soutient les pays qui n'ont pas encore bénéficié de l'Initiative de financement de la biodiversité du PNUD (BIOFIN). Dans le cadre du programme, une plateforme mondiale de partage des connaissances et d'appui technique a été mise en place afin de favoriser les échanges de connaissances et d'expériences entre les pays participants, avec la participation d'organisations partenaires. Elle met à la disposition des pays une expertise technique spécialisée pour appuyer les processus nationaux et répondre aux questions financières de nature technique. L'annexe 7 présente des informations détaillées sur l'état d'avancement dans chacun des pays participants.
- Le Programme d'appui à l'élaboration des cinquièmes rapports nationaux sur la mise en œuvre du Protocole de Carthage sur la prévention des risques biotechnologiques, mis en œuvre par le PNUE (financement de projet du GEF : 4 059 825 dollars), a été approuvé en avril 2025. Il appuie 105 Parties admissibles au Protocole de Carthage dans l'exécution de leurs obligations nationales en matière d'établissement de rapports. Au 15 juin 2026, 88 d'entre elles avaient soumis leur cinquième rapport national. L'annexe 8 présente des informations détaillées sur l'état d'avancement dans chacun des pays participants.

- Le programme d'appui à l'élaboration des premiers rapports nationaux sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, mis en œuvre par le PNUE (financement de projet du GEF : 3 701 250 dollars), a été approuvé en avril 2025. Il appuie 96 Parties admissibles au Protocole de Nagoya dans l'exécution de leurs obligations nationales en matière d'établissement de rapports. Au 15 juin 2026, 73 d'entre elles avaient soumis leur premier rapport national. L'annexe 9 présente des informations détaillées sur l'état d'avancement dans chacun des pays participants.

Contribution des programmes intégrés du GEF aux cibles du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

28. Les orientations programmatiques de GEF-8¹⁸ font état des contributions potentielles des 11 programmes intégrés de GEF-8 à la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, ultérieurement adopté sous le nom de KMGBF¹⁹. Chaque programme intégré est présenté ci-après, avec une brève description de sa contribution aux cibles du KMGBF, notamment au regard des résultats attendus pour les indicateurs de base du GEF.

29. Tous les programmes intégrés contribuent à la réalisation des **cibles 20 et 21**. Si cette contribution ne fait pas l'objet d'un suivi distinct au moyen des Indicateurs de base du GEF, la plupart des projets rattachés, de même que le projet de coordination mondiale de chaque programme intégré, incluent un appui à la réalisation de ces cibles lorsque celui-ci est nécessaire à l'atteinte de leurs buts et objectifs. De même, pour les **cibles 22 et 23**, la mise en œuvre du KMGBF au niveau national met l'accent sur une participation équitable, inclusive et tenant compte des questions de genre, ainsi que sur l'égalité des genres. Le cadre stratégique du GEF relatif aux peuples autochtones et communautés locales et à l'égalité des genres garantit que tous les investissements du GEF au titre du Fonds fiduciaire du GEF contribuent à la réalisation de ces cibles. Collectivement, les programmes intégrés concourent à la réalisation de la **cible 11** en favorisant la conservation et l'utilisation durable fondées sur les zones, l'intégration de la biodiversité et la cohérence des politiques favorables à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité. Ces actions devraient produire des résultats en matière de biodiversité à grande échelle.

30. **Programme intégré « Restauration des écosystèmes ».** Pays participants : Angola, Afrique du Sud, Brésil, Cambodge, Côte d'Ivoire, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Népal, Pérou, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Tchad, Ouzbékistan et Viet Nam. L'objectif est de produire de multiples avantages durables pour l'environnement mondial et sur le plan socioéconomique, grâce à des approches intégrées et novatrices de restauration des écosystèmes dégradés. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 642 000 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 3.**

¹⁸ GEF, 2022, [GEF-8 Programming Directions](#).

¹⁹ <https://www.cbd.int/gbf/targets>

- 1,7 millions d’hectares de zones terrestres et d’écosystèmes faisant l’objet de mesures de remise en état : **Cible 2**.
- 6,0 millions d’hectares de paysages faisant l’objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 10**.
- 170 millions de tonnes d’émissions de gaz à effet de serre atténuée (t. éq. CO₂) : **Cible 8 et cible 11**.
- Un écosystème d’eau douce partagé faisant l’objet d’une gestion améliorée **Cible 1 et cible 10**.
- 3,0 millions de personnes bénéficient d’investissements financés par le GEF (1,5 million de femmes et 1,5 million d’hommes) : **Cible 22 et cible 23**.

31. En outre, le programme intégré contribuera à renforcer la cohérence des politiques relatives à la restauration des écosystèmes au niveau national, en favorisant des changements de politiques visant à lever les obstacles à la restauration et/ou les mesures qui découragent celle-ci, afin de promouvoir une participation accrue du secteur privé (**cibles 14 et 15**). Il appuiera également l’élaboration de plans intégrés fondés sur une analyse spatiale et axés sur la restauration des écosystèmes ciblés (**cible 1**).

32. **Programme intégré « Îles bleues et vertes »**. Pays participants : Belize, Cabo Verde, Comores, Cuba, Maldives, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Palaos, Papouasie–Nouvelle-Guinée, Samoa, Sainte-Lucie, Seychelles, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago et Vanuatu. L’objectif est de promouvoir un développement respectueux de la nature et de réduire la dégradation des écosystèmes dans les petits États insulaires en développement (PEID), en valorisant la nature et en mettant en œuvre des solutions fondées sur la nature, notamment dans les secteurs de l’alimentation, du tourisme et des villes. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 20 057 hectares de nouvelles aires terrestres protégées créées : **Cible 3**.
- 1 453 483 hectares de nouvelles aires marines protégées créées : **Cible 3**.
- 243 712 hectares d’aires protégées terrestres faisant l’objet d’une gestion améliorée : **Cible 3**.
- 2 284 348 hectares d’aires protégées marine faisant l’objet d’une gestion améliorée : **Cible 3**.
- 77 356 hectares de zones terrestres et d’écosystèmes faisant l’objet de mesures de remise en état : **Cible 2**.
- 178 540 hectares de paysages faisant l’objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 10**.
- 398 005 hectares d’habitats marins faisant l’objet de pratiques améliorées : **Cible 10**.
- Deux pêcheries certifiées par un organisme tiers selon des critères tenant compte de la biodiversité : **Cible 10**.
- 51 324 458 tonnes d’émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées directement et 892 793 tonnes atténuées indirectement (t. éq. CO₂) : **Cible 8 et cible 11**.
- Deux écosystèmes aquatiques partagés faisant l’objet d’une gestion améliorée : **Cible 10**.

- 237 019 tonnes de prises issues de pêcheries marines surexploitées à l'échelle mondiale ramenées à des niveaux plus viables : **Cible 10**.
- 734 422 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (351 054 femmes et 383 398 hommes) : **Cible 22** et **cible 23**.

33. En outre, le programme intégré vise à renforcer la cohérence des politiques en développant les capacités nécessaires pour intégrer la valeur de la nature dans les principaux secteurs économiques au niveau national, notamment dans la planification sectorielle (**cible 14**), ainsi que dans la planification financière nationale et la mobilisation des ressources intérieures (**cible 19**).

34. **Programme intégré « Accélérateur net zéro ».** Pays participants : Chili, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Indonésie, Maurice, Mexique, Maroc, Nigéria, Tanzanie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Viet Nam. L'objectif est de renforcer les institutions et de catalyser les investissements nécessaires à l'accélération des trajectoires carboneutres et favorables à la nature. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF. Si les objectifs chiffrés peuvent paraître modestes, le programme intégré est surtout à même de contribuer à la mise en œuvre du KMGBF en renforçant l'environnement institutionnel, réglementaire, budgétaire et financier. Cela permettra de mettre en œuvre des stratégies carboneutres et favorables à la nature, tout en veillant à ce que les budgets nationaux concourent aux objectifs nationaux de développement et de durabilité environnementale. Cette approche pourrait avoir d'importants effets d'entraînement en favorisant une mise en œuvre plus robuste des cibles énumérées ci-après et une contribution accrue à leur réalisation à long terme, ainsi qu'en contribuant potentiellement à la réalisation des **cibles 3, 8, 14, 18 et 19**.

- 39 312 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **Cible 2**.
- 75 753 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité, et 577 500 hectares de terres productives faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 10**.
- 56 740 hectares de nouvelles aires terrestres protégées créées : **Cible 3**.
- 690 819 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 3**.
- 23 505 000 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées directement et 43 143 968 tonnes atténuées indirectement (t éq. CO₂) : **Cible 8** et **cible 11**.
- 1 660 496 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (803 196 femmes et 857 300 hommes) : **Cible 22** et **cible 23**.

35. **Programme intégré « Solutions circulaires à la pollution par les plastiques ».** Pays participants : Afrique du Sud, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Costa Rica, Îles Cook, Inde, Jordanie, Maroc, Nigéria, Pérou, Philippines, République démocratique populaire lao, République dominicaine et Sénégal. L'objectif est de favoriser la transition vers une économie circulaire des plastiques dans le secteur de l'alimentation et des boissons, afin de prévenir la pollution

plastique. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF²⁰ :

- 5 486 409,26 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées indirectement (t. éq. CO₂) : **Cible 8** et **cible 11**.
- Trois écosystèmes aquatiques partagés faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 10**.
- 1 504 086,20 tonnes de déchets plastiques résiduels évitées : **Cible 7**, **cible 15** et **cible 16**.
- 6 680 661 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (3 330 055 femmes et 3 344 708 hommes) : **Cible 22** et **cible 23**.
- 131,26 grammes d'équivalent toxique de polluants organiques persistants produits involontairement évités : **Cible 7**.

36. En outre, le programme intégré contribue à renforcer la cohérence des politiques par l'élaboration et le renforcement de cadres réglementaires et stratégiques nationaux en faveur d'une économie circulaire des plastiques. Ces cadres comprennent notamment des mesures relatives à la responsabilité élargie des producteurs, aux normes applicables aux produits, aux systèmes de réemploi et de recharge, aux marchés publics, à l'écoconception ainsi qu'à l'élimination progressive ou à la réduction des plastiques à usage unique problématiques et superflus. Il contribue ainsi à la **cible 14** en intégrant la réduction de la pollution plastique dans les politiques sectorielles et les processus décisionnels. En mobilisant le secteur de l'alimentation et des boissons, les détaillants, les marques, les éco-organismes, les établissements financiers et les petites et moyennes entreprises (PME), le programme intégré favorise également une plus grande transparence, la collecte de données, l'établissement de rapports et la responsabilisation des entreprises tout au long des chaînes de valeur des emballages en plastique. Ces mesures aident les entreprises à mieux comprendre et à réduire leurs incidences sur la diversité biologique, tout en fournissant aux consommateurs et aux marchés de meilleures informations pour faciliter des choix plus durables, contribuant ainsi à la **cible 15**. Le programme intégré privilégie des mesures en amont et à des stades intermédiaires visant à réduire la consommation, à prévenir la production de déchets, à encourager l'abandon des plastiques à usage unique inutiles et à généraliser le réemploi, la recharge, la reconception, la substitution et les modèles économiques circulaires. Ces mesures appuient directement la cible 16 en incitant à adopter des modes de consommation durables et en réduisant l'empreinte mondiale liée à l'utilisation des plastiques et aux déchets qu'ils génèrent. Enfin, le programme intégré contribue à créer un cadre d'action propice aux solutions circulaires en mettant en place des réglementations, des mesures d'incitation, des mesures fiscales, des normes et des mécanismes de coordination institutionnelle favorisant les meilleures pratiques de l'économie circulaire dans l'industrie des plastiques. Il renforce également la cohérence entre les administrations publiques afin que les mesures de réduction de la pollution plastique ne soient pas compromises par des politiques, des subventions ou des signaux de marché contradictoires. Ces mesures contribuent à la **cible 18** et

²⁰ Pour estimer les cibles des Indicateurs de base du GEF, une méthodologie générale et un outil de calcul ont été appliqués afin d'évaluer les contributions de l'ensemble du programme, y compris de ses projets rattachés nationaux. Cette estimation, réalisée selon une approche descendante, a permis une évaluation rapide en l'absence de précisions sur les interventions dans les notes conceptuelles des projets rattachés nationaux. Une méthodologie et un outil de calcul plus détaillés sont élaborés durant la phase de financement PPG.

renforcent également la **cible 7** en réduisant directement la pollution plastique, en évitant les déchets plastiques résiduels et en diminuant les émissions de polluants organiques persistants produits involontairement par le brûlage à ciel ouvert.

37. **Programme intégré « Élimination des substances chimiques dangereuses des chaînes d’approvisionnement ».** Pays participants : Cambodge, Costa Rica, Équateur, Inde, Mongolie, Pakistan, Pérou et Trinité-et-Tobago. L’objectif est d’accompagner la transition des chaînes d’approvisionnement des secteurs de la mode et de la construction vers des approches intégrant les considérations environnementales dès la conception, tout en renforçant les conditions propices à cette évolution. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 2,89 millions d’hectares de paysages faisant l’objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 10**.
- 2 965 038 tonnes d’émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées directement et 7 700 780 tonnes atténuées indirectement (t éq. CO₂) : **Cible 8 et cible 11**.
- 53 413,72 tonnes de produits chimiques préoccupants à l’échelle mondiale et de déchets connexes réduites : **Cible 7, cible 10, cible 15 et cible 16**.
- 154,52 grammes d’équivalent toxique de polluants organiques persistants rejetés dans l’air évités : **Cible 7**.
- 32 138,36 tonnes de déchets plastiques résiduels évitées : **Cible 7 et cible 16**.
- 1 664 082 personnes bénéficient d’investissements financés par le GEF (dont 840 334 femmes) : **Cible 22 et cible 23**.

38. En outre, le programme intégré sur les chaînes d’approvisionnement est conçu pour mobiliser des financements et influencer sur les flux financiers, les systèmes de passation des marchés, les subventions, les incitations et les critères d’investissement afin de promouvoir des chaînes d’approvisionnement durables et circulaires. À cette fin, il prévoit notamment des incubateurs, des mécanismes de financement mixte tenant compte des questions de genre, des prêts verts, des incitations fiscales, des achats durables et des mécanismes fondés sur le marché, qui aideront les entreprises à adopter des matériaux plus sûrs, des procédés de production plus propres et des modèles économiques circulaires. Il contribue ainsi à la **cible 19** en facilitant la mobilisation et l’orientation des ressources vers des systèmes de production sans pollution et favorables à la diversité biologique. Le programme intégré renforce également le cadre réglementaire et les politiques publiques nécessaires à la création et au développement de marchés pour des produits innovants, plus sûrs et plus durables, notamment par l’adoption de normes, de systèmes de certification, d’écolabels, de contrôles à l’importation, de dispositifs de responsabilité élargie des producteurs, de marchés publics écologiques, ainsi que par la réforme des politiques économiques et fiscales. Ces mesures concourent à la réalisation de la **cible 14** en intégrant les considérations relatives à la diversité biologique, à la prévention de la pollution et à l’économie circulaire dans les politiques sectorielles et les processus décisionnels des chaînes d’approvisionnement des secteurs de la mode, de la construction, du textile, du cuir et des secteurs connexes. Enfin, les indicateurs du programme intégré permettent de suivre les mesures juridiques, administratives et de politique publique mises en place pour encourager les entreprises et leur donner les moyens d’agir, y compris les grandes entreprises, les entreprises

transnationales et les établissements financiers. Ces mesures visent à réduire les risques de pollution, à améliorer la transparence et la traçabilité, à évaluer et à gérer les dépendances et les incidences, ainsi qu'à fournir aux consommateurs et aux marchés des informations fiables qui favorisent des modes de consommation plus sûrs et plus durables. Ces mesures contribuent à la **cible 15** et renforcent également la **cible 16** grâce à la réduction des déchets, à la promotion de la circularité et à l'orientation de la consommation vers des produits plus durables et moins préjudiciables à l'environnement.

39. **Programme intégré « Paysages durables en Amazonie ».** Pays participants : Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname et Venezuela. L'objectif de la troisième phase du programme intégré est d'améliorer la collaboration régionale et les investissements nationaux en faveur de la conservation intégrée des paysages et de leur gestion durable dans des zones ciblées de la région amazonienne, y compris les forêts primaires. Ce programme a été lancé durant GEF-6. S'appuyant sur les deux précédents cycles du GEF, il continuera de travailler en étroite collaboration avec les peuples autochtones et communautés locales, en favorisant leur autonomisation ainsi que la socio-bioéconomie et les chaînes de valeur qui y sont associées (**cibles 5, 9 et 22**). Il favorise également la conservation et la restauration des corridors, ainsi que la coordination des appuis financiers à la conservation du biome amazonien (**cible 19**). Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 10 000 hectares d'aires terrestres protégées créées : **Cible 3**.
- 36 934 416 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 3**.
- 102 924 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **Cible 2**.
- 8 995 433 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 5, cible 9 et cible 10**.
- 97 340 853 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre atténuées directement (t. éq. CO₂) **Cible 8 et cible 11**.
- 221 085 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (103 994 femmes et 117 091 hommes) : **Cible 22 et cible 23**.

40. **Programme intégré « Biome forestier critique du bassin du Congo ».** Pays participants : Angola, Cameroun, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo et Sao Tomé-et-Principe. L'objectif est d'améliorer la conservation et la gouvernance effective de paysages d'importance cruciale situés dans le biome forestier du bassin du Congo. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 1 160 999 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 3**.
- Un écosystème aquatique partagé faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 10**.
- 50 040 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **Cible 2**.

- 1 619 183 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 5, cible 9 et cible 10.**
- 135 970 067 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre atténuées directement (t. équ. CO₂) **Cible 8 et cible 11.**
- 239 281 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (122 593 femmes et 116 688 hommes) : **Cible 22 et cible 23.**

41. Le programme intégré du bassin du Congo renforcera également les politiques et les cadres réglementaires favorisant la conservation, la séquestration du carbone forestier et une gouvernance effective des forêts dans les paysages prioritaires. Il s'emploiera notamment à traiter la question des subventions préjudiciables à la diversité biologique accordées aux secteurs ayant une incidence sur les forêts (**cibles 14 et 18**). Enfin, le programme intégré mobilisera des ressources supplémentaires afin de pérenniser les efforts de conservation et de séquestration du carbone forestier dans le bassin du Congo, notamment grâce à des partenariats avec le secteur privé (**cible 19**).

42. **Programme intégré « Biome forestier critique des forêts guinéennes ».** Pays participants : Guinée, Guinée-Bissau, Libéria et Sierra Leone. L'objectif est de protéger les forêts guinéennes et d'en renforcer la gouvernance effective afin d'optimiser les retombées environnementales mondiales, de contribuer à la santé de la planète et de préserver le flux de services écosystémiques essentiels au bien-être humain. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 275 937 hectares de nouvelles aires terrestres protégées créées : **Cible 3.**
- 626 887 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 3.**
- Un écosystème aquatique partagé faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 10.**
- 35 400 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **Cible 2.**
- 394 941 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 5, cible 9 et cible 10.**
- 56 257 721 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées directement et 3 500 000 tonnes atténuées indirectement (t équ. CO₂) : **Cible 8 et cible 11.**
- 524 148 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (204 067 femmes et 320 081 hommes) : **Cible 22 et cible 23.**

43. Le programme intégré appuie également l'élaboration de plans intégrés et participatifs d'aménagement du territoire et de planification spatiale, ainsi que la mise à jour des données et informations nécessaires à leur application effective (**cible 1**). Il vise en outre à améliorer le cadre d'action et les conditions propices à la conservation et à la gestion des forêts, notamment en s'attaquant aux incitations et aux subventions préjudiciables à la diversité biologique (**cibles 14 et 18**). L'un des principaux résultats attendus du programme sera l'élaboration de stratégies de financement durable pour la gestion des aires protégées et la conservation des forêts (**cible 19**).

44. **Programme intégré « Biome forestier critique de l'Indo-Malaisie ».** Pays participants : Papouasie–Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao et Thaïlande. L'objectif est

de préserver l'intégrité des forêts primaires d'importance mondiale de l'Indo-Malaisie afin d'optimiser les multiples retombées environnementales mondiales associées au carbone et à la diversité biologique, ainsi que de contribuer au bien-être humain. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 1 244 087 hectares de nouvelles aires terrestres protégées créées : **Cible 3**.
- 2 032 687 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 3**.
- 8 535 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **Cible 2**.
- 154 007 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 5, cible 9 et cible 10**.
- 21 613 456 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre atténuées directement (t. éq. CO₂) : **Cible 8 et cible 11**.
- 19 400 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (10 200 femmes et 9 200 hommes) : **Cible 22 et cible 23**.

45. Le programme intégré appuie également, à différentes échelles, l'élaboration et le renforcement d'un environnement favorable à la conservation des forêts (**cibles 14 et 18**). En outre, des stratégies de financement durable seront élaborées pour la gestion des aires protégées et la conservation des forêts (**cible 19**).

46. **Programme intégré « Biome forestier critique de Mésoamérique »**. Pays participants : El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique et Panama. L'objectif est de préserver les forêts primaires de Mésoamérique en renforçant leur gouvernance, leur protection et leur restauration, ainsi que la coopération régionale, et en mobilisant des financements stables à long terme. Il entend ainsi assurer un flux durable de services écosystémiques au profit des populations et de la planète. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 4 180 828 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 3**.
- 41 434 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **Cible 2**.
- 1 302 061 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 5, cible 9 et cible 10**.
- Un écosystème aquatique partagé faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 10**.
- 42 319 966 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) atténuées directement et 2 678 551 tonnes atténuées indirectement (t éq. CO₂) : **Cible 8 et cible 11**.
- 171 016 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (77 200 femmes et 93 816 hommes) : **Cible 22 et cible 23**.

47. Le programme intégré fournit une assistance technique et appuie des démarches participatives visant à examiner, actualiser ou élaborer des instruments favorisant la protection et la conservation des forêts primaires. Il s'appuie à cette fin sur des démarches intersectorielles destinées à renforcer la cohérence des politiques. Ces instruments comprendront des plans

d'aménagement du territoire, des réglementations relatives à l'exploitation forestière, des politiques et réglementations encadrant l'octroi de concessions minières, des plans de vie des peuples autochtones, ainsi que des procédures de consultation des peuples autochtones (**cible 1, cible 14 et cible 18**). Le programme intégré vise en outre à mobiliser des investissements provenant de diverses sources afin d'appuyer à long terme la conservation et l'utilisation durable des forêts primaires (**cible 19**).

48. **Programme intégré « Conservation des espèces sauvages pour le développement ».**

Pays participants : Colombie, Eswatini, Éthiopie, Guinée, Indonésie, Kenya, Mexique, Mozambique, Népal, Ouganda, Paraguay, Philippines, Thaïlande et Zambie. L'objectif est de préserver les espèces sauvages et les paysages afin d'optimiser les avantages environnementaux mondiaux et de veiller à ce que les pays et les communautés tirent parti de ces actifs naturels. Le programme intégré s'appuie sur le Programme mondial pour la vie sauvage mis en œuvre durant GEF-6 et GEF-7 et vise à contribuer à la réalisation du KMGBF en concourant aux résultats suivants :

- 378 400 hectares de nouvelles aires terrestres protégées créées : **Cible 3**.
- 26 615 977 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **Cible 3**.
- 123 055 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **Cible 2**.
- 7 374 204 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **Cible 5, cible 9 et cible 10**.
- 29 085 472 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre atténuées (t. éq. CO₂) : **Cible 8 et cible 11**.
- 999 405 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (dont 496 776 femmes) : **Cible 22 et cible 23**.

49. Le programme intégré est conçu pour contribuer directement à la réalisation des **cibles 3, 4 et 5**, notamment en appuyant des réseaux représentatifs d'aires protégées efficacement gérées (**cible 3**), grâce à des mesures de conservation menées sur le terrain, de réduction des menaces et de mobilisation des communautés. Il y contribuera également par l'accroissement des financements en faveur de la conservation, l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des moyens de subsistance des communautés. Le risque d'extinction des espèces menacées (**cible 4**) sera réduit grâce à diverses mesures de gestion, dont la conservation menée sur le terrain, ainsi qu'à l'amélioration du financement et du partage des avantages. La réduction des conflits entre les êtres humains et les espèces sauvages (**cible 4**) constitue un résultat spécifique du programme intégré. Le commerce légal et durable d'espèces sauvages (**cible 5**) sera favorisé par des interventions tout au long des chaînes d'approvisionnement du commerce d'espèces sauvages, ainsi que par des mesures de lutte contre le braconnage dans les paysages prioritaires et les chaînes de valeur liées à l'utilisation durable. Le risque de transmission zoonotique découlant de certaines formes de commerce et d'utilisation d'espèces sauvages (**cible 5**) est pris en compte dans les activités ciblées et les résultats connexes du programme intégré.

50. **Programme intégré « Systèmes alimentaires ».** Pays participants : Afrique du Sud, Angola, Argentine, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Chili, Chine, Costa Rica, Équateur, Eswatini,

Éthiopie, Ghana, Grenade, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Malaisie, Mexique, Namibie, Nauru, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Sri Lanka, Tanzanie, Tchad, Türkiye. L'objectif est de catalyser la transformation des systèmes alimentaires afin qu'ils deviennent durables et régénérateurs, favorables à la nature, résilients face au changement climatique et exempts de pollution. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 487 248 hectares de forêts, de terres boisées et de prairies naturelles faisant l'objet de mesures de restauration : **cible 2**.
- 6 359 738 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **cible 5, cible 9 et cible 10**.
- 5 000 hectares d'habitats marins faisant l'objet de pratiques améliorées : **cible 10**.
- 129 295 137 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre atténuées (t. éq. CO₂) : **cible 8 et cible 11**.
- 35 000 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF : **cible 22 et cible 23**.

51. Le programme intégré appuie également la planification spatiale intégrée (**cible 1**) ; promeut l'amélioration des pratiques de gestion tout au long des chaînes de valeur afin de réduire les risques de pollution et ses effets néfastes (**cible 7**) ; encourage les entreprises à divulguer leurs risques, leurs dépendances et leurs incidences sur la diversité biologique, ainsi qu'à informer les consommateurs afin de favoriser des modes de consommation durables (**cible 15**) ; traite des enjeux liés à la consommation alimentaire et au gaspillage alimentaire (**cible 18**) ; et mobilise un large éventail de bailleurs de fonds afin d'orienter leurs pratiques de sélection des investissements vers la durabilité environnementale et de mobiliser des financements supplémentaires et de plus grande ampleur, notamment au moyen de mécanismes de financement mixte (**cible 19**).

52. ***Programme intégré « Océans propres et sains ».*** Pays participants : Grenade, Madagascar, Maldives, Mexique, Moldova, Panama, Pérou, Saint-Kitts-et-Nevis, Sri Lanka, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Venezuela et Viet Nam. L'objectif est de réduire la pollution côtière d'origine agricole, industrielle et municipale au moyen de mesures de politique publique et réglementaires, d'investissements dans les infrastructures et de solutions fondées sur la nature. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 311 327 hectares d'aires protégées terrestres créées ou faisant l'objet d'une gestion améliorée : **cible 3**.
- 414 582 hectares d'aires marines protégées créées ou faisant l'objet d'une gestion améliorée : **cible 3**.
- 93 039 hectares de forêts, de terres boisées, de prairies et de zones humides faisant l'objet de mesures de restauration : **cible 2**.
- 1 339 078 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **cible 10**.
- 10 513 888 hectares d'habitats marins faisant l'objet de pratiques améliorées : **cible 10**.
- 9 589 064 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre atténuées (t. éq. CO₂) : **cible 8 et cible 11**.

- 10 écosystèmes aquatiques partagés faisant l'objet d'une gestion améliorée : **cible 10**.
- 120 tonnes de produits chimiques préoccupants à l'échelle mondiale et de déchets connexes réduites : **cible 7**.
- 526 403 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF : **cible 22** et **cible 23**.

53. **Programme intégré « Développement d'une infrastructure de transport verte ».** Pays participants : Malaisie, Népal, Philippines, Suriname et Ukraine. Le programme intégré préservera la diversité biologique et évitera d'éventuelles incidences négatives en privilégiant des mesures en amont, notamment dans les domaines des politiques publiques, de la planification, de la conception et du financement. Ces mesures doivent entraîner, en aval, une transformation systémique des modalités d'implantation et de construction des infrastructures de transport ainsi que d'entretien des infrastructures naturelles. L'objectif est d'accélérer la transition vers des infrastructures de transport durables qui protègent et renforcent les principaux écosystèmes côtiers, marins et terrestres. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 259 469 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **cible 3**.
- 30 740 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **cible 2**.
- 582 200 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **cible 5, cible 9** et **cible 10**.
- 71 976 hectares d'habitats marins faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **cible 10**.
- 8 115 017 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre atténuées directement (t. éq. CO₂) : **cible 8** et **cible 11**.
- 267 858 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (143 101 femmes et 124 757 hommes) : **cible 22** et **cible 23**.

54. Le programme intégré vise à intégrer la biodiversité dans les infrastructures de transport dès les premières étapes de leur conception, lorsque les possibilités d'influer sur les résultats en matière de biodiversité et de climat sont les plus importantes. Il contribue ainsi aux **cibles 2, 3, 5, 8, 9, 10, 11, 22** et **23**. Il concourt à la production d'avantages environnementaux mondiaux et à la réalisation des cibles du KMGBF : a) en évitant ou en réduisant les incidences négatives du développement des infrastructures de transport sur les écosystèmes ; b) en encourageant la conservation d'écosystèmes sains, grâce à la mise en place de conditions propices à l'intégration généralisée de solutions d'infrastructure de transport favorables à la biodiversité dans les portefeuilles nationaux d'infrastructures.

55. **Programme intégré « Villes durables ».** Pays participants : Afrique du Sud, Algérie, Belize, Bénin, Chili, Chine, Congo, Cuba, Gabon, Guatemala, Kenya, Madagascar, Malaisie, Mali, Mongolie, Pérou, Philippines, Serbie, Sri Lanka et Zimbabwe. L'objectif est d'aider les villes et les collectivités locales à mettre en œuvre une planification urbaine intégrée, à appliquer des politiques et à investir dans un développement urbain favorable à la nature, résilient face aux

changements climatiques et neutre en carbone. Le programme intégré vise à obtenir les résultats ci-après, qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF :

- 869 hectares d'aires protégées terrestres faisant l'objet d'une gestion améliorée : **cible 3.**
- 91 226 hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état : **cible 2.**
- 2 972 343 hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées au profit de la biodiversité : **cible 1** et **cible 10.**
- 398 005 hectares d'habitats marins faisant l'objet de pratiques améliorées : **cible 1.**
- 56 445 356 tonnes d'émissions de GES atténuées directement et 60 381 495 tonnes atténuées indirectement (t éq. CO₂) : **cible 8** et **cible 11.**
- 163 656 tonnes de déchets plastiques résiduels évitées : **cible 7.**
- 35 036 252 personnes bénéficient d'investissements financés par le GEF (17 656 885 femmes et 17 379 367 hommes) : **cible 22** et **cible 23.**

I.3 Autres contributions du GEF au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

Autres domaines d'intervention

56. Les domaines d'intervention « dégradation des terres », « changements climatiques », « eaux internationales » et « produits chimiques et déchets » du Fonds fiduciaire du GEF contribuent à la mise en œuvre du KMGBF par l'intermédiaire des programmes intégrés, de projets relevant de plusieurs domaines d'intervention qui combinent leurs ressources à celles du domaine d'intervention « diversité biologique », ainsi que de projets financés exclusivement par ces quatre domaines d'intervention et produisant également des avantages annexes pour la diversité biologique. Le tableau 6 présente en détail les ressources programmées dans ces domaines d'intervention qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF, conformément à la méthodologie des marqueurs de Rio du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Sur les ressources du GEF programmées dans ces quatre domaines d'intervention, 2 213 millions de dollars, soit 59 %, contribuent à la mise en œuvre du KMGBF.

Tableau 6. Contributions financières des autres domaines d'intervention au KMGBF au cours de la période de programmation de GEF-8²¹

Domaine d'intervention	Montant contribuant au KMGBF (USD millions)	Part des ressources contribuant au KMGBF (%)
Dégradation des terres	570	88 %
Changements climatiques	864	48 %
Eaux internationales	500	92 %
Produits chimiques et déchets	278	36 %
Total	2 213	59 %

57. Les projets ci-après illustrent la diversité des contributions de ces domaines d'intervention à la mise en œuvre du KMGBF.

58. Le projet ***Beyond 30 × 30: Securing resilience in the Eastern Tropical Pacific through enhanced transboundary cooperation*** (Colombie, Costa Rica, Équateur et Panama ; financement de projet du GEF : 15 673 000 dollars ; cofinancement : 53 383 037 dollars) vise à renforcer, à long terme, la résilience et la conservation d'au moins 31 250 000 hectares d'aires marines protégées dans la zone du corridor marin du Pacifique tropical oriental. Financé au titre du domaine d'intervention « Eaux internationales », il contribuera à cet objectif en renforçant la gouvernance régionale, en assurant la connectivité à l'échelle régionale, en améliorant la résilience climatique de la gestion et en coordonnant les investissements en faveur d'une économie bleue durable ainsi que les efforts de conservation.

59. Le projet ***Unlocking Blue Pacific Prosperity through the Ocean Flagship*** (Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie [États fédérés de], Nioué, Palaos, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu ; financement de projet du GEF : 18 048 624 dollars ; cofinancement : 102 706 318 dollars) appuie la mise en œuvre d'une initiative conduite par les pays du Pacifique afin d'assurer la gestion durable et la protection de leurs vastes espaces océaniques. Financée au titre du domaine d'intervention « Eaux internationales », cette initiative vise à gérer durablement la totalité des eaux de l'océan Pacifique, à en protéger au moins 30 % d'ici à 2030 et à favoriser des communautés saines et résilientes, dotées de systèmes alimentaires robustes, grâce notamment à des mécanismes de financement innovants et adaptés aux besoins. Le projet devrait permettre de soumettre 840 millions d'hectares d'habitats marins à des pratiques améliorées, de ramener 2 900 tonnes de prises issues de pêcheries marines à des niveaux d'exploitation plus viables, de placer des écosystèmes aquatiques partagés sous des mécanismes nouveaux ou améliorés de gestion coopérative et de bénéficier directement à 3 045 597 personnes, dont 1 492 940 femmes.

²¹ . Ces chiffres incluent les commissions pour frais des Agences et le financement PPG. Ils couvrent les contributions des domaines d'intervention aux programmes intégrés, ainsi qu'à tous les autres projets ou programmes dont la Biodiversité constitue un objectif principal ou significatif, conformément à la méthodologie des marqueurs de Rio du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

60. Le programme ***Transformation Approach to Large Scale Investment in Support of the Implementation of the Great Green Wall Initiative*** (régional : Burkina Faso, Éthiopie, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad ; financement de projet du GEF : 86 998 782 dollars ; cofinancement : 2 998 018 615 dollars) vise à restaurer les paysages et les services écosystémiques au profit de communautés résilientes vivant dans les zones arides et semi-arides de la région sahélienne couverte par l'initiative de la Grande Muraille verte. Relevant de plusieurs fonds fiduciaires et de plusieurs domaines d'intervention, ce programme combine des ressources provenant des domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques » et « dégradation des terres », ainsi que du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA). Il s'appuie sur une approche transnationale coordonnée, soutenue par des activités d'adaptation et par le renforcement des capacités locales et régionales en matière de gestion durable des terres. S'appuyant sur les acquis de l'Initiative de la Grande Muraille verte, le programme entend atteindre ses objectifs au moyen de quatre composantes interdépendantes : i) renforcer les conditions propices à une restauration des paysages tenant compte des questions de genre et résiliente face aux changements climatiques dans l'ensemble du Sahel ; ii) mobiliser des financements durables afin d'accroître les investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques ; iii) renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés grâce à des pratiques de gestion durable des terres et à l'adaptation fondée sur les écosystèmes ; et iv) améliorer la gestion des connaissances et la diffusion de l'information dans les pays de la Grande Muraille verte. Le programme concourt à la réalisation des **cibles 2, 8, 10, 11 et 14** du KMGBF.

61. Le programme ***Integrated Collaborative Approaches for Sustainable Tourism Program*** (mondial : Belize, Égypte, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Maldives, Maroc, Mexique, République dominicaine, Seychelles, Tanzanie, Trinité-et-Tobago, Türkiye et Vanuatu ; financement de projet du GEF : 81 834 862 dollars ; cofinancement : 737 768 029 dollars) vise à réduire les incidences néfastes du secteur du tourisme sur la biodiversité et à favoriser la conservation et la restauration des écosystèmes grâce à la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et de pratiques de gestion durable des terres. Financé au titre des domaines d'intervention « Produits chimiques et déchets » et « Eaux internationales », ce programme multinational entend transformer le secteur du tourisme en créant des conditions propices à l'adoption de pratiques durables. Il vise à atténuer les émissions de gaz à effet de serre de 6 101 580 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (t éq. CO₂), à réduire de 13 370 tonnes l'utilisation et les rejets de produits chimiques dangereux, à améliorer la qualité de l'eau et la santé humaine, ainsi qu'à réduire la production de déchets et à améliorer les pratiques de gestion des déchets, en particulier pour 269 267 tonnes de déchets plastiques. En appuyant des initiatives de tourisme communautaire, le programme permet aux peuples autochtones et communautés locales de gérer durablement leurs ressources naturelles et culturelles et d'en tirer parti et de participer au développement du tourisme. Il concourt à la réalisation des **cibles 7, 8 et 16** du KMGBF.

62. Le programme de ***Financing Agrochemical Reduction and Management Plus Program—FARM+*** (mondial : Bénin, Costa Rica, Égypte, Gambie, Ghana, Mexique, Népal et Nigéria ; financement de projet du GEF : 59 074 144 dollars, dont 5 390 302 dollars au titre du Fonds pour les pays les moins avancés [FPMA] et 53 683 842 dollars au titre du Fonds fiduciaire du GEF ;

cofinancement : 556 741 692 dollars) aide les gouvernements et les acteurs du secteur agricole à délaisser des pratiques agricoles non durables au profit de pratiques durables et résilientes face aux changements climatiques, à protéger et améliorer les paysages, ainsi qu'à réduire la pollution imputable aux produits agrochimiques nocifs. S'appuyant sur le programme FARM de GEF-7, ce programme, financé par plusieurs fonds fiduciaires et relevant de plusieurs domaines d'intervention, combine des ressources issues des domaines d'intervention « Produits chimiques et déchets », « Eaux internationales » et « Changements climatiques », ainsi que du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA). Il mobilise les ressources du secteur privé, notamment les cofinancements, l'expérience, l'expertise et les services de vulgarisation, afin d'appuyer et d'étendre la mise en œuvre de projets d'agriculture durable et résiliente face aux changements climatiques. Par ses cinq composantes, le programme appuie une approche multipartite et systémique, qui vise à catalyser une transformation en profondeur de l'ensemble du système alimentaire, à promouvoir des pratiques agricoles durables et résilientes face aux changements climatiques, et à améliorer l'accès au financement et à l'assurance. Le programme devrait permettre d'éviter l'émission de 3 816 870 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (t éq. CO₂), d'éliminer dans des conditions écologiquement rationnelle 99 639 tonnes de déchets dangereux contenant des polluants organiques persistants et des pesticides extrêmement dangereux, et d'éviter l'émission de 53 grammes d'équivalent toxique de polluants organiques persistants produits involontairement. Il devrait également permettre de restaurer 25 603 hectares de terres et d'écosystèmes, de soumettre 1 759 510 hectares de terres et 40 000 hectares d'habitats marins à des pratiques améliorées, et de gérer 120 000 hectares de terres de manière à renforcer leur résilience face aux changements climatiques. Le programme concourt à la réalisation des **cibles 2, 7, 8, 10 et 16** du KMGBF.

Instruments financiers autres que les aides directes

63. Les orientations programmatiques de GEF-8 soulignent l'importance du financement mixte et renforcent l'engagement en faveur de solutions de financement mixte innovantes. Doté d'un financement de 196 millions de dollars sur quatre ans, le GEF a défini des priorités en matière de financement mixte qui répondent aux exigences des conventions et visent à produire des avantages relevant de plusieurs domaines d'intervention. Le GEF accélère le recours aux instruments financiers autres que les aides directes dans le cadre du financement mixte afin de générer des avantages environnementaux mondiaux, conformément aux objectifs des domaines d'intervention. L'accent est mis sur les projets susceptibles d'atteindre une échelle suffisante et de mobiliser des financements sur les marchés de capitaux, aux niveaux national et mondial.

64. Le nouveau Programme de financement mixte du GEF et la politique relative aux instruments financiers autres que les aides directes, approuvés par le Conseil du GEF en décembre 2022, ont introduit de nouveaux instruments financiers ainsi que de nouvelles exigences de politique générale afin d'encourager les Agences du GEF à soumettre, dans le cadre d'appels à propositions concurrentiels organisés deux fois par an, des propositions innovantes et de grande qualité.

65. Depuis 2023, ces appels à propositions ont suscité plusieurs projets innovants visant à relever de multiples défis environnementaux. Les huit projets de financement mixte approuvés au cours de la période considérée, qui contribuent directement au KMGBF, sont présentés au

tableau 7. Ces huit projets bénéficient d'un financement du GEF de 122,8 millions de dollars qui a permis de mobiliser 2,033 milliards de dollars de cofinancement. Autrement dit, chaque dollar investi par le GEF dans un projet de financement mixte lié à la Biodiversité permet de mobiliser 16,60 dollars supplémentaires.

Tableau 7. Répartition des ressources du GEF par guichet de financement au titre des instruments financiers autres que les aides directes et contribution à la réalisation des cibles du KMGBF²²

Projet financé au moyen d'un instrument financier autre que les aides directes	Cibles du KMGBF	Financement de projet du GEF (USD million)	Cofinancement (USD million)	Total (USD million)
<i>Natural Capital Fund: Investing in Nature-Positive Agri-Food Enterprises in Asia and the Pacific</i>	2, 7, 10, 19	13.80	632.74	646.54
<i>Yield Lab Opportunity Fund I: Accelerating technology and local innovation for sustainable and decarbonized food systems in Latin America and the Caribbean</i>	7, 10, 19	6.00	27.27	33.27
<i>Innovative use of financial instruments for Biodiversity Conservation and Restoration in Latin America and the Caribbean</i>	1, 2, 3, 19	40.20	641.28	681.48
<i>Brazil Living Amazon Mechanism</i>	3, 10, 19, 22	6.20	42.98	49.18
Obligation corail indonésienne	3, 8, 20, 21, 22, 23	13,80	166,10	179,9
<i>Regenerative Agriculture for Food Supply Chains</i>	2, 7, 10	13.76	202.20	215.96
Projet de gestion scientifique de la biodiversité et des ressources naturelles au service du développement économique de Madagascar	2, 3, 10, 19	20,0021 F ²³	162,30	182,3
Obligation de conservation de la faune et de la flore du Rwanda	2, 3, 4, 8, 9, 10, 19, 20	9,00	158,20	167,2
Total		122,76	2 033,07	2 155,83

66. Les paragraphes qui suivent présentent une synthèse de ces projets, y compris trois obligations innovantes liées à l'obtention de résultats en matière de Biodiversité et un

²²Ces montants ne comprennent pas les commissions pour frais des Agences ni le financement PPG.

²³ Ce montant comprend 2,75 millions de dollars prélevés sur la réserve destinée aux instruments financiers autres que les aides directes, 15,42 millions de dollars provenant de l'allocation STAR de Madagascar et 1,83 million de dollars imputé sur le plafond de financement du Fonds pour les pays les moins avancés attribué à Madagascar

mécanisme de conversion de dette au profit de la nature, ainsi que les résultats qu'ils devraient produire.

- Le projet ***Natural Capital Fund: Investing in Nature-Positive Agri-Food Enterprises in Asia and the Pacific*** (régional : Asie et Pacifique ; Agence : Banque asiatique de développement ; financement de projet du GEF : 13 761 469 dollars ; cofinancement : 632 738 531 dollars) fait du GEF un investisseur d'ancrage dans un fonds global consacré à l'agriculture climato-intelligente, aux entreprises du secteur alimentaire et aux petits exploitants agricoles. Le Natural Capital Fund est un fonds catalytique de financement mixte axé sur le capital naturel, doté de plus de 650 millions de dollars, qui a été conçu pour accompagner la transformation des systèmes agroalimentaires, notamment par l'accroissement de la productivité et de la résilience, ainsi que par la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le projet permettra de restaurer 1,2 million d'hectares de terres et de soumettre 2,5 millions d'hectares de terres à des pratiques améliorées. Il permettra également d'éliminer plus de 3 000 tonnes de pesticides extrêmement dangereux et d'éviter la production de 2 000 tonnes de résidus plastiques. Il bénéficiera à 300 000 personnes, dont 51 % de femmes.
- Le projet Yield Lab Opportunity Fund I: Accelerating Technology and Local Innovation for Sustainable and Decarbonized Food Systems in Latin America and the Caribbean (régional : Amérique latine et Caraïbes ; Agence : Banque interaméricaine de développement ; financement de projet du GEF : 6 000 000 dollars ; cofinancement : 27 275 000 dollars) finance et accompagne un portefeuille pouvant compter jusqu'à 30 jeunes entreprises de technologies agricoles (AgTech), en phase de démarrage, auxquelles seront apportés des financements en fonds propre ainsi qu'un appui spécialisé. Le partenaire d'exécution, Yield Lab Latam, est un fonds d'investissement qui appuie des jeunes pousses en phase de démarrage actives dans le domaine des cultures intensives en Amérique centrale, au Mexique et dans les Caraïbes, ainsi que dans les secteurs de l'élevage, de l'agriculture et de l'aquaculture en Amérique du Sud et dans la région andine. Les ressources du GEF sont investies sous la forme d'une participation au capital. Le projet vise à soumettre 11,5 millions d'hectares de terres à des pratiques améliorées, à atténuer 29,7 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (t éq. CO₂) sur 20 ans et à réduire de plus de 15 680 tonnes l'utilisation de produits chimiques préoccupants à l'échelle mondiale. Il bénéficiera à 200 000 personnes, dont 30 % de femmes.
- Le projet ***Innovative Use of Financial Instruments for Biodiversity Conservation and Restoration in Latin America and the Caribbean*** (régional : Amérique latine et Caraïbes ; Agence du GEF : Banque interaméricaine de développement ; financement de projet du GEF : 40 180 000 dollars ; cofinancement : 641 280 000 dollars) met en place un mécanisme régional offrant à au moins trois pays participants d'Amérique latine et des Caraïbes une solution innovante de financement mixte à l'appui de conversions de dettes au profit de la nature. Cette

solution aidera les pays à poursuivre simultanément leurs objectifs relatifs à la nature et à la dette, en garantissant un financement à long terme des aires protégées ou des autres mesures de conservation efficaces par zone, de la planification spatiale, de la gestion efficace de ces zones ou de leur extension, sans accroître leur plafond d'endettement. Cette structure de financement mixte apporte une solution innovante à des enjeux aigus de conservation en associant un rehaussement de crédit apporté par la Banque interaméricaine de développement et des garanties du GEF à une forte incitation en faveur des efforts de conservation : si certains jalons de conservation sont atteints, la garantie du GEF peut être convertie en financement destiné aux activités de conservation. Le projet devrait permettre de protéger, restaurer ou soumettre à une gestion améliorée entre 21,5 et 37,7 millions d'hectares de zones terrestres et/ou marines.

- Le projet ***Brazil Living Amazon Mechanism*** (Agence du GEF : Fonds brésilien pour la biodiversité [FUNBIO] ; financement de projet du GEF : 6 200 000 dollars ; cofinancement : 42 977 606 dollars) vise à protéger la forêt amazonienne en renforçant les organisations, les entreprises de la socio-biodiversité, ainsi que leurs chaînes d'approvisionnement, au sein du système brésilien d'aires protégées. Le *Living Amazon Mechanism* est un nouveau modèle économique qui s'appuie sur un instrument des marchés de capitaux, le *Certificado de Recebíveis do Agronegócio* (CRA), c'est-à-dire un certificat de créances du secteur agroalimentaire, afin de financer les activités de conservation menées par les gardiens de l'Amazonie — les peuples autochtones et communautés locales — et par les petites et moyennes entreprises (PME) de la chaîne de valeur de Natura, acteur majeur de la bioéconomie et entreprise de cosmétiques. Le projet devrait améliorer l'efficacité de la gestion de 12 millions d'hectares d'aires protégées en Amazonie et bénéficier à 20 000 personnes, dont 50 % de femmes.
- Le projet ***Regenerative Agriculture for Food Supply Chains*** (Agence du GEF : Banque mondiale ; financement de projet du GEF : 13 761 468 dollars ; cofinancement : 202 200 000 dollars) vise à encourager l'adoption de pratiques agricoles régénératrices dans les chaînes de valeur agricoles d'Amérique latine. Il contribue à réduire la consommation de carburants et l'utilisation d'intrants chimiques, à séquestrer du carbone dans la végétation naturelle et les sols, à réduire la dégradation des terres et à restaurer des paysages productifs. Le projet cible les chaînes de valeur agricoles des entreprises, en accordant la priorité au maïs, au riz, au blé, au soja et à d'autres cultures vivrières. Il combine les ressources du GEF à des financements de la Société financière internationale (IFC) et à des cofinancements apportés par des institutions financières commerciales, afin de réduire les risques liés aux investissements et d'encourager l'adoption de pratiques durables. Les ressources du GEF servent soit à octroyer des prêts liés à des objectifs de durabilité, assortis de réductions de taux d'intérêt afin d'encourager l'adoption de pratiques régénératrices, soit à octroyer des prêts subordonnés destinés à réduire les risques liés aux prêts que des banques

commerciales accordent, dans le cadre des opérations d'IFC, à des agriculteurs appliquant des pratiques agricoles régénératrices. Une composante d'assistance technique appuie l'adoption, par les agriculteurs, de pratiques agricoles régénératrices. Le projet devrait permettre de restaurer 500 000 hectares de terres et d'écosystèmes dégradés, d'améliorer la gestion de 500 000 hectares de paysages et d'atténuer l'émission de 15 973 629 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (t éq. CO₂). Il bénéficiera également à 10 000 personnes, dont au moins 35 % de femmes.

- **L'*Obligation corail indonésienne*** (Agence du GEF : Banque mondiale ; financement de projet du GEF : 13 761 468 dollars ; cofinancement : 166 100 000 dollars) est la première obligation au monde fondée sur les résultats à soutenir les aires marines protégées. Elle générera, sur 1,95 million d'hectares parmi les récifs coralliens et écosystèmes connexes les plus riches en biodiversité de la planète, des avantages environnementaux mondiaux vérifiés de manière indépendante. S'appuyant sur les enseignements tirés et l'expérience acquise dans le cadre de l'obligation *Rhino Bond* du GEF, une obligation liée à la conservation des rhinocéros, les investisseurs dans une obligation émise par la Banque mondiale sur les marchés de capitaux renonceront au versement des coupons. Les sommes ainsi dégagées seront affectées au projet afin d'améliorer l'efficacité de la gestion et les résultats en matière de biodiversité à l'échelle des écosystèmes dans trois aires marines protégées prioritaires du Triangle de corail. À l'échéance de l'obligation, les investisseurs recevront, sous la forme d'un paiement lié à la réussite des actions de conservation, un montant compris entre zéro et environ 14,86 millions de dollars, en fonction de l'atteinte d'un indicateur de performance clé reflétant l'état de santé des récifs coralliens. Ce montant pourra atteindre 13,76 millions de dollars au titre des Instruments financiers autre que les aides directes du GEF, auxquels s'ajouteront 1,1 million de dollars de BNP Paribas. Outre les avantages environnementaux mondiaux produits dans les 1,95 million d'hectares mentionnés ci-dessus, le projet devrait permettre de ramener à des niveaux d'exploitation plus viables, 1 700 tonnes de prises issues de pêcheries marines surexploitées, d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre de 83 150 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (t éq. CO₂) et de bénéficier à 173 836 personnes.
- ***Obligation de conservation de la faune et de la flore du Rwanda*** (Agence du GEF : Banque mondiale ; financement de projet du GEF : 9 000 000 dollars ; cofinancement : 158 200 000 dollars). Le projet met à l'essai, dans un PMA, un instrument financier fondé sur les résultats. Émise par la Trésorerie de la Banque mondiale, l'obligation de conservation de la faune et de la flore du Rwanda mobilise les paiements de coupons auxquels les investisseurs renoncent pour financer des activités de conservation. Ce mécanisme est complété par des financements fondés sur les résultats versés à l'Office rwandais de développement et à African Parks. Le rendement des investisseurs est fonction d'indicateurs clés de performance qui mesurent la connectivité des paysages et la

superficie d'habitat de chimpanzés menacés restaurée avec succès. Le projet préserve deux parcs nationaux, crée des emplois verts, renforce la résilience des communautés et concourt à l'atteinte des cibles mondiales relatives à la diversité biologique. Il contribue à la restauration de 24 426 hectares, à l'amélioration de la gestion de 181 826 hectares et à l'adoption de pratiques améliorées sur 190 660 hectares. Il permet également d'atténuer 874 946 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (t éq. CO₂) d'émissions de gaz à effet de serre et bénéficie à 300 000 personnes.

- Le Projet de gestion scientifique de la biodiversité et des ressources naturelles au service du développement économique de Madagascar (Agence du GEF : Banque mondiale ; financement de projet du GEF : 20 000 053 dollars ; cofinancement : 162 300 000 dollars) financé par plusieurs fonds fiduciaires associe des ressources du Système transparent d'allocation des ressources (STAR), des instruments financiers autres que les aides directes et du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA). Il vise à traiter de manière intégrée les enjeux interdépendants de la conservation de la biodiversité, de la dégradation des terres, de l'adaptation et du développement durable à Madagascar. Le projet améliore le cadre juridique et institutionnel de la gestion intégrée des paysages, en mettant l'accent sur la coopération interministérielle et intersectorielle, la gestion concertée avec les communautés, l'enregistrement des droits fonciers et l'intégration de la planification de l'utilisation des terres. Il met également en place une obligation innovante assortie de paiements fondés sur les résultats — l'obligation lémurien (Lemur Bond) — afin de mobiliser les marchés de capitaux comme source de financement de la conservation de la biodiversité. L'obligation Lémurien est un volet identifié dans le cadre de la table ronde sur le financement de l'action climatique, réunissant des institutions financières internationales (IFI), des partenaires de développement et le secteur privé. Cette table ronde a été organisée conjointement, en octobre 2024, par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le Gouvernement malgache. Le projet renforcera l'efficacité de la gestion de 712 133 hectares d'aires protégées terrestres et de 328 216 hectares d'aires protégées marines. Il permettra en outre de restaurer 20 300 hectares d'écosystèmes, d'appliquer des pratiques améliorées sur 5 000 hectares de terres et 2 000 hectares d'habitats marins, et d'atténuer l'émission de 7,98 millions de tonnes d'équivalent CO₂ grâce à des activités fondées sur la nature. Le projet bénéficiera directement à 260 000 personnes, dont la moitié seront des femmes.

Programme de microfinancements

67. Depuis sa création en 1992, le Programme de microfinancements du GEF (PMF) a soutenu plus de 30 000 financements en administrant 1,54 milliard de dollars de ressources du GEF au profit de collectivités locales et d'organisations de la société civile dans 136 pays. Près de 1,011 milliard de dollars supplémentaires ont par ailleurs été mobilisés sous forme de cofinancements à l'appui de ces projets communautaires du PMF. Dans le cadre de GEF-8, le PMF est désormais opérationnel dans 136 pays, dont 38 PEID et 42 PMA.

68. Pour la période considérée, les données disponibles reposent sur les rapports annuels de suivi établis jusqu'en juillet 2025. Les activités déclarées du PMF correspondent à la programmation de GEF-7 mise en œuvre par le PNUD. Le PMF du GEF a été actif dans 127 pays et a financé 2 720 nouveaux projets, pour un montant total de 82,5 millions de dollars. Au cours de cette période, 5 952 projets du PMF étaient en cours d'exécution, représentant 226 millions de dollars de financements et 223,8 millions de dollars de cofinancements. Par ailleurs, 2 528 projets ont été achevés et clôturés au cours de la période.

69. La répartition des projets du PMF en cours d'exécution par domaine d'intervention demeure très largement axée sur le domaine d'intervention « Diversité biologique », qui représente en moyenne 43 % des projets et constitue la part la plus importante du portefeuille mondial du PMF. Viennent ensuite les domaines d'intervention « Changements climatiques » (21 %) et « dégradation des terres » (19 %).

70. Entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2025, 992 projets du PMF consacrés à la biodiversité ont été achevés et clôturés. Ils ont permis d'améliorer, directement ou indirectement, la gestion de jusqu'à 154 aires protégées et de jusqu'à 260 aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC), couvrant au total jusqu'à 10,5 millions d'hectares. Le PMF a également contribué à maintenir ou à améliorer l'état de conservation d'au moins 873 espèces. Le portefeuille du PMF relevant du domaine d'intervention « Diversité biologique » a concentré son soutien sur l'amélioration de l'efficacité de la gestion des aires protégées ainsi que sur l'intégration de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité dans les paysages terrestres et marins de production et les secteurs productifs.

71. Dans le cadre de GEF-8, quatre projets mondiaux de base du PMF ont été approuvés en deux tranches. Ils couvrent 135 pays et représentent un financement total de 241,5 millions de dollars, assorti de 115,7 millions de dollars de cofinancement, soit une enveloppe totale de 357,2 millions de dollars. Aucun résultat n'est encore disponible, les activités de terrain ayant débuté au cours des premier et deuxième semestres de 2026. Ces projets sont les suivants :

- N° de projet du GEF 11285 (première tranche), mis en œuvre par le PNUD dans 99 pays et approuvée en juin 2023. Financement du GEF : 137,5 millions de dollars, dont 70,04 millions de dollars de ressources STAR, parmi lesquels 39,8 millions de dollars affectés à la biodiversité. Cofinancement : 35 millions de dollars.
- N° de projet du GEF 11726, mis en œuvre par le PNUD dans 122 pays ; approuvé en décembre 2024. Financement du GEF : 80,7 millions de dollars, dont 32,8 millions de dollars de ressources STAR, parmi lesquels 19,5 millions de dollars affectés à la biodiversité. Cofinancement : 56,8 millions de dollars

- N° de projet du GEF 11719, mis en œuvre par Conservation International (CI) dans cinq pays ; approuvé en novembre 2024. Financement du GEF : 4,8 millions de dollars, sans ressources STAR. Cofinancement : 6,96 millions de dollars.
- N° de projet du GEF 11698, mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture le Nations Unies (FAO) dans 13 pays ; approuvé en décembre 2024. Financement du GEF : 18,49 millions de dollars, dont 8,68 millions de dollars de ressources STAR, parmi lesquels 6,4 millions de dollars affectés à la biodiversité. Cofinancement : 16,97 millions de dollars.

72. Des progrès importants ont également été accomplis durant GEF-8 dans la mise en œuvre d'un ambitieux processus de réforme et de modernisation du Programme de microfinancements (PMF), dénommé « PMF 2.0 », dont les modalités ont été arrêtées dans le cadre de la reconstitution des ressources de GEF-8. Ce processus comprend notamment les éléments suivants :

- **Élargissement du choix offert aux pays et introduction de nouvelles approches** : Renforcer la programmation pilotée par les pays en leur permettant, en fonction de leurs besoins et priorités nationales, de choisir parmi un plus grand nombre d'Agences d'exécution du PMF, au-delà du seul PNUD. À cette fin, la FAO et Conservation International (CI) ont été intégrées comme nouvelles Agences du PMF, apportant au Programme de microfinancements du GEF des connaissances institutionnelles, des champs d'action et des approches complémentaires.
- **Extension de la couverture géographique** : Faire passer le nombre de pays participants au PMF de 124 durant le GEF-7 à 136 pays, sur 144 pays admissibles, durant le GEF-8, grâce à l'intégration de l'Angola, de la Bosnie-Herzégovine, du Chili, de la Guinée équatoriale, de la Libye, du Monténégro, du Pakistan, de Sao Tomé-et-Principe, de la Somalie, du Soudan du Sud, du Turkménistan et de la République arabe syrienne.
- **Augmentation des ressources de base du PMF et amélioration de l'équité d'accès à ces ressources** : Obtenir 135 millions de dollars pour le programme de base du PMF, contre 128 millions de dollars durant le GEF-7. Cette enveloppe garantit à 135 pays une allocation égale de près d'un million de dollars au titre du financement de base du PMF, tout en assurant la viabilité et la continuité du programme dans les pays, indépendamment de leur taille ou de leur niveau antérieur de participation.
- **Augmentation de l'allocation de ressources STAR** : Faire passer l'allocation de ressources STAR au titre du PMF de 85 millions de dollars durant GEF-7 à 111,5 millions de dollars durant GEF-8, soit une augmentation de plus de 30 %. Par rapport à GEF-7, 16 pays supplémentaires ont affecté des ressources STAR au PMF. Au total, 246,5 millions de dollars de ressources du GEF ont été obtenus pour le programme mondial du PMF durant GEF-8 — soit 135 millions de dollars de ressources de base, auxquels s'ajoutent 111,5 millions de dollars de ressources STAR — contre 213 millions de dollars durant GEF-7.
- **Accroissement des financements destinés à la société civile grâce à une meilleure efficience** : Fixer comme objectif d'accroître la part du financement du PMF du GEF directement destinée aux organisations de la société civile (OSC) et aux organisations

communautaires. Dans les projets de base du PMF approuvés dans le cadre de GEF-8, cette part est de 72 %, contre 62 % durant GEF-7.

- **Renforcement du cadre de suivi et d'établissement des rapports du PMF** : Mettre en place un nouveau cadre de résultats du PMF afin de mieux rendre compte de l'ensemble de ses résultats et de ses effets, notamment au moyen d'une méthode normalisée permettant de rendre compte des Indicateurs de base pertinents de GEF-8, qui suivent la contribution du PMF aux avantages environnementaux mondiaux et aux résultats socioéconomiques.
- **Mise à l'essai de deux approches complémentaires et novatrices** : Renforcer le financement direct et l'appui destinés aux jeunes, aux femmes et aux peuples autochtones et communautés locales grâce au lancement de deux initiatives du PMF 2.0 en faveur des OSC :
 - Un programme de défis à l'intention des OSC, *SGP CSO Challenge Program* (N° de projet du GEF 11757), mené par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a été officiellement lancé le 5 juin 2026, lors de la huitième Assemblée du GEF, en Ouzbékistan. Doté de 10 millions de dollars, il permet aux OSC locales d'accéder, dans le cadre d'un processus concurrentiel, à des ressources financières et à un appui technique afin de déployer à plus grande échelle des solutions environnementales novatrices. Il propose des financements pouvant atteindre 300 000 dollars. Le premier des quatre appels à propositions régionaux, consacré à l'Europe orientale, au Caucase et à l'Asie centrale, est actuellement ouvert. Le programme prévoit des financements pouvant atteindre 300 000 dollars en faveur d'au moins 30 initiatives dans 25 pays.
 - L'initiative de microfinancement du PMF, *SGP Microfinance initiative* (N° de projet du GEF 11903), menée par la Banque mondiale, est intégrée à des programmes nationaux existants de la Banque mondiale dans sept pays : l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, Madagascar, le Nigéria, la Tanzanie et la Türkiye. Elle mobilise 1,4 milliard de dollars de cofinancement, soit un effet de levier de près de 150 pour 1.

I.4 Appui aux peuples autochtones et communautés locales pour la mise en œuvre du KMGBF

73. Depuis sa création, le GEF travaille avec les peuples autochtones et communautés locales, reconnaissant le rôle essentiel qu'ils jouent dans la gestion des terres et territoires, ainsi que le caractère fondamental du respect de leurs droits pour l'obtention d'avantages environnementaux mondiaux²⁴.

74. Financée par le domaine d'intervention « Diversité biologique » du Fonds fiduciaire du GEF, l'Initiative HCI (***Heart of Conservation Initiative***) de GEF-8 (financement de projet du GEF : 22 535 780 dollars ; cofinancement : 83 799 902 dollars) a été approuvée par le Conseil du GEF en décembre 2024. L'Agence du GEF, le Fonds mondial pour la nature (WWF-US), a été sélectionnée par le Groupe consultatif du GEF sur les peuples autochtones (IPAG). L'initiative vise à accroître les ressources et les capacités organisationnelles des peuples autochtones et

²⁴ GEF, 2025, [*Many Peoples, One Planet. GEF Partnership with Indigenous Peoples and local communities*](#).

communautés locales, ainsi que la reconnaissance de leur gouvernance et de leur gestion des territoires, des terres, des eaux et des ressources, afin de produire des avantages environnementaux mondiaux. Quatre-vingts pour cent du financement de l'initiative HCI seront destinés aux peuples autochtones et communautés locales ainsi qu'à leurs organisations. Élaborée à l'issue de consultations avec les peuples autochtones et communautés locales, l'Initiative HCI de GEF-8 appuie leurs partenaires d'exécution au moyen de financements directs accordés par l'Agence du GEF, afin qu'ils puissent mettre en œuvre les plans qu'ils ont eux-mêmes définis pour produire des avantages environnementaux mondiaux et renforcer leurs capacités organisationnelles. Certaines organisations partenaires des peuples autochtones et communautés locales recevront des financements directs pour mener des activités sur le terrain et renforcer leurs capacités organisationnelles. D'autres organisations partenaires autochtones sélectionnées sont chargées de mécanismes de financement dirigés par des peuples autochtones et communautés locales. Elles recevront des financements directs afin de renforcer leurs capacités institutionnelles et techniques et d'accorder des financements subsidiaires à des organisations de peuples autochtones et communautés locales. Au-delà des avantages environnementaux que procurera son appui à ces mécanismes de financement, l'initiative HCI vise à mettre en place l'infrastructure institutionnelle nécessaire pour acheminer à l'avenir davantage de financements de manière plus directe. Au cours de la période considérée, le projet a lancé un appel ouvert à candidatures²⁵ (en anglais, en français, en espagnol et en portugais) à l'intention des organisations partenaires. Plus de 850 propositions émanant d'organisations de peuples autochtones et communautés locales du monde entier ont été reçues, puis soumises à un processus rigoureux d'examen et de sélection conduit sous l'égide d'un Comité directeur mondial provisoire. Facilités par le WWF, les travaux de ce comité ont réuni des responsables de peuples autochtones et de communautés locales issus de l'IPAG du GEF et du Forum international autochtone sur la biodiversité (FIAB), ainsi que des membres du Secrétariat du GEF. À l'issue du processus de sélection, un atelier de planification et de conception s'est tenu à Nairobi, du 23 au 27 février 2026, avec les dix organisations de peuples autochtones et communautés locales sélectionnées par le Comité directeur provisoire pour bénéficier d'un appui. L'atelier a fait progresser la conception des sous-projets et l'élaboration des plans de mise en œuvre, fondés sur les priorités que les organisations ont elles-mêmes définies, les sauvegardes environnementales et sociales, ainsi que les plans relatifs à l'égalité des genres et à la mobilisation des parties prenantes. Un Comité directeur mondial permanent sera mis en place. Il réunira des représentants désignés par chacune des organisations bénéficiaires, un membre de l'IPAG du GEF et des représentants du Secrétariat du GEF, de sorte que la gouvernance et le pouvoir de décision demeurent entre les mains des peuples autochtones et communautés locales tout au long de la mise en œuvre.

75. L'initiative précédente, à savoir ***l'Initiative de conservation inclusive de GEF-7*** (financement de projet du GEF : 22 535 780 dollars ; cofinancement : 90 384 856 dollars) ayant débuté en 2022, a poursuivi sa mise en œuvre durant la période considérée. Treize sous-projets sont en cours dans les Amériques, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. La revue à mi-parcours

²⁵ <https://www.worldwildlife.org/our-work/funds/wwf-gef/projects/heart-of-conservation-initiative/wwf-gef-expressions-of-interest/>

menée en 2025 a fait état de résultats importants : l'efficacité de la gestion de 1,89 million d'hectares d'aires protégées avait déjà été renforcée ; 2,14 millions d'hectares de paysages situés hors des aires protégées étaient soumis à des pratiques améliorées ; 10 280 hectares d'écosystèmes faisaient l'objet de mesures de restauration ; et 52 598 personnes, dont 24 336 femmes, avaient bénéficié des retombées de l'initiative. Cette dernière met en place et démontre un modèle de financement direct à grande échelle et à long terme, qui place les institutions autochtones — plutôt que les intermédiaires — au cœur de l'action en faveur du climat et de la diversité biologique. En investissant à grande échelle et sur le long terme, elle permet aux organisations autochtones de renforcer leur gouvernance, de gérer leurs territoires de manière globale et d'assurer la continuité de leur rôle de chef de file d'une génération à l'autre. Le Comité directeur mondial du projet, composé exclusivement de responsables de peuples autochtones et communautés locales issus des sous-projets et désignés par leurs communautés, s'est réuni à plusieurs reprises, notamment en amont de la seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue à Cali (Colombie), où ses membres ont été accueillis par le Conseil régional autochtone du Cauca (CRIC — *Consejo Regional Indígena del Cauca*). Les bénéficiaires de financements de l'Initiative de conservation inclusive ont participé à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique avec le Forum international autochtone sur la biodiversité (FIAB), au Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en 2025 et, pour certains d'entre eux, à la huitième Assemblée du GEF.

76. Le Conseil du GEF a également approuvé, au cours de la période considérée, plusieurs projets et programmes destinés à appuyer les initiatives des peuples autochtones et communautés locales en faveur de la protection de la diversité biologique et de la réalisation des objectifs d'autres conventions. Par exemple, le projet **BioSouth : The Pacific-Andean-Amazonian Ecological and Cultural Connectivity Corridor** (Colombie ; financement de projet du GEF : 13 736 697 dollars ; cofinancement : 41 341 421 dollars) soutient la révision des plans de gestion des aires protégées afin d'y intégrer les perspectives et les besoins des peuples autochtones et communautés locales, des femmes et des jeunes. Il appuie également l'enregistrement d'autres mesures de conservation efficaces par zone gérées par des peuples autochtones et communautés locales, ainsi que l'élaboration, à leur intention, de plans de gestion participative et de mécanismes financiers. Au Timor-Leste, le projet **Improving Wetlands Management for Biodiversity and Improved Human-Wildlife Coexistence** (Timor-Leste ; financement de projet du GEF : 2 932 000 dollars ; cofinancement : 6 881 786 dollars) aidera les communautés autochtones à gérer durablement leurs zones humides, tout en traitant les conflits entre les populations et les espèces sauvages et en augmentant leurs revenus. Les six projets rattachés au programme intégré de GEF-8 relatif au **biome forestier critique du bassin du Congo** (régional ; Cameroun, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe ; financement de projet du GEF : 56 259 439 dollars ; cofinancement : 363 594 993 dollars) comportent tous une composante visant à renforcer l'autonomisation des peuples autochtones et communautés locales, des femmes et des jeunes. Cette composante s'appuie sur l'importance déjà accordée au soutien des peuples autochtones et communautés locales dans le cadre du programme d'impact axé sur les paysages durables du bassin du Congo de GEF-7 (*Congo Basin Sustainable Landscapes Impact Program*).

77. D'importantes avancées ont été réalisées au Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF) afin de mieux soutenir les peuples autochtones et communautés locales. Elles comprennent notamment une cible spécifique à l'échelle du portefeuille, ainsi que des orientations correspondantes relatives à l'appui aux initiatives des peuples autochtones et communautés locales. Ces éléments sont présentés plus en détail dans la section II.

II. FONDS DU CADRE MONDIAL DE LA BIODIVERSITE (GBFF)

78. Reconnaissant l'urgence d'accroître les financements internationaux en faveur de la diversité biologique, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, à sa quinzième réunion, a demandé au GEF, aux paragraphes 29 et 30 de sa décision 15/7 sur la mobilisation des ressources et aux paragraphes 19 et 20 de sa décision 15/15 relative au mécanisme de financement, d'établir en 2023 un Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF) dédié et accessible, capable de mobiliser et de décaisser rapidement des ressources nouvelles et additionnelles provenant de toutes sources, à la mesure de l'ambition du KMGBF^{26,27}.

II.1 Établissement et opérationnalisation du GBFF

79. Faisant suite à cette demande, le Conseil du GEF a approuvé, en juin 2023, la création du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF)²⁸ et ses orientations programmatiques²⁹. La septième Assemblée du GEF en a entériné la création en août 2023 et a procédé au lancement du Fonds.

80. Le premier Conseil du GBFF, qui s'est tenu les 8 et 9 février 2024, a adopté des décisions essentielles, notamment sur la politique relative au cycle des projets³⁰ et la politique d'allocation des ressources³¹, permettant ainsi de lancer la programmation du GBFF en temps voulu. Le 19 juin 2024, soit dix-huit mois après la décision de la COP relative à la création du Fonds, le deuxième Conseil du GBFF a approuvé les premiers projets du GBFF entièrement élaborés. Il a également adopté les mandats du ou des groupes consultatifs et de l'Organe auxiliaire du GBFF³², achevant ainsi la mise en place du dispositif de gouvernance élargi du GBFF, qui comprend les instances suivantes :

²⁶ Convention sur la diversité biologique (CDB). 2022. Décision adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique : 15/7. Mobilisation des ressources. CBD/COP/DEC/15/7.

²⁷ Convention sur la diversité biologique (CDB). 2022. Décision adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique : 15/15. Mécanisme de financement. CBD/COP/DEC/15/15.

²⁸ GEF, 2023, [Establishment of a New Trust Fund: The Global Biodiversity Framework Fund](#), Document du Conseil GEF/C.64/05/Rev.01.

²⁹ GEF, 2023, [Programming Directions for the Global Biodiversity Framework Fund](#), Document du Conseil GEF/C.64/06/Rev.02.

³⁰ GEF, 2024, [Policy on Allocation of Resources for the Global Biodiversity Framework Fund](#), Document du Conseil GEF/GBFF.01/03/Rev.03.

³¹ Ibid.

³² GEF, 2024, [Terms of Reference for Advisory Group\(s\) and Auxiliary Body for the Global Biodiversity Framework Fund](#), Document du Conseil GEF/GBFF.02/04.

- Le Conseil du GBFF, dont la représentation des observateurs a été élargie par l'attribution de deux sièges à chacune des catégories suivantes : i) les organisations de conservation et les organisations philanthropiques ; ii) les peuples autochtones et communautés locales ; iii) le secteur privé ; iv) les femmes ; et v) les jeunes³³. Les observateurs du GBFF participent à toutes les réunions du Conseil et peuvent intervenir sur tout point de l'ordre du jour, conformément au règlement intérieur du Conseil.
- L'Organe auxiliaire, composé, pour son premier mandat, de dix-sept experts³⁴ désignés par les gouvernements nationaux de pays en développement abritant des zones particulièrement importantes pour la diversité biologique ainsi que pour les fonctions et services écosystémiques. Il a pour mandat de fournir au Conseil du GBFF, de manière globale et indépendante, des avis et recommandations techniques sur les questions relatives à la mise en œuvre des orientations programmatiques du GBFF.
- Le Groupe consultatif des participants non souverains, composé de quatre membres : deux représentants d'institutions publiques infranationales et régionales, et deux experts de la mobilisation de ressources en faveur de la diversité biologique³⁵. Il a pour mandat de fournir des avis techniques au Conseil du GBFF et au Secrétariat sur les moyens d'associer des contributeurs non souverains à la réalisation des objectifs du GBFF et d'appuyer la mise en œuvre de ses orientations programmatiques. Sa composition tient compte des modifications apportées à son mandat, approuvées par le Conseil du GBFF lors de sa troisième réunion³⁶, qui ont élargi sa composition par l'ajout de deux catégories de membres ne contribuant pas au GBFF, chacune pouvant compter jusqu'à deux membres. Toute entité non souveraine contribuant au GBFF sera invitée à rejoindre le Groupe consultatif.

81. Le dispositif de gouvernance élargi du GBFF a été conçu de manière à assurer la complémentarité de ses différentes instances. Au cours de la période considérée, les observateurs du GBFF, l'Organe auxiliaire et le Groupe consultatif des participants non souverains ont tous contribué de manière effective à orienter les décisions du Conseil. Plusieurs propositions formulées par les observateurs du GBFF lors de consultations consacrées aux projets de documents du Conseil ont été intégrées dans les lignes directrices relatives aux actions menées par les peuples autochtones et communautés locales (*Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities*⁴¹), le cadre de résultats du GBFF (*GBFF Results Framework*⁴⁰*Error! Bookmark not defined.*) et les lignes directrices relatives à la mise en œuvre du cadre de résultats du GBFF (*Guidelines on the Implementation of the GBFF Results Framework*). De même, les contributions recueillies dans le cadre de consultations avec les observateurs et le Groupe consultatif ont été prises en compte dans le document portant sur une stratégie de mobilisation

³³ La composition au 31 mars 2026 est présentée à l'annexe I du document GEF, 2026, [Progress Report on the Global Biodiversity Framework Fund](#), Document du Conseil GEF/GBFF.06/05

³⁴ La composition au 31 mars 2026 est présentée à l'annexe I du document GEF, 2026, [Progress Report on the Global Biodiversity Framework Fund](#), Document du Conseil GEF/GBFF.06/05

³⁵ Ibid.

³⁶ GEF, 2024, [Progress Report on the Advisory Group\(s\) and Auxiliary Body for the Global Biodiversity Framework Fund](#), Document du Conseil GEF/GBFF.03/04

des ressources du GBFF pour la période 2026-2030 (*Towards a Resource Mobilization Strategy for the GBFF 2026–2030*), adopté par le Conseil à sa sixième réunion. Lors de cette même réunion³⁷, le Conseil du GBFF a entériné les recommandations de l'Organe auxiliaire concernant les options susceptibles de faciliter l'atteinte des cibles du portefeuille du GBFF relatives aux institutions financières internationales (IFI)³⁸. Le Secrétariat du GEF informe régulièrement le Conseil du GBFF des activités et des contributions de chacune de ses instances de gouvernance, au moyen des rapports d'étape présentés à chacune de ses réunions³⁹.

82. Au cours de la période considérée, le Conseil du GBFF a doté le Fonds d'un nouveau cadre de résultats⁴⁰, cohérent avec le cadre de suivi du KMGBF, ainsi que de lignes directrices connexes⁴¹. Il a également adopté des lignes directrices sur les actions menées par les peuples autochtones et communautés locales⁴² et instauré un Groupe de travail spécial sur la prévisibilité des financements⁴³. Ce dernier est chargé d'examiner les moyens d'améliorer et de renforcer la prévisibilité des contributions au GBFF, notamment au moyen d'annonces de contributions pluriannuelles et de l'examen des possibilités offertes par des barèmes indicatifs de contributions volontaires, en réponse aux orientations issues de la seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

83. Les participants à la neuvième reconstitution des ressources du GEF ont décidé d'étendre à l'ensemble de la famille de fonds du GEF plusieurs innovations mises à l'essai par le GBFF, notamment son cycle de projets rationalisé et ses cibles fixées à l'échelle du portefeuille : la part de la programmation destinée à appuyer les actions des peuples autochtones et communautés locales ; la part de la programmation mise en œuvre par l'intermédiaire d'institutions financières internationales (IFI) ; et la part des ressources à allouer aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés.

II.2 Projets soutenus par le GBFF

84. Depuis son lancement en août 2023, le GBFF a reçu 387,2 millions de dollars au titre d'engagements signés de la part de onze gouvernements souverains et d'un gouvernement infranational. Ces ressources ont permis de financer des projets, sur une base concurrentielle et dans le cadre de cinq cycles de sélection, pour un montant total programmé de 362,1 millions de dollars, au bénéfice de 87 pays, dont 47 PEID et PMA.

³⁷ GEF, 2026, [Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global Biodiversity Framework Fund 2026-2030](#), document du Conseil, GEF/GBFF.06/04

³⁸ GEF, 2026, [Options to facilitate the achievement of the portfolio target related to International Financial Institutions](#), document du Conseil, GEF/GBFF.06/06

³⁹ GEF, 2026, [Progress Report on the Global Biodiversity Framework Fund \(GBFF\)](#), document du Conseil, GEF/GBFF.06/05.

⁴⁰ GEF, 2025, [Results Framework the Global Biodiversity Framework Fund](#), document du Conseil, GEF/GBFF.05/05.

⁴¹ GEF, 2026, [Guidelines on the Implementation of the GBFF Results Framework](#), document du Conseil, GEF/GBFF.06/Inf.02.

⁴² GEF, 2025, [Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities](#), document du Conseil, GEF/GBFF.05/Inf.04

⁴³ GEF, 2025, [Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global Biodiversity Framework Fund 2025-2030](#), Document du Conseil GEF/GBFF.05/04/Rev.01.

85. La politique relative au cycle des projets du GBFF est une version rationalisée de la politique du GEF relative au cycle des projets et programmes, qui s'applique à tous les autres fonds de la famille de fonds du GEF, y compris le fonds fiduciaire du GEF⁴⁴. L'ensemble des ressources du GBFF est alloué à des projets selon une approche pilotée par les pays, au moyen de cycles de sélection successifs ouverts à tous les pays admissibles. Ces cycles sont organisés afin d'approuver les demandes de financement PPG, en fonction des ressources disponibles, de sept critères de sélection et des trois cibles fixées à l'échelle du portefeuille, énoncées dans les orientations programmatiques du GBFF.

86. Les critères de sélection du GBFF sont les suivants :

- Potentiel de production d'avantages environnementaux mondiaux ;
- Cohérence avec les orientations programmatiques du GBFF et contribution à la mise en œuvre du KMGBF ;
- Cohérence avec les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, les plans nationaux de financement de la biodiversité ou des instruments similaires, afin de recenser les priorités nationales et/ou régionales ;
- Degré de cohérence des politiques et de coordination entre les ministères, les organismes publics, le secteur privé et la société civile ;
- Équilibre entre les régions ;
- Mobilisation de ressources auprès du secteur privé et d'organisations philanthropiques ;
- Participation des peuples autochtones et communautés locales, et appui à leurs actions.

87. Les trois cibles fixées au niveau du portefeuille du GBFF sont les suivantes :

- 36 % + 3 % des ressources totales du GBFF sont allouées aux PMA et aux PEID. La part supplémentaire de 3 % destinée aux PMA et aux PEID fera l'objet d'un examen après trois ans et, si elle n'a pas été utilisée, sera reprogrammée au profit d'autres pays. Au 30 juin 2026, 38,8 % des financements du GBFF programmés à ce jour bénéficiaient aux PEID et aux PMA, permettant ainsi d'atteindre la cible fixée à l'échelle du portefeuille.
- 25 % des ressources du GBFF doivent être programmées par l'intermédiaire d'institutions financières internationales qui sont des Agences du GEF. Cette cible a été dépassée : au 30 juin 2026, 30,4 % des ressources du GBFF avaient été programmées par l'intermédiaire d'IFI.
- D'ici à 2030, une part ambitieuse de 20 %, à l'échelle du portefeuille, du montant total des ressources allouées au titre du GBFF doit appuyer les actions menées par les peuples autochtones et communautés locales en faveur de la conservation, de la restauration, de l'utilisation durable et de la gestion de la biodiversité. Cette cible a également été dépassée puisque 31,8 % des financements du GBFF programmés étaient alloués à l'appui de ces actions.

⁴⁴ GEF, 2024, [Global Biodiversity Framework Fund Project Cycle Policy](#), Document du Conseil GEF/GBFF.01/04/Rev.02

88. Le GBFF a organisé cinq cycles de sélection, dont les résultats ont été annoncés en mars 2024, en mai 2024, en décembre 2024, en novembre 2025 et en mars 2026. Au total, 254 demandes de financement PPG ont été soumises, parmi lesquelles 82 ont été retenues (voir annexe 3).

89. Après approbation par le directeur général des demandes de financements PPG retenues, les Agences soumettent les projets entièrement préparés dans un délai de neuf mois, conformément aux dispositions du GBFF relatives à l'annulation des projets. Les projets de plus de 5 millions de dollars sont ensuite inscrits dans un programme de travail soumis à l'examen du Conseil du GBFF. Les projets d'un montant égal ou inférieur à 5 millions de dollars, après validation par le Secrétariat, peuvent recevoir l'agrément du directeur général au titre des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil du GBFF.

90. Au 30 juin 2026, le directeur général avait donné son agrément à 31 projets entièrement préparés, représentant un financement total du GBFF de 149,5 millions de dollars, qui pouvaient dès lors passer à la phase de mise en œuvre. Onze autres projets entièrement préparés avaient été soumis, pour un montant total de 58,4 millions de dollars. Les 40 projets restants, représentant un financement total du GBFF de 154,2 millions de dollars, étaient en cours de préparation par leurs promoteurs.

91. Les paragraphes ci-après résument trois projets du GBFF en cours de mise en œuvre, qui illustrent l'appui apporté par le GBFF au KMGBF.

92. Le projet ***Biodiversity Conservation in Indigenous Lands*** (Brésil ; financement de projet du GEF : 9 064 221 dollars ; cofinancement : 17 900 000 dollars) appuie, au Brésil, les activités de gestion de la biodiversité menées par les peuples autochtones et communautés locales, en accordant une aide directe à des organisations dirigées par des peuples autochtones. Son déploiement à plus grande échelle repose sur sa cohérence avec la Politique nationale de gestion territoriale et environnementale des terres autochtones. Le projet s'appuie sur des plans de gestion territoriale et environnementale élaborés conjointement dans le cadre d'un processus participatif respectueux de la culture de chaque groupe ethnique, avec l'appui essentiel d'organisations de la société civile et d'institutions publiques, afin d'améliorer la gestion de 6,4 millions d'hectares de terres. Il contribue directement aux **cibles 1, 2, 3, 8, 9, 11, 21, 22 et 23** du KMGBF. Au total, 95 % du financement de projet du GEF sont consacrés à l'appui des initiatives menées par les peuples autochtones et communautés locales.

93. Le projet ***Addressing Outstanding Barriers and Leveraging Durable Financial Mechanisms to Achieve Target 3 in Gabon*** (Gabon ; financement de projet du GEF : 1 364 496 dollars ; cofinancement : néant) vise à surmonter les obstacles que constituent l'insuffisance des financements à long terme et l'érosion du soutien public aux aires protégées liée à l'intensification des conflits entre l'être humain et les espèces sauvages. Il complète le projet GEF-7 *Enduring Earth*, en cours de mise en œuvre au Gabon, qui vise à mettre en place une approche de financement de projets pour la permanence afin d'assurer le financement à long terme des aires protégées. Le projet du GBFF contribuera à la réalisation de la cible 3 en élaborant une stratégie nationale relative aux conflits entre l'être humain et les espèces sauvages et en intégrant cette question dans l'approche de financement de projets pour la permanence mise en place au Gabon. Il appuie également, dans quatre aires protégées, des mesures de

gestion des conflits entre l'être humain et les espèces sauvages et des démarches de coexistence conçues par les peuples autochtones et communautés locales. Contribuant aux **cibles 3, 4, 19, 21, 22 et 23**, le projet renforcera l'efficacité de la gestion de 1 million d'hectares d'aires protégées et améliorera les pratiques de gestion sur 14 000 hectares situés en dehors de ces aires.

94. Le projet ***Advancing Integrated Participatory Spatial Planning to Enhance Samoa's Globally Significant Biodiversity at a National Scale*** (Samoa ; financement de projet du GEF : 1 009 361 dollars ; cofinancement : 2 666 667 dollars) renforcera la coordination et les capacités intersectorielles afin de soutenir, dans les deux principales îles du pays — Upolu et Savai'i — une planification spatiale de la biodiversité participative, intégrée et inclusive. Cette planification reposera sur des analyses coûts-avantages et multicritères, conformément à la **cible 1** du KMGBF. Le projet contribuera également à la réalisation de la **cible 3** en créant 10 051 hectares de nouvelles aires protégées, en améliorant la gestion de 44 346 hectares relevant d'autres mesures de conservation efficaces par zone, et en bénéficiant directement à 5 050 personnes.

III. FONDS SPECIAL POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCES

95. Le GEF administre deux fonds fiduciaires distincts axés sur l'adaptation au changement climatique : le Fonds spécial pour le changement climatique (FSCC) et le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA). Ces fonds ont été établis afin de répondre aux besoins particuliers des pays en développement au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Certains projets du LDCF et du FSCC approuvés au cours de la période considérée contribuent à la mise en œuvre du KMGBF, pour un montant total de financement du GEF de 386,16 millions de dollars. Le tableau 1 présente le montant total des ressources du FPMA et du guichet A du FSCC, destinées aux PEID, allouées à des projets contribuant à la réalisation des cibles du KMGBF au cours de la période considérée.

96. Parmi les projets notables figurent le Projet de gestion scientifique de la biodiversité et des ressources naturelles au service du développement économique de Madagascar et l'initiative de la Grande Muraille verte (*Transformation Approach to Large Scale Investment in Support of the Implementation of the Great Green Wall Initiative*), présentés à la section I.3.

97. Parmi les autres exemples, on peut citer :

- Le projet Strengthening Climate Adaptation, Biodiversity Conservation, and Combating Land Degradation through Ecosystem-based Adaptation in Samoa (financement du GEF : 5 835 750 dollars ; cofinancement : 37 024 000 dollars) qui produit des avantages pour la biodiversité d'importance mondiale en restaurant et en préservant des écosystèmes terrestres et marins de grande valeur aux Samoa, notamment des forêts riveraines et côtières, des mangroves, des récifs coralliens et des aires de conservation gérées par les communautés. Il améliore ainsi l'intégrité, la connectivité et la résilience des habitats. Le projet réduit également les principales menaces pesant sur la biodiversité et contribue à la protection d'espèces menacées, notamment le carpophage à bec rouge, le mao, le renard volant des Samoa, la tortue imbriquée et la tortue verte, grâce à une adaptation intégrée fondée sur les écosystèmes et à une gestion assurée par les communautés.

- Le projet *Resilient Communities, Land Restoration, and Sustainable Ecosystem Management* (Zambie ; financement du GEF : 12 873 000 dollars ; cofinancement : 103 699 557 dollars) qui produit d'importants avantages pour la biodiversité en restaurant des écosystèmes dégradés et en favorisant une gestion durable dans les provinces du Centre et du Sud de la Zambie, notamment dans les forêts claires de miombo et de mopane, d'importance mondiale. En réduisant les pressions liées à l'agriculture non durable, à la production de charbon de bois et à la déforestation, tout en appuyant des moyens de subsistance résilients face au changement climatique et des sources d'énergie de substitution, le projet contribue à préserver la biodiversité, à renforcer les services écosystémiques et à accroître la résilience des paysages productifs et des communautés qui en dépendent.

98. Tous ces projets associent des ressources du Fonds fiduciaire du GEF et du FPMA ou du FSCC afin de tirer parti des synergies entre la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, au moyen d'actions complémentaires en faveur de la biodiversité et de l'adaptation au changement climatique.

IV. SUITES DONNEES PAR LE GEF AUX ORIENTATIONS DE LA 16^E CONFERENCE DES PARTIES A LA CDB

99. Lors de la 16^e Conférence des Parties, ces dernières ont donné des orientations au GEF sur les opérations du Fonds et sur des sujets thématiques spécifiques relatifs à la biodiversité. Les suites données par le GEF à ces orientations sont présentées dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8. Décisions adoptées par la 16^e Conférence des Parties à la CDB (Décision 16/33) et réponses du GEF⁴⁵

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
<i>Paragraphes préambulaires</i> La Conférence des Parties, <i>Réaffirmant</i> l'importance de la pleine exécution des dispositions de l'article 20, en particulier les paragraphes 2 et 3, et de l'article 21,, notamment les paragraphes 1 et 3, de la Convention sur la diversité biologique⁴⁶ ainsi que de l'accès au mécanisme de financement par toutes les Parties en vue de mettre pleinement en œuvre la Convention <i>Saluant</i> le rôle précieux du Fonds pour l'environnement mondial en tant que structure institutionnelle mettant en œuvre le mécanisme	A pris note.

⁴⁵ CBD, 2025, [Financial mechanism](#), Decision COP/16/33.

⁴⁶ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1760, no 30619.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
de financement de la Convention à titre provisoire et de manière continue ; <i>Réaffirmant</i> l'engagement de la Conférence des Parties de mener à bien un examen périodique de l'efficacité du mécanisme de financement, comme indiqué dans son mémorandum d'accord avec le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial⁴⁷, <i>Réaffirmant</i> également l'importance de l'examen de l'efficacité du mécanisme de financement dans le contexte de la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles, stratégies et programmes, <i>Constatant avec préoccupation</i> l'insuffisance des contributions financières volontaires pour financer la mise en œuvre du mandat en vue d'une évaluation complète du montant du financement nécessaire à la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles pour la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial⁴⁸, se traduisant par un nombre limité d'activités soumises à l'examen de la Conférence des Parties à sa seizième réunion, <i>Reconnaissant</i> la nature intégrée et indivisible des éléments du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal⁴⁹, notamment les considérations relatives à sa mise en œuvre (section C du Cadre), les mécanismes de mise en œuvre et d'appui et les conditions propices (section I), et la responsabilité et la transparence (section J), Constatant avec préoccupation qu'au cours de la huitième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial, aucune Partie admissible n'a soumis de proposition de projet en vue d'appuyer la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques⁵⁰, et que seulement trois propositions de projets à l'appui	

⁴⁷ Décision [III/8](#), annexe.

⁴⁸ Décision [15/15](#), annexe III.

⁴⁹ Décision [15/4](#), annexe.

⁵⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2226, no 30619.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation ont été soumises par des Parties admissibles⁵¹, et reconnaissant en outre la nécessité d'améliorer la compréhension des causes possibles de ce nombre restreint de propositions, <i>Accueillant favorablement les mesures prises par le Fonds pour l'environnement mondial par l'entremise du financement de son domaine d'intervention « diversité biologique » visant à soutenir les Parties admissibles, tout en soulignant la nécessité d'accroître plus avant la mobilisation des ressources pour répondre aux défis et aux besoins des Parties qui sont des pays en développement concernant leur contribution à la mise en œuvre de la Convention, de ses Protocoles et du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal,</i> <i>Prenant note qu'un certain nombre de Parties admissibles n'ont pas encore eu accès au soutien du Fonds pour l'environnement mondial, en particulier pour la révision et l'actualisation de leurs stratégies et plans d'actions nationaux pour la biodiversité et de leurs plans nationaux de financement de la biodiversité en vue de les aligner sur le Cadre,</i> <i>Prenant note également des contributions des programmes intégrés du Fonds pour l'environnement mondial à la réalisation des cibles du Cadre, et du fait que ces programmes contribuent tous à la réalisation des cibles 8, 10, 11 et 20 à 23,</i> <i>Se félicitant de la part considérable de ressources des autres domaines d'intervention du Fonds pour l'environnement mondial qui contribuent à la mise en œuvre du Cadre,</i> <i>Se félicitant également des mesures prises par le Fonds pour l'environnement mondial pour tirer parti des synergies entre les autres conventions</i>	

⁵¹ Ibid., vol. 3008, No. 30619.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
relatives à la biodiversité, et relever plusieurs défis environnementaux de manière globale, <i>Soulignant</i> la contribution des peuples autochtones et communautés locales à la mise en œuvre de la Convention et se félicitant du soutien que leur apporte actuellement le Fonds pour l'environnement mondial, <i>Constatant avec satisfaction</i> le soutien accru apporté par le Fonds pour l'environnement mondial aux peuples autochtones et communautés locales à l'appui de la mise en œuvre du Cadre, notamment grâce à la part ambitieuse de 20 % de la programmation au niveau du portefeuille devant servir d'ici à 2030 au fonctionnement du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité, <i>Soulignant</i> les efforts continus visant à améliorer les orientations stratégiques fournies par la Conférence des Parties au Fonds pour l'environnement mondial en tant que structure institutionnelle chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme de financement de la Convention, à titre provisoire et de manière continue, <i>Reconnaissant</i> que les ressources du Fonds pour l'environnement mondial sont fournies de manière prévisible par l'intermédiaire de son fonds fiduciaire grâce à la mise en œuvre du système d'allocation transparente des ressources, que des améliorations ont été apportées en ce qui concerne le versement en temps voulu des fonds aux Parties admissibles et que la rationalisation du cycle des projets du Fonds pour l'environnement mondial est également susceptible d'avoir une incidence positive sur le versement en temps voulu des fonds, <i>Se félicitant</i> des mesures prises par le Fonds pour l'environnement mondial pour appuyer la cohérence des politiques et les mesures de rationalisation, <i>Reconnaissant</i> l'importance de renforcer la direction, l'appropriation et la responsabilité des pays en ce qui concerne les activités soutenues par le Fonds pour l'environnement mondial,	

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
<i>Reconnaissant également</i> qu’au fil des ans, le Fonds pour l’environnement mondial a pris des mesures pour améliorer la qualité de ses rapports, <i>Reconnaissant en outre</i> l’importance de vivre en harmonie avec la nature et de vivre sainement et en harmonie avec la Terre nourricière afin de garantir le bien-être des humains, une planète en bonne santé et la prospérité économique pour tous et en en tenant compte,	
1. <i>Accueille favorablement</i> le rapport du Comité du Fonds pour l’environnement mondial à la seizième réunion de la Conférence des Parties⁵² et prend note du rapport sur le sixième examen de l’efficacité du mécanisme de financement⁵³ ;	A pris note avec satisfaction.
I Fonds fiduciaire du Fonds pour l’environnement mondial 2. <i>Prie</i> le Fonds pour l’environnement mondial, en collaboration avec la Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, à encourager les Parties admissibles à présenter des propositions de projets à l’appui de la mise en œuvre de la cible 17 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal ainsi que du Plan de mise en œuvre⁵⁴ et du Plan d’action pour le renforcement des capacités⁵⁵ du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ;	Le GEF a organisé, en marge de la seizième réunion de la Conférence des Parties à la CDB, une manifestation conjointe avec le Secrétariat de la CDB, le PNUE et le PNUD, sur l’appui du GEF aux Protocoles de Nagoya et de Carthagène, intitulée « <i>GEF support to the Nagoya and Cartagena Protocols</i> ». Cette manifestation a présenté des projets nationaux réussis et communiqué des informations sur les possibilités d’appui à la mise en œuvre de la cible 17 du KMGBF et du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. Dans le cadre des activités menées au titre de sa stratégie de mobilisation des pays, le GEF continuera de promouvoir la présentation de telles propositions. Le Secrétariat du GEF a participé, à distance, à quatre ateliers régionaux, organisés par le PNUE et le Secrétariat de la CDB grâce à un financements au titre des activités habilitantes du GEF, respectivement pour l’Amérique latine et les Caraïbes, en juin 2025 ; l’Afrique, en octobre 2025 ; l’Europe centrale et orientale, l’Asie occidentale et l’Asie centrale, en janvier 2026 ; et l’Asie-Pacifique, en janvier 2026. Ces ateliers visaient à appuyer l’établissement des rapports nationaux prévus au

⁵² [CBD/COP/16/8/Rev.1](#).

⁵³ [CBD/COP/16/7](#). Voir aussi [CBD/COP/16/INF/25](#).

⁵⁴ Décision [CP-10/3](#), annexe.

⁵⁵ Décision [CP-10/4](#), annexe.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	titre des Protocoles de Nagoya et de Carthagène. Le Secrétariat du GEF y a présenté aux points focaux des Protocoles les possibilités de financements offertes à l'appui de la mise en œuvre de ces Protocoles au titre de GEF-8 et du GBFF, ainsi que les perspectives pour GEF-9. Le Secrétariat du GEF a également participé à la quinzième réunion du Groupe de liaison sur le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, qui s'est tenue à Montréal (Canada) en juin 2026.
3. <i>Invite</i> les Parties au Protocole de Carthagène concernées à accéder de manière anticipée à l'allocation théorique disponible pour le Protocole prévue dans les orientations programmatiques de la huitième reconstitution des ressources ;	N'appelle pas de réponse.
4. <i>Prie</i> la Secrétaire exécutive et le Fonds pour l'environnement mondial de promouvoir le partage des expériences et des connaissances en matière d'élaboration et de réalisation de projets à l'appui de la mise en œuvre de la cible 13 du Cadre ;	Le GEF a organisé, en collaboration avec le Secrétariat de la CDB, le PNUE et le PNUD, une manifestation parallèle à la seizième réunion de la Conférence des Parties à la CDB intitulée « <u>GEF support to the Nagoya and Cartagena Protocols</u> ». Cette manifestation a présenté les projets nationaux couronnés de succès et permis de faire connaître les possibilités d'appui à la mise en œuvre de la cible 17 du KMGBF et du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. Dans le cadre des activités menées au titre de sa stratégie d'engagement avec les pays, le GEF continuera de promouvoir la présentation de telles propositions. Le Secrétariat du GEF a participé à distance à quatre ateliers régionaux, organisés par le PNUE et le Secrétariat de la CDB grâce à des financements au titre des activités habilitantes du GEF, respectivement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en juin 2025 ; l'Afrique, en octobre 2025 ; l'Europe centrale et orientale, l'Asie occidentale et l'Asie centrale, en janvier 2026 ; et l'Asie-Pacifique, en janvier 2026. Ces ateliers visaient à appuyer l'établissement des rapports nationaux prévus au titre des Protocoles de Nagoya et de Carthagène. Le Secrétariat du GEF y a présenté aux points focaux des Protocoles les possibilités de financements

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	offertes à l'appui de la mise en œuvre de ces instruments au titre de GEF-8 et du GBFF, ainsi que les perspectives pour GEF-9. Le Secrétariat du GEF a également participé à la sixième réunion du Comité consultatif informel sur le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya, qui s'est tenue à Montréal (Canada) en juin 2026.
5. <i>Invite</i> les Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation concernées à accéder de manière anticipée à l'allocation théorique disponible pour le Protocole prévue dans les orientations programmatiques de la huitième reconstitution des ressources ;	N'appelle pas de réponse.
6. <i>Demande</i> au Fonds pour l'environnement mondial de déterminer, en collaboration avec les Parties admissibles, les causes de la sous-utilisation de l'allocation théorique disponible pour les protocoles et de proposer des mesures adéquates pour remédier à ces causes afin que cette allocation soit davantage utilisée, et de faire figurer les informations y afférentes dans le prochain rapport que son Conseil présentera à la Conférence des Parties ;	Au cours du cycle GEF-7, des financements de 13,1 millions de dollars et de 32,2 millions de dollars ont été approuvés, respectivement, en faveur de projets consacrés à la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. Le montant approuvé au titre du Protocole de Carthagène a ainsi dépassé l'allocation théorique de 7 millions de dollars, tandis que celui consacré au Protocole de Nagoya était conforme à l'allocation théorique de 37 millions de dollars prévue à cet effet. Durant GEF-8, les Parties admissibles ont soumis au total huit propositions de projet relatives à la mise en œuvre du Protocole de Carthagène : quatre au Fonds fiduciaire du GEF et quatre demandes de financement PPG au titre du GBFF. S'agissant du Protocole de Nagoya, huit propositions de projet ont été soumises au Fonds fiduciaire du GEF et 17 demandes de financement PPG ont été soumises au titre du GBFF, y compris les présentations successives d'une même proposition lors de plusieurs cycles de sélection du GBFF Comme l'expose en détail le présent rapport, toutes les propositions soumises au Fonds fiduciaire du GEF, ainsi que huit demandes de financement PPG au titre du GBFF, ont été approuvées. Par conséquent, le financement de projet du GEF

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	accordé aux projets relatifs aux Protocoles de Carthagène et de Nagoya dans le cadre de GEF-8 et du GBFF s'élevait respectivement à 17,8 millions de dollars et à 57,0 millions de dollars. Ces montants dépassent les financements approuvés durant GEF-7 et représentent 91 % de l'allocation théorique de GEF-8 destinée aux deux Protocoles, qui s'établissait au total à 82 millions de dollars. Afin de garantir un niveau de financement adéquat à l'appui de la mise en œuvre des Protocoles au cours de GEF-9, une part des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » a été réservée au financement de projets régionaux ou mondiaux qui leur sont consacrés. La priorité sera accordée aux pays qui n'ont pas bénéficié de financements du GEF à cette fin au cours des derniers cycles. Cette réserve complètera les ressources du STAR, que les pays admissibles sont encouragés à mobiliser pour mettre en œuvre les Protocoles, grâce au point d'entrée spécifiquement consacré à l'objectif suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. » Le Secrétariat du GEF a également mené les activités de sensibilisation ciblées décrites plus haut dans la présente matrice afin de présenter les possibilités de financement offertes par le Fonds fiduciaire du GEF et le GBFF, et d'encourager la soumission de propositions relatives aux Protocoles.
7. <i>Encourage</i> le Fonds pour l'environnement mondial à continuer d'explorer d'éventuelles possibilités de maximiser la contribution de ses programmes intégrés à la mise en œuvre du Cadre de la biodiversité de Kunming-Montréal, notamment en apportant un appui ciblé aux peuples autochtones et communautés locales, aux femmes et aux jeunes	A pris note. Les huit programmes intégrés de GEF-9 contribueront tous à la mise en œuvre des cibles du KMGBF, comme le précisent les orientations programmatiques de GEF-9. Conformément aux exigences du GEF, tous les projets et programmes du GEF, y compris les programmes intégrés, prennent en compte l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en tant qu'enjeux transversaux. Ces aspects sont intégrés aux composantes des projets au moyen de mesures

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	spécifiques visant à promouvoir le rôle de chef de file des femmes, l'égalité d'accès aux ressources naturelles et les droits y afférents, ainsi qu'un partage équitable des avantages socioéconomiques découlant des projets. Un indicateur consacré au suivi et à l'évaluation des interventions de projet qui renforcent le rôle de chef de file et l'autonomisation des femmes a été intégré au cadre de gestion axé sur les résultats de GEF-9. Il permettra d'établir des rapports systématiques et cohérents sur l'appui apporté par le GEF aux femmes et à l'égalité des genres. GEF-9 accroît également considérablement son soutien aux peuples autochtones et communautés locales, notamment en quadruplant les ressources allouées à l'Initiative de conservation inclusive. Celle-ci fournit des financements directs et spécifiquement destinés aux organisations dirigées par des peuples autochtones et contribue à renforcer leurs capacités, afin qu'elles puissent participer aux projets du GEF en qualité d'Agences d'exécution et d'intermédiaires de financement, ce qui facilitera leur accès aux financements. Au-delà des investissements directs réalisés dans le cadre de l'Initiative de conservation inclusive, le GEF augmentera les allocations de financement en faveur des peuples autochtones et communautés locales dans l'ensemble de ses volets de programmation, avec pour objectif indicatif d'allouer à ces derniers 20 % des ressources du Fonds fiduciaire du GEF et du FPMA/FSCC au cours de GEF-9. Le GBFF a ouvert la voie à un renforcement de l'attention et de l'appui accordés aux actions menées par les peuples autochtones et communautés locales en faveur de la diversité biologique. Ses orientations programmatiques prévoient un domaine d'action spécifique, un critère de sélection des projets lié à l'appui aux peuples autochtones et communautés locales, deux sièges d'observateur réservés à leurs représentants au sein du Conseil du GBFF, ainsi qu'un objectif ambitieux à l'échelle du portefeuille : d'ici à 2030, 20 % des ressources du GBFF devraient être allouées à l'appui des actions menées par les

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	peuples autochtones et communautés locales en faveur de la diversité biologique. Au 30 juin 2026, cet objectif avait été dépassé : 31,8 % des ressources du GBFF avaient été programmées à cette fin. En 2025, à l'issue d'un processus consultatif, le GBFF a élaboré des lignes directrices sur les actions menées par les peuples autochtones et communautés locales (<i>Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities</i>⁵⁶). Celles-ci décrivent la manière dont les projets du GBFF doivent être conçus, ainsi que les modalités de quantification de l'appui aux actions menées par les peuples autochtones et communautés locales en faveur de la diversité biologique et de présentation de rapports à ce sujet.
8. <i>Encourage</i> le Fonds pour l'environnement mondial et les Parties admissibles à maintenir la contribution du domaine d'intervention « eaux internationales » à la mise en œuvre du Cadre et à étendre cette pratique à d'autres domaines d'intervention, notamment les changements climatiques, la dégradation des terres, les produits chimiques et les déchets, en tenant compte des circonstances et priorités nationales ;	Les orientations programmatiques de GEF-8 favorisent une approche intégrée. Elles ont introduit le recours aux marqueurs de Rio relatifs à la diversité biologique ainsi qu'un objectif, à l'échelle du portefeuille, de 60 % des financements pertinents pour la biodiversité, afin de suivre et d'encourager les contributions de l'ensemble des domaines d'intervention à la mise en œuvre du KMGBF. Au 30 juin 2026, la part des financements de GEF-8 pertinents pour la biodiversité s'élevait à 71 %. Les tableaux 1 et 6 du présent rapport présentent en détail les contributions de tous les domaines d'intervention à la mise en œuvre du KMGBF. Un objectif de 70 % des financements pertinents pour la biodiversité a été fixé pour GEF-9 à l'échelle de l'ensemble du portefeuille, afin d'encourager davantage les contributions de tous les volets de programmation du GEF à la mise en œuvre du KMGBF. Cet objectif, conjugué à la conception de la stratégie de GEF-9 dans le domaine d'intervention « diversité biologique », qui favorise l'intégration et les synergies entre les conventions, contribuera à préserver la contribution du domaine d'intervention « eaux internationales » à la mise en

⁵⁶ GEF, 2025, [Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities](#), document du Conseil, GEF/GBFF.05/Inf.04

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	œuvre du KMGBF et à étendre cette pratique aux autres domaines d'intervention.
9. <i>Invite</i> les pays développés Parties, les autres Parties qui assument volontairement les obligations des pays développés Parties, ainsi que les autres gouvernements, à participer à la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial afin de soutenir les pays en développement Parties admissibles, en particulier les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties dont l'économie est en transition ;	N'appelle pas de réponse.
10. <i>Prie</i> le Fonds pour l'environnement mondial et son Conseil d'examiner les moyens d'intégrer les actions en faveur de la Terre nourricière dans ses orientations programmatiques et le Fonds du Cadre mondial de la biodiversité ;	Les orientations programmatiques du GBFF prévoient un appui à la cible 19 du KMGBF, notamment à sa cible 19 f), au titre du domaine d'action 4. Celui-ci soutient la mise en œuvre de l'ensemble des solutions de financement recensées dans les plans nationaux de financement de la biodiversité et dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB). La Stratégie de GEF-9 pour la diversité biologique prévoit, dans le cadre de son objectif 1 — « Améliorer la conservation, l'utilisation durable et la restauration des écosystèmes naturels au moyen d'approches intégrées à l'échelle des paysages terrestres et marins » — que les promoteurs de projets peuvent également intégrer des actions en faveur de la Terre nourricière produisant des avantages environnementaux mondiaux dans le cadre de ces approches intégrées.
11. <i>Souligne</i> l'importance de fournir un appui adéquat et prévisible aux pays en développement Parties pour qu'ils élaborent et actualisent leurs rapports nationaux, leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité ainsi que leurs plans nationaux de financement de la biodiversité ou instruments similaires ;	L'appui du GEF aux activités habilitantes, pour lesquelles des budgets totaux de 46 millions de dollars au titre de GEF-7 et de 145 millions de dollars au titre de GEF-8 étaient prévus, a été fourni selon les modalités suivantes : i) GEF-7 : Le projet d'appui aux interventions précoces en faveur du Cadre mondial de la

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	biodiversité a donné lieu à l’approbation d’un ensemble de projets de moyenne envergure en une seule étape, représentant un financement du GEF de 44,7 millions de dollars. Leur mise en œuvre a été autorisée par le directeur général du GEF entre avril et juin 2022. Cet appui comprend un financement d’environ 270 000 dollars par pays pour les activités nationales, ainsi qu’une enveloppe de 3 millions de dollars destinée à l’assistance technique à l’échelle mondiale assurée par le PNUD et le PNUE, au bénéfice de 138 pays. L’annexe 5 présente en détail l’état d’avancement de cet appui dans chaque pays participant. ii) GEF-8 : Le Programme-cadre d’appui à la mise à jour des stratégies et plans d’action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et à l’établissement des septièmes rapports nationaux a été approuvé par le Conseil en juin 2023. Il a ensuite reçu l’agrément du directeur général en janvier 2024 pour le volet mis en œuvre par le PNUD, puis en mars 2024 pour celui mis en œuvre par le PNUE, pour un financement total du GEF de 78,5 millions de dollars. Il comprend un financement de 450 000 dollars par pays au titre des activités nationales liées aux SPANB et à l’établissement des rapports nationaux, ainsi qu’une enveloppe de 6 millions de dollars destinée à l’assistance technique à l’échelle mondiale assurée par le PNUD et le PNUE, au bénéfice de 139 pays. L’annexe 6 présente en détail l’état d’avancement de cet appui dans chaque pays participant. iii) GEF-8 : Le programme-cadre d’appui à l’élaboration de plans de financement de la biodiversité a été approuvé par le Conseil en décembre 2022, puis a reçu l’agrément du directeur général en novembre 2023. Il a été modifié en juin 2026 afin d’y inclure sept pays qui n’avaient pas sollicité d’appui auparavant, ce qui a porté le financement total du GEF à 45 813 736 dollars. Il comprend un financement de 300 000 dollars par pays, ainsi qu’une enveloppe de 10,53 millions de dollars destinée à l’assistance technique à l’échelle mondiale

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	assurée par le PNUD, au bénéfice de 98 pays participants. L'annexe 7 présente en détail l'état d'avancement de cet appui dans chaque pays participant. iv) GEF-8 : le projet d'appui à l'élaboration des cinquièmes rapports nationaux sur la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques a été approuvé par le directeur général en avril 2025, puis modifié en octobre 2025 afin d'y inclure des pays qui n'avaient pas transmis leur lettre d'approbation à temps lors de l'approbation initiale. Le PNUE apporte un appui à 105 pays au total, comprenant un financement de 30 000 dollars par pays pour les activités nationales ainsi qu'une assistance technique mondiale (financement de projet total du GEF : 4 059 825 dollars). L'annexe 8 présente en détail l'état d'avancement de cet appui dans chaque pays participant. v) GEF-8 : le projet d'appui à l'élaboration du premier rapport national sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation a été approuvé par le directeur général en avril 2025, puis modifié en août 2025 afin d'y inclure 19 pays qui n'avaient pas transmis leur lettre d'approbation à temps lors de l'approbation initiale. Le PNUE apporte un appui à 96 pays au total, sous la forme d'un financement de 30 000 dollars par pays pour les activités nationales, complété par une assistance technique mondiale (financement de projet total du GEF : 3 701 250 dollars). L'annexe 9 présente en détail l'état d'avancement de cet appui dans chaque pays participant. Un budget initial de 125 millions de dollars a été approuvé pour les activités habilitantes liées à la CDB et à ses Protocoles durant GEF-9. Ce budget couvre notamment l'établissement de rapports, l'appui aux systèmes de suivi et, pour les pays qui n'ont pas encore bénéficié d'un tel appui,

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	l'élaboration de plans de financement de la biodiversité.
II Fonds du Cadre mondial de la biodiversité 12. <i>Exprime ses remerciements</i> au Fonds pour l'environnement mondial pour l'établissement et l'opérationnalisation du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité ;	A pris note avec satisfaction.
13. <i>Prend note avec satisfaction</i> des contributions de plusieurs pays et autres gouvernements donateurs à la capitalisation du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité, notamment l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la France, le Japon, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que le gouvernement du Québec, pour un montant d'environ 382 millions de dollars au moment de l'adoption de la présente décision⁵⁷ ;	Le GEF remercie ces donateurs de leur soutien au GBFF.
14. <i>Souligne</i> la nécessité d'accroître considérablement la mobilisation des ressources adéquates et prévisibles mises à disposition du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité afin de contribuer à la mise en œuvre du Cadre en temps opportun, en particulier sa cible 19	A pris note.
15. <i>Invite</i> les pays développés Parties et les autres Parties qui assument volontairement les obligations des pays développés Parties et les autres pays, ainsi que le secteur privé et financier, les organismes de bienfaisance, les organisations non gouvernementales, les entités non souveraines et autres parties prenantes, à contribuer ou à augmenter leurs contributions au Fonds du Cadre mondial de la biodiversité, afin d'assurer sa capitalisation rapide de manière à ce qu'il contribue à la mise en œuvre du Cadre ; à compléter le soutien existant ; et à accroître les ressources financières garantissant la mise en œuvre du Cadre en temps opportun, en tenant compte de la nécessité de faire en sorte que les fonds soient adéquats et prévisibles et qu'ils circulent	N'appelle pas de réponse.

⁵⁷ Voir les contributions à l'adresse suivante : <https://fiftrustee.worldbank.org/en/about/unit/dfi/fiftrustee/fund-detail/gbff>.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
rapidement, afin de contribuer à la réalisation de l'ambition quantitative fixée dans la cible 19 du Cadre ;	
16. <i>Constate avec regret l'insuffisance des contributions de la part du secteur privé et financier et des organismes de bienfaisance, des organisations non gouvernementales et des autres parties prenantes au Fonds du Cadre mondial de la biodiversité et demande au Fonds pour l'environnement mondial et au Conseil du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité d'étudier les moyens d'améliorer la mobilisation des ressources et de rendre compte des progrès accomplis à la Conférence des Parties à sa dix-septième réunion ;</i>	Le GBFF est conçu pour recevoir des contributions de pays souverains, ainsi que de partenaires non souverains, notamment d'entités infranationales, d'institutions publiques régionales, d'organisations philanthropiques et d'acteurs du secteur privé. Tout nouveau contributeur non souverain au Fonds doit faire l'objet d'une procédure de diligence raisonnable. Le GBFF a déjà reçu une contribution d'un gouvernement infranational : la province de Québec. En 2025, le Secrétariat du GBFF a recruté un spécialiste principal de la mobilisation des ressources. En juin 2026, à sa sixième réunion, le Conseil du GBFF a approuvé le document intitulé <i>Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global Biodiversity Framework Fund 2026–2030</i>⁵⁸, qui présente une démarche systématique et un plan de mise en œuvre visant à élargir et à diversifier la base de donateurs, afin d'accroître les contributions au GBFF provenant de toutes les sources. Le document a été révisé à la lumière des recommandations du Groupe de travail spécial sur la prévisibilité des financements, établi par le Conseil du GBFF lors de sa cinquième réunion. Ce groupe avait pour mandat d'examiner les moyens d'améliorer et de renforcer la prévisibilité des contributions au GBFF, notamment par des annonces de contributions pluriannuelles et l'examen des possibilités offertes par des barèmes indicatifs de contributions volontaires⁵⁹. Le Groupe consultatif des participants non souverains du GBFF a également été créé afin de fournir au Conseil et au Secrétariat du GBFF des avis techniques sur la mobilisation des contributeurs non souverains, à l'appui de la

⁵⁸ GEF, 2026, [Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global Biodiversity Framework Fund 2026-2030](#), Document du Conseil GEF/GBFF.06/04.

⁵⁹ GEF, 2025, [Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global Biodiversity Framework Fund 2025-2030](#), Document du Conseil GEF/GBFF.05/04/Rev.01.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	réalisation des objectifs du GBFF et de la mise en œuvre de ses orientations programmatiques. Il compte quatre membres : la province de Québec, en tant que contributeur non souverain, ainsi que trois membres ne versant pas de contribution : le Département sénatorial de la mobilité, des transports, de l'action climatique et de l'environnement du Land de Berlin, représentant les institutions publiques infranationales et régionales ; Mme Simone Carolina Bauch et Mme Stéphanie Flora Capdeville, expertes de la mobilisation de ressources en faveur de la diversité biologique et/ou du financement de la conservation. En juin 2026, une nouvelle collaboration entre le GEF et la Rob Walton Foundation (RWF), organisation philanthropique établie aux États-Unis, a été annoncée⁶⁰. Les pays admissibles au GEF qui choisiront d'orienter des ressources de GEF-9 — y compris des ressources du Fonds fiduciaire du GEF et du GBFF — vers des organisations non gouvernementales œuvrant dans des aires protégées essentielles pourront obtenir de la RWF des financements philanthropiques de contrepartie. La RWF s'est engagée à fournir jusqu'à 50 millions de dollars en financements de contrepartie et se déclare disposée à investir davantage si les pays africains manifestent un intérêt accru.
17. Demande au Fonds pour l'environnement mondial et au Conseil du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité d'étudier les moyens d'améliorer et de renforcer la prévisibilité du financement de la mise en œuvre du Cadre en temps voulu, y compris au moyen d'annonces de contributions pluriannuelles et en examinant les possibilités de barèmes indicatifs de contributions volontaires, et rendre compte de cette question pour examen par la Conférence des Parties à sa dix-septième réunion. ;	Le modèle de capitalisation du fonds fiduciaire du GEF, fondé sur des reconstitutions périodiques de ses ressources, favorise la prévisibilité des financements sur des cycles de quatre ans. En décembre 2024, le Conseil du GEF a décidé d'engager le processus de reconstitution des ressources de GEF-9, qui permettra de dégager des ressources supplémentaires pour la mise en œuvre du KMGBF dans les délais prévus. Ce processus s'est achevé lorsque le Conseil du GEF a approuvé l'ensemble des éléments relatifs à la reconstitution à sa réunion de juin 2026. Comme l'a souligné le sixième examen de l'efficacité du mécanisme de financement, les ressources de celui-ci sont

⁶⁰ <https://robwaltonfoundation.org/news/launchingafricakeystonepartnership-cbngp>

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	également fournies de manière prévisible grâce à la mise en œuvre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR). La reconstitution des ressources de GEF-9 a confirmé le maintien du STAR, ainsi qu'une part élevée en faveur du domaine d'intervention « diversité biologique », qui demeure, avec 35 %, de loin le principal domaine d'intervention du GEF. Il a également été décidé que 70 % de l'ensemble des financements du GEF soient pertinents pour la biodiversité, selon la méthodologie des marqueurs de Rio. Après avoir examiné le document <i>Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global Biodiversity Framework Fund 2025—2030</i>, le Conseil du GBFF, à sa cinquième réunion, a décidé de créer un Groupe de travail spécial sur la prévisibilité des financements. Ce groupe était chargé de formuler des recommandations à l'intention de la sixième réunion du Conseil du GBFF en réponse aux orientations précises de la Conférence des Parties à la CDB et d'étudier les moyens d'élargir la base des contributeurs et de renforcer la prévisibilité des contributions des Parties à la CDB, des autres gouvernements et des sources non souveraines, conformément à la vision et aux objectifs de la Stratégie de mobilisation des ressources du GBFF⁶¹. Les membres et membres suppléants du Conseil ont été invités à faire part de leur intérêt pour participer au Groupe de travail. Celui-ci devait comprendre un nombre égal de représentants des contributeurs et des bénéficiaires de la famille de fonds du GEF, avec au moins trois représentants dans chacune de ces catégories. Il réunissait des représentants du Brésil, du Canada, de la France, de la Gambie, de Moldova, de l'Allemagne et du Secrétariat de la CDB. En juin 2026, le Conseil du GBFF, à sa sixième réunion, a adopté le document intitulé <i>Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global</i>

⁶¹ GEF, 2025, [Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global Biodiversity Framework Fund 2025-2030](#), document du Conseil, GEF/GBFF.05/04/Rev.01.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	<i>Biodiversity Framework Fund 2026–2030</i>⁶², révisé à la lumière des recommandations du Groupe de travail spécial sur la prévisibilité des financements. Conformément aux recommandations du Groupe de travail, le document répondait comme suit aux orientations de la Conférence des Parties à la CDB : — Les annonces de contributions pluriannuelles constituent une bonne pratique et devraient être utilisées par les contributeurs lorsque cela est possible. Les contributions souveraines devraient en outre continuer de constituer une source essentielle de financement. — Après avoir examiné les possibilités offertes par un barème indicatif de contributions volontaires et s'être entretenu avec le PNUE, le Groupe de travail a conclu qu'un tel dispositif n'apporterait pas de valeur ajoutée au GBFF compte tenu de la conception actuelle de ce dernier au sein du PNUE. Si certains membres du Groupe de travail ont estimé qu'il pourrait servir à encourager de nouveaux contributeurs souverains, le Groupe ne recommande globalement pas d'y recourir à ce stade. La question pourrait néanmoins faire ultérieurement l'objet d'un examen technique plus approfondi.
18. <i>Se félicite</i> de la part de programmation ambitieuse de 20 % d'ici 2030 du montant total des ressources allouées au titre du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité afin d'appuyer les actions menées par les peuples autochtones et communautés locales, et demande instamment au Fonds pour l'environnement mondial de veiller à ce que les projets menés par les pays qui contribuent à cette cible soient conçus et mis en œuvre en consultation et en partenariat avec les peuples autochtones et communautés locales ;	Le Secrétariat du GEF considère que l'établissement et le suivi de cet objectif indicatif à l'échelle du portefeuille concernant les actions menées par les peuples autochtones et les communautés locales constituent une avancée importante pour le GEF. Au 30 juin 2026, cet objectif avait été dépassé : 31,8 % des ressources du GBFF avaient été programmées à l'appui des actions menées par les peuples autochtones et communautés locales en faveur de la diversité biologique. La contribution de chaque projet du GBFF à l'objectif ambitieux consistant à consacrer 20 % des ressources du GBFF aux actions menées par les peuples autochtones et communautés locales en faveur de la diversité biologique est examinée afin

⁶² GEF, 2026, [Towards a Resource Mobilization Strategy for the Global Biodiversity Framework Fund 2026-2030](#), document du Conseil, GEF/GBFF.06/04.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	de veiller à ce que les projets sous-jacents soient conçus et mis en œuvre en consultation et en partenariat avec les peuples autochtones et communautés locales. Comme en a décidé le Conseil du GBFF à sa quatrième réunion, en juin 2025, les lignes directrices sur les actions menées par les peuples autochtones et communautés locales (<i>Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities</i>⁶³) ont été élaborées au terme d'un processus consultatif, comprenant notamment une consultation ouverte organisée en marge de la première réunion de l'Organe subsidiaire sur l'article 8 j) et les autres dispositions de la Convention sur la diversité biologique relatives aux peuples autochtones et communautés locales (SB-8j), en octobre 2025. Ces lignes directrices s'appuient sur un ensemble complet de politiques du GEF applicables à la participation des peuples autochtones et communautés locales : les Principes et lignes directrices concernant la participation des peuples autochtones (<i>Principles and Guidelines for Engagement with Indigenous Peoples</i>), la Politique du GEF relative à la mobilisation des parties prenantes (<i>Stakeholder Engagement</i>), ainsi que la Politique du GEF relative aux normes de sauvegarde environnementale et sociale (<i>Environmental and Social Safeguard Standards</i>). Elles visent à garantir que les projets pilotés par les pays qui contribuent à l'objectif de 20 % soient conçus et mis en œuvre en consultation et en partenariat avec les peuples autochtones et communautés locales. Dans le cadre de GEF-9, l'objectif ambitieux consistant à consacrer 20 % des ressources aux actions menées par les peuples autochtones et communautés locales sera désormais étendu au fonds fiduciaire du GEF, au Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) et au Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC). En outre, le GEF élaborera une politique spécifique relative à la participation des peuples autochtones, qui

⁶³ GEF 2025, [*Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities*](#), document du Conseil, GEF/GBFF.05/Inf.04

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	renforcera et complètera les normes existantes de sauvegarde environnementale et sociale. Cette politique s'appliquera à l'ensemble des projets financés par le GEF et revêtira une importance particulière pour ceux qui associent directement les peuples autochtones. Parallèlement, les Principes et lignes directrices concernant la participation des peuples autochtones seront actualisés afin de tenir compte des normes et engagements en vigueur. L'objectif est de veiller à ce que les cadres du GEF relatifs à la participation des peuples autochtones restent conformes à l'évolution des normes internationales et aux attentes des peuples autochtones eux-mêmes.
19. <i>Se félicite également</i> du fait que 25 % des ressources du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité doivent être programmées par l'intermédiaire d'institutions financières internationales qui sont des Agences du Fonds pour l'environnement mondial	Cet objectif fixé à l'échelle du portefeuille reconnaît l'importance des institutions financières internationales (IFI) pour l'appui aux initiatives en faveur de la diversité biologique. Au 30 juin 2026, il avait été dépassé : 30,4 % des ressources du GBFF avaient été programmées par l'intermédiaire d'IFI. À sa quatrième réunion, le Conseil du GBFF a demandé à l'Organe auxiliaire du GBFF d'examiner les moyens de faciliter l'atteinte de cet objectif à l'échelle du portefeuille. À sa sixième réunion, le Conseil du GBFF a accueilli favorablement la recommandation présentée par l'Organe auxiliaire dans le document <i>Options to Facilitate the Achievement of the Portfolio Target Related to International Financial Institutions</i>⁶⁴ et a demandé au Secrétariat et aux Agences du GEF qui sont des IFI de mettre en œuvre les recommandations qui leur étaient adressées.

⁶⁴ GEF, 2026, *Options to facilitate the achievement of the portfolio target related to International Financial Institutions*, Document du Conseil GEF/GBFF.06/06

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
III Cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la diversité biologique de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles 20. <i>Adopte</i> le Cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la diversité biologique de la Convention figurant en annexe à la présente décision à titre de principale orientation pour la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial (juillet 2026-juin 2030), qui s'aligne sur le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal ;	A pris note.
21. <i>Demande</i> au Fonds pour l'environnement mondial d'inclure dans son rapport à la Conférence des Parties des renseignements sur ses réponses concernant le cadre quadriennal axé sur les résultats et d'expliquer comment ces réponses contribuent à la réalisation de chaque cible du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, en plus des considérations relatives à sa mise en œuvre (section C du Cadre), et contribuent aux objectifs de la Convention et de ses Protocoles ;	Le présent rapport répond à cette demande.
22. <i>Encourage</i> les organes directeurs des diverses conventions relatives à la biodiversité à inscrire un point permanent à l'ordre du jour de leurs réunions pour la fourniture de conseils stratégiques, comme il convient, concernant des mesures nationales qui pourraient favoriser la collaboration, la coopération et les synergies, selon le cas, afin d'atteindre les objectifs de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles et les objectifs et cibles du Cadre, qui peut être renvoyé au Fonds pour l'environnement mondial par le biais de la Conférence des Parties, et de demander à leurs secrétariats respectifs de communiquer ces conseils à la Secrétaire exécutive de la Convention ; 23. <i>Invite</i> les secrétariats des conventions relatives à la diversité biologique à participer et à apporter leur contribution dans le cadre des consultations intersecrétariats qui seront convoquées par la Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique au moment	N'appelle pas de réponse.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
de l'élaboration des contributions du secrétariat de la Convention à la rédaction des orientations programmatiques et des recommandations de politique générale pour les négociations relatives à la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial, auxquelles le Fonds participera, conformément au paragraphe 7 du mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial ;	
IV Évaluation des besoins de financement 24. <i>Prie</i> la Secrétaire exécutive de compiler et de transmettre, dès que possible, les informations sur les besoins de financement reçues de tous les pays en développement Parties remplissant les conditions requises, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition, au secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial et aux participants aux négociations relatives à la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial ; 25. <i>Prie également</i> la Secrétaire exécutive de tirer parti de l'expérience acquise et des enseignements tirés de la mise en œuvre du mandat relatif à l'évaluation des besoins de financement du Fonds pour l'environnement mondial aux fins de la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles et d'élaborer un projet de mandat en vue de procéder à la cinquième détermination des besoins de financement pour la dixième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial (juillet 2030-juin 2034), pour examen par l'Organe subsidiaire chargé de l'application à une réunion tenue avant la dix-septième réunion de la Conférence des Parties et par la Conférence des Parties à sa dix-septième réunion	N'appelle pas de réponse.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
V Nouvelles orientations à intention du Fonds pour l'environnement mondial 26. Prend note des orientations antérieures consolidées à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial, qui figurent à l'annexe du document <u>CBD/COP/16/6/Add.1</u> ; 27. <i>Adopte</i> les orientations supplémentaires à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial qui figurent à l'annexe II de la présente décision et demande au Conseil du Fonds pour l'environnement mondial de faire figurer dans ses rapports à la Conférence des Parties des informations concernant la mise en œuvre de ces orientations supplémentaires ;	Le présent rapport répond à cette demande.
28. <i>Demande</i> à l'Organe subsidiaire chargé de l'application d'examiner, à une réunion tenue avant la dix-septième réunion de la Conférence des Parties, les projets d'éléments d'orientation supplémentaires élaborés en réponse à sa recommandation 4/4, tels qu'ils figurent dans l'annexe du document <u>CBD/COP/16/6/Rev.1</u> ;⁶⁵ 29. <i>Rappelle</i> les paragraphes 2, 3 et 4 de sa décision <u>XII/30</u> du 17 octobre 2014, et demande à la Secrétaire exécutive de continuer à assurer la liaison avec les différentes conventions relatives à la biodiversité et le Fonds pour l'environnement mondial afin d'étudier les possibilités d'accroître l'appui du Fonds pour les pays en ce qui concerne les activités pertinentes pour la mise en œuvre des différentes conventions relatives à la biodiversité ;	N'appelle pas de réponse.
30. <i>Demande</i> au Fonds pour l'environnement mondial de continuer à appuyer les partenariats avec les peuples autochtones et communautés locales, les femmes et les jeunes, et de reconnaître et promouvoir leurs contributions à la mise en œuvre des cibles du Cadre ;	Le GEF dispose de plusieurs politiques⁶⁶ qui prescrivent d'importants principes relatifs aux consultations et à la mobilisation des parties prenantes, à la prise en compte de l'égalité des genres et des jeunes, au respect des droits des peuples autochtones et communautés locales, ainsi qu'à la prévention et à l'atténuation des éventuels

⁶⁵ Voir la communication de l'État plurinational de Bolivie, disponible à l'adresse suivante : [www.cbd.int/doc/interventions/6717c9819a0ecc27c502d552/GEF %20Financial %20Mechanism.docx](http://www.cbd.int/doc/interventions/6717c9819a0ecc27c502d552/GEF%20Financial%20Mechanism.docx).

⁶⁶ GEF Policy on Stakeholder Engagement Policy (SD/PL/01, 2017); GEF Policy on Gender Equality (SD/PL/02, 2017); et GEF Policy on Environmental and Social Safeguards (SD/PL/03, 2019)

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	effets négatifs des activités financées par le GEF sur les groupes et les personnes vulnérables. Comme l’a demandé le Conseil du GBFF à sa quatrième réunion, en juin 2025, les lignes directrices sur les actions menées par les peuples autochtones et communautés locales (<i>Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities</i>⁷²) ont été élaborées au terme d’un processus consultatif, comprenant notamment une consultation ouverte organisée en marge de la première réunion de l’Organe subsidiaire sur l’article 8 j) et les autres dispositions de la Convention sur la diversité biologique relatives aux peuples autochtones et communautés locales (SB-8j), en octobre 2025. Elles ont été publiées en décembre 2025 et s’appliquent à l’ensemble des projets du GBFF. Le GEF et le Groupe consultatif des peuples autochtones (IPAG) ont organisé une série de dialogues techniques réunissant des experts autochtones et des membres du personnel du GEF afin d’orienter l’élaboration et la mise en œuvre des orientations programmatiques de GEF-9. Une rencontre avec le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité s’est notamment tenue en août 2025, afin d’éclairer les orientations programmatiques de GEF-9 dans le domaine d’intervention « diversité biologique » et de veiller à ce que les contributions et les priorités des peuples autochtones et communautés locales soient prises en compte dans leur conception et leur mise en œuvre. Dans le cadre de la reconstitution des ressources de GEF-9, il a été convenu d’ici à 2028 d’affiner les mécanismes de financement et les politiques du GEF afin de mieux prendre en compte les peuples autochtones et communautés locales, les femmes et les jeunes. Il a également été convenu d’élaborer une politique du GEF relative aux peuples autochtones et communautés locales afin d’actualiser et d’affiner l’ensemble existant de lignes directrices et de politiques. En outre, le GEF a mis en place des programmes spécifiques, tels que le <u>Programme de</u>

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	<u>microfinancements</u>, établi de longue date, ainsi que l'<u>Initiative de conservation inclusive</u>, l'<u>Initiative Heart of the conservation</u> (HCI), plus récente, et le <u>Programme de leadership Fonseca</u>. Ces programmes constituent des voies d'accès essentielles, pour les organisations de la société civile, les peuples autochtones et communautés locales, les groupes de femmes et les groupes de jeunes, aux financements du GEF, au renforcement des capacités et à l'appui technique nécessaires pour relever les enjeux environnementaux mondiaux grâce à des modalités de mise en œuvre décentralisées Le Programme de leadership Fonseca a soutenu plus de 300 jeunes responsables de la conservation issus de 62 pays, en combinant des bourses d'études supérieures attribuées à 95 bénéficiaires et des subventions de recherche sur le terrain accordées à 205 bénéficiaires. Les ressources allouées à l'<u>Initiative de conservation inclusive</u> et à l'<u>Initiative HCI</u>, qui financent directement des organisations de peuples autochtones et communautés locales, ont été considérablement accrues, passant de 25 millions de dollars pendant GEF-7 et GEF-8 à 100 millions de dollars pendant GEF-9. Un plan d'action pour l'égalité des genres doit être établi pour chaque projet financé par le GEF, afin que celui-ci produise des effets positifs dans le contexte où il est mis en œuvre. Le Conseil du GBFF dispose d'une représentation élargie des observateurs, avec deux sièges pour les peuples autochtones et les communautés locales, deux pour les femmes et deux pour les jeunes, conformément aux groupes reconnus par la Convention sur la diversité biologique.
31. <i>Demande également</i> au Fonds pour l'environnement mondial d'informer la Conférence des Parties de la manière dont il prend en compte les lignes directrices facultatives sur les garanties dans les mécanismes de financement de la diversité biologique élaborées dans le cadre de la	Par sa décision 12/3, la Conférence des Parties à la CDB a adopté les lignes directrices facultatives sur les garanties dans les mécanismes de financement de la diversité biologique. Le GEF y a donné suite en actualisant, en 2018, sa Politique relative aux normes de sauvegarde environnementale et sociale (<i>Environmental and Social Safeguard Standards</i>), qui est désormais conforme à ces lignes directrices.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
Convention, rappelant à cet égard le paragraphe 6 de la décision <u>14/15</u> du 29 novembre 2018	En juin 2025, les 18 Agences du GEF avaient toutes été jugées conformes aux normes de sauvegarde environnementales et sociale du GEF. De plus amples informations figurent dans le rapport d'étape sur la conformité des Agences du GEF aux normes minimales du GEF (<i>Progress Report on GEF Agencies' Compliance with GEF Minimum Standards</i> —GEF/C.69/Inf.06, 4 mai 2025), disponible ici . Le GEF a communiqué au Secrétariat de la CDB des informations en réponse à l'enquête portant sur la mise en œuvre des orientations relatives aux garanties dans les mécanismes de financement de la diversité biologique, adoptées par les décisions 12/3 et 14/15 de la Conférence des Parties à la CDB. Ces informations ont été reprises dans le document relatif à la mobilisation des ressources (CBD/SBI/6/2, <i>Resource Mobilization</i>). Des renseignements complémentaires sur la mise en œuvre de la politique du GEF relative aux garanties figurent dans le rapport d'étape sur la mise en œuvre de la politique du GEF relative aux garanties environnementales et sociales (<i>Progress Report on the Implementation of the GEF Policy on Environmental and Social</i> ⁶⁷).
32. <i>Demande en outre</i> au Fonds pour l'environnement mondial d'étudier les moyens d'améliorer, de faciliter l'accès et d'accroître plus avant le financement direct en faveur des peuples autochtones et communautés locales, des femmes et des jeunes, en veillant à ce que ces ressources appuient leurs droits et leurs systèmes de connaissances ;	Voir les réponses apportées plus haut aux paragraphes 7, 18 et 30.
VI Examen de l'efficacité du mécanisme de financement 33. <i>Demande</i> au Fonds pour l'environnement mondial de poursuivre ses efforts pour mobiliser des ressources à l'appui de la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles et, en particulier, du Cadre, notamment en mobilisant des contributions volontaires des pays développés	Voir les réponses apportées plus haut aux paragraphes 16 et 17. En outre, un ensemble complet de mesures a été approuvé afin d'intégrer systématiquement le financement mixte et d'accroître la mobilisation de capitaux privés, l'efficacité et la portée des financements, au titre de l'objectif « Financements abordables et à grande échelle » des

⁶⁷ GEF, 2025, [Progress report on the implementation of the GEF Policy on Environmental and Social Safeguards](#), document du Conseil, GEF/C.70/Inf.08

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
Parties, d'autres Parties qui assument volontairement les obligations des pays développés Parties, d'autres pays et d'autres sources, telles que les banques multilatérales de développement, le secteur privé et les organisations philanthropiques, ainsi qu'au moyen d'instruments de financement durable, afin d'améliorer la prévisibilité, l'adéquation et la rapidité des flux de fonds et de contribuer à combler le déficit de financement en matière de diversité biologique ;	Recommandations de politique générale de GEF-9⁶⁸. Ces mesures prévoient de simplifier le recours au financement mixte au-delà du guichet actuel des instruments financiers autres que les aides directes, de supprimer le plafond d'investissement afin de permettre la présentation de propositions de plus grande envergure, de simplifier les procédures d'approbation des projets et d'établir des plateformes nationales afin de renforcer les conditions propices à l'investissement privé. Une refonte en profondeur de la Politique de cofinancement renforcera la transparence et l'efficacité en clarifiant les catégories de cofinancement et en améliorant la mesure de la mobilisation de capitaux privés conformément aux méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement, et à terme, en amplifiant l'effet de levier, la qualité des financements et les résultats environnementaux.
34. <i>Demande également</i> au Fonds pour l'environnement mondial : a) D'accroître encore la flexibilité des cycles de projets pour toutes les Parties admissibles, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, en prenant également en considération les pays les plus vulnérables du point de vue de l'environnement dans le contexte des dispositions du paragraphe 7 de l'article 20 de la Convention ; b) D'envisager d'accroître l'appui aux approches programmatiques durables et au renforcement des capacités ; c) De continuer à renforcer l'appropriation nationale et locale, notamment en examinant l'appui en matière de capacités dont disposent les points focaux opérationnels et en examinant le rôle de ses Agences, tout en envisageant d'élargir leur base, en vue de promouvoir un engagement plus direct des entités nationales dans les pays en développement ;	S'appuyant sur les réformes déjà menées ou en cours, des mesures supplémentaires ont été convenues afin de répondre à ces demandes dans le cadre de la reconstitution des ressources de GEF-9. Ces éléments sont présentés en détail dans les recommandations de politique générale de GEF-9 (<i>Policy Recommendations for GEF-9</i>⁶⁹) et dans le cadre de positionnement stratégique de GEF-9 (<i>GEF-9 Strategic Positioning Framework</i>⁷⁰), et sont résumés ci-après. Au titre du point a : — En décembre 2024, le Conseil a approuvé un <u>ensemble complet de 35 mesures de rationalisation</u>. Ces mesures prévoient notamment la simplification des modèles et de la procédure d'approbation, la rationalisation de l'examen des projets, un meilleur suivi des normes de service afin d'améliorer la prise en compte des échéances, l'amélioration de la cohérence et de la planification du suivi des projets, ainsi que des orientations à l'intention des Agences visant à clarifier les coûts liés aux projets et les plafonds qui s'y appliquent.

⁶⁸ GEF, 2026, [Policy Recommendations for GEF-9](#), GEF/R.09/22.

⁶⁹ GEF, 2026, [Policy Directions for GEF-9](#), GEF/R.09/Inf.14.

⁷⁰ GEF, 2026, [GEF-9 Strategic Positioning Framework](#), GEF/R.09/Inf.15/Rev.01

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
d) De continuer à étudier les modalités permettant d'améliorer l'efficacité des processus de financement des activités menées dans le cadre du Protocole de Carthagène et du Protocole de Nagoya et d'encourager les pays à les mettre en œuvre ; e) De continuer à promouvoir l'appui aux peuples autochtones et communautés locales, notamment en encourageant leur rôle de chef de file et leur partenariat dans les projets, en reconnaissant que les connaissances autochtones sont à la base des activités soutenues par le Fonds pour l'environnement mondial et en utilisant des indicateurs ciblés pour suivre les projets, et d'envisager de fixer une cible de financement pour appuyer les priorités des peuples autochtones et communautés locales dans l'ensemble du programme relatif à la biodiversité du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial ; f) De contribuer à la mise en œuvre de l'approche pangouvernementale et pansociétale du Cadre en continuant à renforcer l'engagement effectif des organisations de la société civile, des femmes et des jeunes, des peuples autochtones et communautés locales, du secteur privé, des organisations philanthropiques et de protection de la nature et d'autres grands groupes de parties prenantes ;	Les modifications correspondantes apportées aux politiques ont été approuvées à la soixante-neuvième réunion du Conseil, puis mises en œuvre au moyen de lignes directrices. — Dans le cadre des négociations relatives à la reconstitution des ressources de GEF-9, un ensemble complet de mesures relevant des objectifs « Accélération et simplification de l'exécution » et « Mise en œuvre souple et efficace » a été approuvé. Au cœur de cet ensemble figure la généralisation, à l'ensemble des fonds administrés par le GEF, d'une modalité unique et accélérée applicable à tous les projets. Adaptée de l'approche en une étape introduite par le GBFF, elle devrait permettre de gagner trois à quatre mois au cours des premières étapes du cycle de projet. Parmi les autres mesures figurent la rationalisation des processus internes des Agences et l'instauration de délais applicables à la nouvelle soumission des projets, afin de réduire les incertitudes ; le renforcement des capacités des entités d'exécution en vue d'accélérer la mise en œuvre ; une souplesse accrue pour les projets menés dans des situations de fragilité et de conflit, grâce à l'adaptation des calendriers, des budgets et des modalités de participation ; l'application d'une approche fondée sur les risques afin d'accélérer le traitement des projets à moindre risque au moyen de procédures simplifiées et accélérées ; et la mise à niveau des systèmes d'information du GEF afin de rationaliser les flux de travail, d'améliorer la visibilité du portefeuille de projets en préparation et de tirer parti de l'intelligence artificielle pour faciliter une prise de décisions plus rapide et fondée sur les données. Au titre du point b : GEF-9 continuera d'appuyer les programmes intégrés. Comme le précisent les orientations programmatiques, tous les programmes intégrés de GEF-9 contribueront à la réalisation des cibles du KMGBF. Le renforcement des capacités est intégré à l'ensemble des investissements du GEF. Il a en outre été convenu, dans le cadre de la reconstitution des ressources de GEF-9, que le GEF renforcerait, d'ici à 2027, les capacités des points focaux opérationnels en leur

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	fournissant des formations, une assistance technique et des ressources spécifiquement destinées à soutenir leur participation active à la supervision et à la coordination des projets. Au titre du point c : — En février 2025, le GEF a commencé à déployer un appui aux points focaux opérationnels du GEF, en collaboration avec huit partenaires : l’African Wildlife Foundation, la Tropical Biology Association, le Secrétariat du Programme régional océanien de l’environnement, l’Organisation des États américains, le Partenariat pour la gestion environnementale des mers d’Asie de l’Est, le Secrétariat du Commonwealth et le Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets. Ensemble, ces partenaires apportent, sous forme de formations et de financements, un appui à 140 pays. Cet appui fournit aux points focaux opérationnels les outils et les moyens nécessaires pour suivre et superviser efficacement leur portefeuille de projets financés par le GEF. — L’ensemble de mesures de rationalisation examiné par le Conseil en décembre 2024 comprend des mesures visant spécifiquement à renforcer l’appropriation par les pays. Il prévoit, par exemple, l’octroi de financements aux points focaux opérationnels afin qu’ils puissent mobiliser les comités directeurs nationaux, collaborer avec les différents ministères, superviser les projets et consulter les parties prenantes. Il prévoit également que les Agences organisent des examens annuels du portefeuille avec les points focaux opérationnels du GEF et les points focaux des conventions. — En juin 2026, le Conseil du GEF a lancé une procédure d’élargissement du réseau des Agences afin de renforcer le partenariat du GEF. Conformément aux Recommandations de politique générale de GEF-9, le Conseil examinera la possibilité d’accréditer un groupe de nouvelles Agences complémentaires disposant collectivement d’une expertise concernant PMA, les PEID, les peuples autochtones et communautés locales, le secteur privé et les cinq domaines d’intervention du

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	GEF⁷¹. Les Agences dont l'accréditation sera recommandée seront présentées au Conseil pour décision au plus tard le 30 juin 2027. — Un ensemble supplémentaire de mesures a été convenu au titre des objectifs suivants des orientations de politique générale de GEF-9 : « <i>Amélioration de l'accès et autonomisation des pays</i> », « <i>Accélération et simplification de l'exécution</i> » et « <i>Mise en œuvre souple et efficace</i> ». Il prévoit notamment d'élargir le réseau des Agences du GEF au moyen de procédures d'accréditation ouvertes, financées conjointement et ciblées afin d'y intégrer de nouvelles entités et de veiller, entre autres, à ce que les nouvelles Agences retenues disposent d'une expérience du secteur privé et des peuples autochtones et communautés locales. Ces mesures comprennent également : Le plafonnement à 25 % de la part du portefeuille pouvant être détenue par une même Agence du GEF ; le renforcement des capacités des points focaux opérationnels, grâce à des formations spécialisées, à une assistance technique et à des ressources destinées à faciliter leur participation active à la supervision et à la coordination des projets ; la rationalisation des procédures internes des Agences relatives au traitement des financements du GEF ; l'institutionnalisation des examens du portefeuille afin de renforcer la supervision et de détecter rapidement les difficultés. Au titre du point d) : Afin de garantir un niveau de financement adéquat à l'appui de la mise en œuvre des Protocoles au cours de GEF-9, une part des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » a été réservée au financement de projets régionaux ou mondiaux qui leur sont consacrés. La priorité sera accordée aux pays qui n'ont pas bénéficié de financements du GEF à cette fin au cours des derniers cycles. Cette réserve complétera les ressources du STAR, que les pays admissibles sont encouragés à mobiliser pour mettre en œuvre les Protocoles, grâce au point d'entrée spécifiquement consacré à l'objectif

⁷¹ GEF, 2026, [Strengthening the GEF Partnership: Agency Expansion Procedure](#), GEF/C.71/05/Rev.01

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. » Le Secrétariat du GEF a également mené des activités ciblées de sensibilisation, décrites ailleurs dans la présente matrice, afin de présenter les possibilités de financement offertes par le fonds fiduciaire du GEF et le GBFF et d'encourager la soumission de propositions relatives aux Protocoles. Au titre du point e : — Dans le cadre de la reconstitution des ressources de GEF-9, il a été convenu d'ici à 2028 d'affiner les mécanismes de financement et les politiques du GEF afin de mieux prendre en compte les peuples autochtones et communautés locales, les femmes et les jeunes. Il a également été convenu d'élaborer une politique du GEF relative aux peuples autochtones et communautés locales afin d'actualiser et d'affiner l'ensemble existant de lignes directrices et de politiques. Il a en outre été convenu de fixer un objectif ambitieux de 20 % des financements à l'échelle du portefeuille du fonds fiduciaire du GEF afin d'appuyer les actions menées par les peuples autochtones et communautés locales. Les ressources allouées à l'Initiative de conservation inclusive, qui finance directement des organisations de peuples autochtones et de communautés locales, ont été considérablement accrues, passant de 25 millions de dollars pendant GEF-7 et GEF-8 à 100 millions de dollars pendant GEF-9. Enfin, le Cadre de résultats de GEF-9 comprendra un indicateur ventilé permettant de suivre le nombre de peuples autochtones et communautés locales bénéficiant d'un appui. – Le GBFF applique un critère de sélection spécifique intitulé « Participation des peuples autochtones et des communautés locales et appui à leurs actions », ainsi qu'un objectif indicatif fixé à l'échelle du portefeuille : « D'ici à 2030, une part ambitieuse de 20 % du montant total des ressources allouées au titre du GBFF doit, à l'échelle du portefeuille, appuyer les actions menées par les

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	peuples autochtones et les communautés locales en faveur de la conservation, de la restauration, de l'utilisation durable et de la gestion de la biodiversité. » Comme l'a décidé le Conseil du GBFF à sa quatrième réunion, en juin 2025, les lignes directrices sur les actions menées par les peuples autochtones et communautés locales (Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities⁷²) ont été élaborées au terme d'un processus consultatif, comprenant notamment une consultation ouverte organisée en marge de la première réunion de l'Organe subsidiaire sur l'article 8 j) et les autres dispositions de la Convention sur la diversité biologique relatives aux peuples autochtones et communautés locales (SB-8j), en octobre 2025. Ces lignes directrices visent à garantir que les projets pilotés par les pays et contribuant à l'objectif de 20 % soient conçus et mis en œuvre en consultation et en partenariat avec les peuples autochtones et communautés locales. — En décembre 2025, le Conseil du GBFF a adopté un Cadre de résultats renforcé pour le GBFF⁷³, qui introduit pour la première fois plusieurs indicateurs spécialement consacrés à la mesure de l'appui apporté par le GBFF aux peuples autochtones et communautés locales, ainsi qu'aux mesures menées par ces derniers en faveur de la diversité biologique. Au titre du point f : L'approche pansociétale a été approuvée comme une composante essentielle de GEF-9, comme le précisent les orientations programmatiques de GEF-9. En conséquence, des mesures ont été arrêtées au titre de l'objectif « amélioration de l'accès et autonomisation des pays » des orientations de politique générale de GEF-9. Elles prévoient notamment de promouvoir et d'appuyer les plateformes nationales en tant que cadres nationaux de coordination visant à renforcer la collaboration entre les banques multilatérales de

⁷² GEF 2025, [Guidelines on Actions by Indigenous Peoples and Local Communities](#), document du Conseil, GEF/GBFF.05/Inf.04

⁷³ GEF, 2025, [Results Framework the Global Biodiversity Framework Fund](#), document du Conseil, GEF/GBFF.05/05

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	développement, le secteur privé, les autres bailleurs de fonds et l'ensemble de la société. Elles visent ainsi à favoriser des réformes pangouvernementales et à mobiliser des investissements de grande ampleur conformes aux priorités nationales. Elles comprennent également la promotion de la création de comités directeurs nationaux réunissant plusieurs ministères et parties prenantes, chargés de coordonner les activités du GEF afin de favoriser une approche pangouvernementale et pansociétale. En outre, GEF-9 accroîtra sensiblement la participation du secteur privé à sa programmation, à la fois par l'élargissement du guichet consacré au financement mixte et par des mesures visant à intégrer le financement mixte dans la programmation au titre du STAR et des programmes intégrés. L'objectif fixé est d'orienter 25 % de la programmation de GEF-9 vers la mobilisation de financements privés à grande échelle. Le Conseil du GBFF a également élargi la représentation des observateurs, en prévoyant deux sièges pour chacune des catégories suivantes : le secteur privé ; les organisations philanthropiques et les organisations de conservation ; les peuples autochtones et communautés locales ; les femmes ; et les jeunes.
35. <i>Demande également</i> au Fonds pour l'environnement mondial : a) D'envisager de lier les résultats de la mise en œuvre dans le Cadre de mesure des résultats de la neuvième reconstitution des ressources de son Fonds fiduciaire, les examens annuels de résultats et les évaluations stratégiques par groupe de pays aux objectifs des accords multilatéraux relatifs à l'environnement, tels que ceux de la Convention ;	Le Cadre de gestion des résultats de GEF-9, élaboré au cours des négociations relatives à la reconstitution des ressources, comprend des indicateurs permettant de rendre compte des contributions aux trois objectifs des conventions. Tous les indicateurs consacrés aux résultats en matière de diversité biologique ont été réexaminés afin de mieux les harmoniser avec le cadre de suivi du KMGBF. En matière de conservation, le Cadre de résultats est davantage aligné sur la cible 3 que celui de GEF-8. Il comprend un indicateur couvrant l'ensemble des aires de conservation, y compris les aires protégées et les autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ). L'efficacité de la gestion des AMCEZ sera suivie et améliorée à l'aide d'un nouvel outil de mesure

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	adapté de l'Outil de suivi de l'efficacité de la gestion utilisé pour les aires protégées. Un sous-indicateur distinct, axé sur l'amélioration de la gestion des forêts primaires, a également été introduit. Le sous-indicateur relatif aux pertes forestières évitées a également été élargi afin de couvrir l'ensemble des écosystèmes naturels, conformément à l'objectif A et à la cible 1 du KMGBF. S'agissant de l'utilisation durable, le Cadre de résultats de GEF-9 conserve un ensemble d'indicateurs permettant de suivre l'intégration de la diversité biologique dans les secteurs prioritaires. Enfin, le nouvel indicateur relatif aux avantages socioéconomiques annexes, qui permettra de suivre l'évolution des politiques, servira à mesurer les progrès accomplis en vue d'assurer un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ressources génétiques nouvelles ou renforcées. En décembre 2025, le Conseil du GBFF a adopté le cadre de résultats du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (<i>Results Framework of the Global Biodiversity Framework Fund</i>⁷⁴), dont les modalités d'application sont précisées dans des lignes directrices spécifiques⁷⁵. Ce cadre permet de mieux harmoniser les indicateurs de résultats du portefeuille du GBFF avec le cadre de suivi du KMGBF, adopté par la seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique en février 2025. Il renforce ainsi la capacité de suivre la contribution du Fonds à la mise en œuvre du KMGBF et d'en rendre compte. L'évaluation de la cohérence des projets du GEF avec les objectifs des accords multilatéraux sur l'environnement, y compris ceux de la CDB, constitue un élément permanent des évaluations menées par le Bureau indépendant d'évaluation du GEF. Cette pertinence est appréciée tant au niveau institutionnel qu'au niveau des projets. Les Rapports annuels sur la performance du Bureau indépendant d'évaluation, dont le plus récent a été

⁷⁴ GEF, 2025, [Results Framework the Global Biodiversity Framework Fund](#), Document du Conseil GEF/GBFF.05/05.

⁷⁵ GEF, 2026, [Guidelines on the Implementation of the GBFF Results Framework](#), Document du Conseil GEF/GBFF.06/Inf.02

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	publié en avril 2025, examinent les résultats des projets achevés du portefeuille du GEF, les facteurs qui les influencent ainsi que la qualité des systèmes de suivi et d'évaluation. Le Cadre de mesure des résultats de GEF-8 n'établit pas actuellement de lien direct entre les indicateurs de résultats du GEF et les objectifs des accords multilatéraux sur l'environnement. Lorsque ces liens auront été intégrés au Cadre de résultats, ils seront pris en compte dans les rapports du Bureau indépendant d'évaluation, notamment dans les Rapports annuels sur la performance et les autres évaluations. Depuis la seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, le Bureau indépendant d'évaluation a lancé deux évaluations qui appliquent l'approche définie par la Conférence des Parties. L'évaluation récemment achevée du Programme de villes durables du GEF examine la manière dont ce programme tient compte des décisions de la Conférence des Parties à la CDB et contribue aux Objectifs d'Aichi pour la biodiversité ainsi qu'à la cible 12 du KMGBF. Cette cible vise à accroître, dans les zones urbaines et densément peuplées, la superficie, la qualité, la connectivité et l'accessibilité des espaces verts et bleus, ainsi que les avantages qu'ils procurent. L'évaluation en cours du Programme de paysages durables de l'Amazonie examine de même la cohérence du programme avec les accords multilatéraux sur l'environnement, y compris avec les objectifs de la CDB. Le Bureau indépendant d'évaluation continuera d'appliquer cette approche dans ses futures évaluations stratégiques par groupe de pays et évaluations au niveau des programmes, lorsque leur champ d'application le permettra, afin d'appuyer la contribution du GEF à la réalisation des objectifs de la CDB et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement.
b) De renforcer son action en vue de satisfaire à toutes les exigences actuelles en matière d'établissement de rapports et, à cet égard, d'inclure des informations sur les projets relatifs à la diversité biologique qu'il finance en dehors de la Convention et sur sa réponse aux évaluations des besoins réalisées par la Conférence des Parties dans	Ce rapport fournit des informations détaillées sur les projets financés en dehors du domaine d'intervention « diversité biologique » qui contribuent à la mise en œuvre du KMGBF. Voir les sections I.3 et III. Lancé par le Conseil du GEF en décembre 2024, le processus de reconstitution des ressources de

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
le cadre du mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial, afin de permettre à la Conférence des Parties d'améliorer ses orientations ;	GEF-9 s'est achevé par l'approbation, par le Conseil du GEF, de l'ensemble de documents relatifs à la reconstitution à sa réunion de juin 2026. Le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a participé au processus en qualité d'observateur et a communiqué les résultats de l'évaluation des besoins aux participants à la reconstitution. L'ensemble de mesures approuvé au titre de GEF-9 constitue la réponse du GEF à cette évaluation des besoins.
c) De veiller à ce que les rapports présentés à la Conférence des Parties contiennent des données relatives aux peuples autochtones et communautés locales, en particulier des données ventilées, lorsqu'elles sont disponibles ;	Ce rapport comprend une section consacrée à l'appui apporté aux peuples autochtones et communautés locales. Voir la section I.4. Le Cadre de résultats renforcé du GBFF, adopté par le Conseil du GBFF en décembre 2025, et le Cadre de gestion des résultats de GEF-9 comprennent de nouveaux indicateurs relatifs aux peuples autochtones et communautés locales, notamment des données ventilées. Ces indicateurs permettront de satisfaire aux exigences en matière d'établissement de rapports durant GEF-9. En outre, le Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial, le FPMA, le FSCC et le GBFF se sont fixé l'objectif d'orienter 20 % de leurs financements vers des actions menées par les peuples autochtones et communautés locales au cours de la période de GEF-9.
d) D'étudier d'autres modalités, procédures et processus de programmation afin de faciliter et d'accélérer l'accès à des ressources financières accrues pour les activités habilitantes ;	Étant donné que les activités habilitantes visent à préparer les plans, stratégies ou rapports nécessaires au respect des engagements pris au titre des conventions, une procédure spécifique et simplifiée, adaptée à ces activités, sera instaurée dans le cadre de GEF-9. Elle remplacera l'examen, projet par projet, du respect des normes minimales applicables à chaque activité habilitante — notamment en matière d'égalité des genres, de participation des parties prenantes et de normes environnementales et sociales — par des évaluations des Agences au niveau institutionnel, réalisées une fois par cycle de reconstitution des ressources. D'autres options susceptibles d'accélérer davantage le traitement des activités habilitantes sont recensées dans les orientations de politique générale de GEF-9. Elles comprennent

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	notamment une procédure accélérée pour le traitement des lettres d’approbation relatives aux activités habilitantes⁷⁶. Un budget initial de 125 millions de dollars a été approuvé, au titre de GEF-9, pour les activités habilitantes relatives à la CDB et à ses protocoles. Il couvre l’établissement de rapports, l’appui aux systèmes de suivi et, pour les pays n’ayant pas encore bénéficié de cet appui, l’élaboration de plans de financement de la biodiversité.
36. <i>Demande</i> au Conseil du Fonds pour l’environnement mondial d’étudier les moyens d’améliorer la représentation géographique équitable au sein de ses mandants et entre eux, notamment en tenant dûment compte des éléments exposés dans le rapport sur le sixième examen de l’efficacité du mécanisme de financement ;	Conformément à ce qui a été convenu dans le cadre des Recommandations de politique générale du GEF-9, un groupe de travail ad hoc sur l’évolution de l’architecture du GEF, de ses mécanismes de supervision et de sa base de donateurs sera créé d’ici à 2027. Son mandat définira clairement les produits attendus, les jalons et le calendrier. Une première étape en vue de la création de ce groupe de travail ad hoc a été franchie le 6 juillet 2026, lorsque le Secrétariat du GEF a invité les membres du Conseil à faire connaître leur intérêt à y participer. L’architecture actualisée du GEF devra être finalisée et mise en place d’ici à 2028⁷⁷ Le GBFF a introduit plusieurs innovations dans ses modalités de gouvernance. Outre le Conseil du GBFF, dont la composition repose sur la représentation au sein du Conseil du GEF, la gouvernance du GBFF comprend : i) un Organe auxiliaire, composé d’experts représentant les participants au GBFF qui sont des pays en développement abritant des zones revêtant une importance particulière pour la diversité biologique ainsi que pour les fonctions et services écosystémiques ; ii) un groupe consultatif des participants non souverains ; iii) une représentation élargie des observateurs, avec deux sièges attribués à chacune des catégories suivantes : le secteur privé ; les organisations philanthropiques et les organisations de conservation ; les peuples autochtones et communautés locales ; les femmes ; et les jeunes.

⁷⁶ GEF, 2026, [Policy Recommendations for GEF-9](#), Document GEF/R.09/22.

⁷⁷ Page 189 (https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2026-06/EN_GEF.A.08.03.pdf)

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	La section II.1 du présent rapport présente en détail ces modalités de gouvernance élargies et décrit de quelle manière elles ont contribué aux décisions prises par le Conseil du GBFF.
37. <i>Demande</i> également au Conseil du Fonds pour l'environnement mondial de veiller à ce que les peuples autochtones et communautés locales, les femmes et les jeunes participent effectivement à la prise de décisions, compte tenu de leur contribution à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité ;	Voir la réponse au paragraphe 36.
38. <i>Invite</i> l'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial, dans le cadre de la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial, à envisager des réformes de sa gouvernance sur la base des recommandations de son Conseil en ce qui concerne les paragraphes 36 et 37 ci-dessus ;	Voir la réponse au paragraphe 36.
39. <i>Prie</i> le Fonds pour l'environnement mondial de continuer à se concerter avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat, conformément à leurs mandats respectifs, en vue de renforcer la collaboration et l'appui à la Convention, notamment dans le cadre de la Vision à long terme sur la complémentarité, la cohérence et la collaboration entre le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial ;	Le GEF demeure fermement déterminé à approfondir la complémentarité, la cohérence et la collaboration avec les fonds multilatéraux pour le climat, notamment le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'adaptation, les Fonds d'investissement climatique et, plus récemment, le Fonds pour la réponse aux pertes et aux dommages. Le GEF a joué un rôle moteur dans la mise en place d'un cadre de partenariat structuré, notamment en élaborant un plan d'action conjoint détaillé qui a été présenté au Conseil du GEF en juin 2024. Ce plan d'action s'appuie sur la Vision à long terme sur la complémentarité et la collaboration établie entre le Fonds vert pour le climat et le GEF depuis 2021. Des rapports d'étape réguliers sur ces deux initiatives continuent d'être publiés avant les réunions du Conseil du GEF. Il s'agit notamment de rapports d'étape annuels sur la Vision à long terme ⁷⁸ , ainsi que de mises à jour semestrielles sur la collaboration entre les fonds multilatéraux pour le climat, présentées au Conseil du GEF dans le cadre

⁷⁸ GEF, 2026, [Progress Report on the Long-Term vision on Complementarity, Coherence and Collaboration Between the Green Climate Fund and The Global Environment Facility 2026](#), Document du Conseil GEF/C.71/Inf.10.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	du rapport traitant des relations avec les conventions et les autres institutions internationales (<i>Relations with the Conventions and other International Institutions</i>⁷⁹). Les modalités actualisées mises en place par l'intermédiaire du Comité des responsables des fonds multilatéraux pour le climat et du groupe de travail au niveau des secrétariats ont encore renforcé la coordination institutionnelle. Les activités de collaboration portent notamment sur l'adoption de principes directeurs communs relatifs aux résultats et aux indicateurs d'établissement de rapports, la définition de modalités conjointes pour la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités, ainsi que le recensement de possibilités d'appui conjoint aux plans d'investissement climatique des pays en développement. Les investissements du GEF viseront à renforcer encore les synergies et à exploiter au mieux les complémentarités avec la programmation des fonds multilatéraux pour le climat, en s'appuyant sur les avantages comparatifs du modèle du GEF, notamment la prévisibilité et le degré élevé de concessionnalité de ses financements, ainsi que sa capacité unique à programmer des ressources générant de multiples avantages environnementaux. Les financements du GEF visent à compléter les ressources déployées par d'autres pourvoyeurs de financements liés au climat, y compris les fonds multilatéraux pour le climat. Les investissements structurés dans le cadre de plans d'investissement communs et de plateformes d'investissement pilotées par les pays seront encouragés. La Stratégie de programmation FPMA/FSCC pour GEF-9 fixe un objectif ambitieux consistant à consacrer 10 % des ressources programmées à des investissements qui favorisent la complémentarité et la cohérence entre les fonds multilatéraux pour le climat, afin d'accroître l'impact et de promouvoir

⁷⁹ GEF, 2026, [Relations with Conventions and Other International Institutions](#), Document du Conseil GEF/C.71/07.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	une coordination concrète entre les fonds. En outre, le GEF continue d'approfondir sa collaboration bilatérale structurée avec les fonds multilatéraux pour le climat et examinera les possibilités de réaliser, avec les fonds partenaires, des co-investissements coordonnés, une programmation séquentielle et des activités conjointes de renforcement des capacités, afin de maximiser l'impact et de réduire la fragmentation à l'échelle des pays.
40. <i>Prie</i> la Secrétaire exécutive d'élaborer un projet de mandat pour le septième examen quadriennal de l'efficacité du mécanisme de financement, en tenant compte de la compilation de points de vue dont il est question dans l'annexe III à la présente décision, et en veillant à ce que l'examen tienne compte des vues des peuples autochtones et communautés locales, des femmes et des jeunes, ainsi que des incidences éventuelles sur leurs droits, pour examen par l'Organe subsidiaire chargé de l'application, à une réunion devant se tenir avant la dix-septième réunion de la Conférence des Parties et par la Conférence des Parties à sa dix-septième réunion.	N'appelle pas de réponse.
41. <i>Prie également</i> la Secrétaire exécutive de faire réaliser une étude comparant le Fonds pour l'environnement mondial avec les mécanismes financiers ou instruments similaires d'autres accords multilatéraux sur l'environnement pertinents, y compris en ce qui concerne les modalités de financement et le résultats financiers, les critères et le processus de financement, les modalités d'accès et de décaissement, le suivi et l'évaluation, la gouvernance, l'efficacité des coûts des opérations et leur nature juridique, afin d'éclairer les débats de l'Organe subsidiaire chargé de l'application avant la dix-huitième réunion de la Conférence des Parties.	N'appelle pas de réponse. Le GEF fournira, sur demande, les informations nécessaires à la réalisation de l'étude.
Annexe I Cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité de la	Les orientations programmatiques de GEF-9 ⁸³ ont été conçues pour répondre au cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur

⁸³ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles pour la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial (2026-2030). I Objectif 1. Le présent cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité sert d'orientation relative à la Convention sur la diversité biologique⁸⁰ et ses Protocoles à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial pour la neuvième reconstitution de son fonds fiduciaire (2026-2030). 2. La Conférence des Parties à la Convention fournit ce cadre pour aider le secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial et les participants aux négociations sur la reconstitution des ressources à déterminer les orientations programmatiques et les recommandations de politique générale pour la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial. 3. Le cadre est également fourni dans le contexte du mandat du Fonds pour l'environnement mondial, qui est de fournir des ressources aux fins de l'amélioration de l'environnement, et du mandat confié au Fonds par la Conférence des Parties dans son mémorandum d'accord avec le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial⁸¹. 4. Ce cadre s'appuie sur la Convention et ses Protocoles ainsi que sur le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal⁸² pour définir les priorités stratégiques du mécanisme de financement de la Convention, qui devraient être mises en œuvre par le Fonds pour l'environnement mondial grâce à ses orientations programmatiques pour la neuvième reconstitution des ressources. 5. Il est entendu que, dans le cadre actuel des priorités du programme, le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal devrait être utilisé comme plan stratégique pour la mise en	la biodiversité. Les tableaux 9 et 10 du présent rapport présentent une correspondance détaillée entre les points d'entrée de GEF-9, d'une part, et les priorités du cadre de la Convention sur la diversité biologique ainsi que les cibles du KMGBF, d'autre part.

⁸⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1760, no 30619.

⁸¹ Décision [III/8](#), annexe.

⁸² Décision [15/4](#), annexe.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
œuvre de la Convention et de ses Protocoles au cours de la période allant jusqu'à 2030. 6. En particulier, les objectifs et cibles du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal orientent les résultats du présent cadre quadriennal, étant entendu que la période de la neuvième reconstitution des ressources coïncide avec la période de quatre ans menant à l'échéance de 2030 pour la réalisation des cibles, tout en reconnaissant que chacun des trois objectifs de la Convention devrait être abordé par le Fonds pour l'environnement mondial de manière équilibrée lors de la conception et de la mise en œuvre de ses orientations programmatiques et de ses recommandations de politique générale pour la neuvième reconstitution des ressources. 7. Le caractère intégré et indivisible des composantes du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, qui comprennent les considérations relatives à sa mise en œuvre (sect. C du Cadre), le mécanisme de mise en œuvre et d'appui et les conditions propices (sect. I) ainsi que la responsabilité et la transparence (sect. J), est pris en compte dans le présent cadre, de même que l'opérationnalisation du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité et l'appui complémentaire qu'il apporte au Fonds pour l'environnement mondial pour faciliter la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. 8. Reconnaissant que le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal est pertinent pour toutes les conventions relatives à la biodiversité et autres accords multilatéraux sur l'environnement, le présent cadre vise à promouvoir la mise en œuvre de mesures complémentaires susceptibles de renforcer les synergies programmatiques et l'efficacité entre la Convention sur la diversité biologique et ses Protocoles et d'autres conventions relatives à la biodiversité, accords et cadres multilatéraux sur l'environnement, pertinents pour le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et le mandat du Fonds pour l'environnement mondial, tout en reconnaissant la nécessité d'améliorer sensiblement la transparence et les rapports y afférents.	

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
II. Éléments 9. Le cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité pour la période 2026-2030 comprend les éléments suivants relevant de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles pour lesquels un appui efficace à la mise en œuvre doit être fourni : a) La mise en œuvre équilibrée des trois objectifs de la Convention ; b) Le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, y compris chacun de ses objectifs et cibles, qui définissent les résultats attendus ; c) Les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, y compris les cibles nationales en matière de biodiversité ; d) Les plans nationaux de financement de la biodiversité ou instruments similaires ; e) Les mécanismes et stratégies adoptés au titre de la Convention pour renforcer les moyens de mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, en particulier les activités admissibles dans le cadre des mécanismes suivants : i) Stratégie de mobilisation des ressources pour la période 2025-2030⁸⁴ ii) Cadre stratégique à long terme pour le développement et le renforcement des capacités⁸⁵ ; iii) Stratégie de gestion des connaissances à l'appui de la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal⁸⁶ ; f) Les activités admissibles au titre des plans d'action adoptés dans le cadre de la Convention pour appuyer la mise en œuvre efficace et inclusive du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, notamment : i) Plan d'action relatif aux autorités infranationales, aux municipalités et aux	Le tableau 9 du présent rapport établit la correspondance entre ces éléments et les mécanismes prévus pour leur mise en œuvre dans les orientations programmatiques de GEF-9.

⁸⁴ Décision 16/34, annexe I.

⁸⁵ Décision [15/8](#), annexe I.

⁸⁶ Décision [16/9 B](#), annexe.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
autres autorités locales en faveur de la biodiversité (2023-2030)⁸⁷ ; ii) Plan d'action pour l'égalité des sexes (2023–2030)⁸⁸ ; iii) Plan d'action mondial sur la biodiversité et la santé ⁸⁹ g) Le cadre de suivi du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal⁹⁰ et l'approche multidimensionnelle renforcée de la planification, du suivi, de l'établissement de rapports et de l'examen⁹¹ ; h) Le Plan de mise en œuvre ⁹² et le Plan d'action pour le renforcement des capacités⁹³ du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ⁹⁴ i) Le Plan d'action 93F pour la création et le renforcement des capacités⁹⁵ du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation⁹⁶ ; j) Les orientations sur les priorités du programme à l'appui de la mise en œuvre des Protocoles, adoptées par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Carthagène à sa onzième réunion et par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya à sa cinquième réunion, qui figurent dans les pièces jointes I et II, respectivement	
III. Considérations stratégiques 10. Les orientations programmatiques et les recommandations de politique générale pour la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial ,	a) Tous les projets de documents relatifs au processus de reconstitution des ressources de GEF-9 ont été mis à la disposition du public en ligne. Ce processus a réuni 28 pays participants et les observateurs suivants :

⁸⁷ Décision [15/12](#), annexe.

⁸⁸ Décision [15/11](#), annexe.

⁸⁹ Décision [16/19](#), annexe I.

⁹⁰ Décisions [15/5](#), et 16/31.

⁹¹ Décision [15/6](#).

⁹² Décision [CP-10/3](#), annexe.

⁹³ Décision [CP-10/4](#), annexe.

⁹⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2226, no 30619.

⁹⁵ Décision [NP-5/3](#), annexe.

⁹⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 3008, no 30619.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
dans la mesure où elles se rapportent à la Convention et à ses Protocoles et à leur mécanisme de financement établi en vertu de l'article 21 de la Convention, géré par le Fonds à titre provisoire et de manière continue, conformément à l'article 39 de la Convention, devraient : A) Être élaborées de manière totalement transparente et inclusive, afin de garantir que les projets financés par le Fonds pour l'environnement mondial au cours de la neuvième reconstitution de son fonds fiduciaire pour appuyer les objectifs en matière de diversité biologique soient élaborés en fonction du contexte et des pays, et répondent aux besoins prioritaires recensés par les Parties admissibles b) Soutenir la mise en œuvre rapide et efficace du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, notamment en contribuant à une mobilisation sensiblement accrue des ressources, y compris des financements du Fonds pour l'environnement mondial qui soient adéquats, prévisibles, durables, opportuns et accessibles à tous les pays en développement Parties, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi qu'aux Parties à économie en transition remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un appui par l'intermédiaire du mécanisme de financement de la Convention et de ses Protocoles, comme déterminé dans le cadre de la Convention elle-même et par la Conférence des Parties. Si ce financement peut être fourni aux Parties admissibles par le Fonds pour l'environnement mondial principalement au moyen d'allocations au titre des orientations programmatiques consacrées au domaine d'intervention « diversité biologique », il peut y avoir des avantages connexes pour la diversité biologique découlant d'autres domaines d'intervention et programmes mondiaux ainsi que des programmes intégrés, d'où la nécessité d'une programmation rationalisée et d'un processus d'approbation qui permette le décaissement des ressources en temps voulu ;	— Cinq représentants de pays bénéficiaires non contributeurs, représentant l'Afrique, l'Asie, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, l'Amérique latine et les PEID ; — Deux représentants d'organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile (ONG/OSC) : l'un représentant une ONG/OSC établie dans un pays contributeur, l'autre une ONG/OSC établie dans un pays bénéficiaire ; ainsi qu'un représentant du Groupe consultatif des peuples autochtones (IPAG) ; — Un représentant du secteur privé, — Un représentant de chacun des secrétariats du Fonds vert pour le climat, du Fonds pour l'adaptation et des Fonds d'investissement climatique ; et — Des représentants des Agences du GEF et des conventions pour lesquelles le GEF fait office de mécanisme financier, y compris la CDB⁹⁸. Conformément à l'Instrument du GEF, le GEF continue de financer des programmes et des projets pilotés par les pays et fondés sur les priorités nationales. Tous les projets devant être exécuté dans un pays doivent recevoir l'agrément du point focal opérationnel de ce pays. Les critères d'examen comprennent la cohérence avec les priorités nationales, telles que celles définies, par exemple, dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB). b) S'appuyant sur l'approche amorcée dans le cadre du GEF-8, le GEF-9 reconnaît pleinement et favorise, dans l'ensemble de ses volets de programmation — au-delà du domaine d'intervention « diversité biologique » — la production d'avantages connexes pour la diversité biologique et les contributions au KMGBF. Le GEF-9 vise à ce que 70 % de l'ensemble de sa programmation soit pertinent pour la diversité biologique. c) Les orientations programmatiques de GEF-9 précisent le renforcement de la complémentarité

⁹⁸ GEF, 2024, [GEF-9 Replenishment: Participation, Workplan, and Proposed Timetable](#), GEF/R.09/01.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
c) S'appuyer sur le soutien fourni au titre de la huitième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial et du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité ; d) Prendre en compte la cohérence et les synergies entre les programmes et priorités des pays énoncés dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité afin d'appuyer la mise en œuvre du Cadre ; e) Promouvoir la collaboration avec les Parties admissibles afin d'appuyer la mobilisation des ressources nationales ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre et la mise à jour des plans de financement nationaux en faveur de la biodiversité ; f) Promouvoir la réalisation d'avantages environnementaux au niveau mondial et de voies de développement durable qui garantissent la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et qui soient neutres en carbone et non polluants, notamment en encourageant la cohérence et la complémentarité entre les domaines d'intervention du Fonds pour l'environnement mondial que sont la biodiversité, la dégradation des terres, les eaux internationales, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, ainsi que les produits chimiques et les déchets, et ses programmes intégrés, dans le contexte des priorités et des programmes mis en œuvre par les pays ; g) Tenir compte du fait que la mise en œuvre des conventions relatives à la diversité biologique et des accords multilatéraux sur l'environnement, dans le contexte des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, peut contribuer à la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles, ainsi que des objectifs et cibles du Cadre ; h) Promouvoir la coopération et la complémentarité dans la mise en œuvre des trois objectifs de la Convention sur la diversité biologique et des objectifs connexes des autres conventions pour lesquelles œuvre le Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que ceux d'autres	entre le fonds fiduciaire du GEF et le Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF). Elles s'appuient sur les programmes intégrés de GEF-8 et approfondissent les approches intégrées à l'échelle des paysages terrestres et marins ainsi que les efforts de mobilisation des ressources intérieures qui ont été mis en œuvre à titre pilote dans le cadre de la Stratégie de GEF-8 pour la diversité biologique. d) Les projets relatifs à la diversité biologique continueront d'être tenus de démontrer comment ils contribuent aux SPANB et appuient la mise en œuvre du Cadre. La programmation continuera d'être pilotée par les pays afin d'en garantir la cohérence avec les priorités nationales. En outre, parmi les mesures convenues dans les orientations de politique générale de GEF-9, le GEF promouvra et appuiera les plateformes nationales en tant que cadres nationaux coordonnés visant à renforcer la collaboration entre les banques multilatérales de développement, le secteur privé, les autres bailleurs de fonds et l'ensemble de la société, afin de favoriser des réformes à l'échelle de l'ensemble de l'administration et de mobiliser des investissements de grande ampleur conformes aux priorités nationales. Le GEF facilitera également la création de comités directeurs nationaux réunissant plusieurs ministères et parties prenantes afin de coordonner les activités du GEF. e) L'élaboration de plans de financement de la biodiversité a été soutenue pendant GEF-8 par un programme consacré à cette fin. Leur mise en œuvre peut être financée au titre du domaine d'action 4 du GBFF et par l'intermédiaire du point d'entrée « Réaligner les flux financiers et mobiliser des ressources pour la diversité biologique » de la Stratégie de GEF-9 pour la diversité biologique relevant du fonds fiduciaire du GEF. f) Voir les réponses aux alinéas b) et d). g) et h) Voir les réponses aux alinéas b) et d). En outre, les programmes intégrés de GEF-9 sont conçus pour tirer parti des synergies entre les accords multilatéraux sur l'environnement auxquels le GEF apporte son concours. La Stratégie de GEF-9 pour la diversité biologique encourage également le

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
conventions et accords multilatéraux sur l'environnement liés à la diversité biologique, tout en tenant compte des synergies et en reconnaissant les possibilités de contribution de ces instruments aux objectifs de la Convention et de ses Protocoles ainsi qu'au Cadre, et les contributions réciproques à leurs propres objectifs ; i) Renforcer les efforts du Fonds pour l'environnement mondial en vue de mobiliser toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, les peuples autochtones et communautés locales, les femmes et les jeunes, et de s'assurer de leur participation j) Prendre en compte la contribution importante que peuvent apporter les projets transfrontaliers, multinationaux, régionaux et mondiaux à la mise en œuvre des objectifs de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles et du Cadre, y compris à la mise en œuvre des initiatives mondiales adoptées au titre de la Convention et de ses Protocoles, et des initiatives transfrontalières, multinationales, régionales et mondiales qui tirent parti des contributions des conventions et des accords multilatéraux relatifs à la diversité biologique ; k) Promouvoir et mettre en œuvre, le cas échéant, des solutions fondées sur la nature ou des approches fondées sur les écosystèmes⁹⁷.	recours au cadre cohérent et souple offert par les approches intégrées à l'échelle des paysages terrestres et marins, afin d'élaborer des projets relevant de plusieurs domaines d'intervention et de plusieurs fonds fiduciaires. Ces projets associeront des interventions admissibles au titre de la Stratégie pour la diversité biologique à des activités relevant d'autres stratégies du GEF, afin de maximiser les synergies entre plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement. La Stratégie reconnaît que de tels projets favoriseront la coopération et la complémentarité dans la mise en œuvre de la CDB et des objectifs connexes des autres conventions pour lesquelles le GEF fait office de mécanisme financier, ainsi que des autres conventions relatives à la diversité biologique. Elle reconnaît également les contributions potentielles de ces instruments aux objectifs de la CDB et de ses Protocoles, ainsi qu'au KMGBF. L'approche pansociétale a été approuvée comme une composante essentielle de GEF-9. Comme le précisent les orientations programmatiques de GEF-9, elle se décline en un ensemble de mesures allant de la promotion des comités directeurs nationaux aux programmes spécialisés décrits dans la réponse au paragraphe 34 f) ci-dessus. j) Les projets plurinationaux et transfrontaliers sont admissibles au titre du GBFF et du fonds fiduciaire du GEF. Comme lors du cycle précédent, tous les programmes intégrés de GEF-9 comprendront des projets régionaux ou mondiaux venant compléter les activités menées au niveau national, reconnaissant pleinement la contribution que cette échelle d'intervention peut apporter à la CDB et au KMGBF. GEF-9 prévoira également, sous réserve d'une demande suffisante de la part des pays, une approche programmatique consacrée aux voies de migration, afin d'appuyer de manière cohérente et coordonnée les approches intégrées à l'échelle des paysages terrestres et marins dans plusieurs zones géographiques. k) Les solutions fondées sur la nature et les approches fondées sur les écosystèmes constituent un thème transversal de la programmation du GEF,

⁹⁷ Comme le définit la résolution 5/5 de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	comme le souligne la récente évaluation du Bureau indépendant d'évaluation du GEF dans ce domaine ⁹⁹ . Le GEF a élaboré des lignes directrices relatives aux solutions fondées sur la nature dans les projets du GEF. Celles-ci comprennent une cartographie des points d'entrée pertinents de GEF-9 dans l'ensemble de la famille de fonds du GEF ¹⁰⁰ .
11. Les résultats et les indicateurs de la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial et les processus de suivi associés devraient permettre d'évaluer efficacement la contribution de la programmation à la réalisation des trois objectifs de la Convention, à la mise en œuvre de ses Protocoles et à la mise en œuvre du Cadre, notamment en mesurant les avantages connexes pour la biodiversité dans l'ensemble des activités pertinentes du Fonds.	Voir la réponse au paragraphe 35 plus haut. Les avantages annexes pour la diversité biologique continueront d'être mesurés, dans le cadre de GEF-9, au moyen des indicateurs de base du GEF et des marqueurs de Rio relatifs à la diversité biologique.
12. Au cours de la neuvième période de reconstitution de sa Caisse, le Fonds pour l'environnement mondial devrait : a) Veiller à ce que le niveau de financement accordé aux Parties admissibles soit à la hauteur de l'ambition du cadre et des besoins et difficultés de ces Parties ; b) Étudier les moyens de continuer à améliorer l'accès des Parties admissibles au financement c) Étudier les moyens de continuer à soutenir le renforcement des capacités et d'améliorer l'accès direct au financement des peuples autochtones et communautés locales qui incarnent des modes de vie traditionnels et détiennent des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles présentant un intérêt pour la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments, et d'appuyer les activités et initiatives des femmes et des jeunes qui renforcent la diversité biologique ; d) Renforcer les capacités et apporter un appui aux Parties admissibles afin d'améliorer la représentation et la participation pleines et effectives des peuples autochtones et	a) Les participants à la neuvième reconstitution des ressources du GEF ont décidé de maintenir, comme lors de GEF-8, une très forte part des ressources en faveur du domaine d'intervention « diversité biologique ». Avec 35 % des ressources, ce domaine demeure de loin le plus important du fonds fiduciaire du GEF. En outre, 70 % des financements de GEF-9 devront être pertinents pour la diversité biologique, afin de garantir que l'ensemble des volets de programmation du GEF contribue à la mise en œuvre du KMGBF. Enfin, GEF-9 élargira son guichet de financement mixte et intégrera le financement mixte dans l'ensemble de ses volets de programmation afin d'accroître la mobilisation de ressources auprès du secteur privé, y compris en faveur de la diversité biologique. b) Le Conseil a adopté, en décembre 2024, un ensemble complet de 35 mesures de rationalisation. Les modifications de politique correspondantes ont été approuvées à la soixante-neuvième réunion du Conseil et mises en application au moyen de lignes directrices. D'autres réformes destinées à rationaliser les procédures et à améliorer l'accès ont été approuvées dans le

⁹⁹ GEF IEO, 2025, [Evaluation of the GEF Support for Nature-based Solutions](#), Document du Conseil GEF/E/C.69/04.

¹⁰⁰ GEF, 2026, [Guidance on Nature-based Solutions in GEF Projects](#).

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
communautés locales, des femmes et des jeunes à la mise en œuvre du Cadre ; e) Continuer à interagir et à coopérer avec les banques multilatérales de développement et d'autres institutions financières publiques et privées afin de faciliter l'intégration dans leurs activités des objectifs de la Convention et de ses Protocoles, des objectifs et cibles du Cadre et des contributions d'autres conventions et accords multilatéraux sur l'environnement liés à la biodiversité, et encourager ces institutions à rendre compte des financements contribuant à la mise en œuvre de ces objectifs ; f) Continuer à renforcer ses politiques en matière de gouvernance et les normes auxquelles sont soumis ses partenaires de mise en œuvre afin d'améliorer son efficacité et son efficience en vue d'obtenir des résultats durables.	cadre des négociations relatives à la reconstitution des ressources de GEF-9. Au titre de l'objectif « amélioration de l'accès et autonomisation des pays » des orientations de politique générale de GEF-9, un ensemble convenu de mesures vise à renforcer l'appropriation par les pays et à élargir l'accès aux ressources du GEF. Elles prévoient notamment d'élargir le réseau des Agences du GEF grâce à une procédure accélérée d'accréditation inter-fonds pour les entités déjà accréditées par le Fonds vert pour le climat ou le Fonds pour l'adaptation, et de diversifier le partenariat afin de mieux répondre aux besoins des régions et des domaines thématiques sous-représentés. Le Conseil du GEF a lancé le processus d'élargissement du réseau des Agences en juin 2026¹⁰¹. Ces mesures comprennent également la promotion de comités directeurs nationaux afin de renforcer la coordination pangouvernementale, l'appui aux plateformes nationales visant à catalyser les investissements publics et privés, ainsi que le renforcement des capacités des points focaux opérationnels au moyen de formations spécialisées, d'une assistance technique et de ressources destinées à renforcer la continuité et la participation au niveau national tout au long du cycle des projets. c) Le budget consacré par le GEF à l'<u>Initiative de conservation inclusive</u> a été considérablement accru, passant de 25 millions de dollars dans le cadre de GEF-7 et de GEF-8 à 100 millions de dollars au titre de GEF-9. Cette initiative fournit des financements directs aux organisations de peuples autochtones et communautés locales et contribue au renforcement de leurs capacités afin de leur permettre de participer aux projets du GEF en tant qu'Agence d'exécution et intermédiaires financiers. d) L'approche pansociétale a été approuvée comme une caractéristique essentielle de GEF-9, comme le précisent les orientations programmatiques de GEF-9. En conséquence, un ensemble de mesures pertinentes a été convenu au titre de l'objectif « Amélioration de l'accès et autonomisation des pays » des orientations de politique générale de

¹⁰¹ GEF, 2026, [Strengthening the GEF Partnership: Agency Expansion Procedure](#), GEF/C.71/05/Rev.01

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	GEF-9. Ces mesures prévoient notamment de promouvoir et d'appuyer les plateformes nationales en tant que cadres nationaux coordonnés visant à renforcer la collaboration entre les banques multilatérales de développement, le secteur privé, les autres bailleurs de fonds et l'ensemble de la société, afin de favoriser des réformes à l'échelle de l'ensemble de l'administration et de mobiliser des investissements de grande ampleur conformes aux priorités nationales. Elles prévoient également de favoriser la création de comités directeurs nationaux réunissant plusieurs ministères et parties prenantes, chargés de coordonner les activités du GEF afin de favoriser une approche pangouvernementale et pansociétale. e) Le GBFF a fixé au niveau du portefeuille un objectif selon lequel 25 % de ses financements doivent être programmés par l'intermédiaire d'institutions financières internationales (IFI) qui sont des Agences du GEF. Au 31 mars 2026, cet objectif était dépassé, puisque cette proportion s'établissait à 30,4 %. Dans le cadre de GEF-9, un objectif de 25 % a été fixé pour la programmation du fonds fiduciaire du GEF par l'intermédiaire des IFI. L'élargissement du financement mixte au titre de GEF-9 devrait favoriser une participation accrue des IFI. f) Au titre des objectifs « <i>amélioration de l'accès et autonomisation des pays</i> » et « <i>Accélération et simplification de l'exécution</i> » des recommandations de politique générale de GEF-9, un ensemble convenu de mesures de politique générale contribuera à renforcer l'efficacité et l'efficacités des Agences d'exécution. Ces mesures comprennent l'élargissement du réseau des Agences du GEF et le maintien d'un partenariat actif et diversifié, grâce au plafonnement de la part du portefeuille de chaque Agence à 25 % au maximum de l'ensemble de la programmation de GEF-9. Elles prévoient également l'harmonisation des frais d'Agence à 9 %, contre 9,5 % pour certaines Agences. Des délais de référence seront aussi instaurés pour la présentation, par les Agences, de versions révisées des projets à la suite des observations du Secrétariat du GEF. Des

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	incitations seront en outre prévues afin que les Agences rationalisent leurs procédures internes, de même qu'un décaissement plus échelonné des frais d'Agence. Les capacités des points focaux opérationnels seront renforcées au moyen de formations spécialisées, d'une assistance technique, d'un appui financier à la coordination nationale et de possibilités de participation directe à la supervision des projets.
IV. Compte-rendu 13. À l'issue de la neuvième reconstitution des ressources de sa Caisse, le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial inclura dans ses rapports à la Conférence des Parties une description de la manière dont la neuvième reconstitution a tenu compte du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité et, grâce aux éléments de ses orientations programmatiques, contribue à la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles ainsi que de chaque objectif et cible du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et de son cadre de suivi¹⁰².	Le présent rapport répond à cette demande, notamment par le présent tableau et les tableaux 9 et 10.
Pièce jointe I Éléments supplémentaires du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique pour la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial (2026-2030) afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques Les éléments du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme en vue de la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial	a) Afin de garantir un niveau de financement adéquat à l'appui de la mise en œuvre des Protocoles au cours de GEF-9, une part des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » a été réservée au financement de projets régionaux ou mondiaux qui leur sont consacrés. La priorité sera accordée aux pays qui n'ont pas bénéficié de financements du GEF à cette fin au cours des derniers cycles. Cette réserve complètera les ressources du STAR, que les pays admissibles sont encouragés à mobiliser pour mettre en œuvre les Protocoles, grâce au point d'entrée spécifiquement consacré à l'objectif suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages

¹⁰² Décision [15/5](#), annexe I.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
(2026-2030) à l'appui de la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques¹⁰³, tels qu'adoptés par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa onzième réunion, visent notamment à : a) Renforcer son financement affecté au Protocole de Carthagène afin d'appuyer les Parties admissibles dans la mise en œuvre du Protocole, y compris son plan de mise en œuvre¹⁰⁴ et son plan d'action pour le renforcement des capacités¹⁰⁵ ; b) Continuer à fournir un appui aux Parties admissibles pour la réalisation d'activités dans les domaines suivants, sur la base des besoins qu'elles ont exprimés : i) Élaboration et mise en œuvre de mesures juridiques, administratives et autres pour mettre en œuvre le Protocole de Cartagena ; ii) Évaluation et gestion des risques ; iii) Détection et identification des organismes vivants modifiés ; iv) Sensibilisation, éducation et participation du public ; v) Considération socioéconomiques ; vi) Responsabilité et réparation ; vii) Rapports nationaux, partage de l'information et centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques ; viii) Partage des connaissances et transfert de technologies ; ix) Mise en œuvre de plans d'action pour respecter le Protocole de Cartagena.	découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. » b) Ces éléments sont repris dans les orientations programmatiques de GEF-9¹⁰⁶, au titre de l'objectif de la Stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » visant à « renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. »
Pièce jointe II	a) Afin de garantir un niveau de financement adéquat à l'appui de la mise en œuvre des

¹⁰³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2226, no 30619.

¹⁰⁴ Décision [CP-10/3](#), annexe.

¹⁰⁵ Décision [CP-10/4](#), annexe.

¹⁰⁶ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
Éléments supplémentaires du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique pour la neuvième reconstitution des ressources du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial (2026-2030) afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation Les éléments du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme en vue de la neuvième reconstitution du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial(2026-2030) visant à appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation¹⁰⁷, tel qu'il a été adopté par la Conférence des Parties en tant que réunion des Parties au Protocole lors de sa cinquième réunion, visent notamment à : a) Appuyer les Parties admissibles et fournir des ressources financières adéquates pour la mise en œuvre du Plan d'action pour la création et le renforcement des capacités du Protocole de Nagoya¹⁰⁸ ; b) Continuer à fournir un appui aux Parties admissibles pour entreprendre des activités dans les domaines suivants : i) Priorités particulières concernant la poursuite des activités de création et de renforcement des capacités afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; ii) Intégration de l'accès et du partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques dans les politiques et les activités liées à la biodiversité et au développement durable ;	Protocoles au cours de GEF-9, une part des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » a été réservée au financement de projets régionaux ou mondiaux qui leur sont consacrés. La priorité sera accordée aux pays qui n'ont pas bénéficié de financements du GEF à cette fin au cours des derniers cycles. Cette réserve complètera les ressources du STAR, que les pays admissibles sont encouragés à mobiliser pour mettre en œuvre les Protocoles, grâce au point d'entrée spécifiquement consacré à l'objectif suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. » b) Ces éléments sont repris dans les orientations programmatiques de GEF-9¹⁰⁹, au titre de l'objectif de la Stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. »

¹⁰⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 3008, no 30619.

¹⁰⁸ Décision [NP-5/3](#), annexe.

¹⁰⁹ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
iii) Développement de capacités institutionnelles à long terme pour la gestion, le suivi et l'évaluation des cadres nationaux d'accès et de partage des avantages.	
Annexe II Orientations supplémentaires à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial La Conférence des Parties : <i>Biodiversité et santé</i> 1. Demande au Fonds pour l'environnement mondial de fournir une assistance financière, sur demande, à toutes les Parties admissibles, y compris pour des activités admissibles de création et de renforcement des capacités, dans le cadre de projets infranationaux, nationaux et régionaux visant à mettre en œuvre le Plan d'action mondial relatif à la biodiversité et à la santé¹¹⁰ ;	L'appui au Plan d'action mondial sur la biodiversité et la santé est repris dans les orientations programmatiques de GEF-9¹¹¹, au titre de l'objectif 1 de la Stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » : « Améliorer la conservation, l'utilisation durable et la restauration des écosystèmes naturels au moyen d'approches intégrées à l'échelle des paysages terrestres et marins ». Cet objectif comprend le point d'entrée « Synergies avec d'autres conventions et objectifs, y compris la santé ». Le domaine d'intervention « produits chimiques et déchets » et la plupart des programmes intégrés — Conservation des espèces sauvages pour le développement, Systèmes alimentaires, Chaînes d'approvisionnement sans pollution, Solutions circulaires à la pollution par les plastiques, Villes durables, et gestion des zones arides et de la sécheresse, — contribueront également à la mise en œuvre d'éléments du Plan d'action mondial sur la biodiversité et la santé. De nombreux projets du GEF et points d'entrée de GEF-8 contribuent déjà au Plan d'action mondial et traitent de l'interface entre la diversité biologique et la santé. Il s'agit notamment de plusieurs programmes intégrés, dont : — le Programme mondial pour la conservation des espèces sauvages pour le développement, qui traite des risques de transmission zoonotique et appuie les approches « Une seule santé » ; — Le programme intégré « Solutions circulaires à la pollution par les plastiques », qui traite des effets de la pollution plastique sur la diversité biologique, ainsi que des effets sur la santé de l'exposition aux substances chimiques toxiques contenues dans les

¹¹⁰ Décision [16/19](#), annexe I.

¹¹¹ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	plastiques ou collectées par ceux-ci, ou de leur ingestion ; — Le programme intégré « Villes durables », qui contribue notamment à la réalisation de la cible 12 du KMGBF et aux avantages qui en découlent pour la santé.
<i>Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité</i> 2. Demande au Fonds pour l'environnement mondial et à ses Agences d'exécution d'apporter en temps voulu à toutes les Parties admissibles un appui adapté à la situation et aux besoins nationaux, sur demande, pour leur permettre de réviser ou d'actualiser leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité ;	Pendant le GEF-7 et le GEF-8, des ressources ont été réservées, hors du STAR, au titre de la Stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » afin de soutenir ces activités : i) Le projet d'appui aux interventions précoces en faveur du Cadre mondial de la biodiversité de GEF-7 approuvé sous la forme d'un ensemble de projets de moyenne envergure en une seule étape, pour un financement total du GEF de 44,7 millions de dollars. Tous ces projets ont été approuvés pour démarrer leur mise en œuvre d'ici juin 2022. Il comprenait environ 270 000 dollars par pays pour les activités nationales et 3 millions de dollars d'assistance technique mondiale fournie par le PNUD et le PNUE, au bénéfice de 138 pays au total. ii) Le programme-cadre de GEF-8 d'appui à la révision et à la mise à jour des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et à l'établissement des septièmes rapports nationaux, approuvé par le Conseil en juin 2023, et ayant reçu l'agrément du Directeur général en janvier 2024 pour le PNUD, et en mars 2024 pour le PNUE, pour un financement total du GEF de 78,5 millions de dollars. Il comprend 450 000 dollars par pays au titre des activités nationales liées aux SPANB et à l'établissement des rapports nationaux, ainsi que 6 millions de dollars au titre d'une assistance technique mondiale devant être assurée par le PNUD et le PNUE, au bénéfice de 139 pays. Le GEF reconnaît pleinement que, dans certains pays, les retards de décaissement des fonds par les

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	Agences ont été aggravés par des problèmes de passation des marchés et par la difficulté à recruter des consultants dotés de l'expertise nécessaire pour appuyer l'élaboration ou la révision des SPANB et l'établissement des rapports. Depuis la seizième réunion de la Conférence des Parties à la CDB, le Secrétariat du GEF et les Agences ont examiné à plusieurs reprises, à tous les niveaux hiérarchiques, ces obstacles ainsi que les moyens d'accélérer la mise en œuvre. En septembre 2025, le comité directeur des projets du GEF-8 relatifs aux SPANB et aux rapports nationaux a adopté un plan d'accélération. Ce comité réunissait le PNUE, le PNUD, le Secrétariat de la CDB, le Secrétariat du GEF, ainsi que des représentants de la Bosnie-Herzégovine, du Mexique, de la République démocratique populaire lao, du Sénégal, de Trinité-et-Tobago et de Vanuatu. Le Secrétariat du GEF continue de collaborer avec les Agences et les pays et d'assurer le suivi de ces échanges. Les annexes 5 et 6 fournissent des informations détaillées sur l'état d'avancement de cet appui dans chaque pays participant.
<i>Centre d'échange</i> 3. Prie le Fonds pour l'environnement mondial, conformément à son mandat, d'examiner les demandes de financement des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition, pour leur permettre de mettre en œuvre le programme de travail du centre d'échange pour la période 2024-2030 ;	Conformément à son mandat, le GEF examinera ces demandes de financement dans le cadre de projets pilotés par les pays, lorsque les activités devant être appuyées contribuent également à la production d'avantages environnementaux mondiaux.
<i>Gestion des connaissances</i> 4. Demande au Fonds pour l'environnement mondial, conformément à son mandat, d'apporter son appui à la gestion des connaissances dans le cadre de projets menés par les pays concernés ;	La gestion des connaissances constitue une composante essentielle de l'ensemble des projets et programmes appuyés par le GEF, comme le précise l'annexe 16 des lignes directrices relatives à la politique concernant le cycle des projets et programmes (<i>Guidelines on the Project and Program Cycle Policy</i>¹¹²). Le GEF poursuivra son appui à la gestion des connaissances, en tant qu'élément transversal des projets pilotés par les

¹¹² GEF, 2020, *Guidelines on the Project and Program Cycle Policy*.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	pays, afin de contribuer à la réalisation d'objectifs de niveau supérieur et de générer des avantages environnementaux mondiaux
<i>Création et renforcement des capacités, coopération technique et scientifique et transfert de technologies</i> 5. Demande au Fonds pour l'environnement mondial, notamment par l'intermédiaire du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité, conformément à leurs mandats, de continuer à appuyer dans toutes les Parties admissibles des projets menés par les pays, comprenant la coopération technique et scientifique, le transfert de technologies et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal¹¹³ ;	Tous les investissements du GEF apportent un appui important au renforcement des capacités et peuvent comprendre, dans le cadre de projets pilotés par les pays visant à atteindre des objectifs de niveau supérieur et à générer des avantages environnementaux mondiaux, des activités de coopération technique et scientifique ainsi que de transfert de technologies. Dans le cadre de ces projets, les activités de coopération technique et scientifique, de transfert de technologies et de renforcement des capacités nécessaires à la mise en œuvre du KMGBF sont admissibles. Les pays peuvent choisir de mobiliser l'appui du GEF en fonction de leurs priorités nationales.
6. Demande également au Fonds pour l'environnement mondial, notamment par l'intermédiaire du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité, et conformément à leurs mandats, ainsi qu'au Fonds de Kunming pour la biodiversité et à d'autres fonds, d'appuyer, le cas échéant, l'opérationnalisation et les activités admissibles des centres régionaux et sous-régionaux d'appui à la coopération technique et scientifique dans les pays en développement Parties, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que dans les Parties à économie en transition, dans le cadre de projets menés à l'initiative des pays ;	Dans le cadre de projets admissibles menés à l'initiative des pays, les pays peuvent utiliser et affecter des ressources du STAR ou du GBFF à des centres régionaux et sous-régionaux d'appui à la coopération technique et scientifique afin de contribuer à la réalisation des objectifs de niveau supérieur de ces projets et de générer des avantages environnementaux mondiaux.
<i>Cadre de suivi du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal</i> 7. Demande au Fonds pour l'environnement mondial de fournir en temps voulu des ressources financières suffisantes et prévisibles pour contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes nationaux de suivi de la diversité biologique, notamment grâce à la création et au renforcement des capacités afin d'appuyer les	L'appui aux systèmes nationaux de suivi de la diversité biologique s'inscrit dans les activités habilitantes de GEF-9, comme l'indiquent les orientations programmatiques de GEF-9 (<i>GEF-9 Programming Directions</i>¹¹⁴). L'évaluation des systèmes de suivi et l'élaboration de plans d'action relatifs au suivi figuraient parmi les activités que les pays pouvaient mener dans le cadre du projet d'appui aux interventions précoces

¹¹³ Décision [15/4](#), annexe.

¹¹⁴ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
activités de compte rendu des Parties, en réponse aux demandes de toutes les Parties admissibles, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et conformément à son mandat ;	en faveur du Cadre mondial de la biodiversité de GEF-7. Le renforcement des capacités nécessaires à l'utilisation des indicateurs phares et d'autres indicateurs du KMGBF est prévu dans le cadre du Programme-cadre d'appui à la révision et à la mise à jour des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et à l'établissement des septièmes rapports nationaux de GEF-8.
<i>Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques</i> 8. Demande au Fonds pour l'environnement mondial, et invite les autres fonds concernés, de continuer à mettre des fonds à la disposition des Parties à l'appui d'activités liées au centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et aux sites web nationaux consacrés à la prévention des risques biotechnologiques ; 9. Demande également au Fonds pour l'environnement mondial d'aider les Parties admissibles en leur donnant accès en temps voulu aux moyens de mise en œuvre à l'échelle requise pour couvrir la portée et la rapidité de l'assistance nécessaire, notamment pour renforcer l'infrastructure de détection et d'identification des organismes vivants modifiés, mettre en place des réseaux régionaux de laboratoires, entreprendre des activités de renforcement des capacités et élaborer ou acquérir des matériaux de référence certifiés, et invite instamment les Parties à soumettre des propositions appropriées dans ce contexte au Fonds pour l'environnement mondial afin d'obtenir l'appui nécessaire à ces activités ;	b) Ces éléments sont pris en compte dans les orientations programmatiques de GEF-9 ¹¹⁵ , au titre d'un objectif de la Stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » visant à renforcer la prévention des risques biotechnologiques et à garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya.
10. Demande en outre au Fonds pour l'environnement mondial¹¹⁶ : a) De fournir des fonds en temps utile pour aider les Parties admissibles à élaborer et à présenter leur cinquième rapport national en application du	a) GEF-8 : Le projet d'appui à l'élaboration des cinquièmes rapports nationaux sur la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques (<i>Support to Preparation of the Fifth National Reports on the Implementation of the Carthagène Protocol on</i>

¹¹⁵ Ibid.

¹¹⁶ Les demandes figurant aux alinéas b) et c) du paragraphe 1 de la décision CP-11/2 ont été incluses dans la pièce jointe I de l'annexe I de la présente décision, comme l'a recommandé la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Carthagène.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques¹¹⁷ ; b) De continuer à étudier les modalités de réforme de son fonctionnement, notamment en examinant comment augmenter les fonds consacrés à la mise en œuvre du Protocole de Carthagène et en tirant parti des projets mondiaux et régionaux, de manière à lui permettre de s'acquitter efficacement de ses responsabilités en matière de fonctionnement du mécanisme de financement du Protocole à titre provisoire et de manière continue, et de rendre compte de ces questions à la dix-septième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique ; c) D'examiner le bien-fondé de la création d'un guichet de financement autonome pour la prévention des risques biotechnologiques, pour examen par la Conférence des Parties en tant que réunion des Parties au Protocole Carthagène à sa douzième réunion ; d) De simplifier le processus de soumission des propositions de projets en matière de prévention des risques biotechnologiques ; e) De faciliter les activités de renforcement des capacités, notamment au moyen de webinaires, pour la conception de projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques ;	<i>Biosafety</i>) approuvé par le directeur général en avril 2025, puis modifié en octobre 2025 afin d'y inclure des pays qui n'avaient pas transmis leur lettre d'approbation à temps pour l'approbation initiale. Le PNUE apporte un appui à 105 pays, sous la forme d'un financement de 30 000 dollars destiné aux activités nationales et d'une assistance technique mondiale complémentaire (financement de projet du GEF total : 4 059 825 dollars). b)-c) : Au cours du cycle de GEF-7, des projets consacrés à la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ont reçu un financement de 13,1 millions de dollars, supérieur à l'allocation théorique convenue de 7 millions de dollars pour ce Protocole. Comme l'indique le présent rapport, le soutien apporté aux projets de GEF-8 et du GBFF relatifs au Protocole de Carthagène s'élevait à 17,8 millions de dollars au titre du financement de projet du GEF. Ce montant dépasse le financement approuvé durant GEF-7. Au total, <u>91 %</u> de l'allocation théorique de GEF-8 destinée aux Protocoles, fixée à 82 millions de dollars pour les Protocoles de Carthagène et de Nagoya réunis, avaient été programmés. Afin de garantir un niveau de financement adéquat à l'appui de la mise en œuvre des Protocoles au cours de GEF-9, une part des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » a été réservée au financement de projets régionaux ou mondiaux qui leur sont consacrés. La priorité sera accordée aux pays qui n'ont pas bénéficié de financements du GEF à cette fin au cours des derniers cycles. Cette réserve complétera les ressources du STAR, que les pays admissibles sont encouragés à mobiliser pour mettre en œuvre les Protocoles, grâce au point d'entrée spécifiquement consacré à l'objectif suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources

¹¹⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2226, no 30619.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. » Le Secrétariat du GEF a également mené les activités de sensibilisation ciblées, décrites ailleurs dans la présente matrice, afin de présenter les possibilités de financement offertes par le fonds fiduciaire du GEF et le GBFF, et d'encourager la soumission de propositions relatives aux Protocoles. Au titre du point d) : - En décembre 2024, le Conseil a examiné un <u>ensemble complet de 35 mesures de rationalisation</u>. Ces mesures prévoient notamment la simplification des modèles et des procédures d'approbation, la rationalisation de l'examen des projets, un meilleur suivi des normes de service afin de mieux faire connaître les échéances, une plus grande cohérence et une meilleure planification du suivi des projets, ainsi que des orientations à l'intention des Agences visant à préciser les coûts liés aux projets et les seuils applicables. Les modifications de politique correspondantes ont été <u>approuvées par le Conseil à sa soixante-neuvième réunion</u>, puis mises en application au moyen de <u>lignes directrices</u>. - D'autres possibilités de simplification et d'amélioration de l'efficacité ont été examinées dans le cadre des négociations relatives à la reconstitution des ressources de GEF-9. Un ensemble de mesures a été convenu au titre des objectifs « Accélération et simplification de l'exécution » et « Mise en œuvre souple et efficace » des orientations de politique générale de GEF-9. Elles prévoient notamment l'adoption, dans l'ensemble de la famille de fonds du GEF, d'une modalité unique et accélérée pour les projets, inspirée du cycle des projets du GBFF ; le renforcement des capacités des entités d'exécution par l'intermédiaire des projets afin d'accélérer leur mise en œuvre ; une flexibilité accrue pour les projets menés dans des situations de fragilité et de conflit, grâce à l'adaptation des calendriers, des budgets et des modalités de mobilisation ; ainsi que l'application d'une approche fondée sur les risques

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	afin d'accélérer le traitement des projets à faible risque au moyen de procédures simplifiées et accélérées. Toutes ces mesures s'appliqueront aux projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques. Au titre du point e), le GEF a organisé, en marge de la seizième réunion de la Conférence des Parties à la CDB, une manifestation conjointe avec le Secrétariat de la CDB, le PNUE et le PNUD sur l'appui du GEF aux Protocoles de Nagoya et de Carthagène, intitulée « <i>GEF support to the Nagoya and Cartagena Protocols</i> ». Cette manifestation a présenté des projets nationaux réussis et communiqué des informations sur les possibilités d'appui à la mise en œuvre de la cible 17 du KMGBF et du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. Le Secrétariat du GEF a participé, à distance, à quatre ateliers régionaux organisés par le PNUE et le Secrétariat de la CDB grâce à un financement au titre des activités habilitantes du GEF, respectivement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en juin 2025 ; l'Afrique, en octobre 2025 ; l'Europe centrale et orientale, l'Asie occidentale et l'Asie centrale, en janvier 2026 ; et l'Asie-Pacifique, en janvier 2026. Ces ateliers visaient à appuyer l'établissement des rapports nationaux prévus au titre des Protocoles de Nagoya et de Carthagène. Le Secrétariat du GEF y a présenté aux points focaux des Protocoles les possibilités de financement offertes à l'appui de la mise en œuvre de ces Protocoles au titre de GEF-8 et du GBFF, ainsi que les perspectives pour GEF-9. Dans le cadre des activités menées au titre de sa stratégie d'engagement avec les pays, le GEF continuera de promouvoir la présentation de telles propositions.

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
<i>Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation</i>¹¹⁸ 11. Demande au Fonds pour l'environnement mondial d'accroître les fonds qu'il destine à l'appui aux Parties admissibles pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation¹¹⁹	L'appui demandé sera fourni selon les modalités énoncées dans les orientations programmatiques de GEF-9¹²⁰, au titre de l'objectif de la Stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » visant à renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya.
12. Demande également au Fonds pour l'environnement mondial et à ses Agences d'exécution de faciliter en temps voulu les processus pertinents afin que l'appui à l'élaboration des premiers rapports nationaux soit fourni aux Parties qui présentent leurs lettres d'approbation ;	Le projet d'appui à l'élaboration des premiers rapports nationaux sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, exécuté par le PNUE (<i>Support to Preparation of the First National Report on Implementation of the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization</i>) a été approuvé par le directeur général en avril 2025. Il a été modifié en août 2025 afin d'y inclure 19 pays qui n'avaient pas fourni leur lettre d'approbation à temps pour l'approbation initiale. Le PNUE apporte un appui à 96 pays, sous la forme d'un financement de 30 000 dollars destiné aux activités nationales et d'une assistance technique mondiale complémentaire (financement de projet du GEF total : 3 701 250 dollars).
13. Prie en outre le Fonds pour l'environnement mondial d'examiner les options permettant d'appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya afin que le Fonds pour l'environnement mondial soit en mesure de s'acquitter le plus efficacement de ses responsabilités dans la mise en œuvre du mécanisme de financement du Protocole	Au cours du cycle GEF-7, des projets consacrés à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ont reçu une approbation représentant au total 32,2 millions de dollars, un montant proche de l'allocation théorique de 37 millions de dollars prévue à cet effet.

¹¹⁸ Les demandes recommandées aux alinéas a), b) et e) du paragraphe 3 de la décision [NP-5/2](#) sont reflétées aux paragraphes 12, 11, et 13 de l'annexe II, respectivement. Les demandes recommandées aux alinéas c) et d) du paragraphe 3 de la même décision ont été incluses dans les alinéas a) et b), respectivement, de la pièce jointe II à l'annexe I de la présente décision, comme l'a recommandé la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya. L'invitation recommandée au paragraphe 8 de la décision [NP-5/3](#) a également été incluse à l'alinéa a) de la pièce jointe II à l'annexe I de la présente décision.

¹¹⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 3008, no 30619.

¹²⁰ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

Orientations de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
à titre provisoire et de façon continue, et d'en rendre compte à la dix-septième réunion de la Conférence des Parties.	Comme l'indique le présent rapport, le financement de projet du GEF consacré aux projets relevant de GEF-8 et du GBFF liés au Protocole de Nagoya s'élevait à 57,0 millions de dollars. Ce montant dépasse le volume de financements approuvés pendant GEF-7. Au total, 91% de l'allocation théorique de GEF-8 pour les Protocoles — fixée à 82 millions de dollars pour les Protocoles de Carthagène et de Nagoya réunis — avaient été programmés. Afin de garantir un niveau de financement adéquat à l'appui de la mise en œuvre des Protocoles au cours de GEF-9, une part des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » a été réservée au financement de projets régionaux ou mondiaux qui leur sont consacrés. La priorité sera accordée aux pays qui n'ont pas bénéficié de financements du GEF à cette fin au cours des derniers cycles. Cette réserve complètera les ressources du STAR, que les pays admissibles sont encouragés à mobiliser pour mettre en œuvre les Protocoles, grâce au point d'entrée spécifiquement consacré à l'objectif suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. »

100. Parmi les principales mesures prises en réponse aux orientations reçues, les orientations programmatiques de GEF-9¹²¹ ont été conçues pour donner effet à l'ensemble des éléments du Cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles, adopté par la Conférence des Parties à la CDB à sa seizième réunion. Le tableau 9 présente les mécanismes par lesquels le GEF entend mettre en œuvre ces éléments.

Tableau 9. Mécanismes de mise en œuvre du GEF relatifs aux éléments du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme relatif à la diversité biologique de la CDB et de ses Protocoles pour la période de GEF-9

¹²¹ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

Principaux éléments des orientations fournies par la seizième réunion de la Conférence des Parties à la CDB	Mécanisme de mise en œuvre du GEF
Le cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la diversité biologique pour la période 2026-2030 comprend les éléments suivants relevant de la CDB et de ses Protocoles pour lesquels un appui efficace à la mise en œuvre doit être fourni : a) La mise en œuvre équilibrée des trois objectifs de la Convention. b) Le KMGBF, y compris chacun de ses objectifs et cibles, qui définissent les résultats attendus ; c) Les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, y compris les cibles nationales en matière de biodiversité ; d) Les plans nationaux de financement de la biodiversité ou instruments similaires. e) Les mécanismes et stratégies adoptés au titre de la Convention pour renforcer les moyens de mise en œuvre du KMGBF, en particulier les activités admissibles dans le cadre des mécanismes suivants : i) La stratégie révisée de mobilisation des ressources. ii) Le cadre stratégique à long terme pour le développement et le renforcement des capacités. iii) La stratégie de gestion des connaissances à l'appui de la mise en œuvre du KMGBF. f) Les activités admissibles au titre des plans d'action adoptés dans le cadre de la Convention pour appuyer la mise en œuvre efficace et inclusive du KMGBF, notamment : i) Le plan d'action relatif aux autorités infranationales, aux municipalités et aux autres autorités locales en faveur de la biodiversité (2023-2030). ii) Le plan d'action pour l'égalité des genres (2023-2030). iii) Le plan d'action mondial sur la biodiversité et la santé. g) Le cadre de suivi du KMGBF et l'approche multidimensionnelle renforcée de la planification, du suivi, de l'établissement de rapports et de l'examen. h) Le plan de mise en œuvre et le Plan d'action pour le renforcement des capacités du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques.	a) - c) : Les principaux mécanismes de mise en œuvre sont la stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » et les programmes intégrés du fonds fiduciaire du GEF, ainsi que le GBFF. Les projets élaborés dans le cadre d'autres volets de programmation du fonds fiduciaire du GEF, du FPMA et du FSCC peuvent également y contribuer. d) : Objectif 3 de la stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » et domaine d'action 4 du GBFF. e) i) : Objectif 3 de la stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » et domaine d'action 4 du GBFF. e) ii) - iii) : Ces éléments sont pris en compte de manière transversale dans l'ensemble des projets du GEF et du GBFF, notamment par l'application, à tous les projets, des exigences de l'approche de gestion des connaissances définies dans les orientations du GEF relatives à la politique sur le cycle des projets et programmes. f) i) : Programme intégré « Villes durables » L'objectif 1 de la stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » peut y contribuer. f) ii) : Cet élément est pris en compte de manière transversale dans l'ensemble des projets du GEF et du GBFF, conformément aux politiques du GEF. f) iii) : L'objectif 1 de la stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique », le domaine d'intervention « produits chimiques et déchets » et la plupart des programmes intégrés,— « Conservation des espèces sauvages pour le développement », « systèmes alimentaires », « Chaines d'approvisionnement sans pollution », « Solutions circulaires à la pollution par les plastiques », « Villes durables » et

i) Le plan d'action pour la création et le renforcement des capacités du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. j) Les orientations sur les priorités du programme à l'appui de la mise en œuvre des Protocoles, adoptées par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Carthagène à sa onzième réunion et par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya à sa cinquième réunion, qui figurent dans les pièces jointes I et II, respectivement.	« gestion des zones arides et de la sécheresse »— y contribuent. g) : La stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » y contribue au moyen des activités habilitantes, notamment pour l'établissement des rapports nationaux et l'appui aux systèmes de suivi. h)-j) : L'objectif 2 de la stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » et le domaine d'action 8 du GBFF y contribuent.
--	---

101. Les orientations programmatiques de GEF-9 ont également été conçues pour contribuer à la réalisation de l'ensemble des cibles du KMGBF. Le tableau 10 met en correspondance les orientations programmatiques de GEF-9 du fonds fiduciaire du GEF et les autres points d'entrée de la famille de fonds du GEF avec les cibles du KMGBF.

Tableau 10. Correspondance entre les orientations programmatiques de GEF-9 et les cibles d'action du KMGBF

CIBLES DU KMBGF	PROGRAMMES INTÉGRÉS								DOMAINES D'INTERVENTION [‡] ET INITIATIVES STRATEGIQUES DU FONDS FIDUCIAIRE DU GEF		DOMAINES D'ACTION (DA) DU GBFF ET AUTRES FONDS
	Biomes forestiers critiques	Îles bleues et vertes	Solutions circulaires à la pollution par les plastiques	Gestion des zones arides et de la sécheresse	Systèmes alimentaires	Chaines d'approvisionnement sans pollution	Villes durables	Conservation de la vie sauvage pour le développement			
1	X	X					X	X	DB-1	EI	DA-1 DA-2
2	X	X		X	X	X		X		DT-1 CC-1.5 EI	DA-1 DA-2
3	X	X						X		CC-1.5 EI	DA-1 DA-2
4								X			GBFF
5	X							X		EI-1&3	DA-5
6										EI-1&3	DA-7
7		X	X		X	X	X			EI-1&3 PCD-tous	DA 6
8	X	X		X	X	X	X			CC-1 DT-2 EI	FPMA FSCC
9	X							X		EI-1&3	DA-5
10		X		X		X	X			DT-1 CC-1. 5 EI-1&33	DA-6
11	X	X		X	X	X				DT-1&2 CC-1. 5 EI	FPMA FSCC
12							X			FPMA FSCC	
13									DB-2	EI-2	DA-8
14		X				X	X		DB-1&3	EI	DA-3
15						X			DB-3	Financement mixte	DA-3
16			X		X					CC-1. 2	FPMA FSCC
17									DB-2		DA-8
18					X	X			DB-3	EI-1	DA-3 DA-4
19	X	X				X			DB-3	Financement mixte PMF	DA-4

20	Tous les projets du GEF doivent, selon qu'il convient, intégrer des activités pertinentes de renforcement des capacités, de transfert de technologies et de coopération scientifique et technique.										
										Programme de leadership Fonseca EI-2	
21	Tous les projets du GEF doivent intégrer des activités de gestion des connaissances et garantir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.										
22*	X	X	X	X	X	X	X	X	ICI	LD-3 PMF	DA-2
23*	Tous les projets du GEF doivent y contribuer conformément à la Politique du GEF en matière d'égalité des genres.										
										PMF	

‡ Cette colonne indique les objectifs des domaines d'intervention pertinents pour l'élaboration de projets contribuant à la mise en œuvre des éléments d'une cible donnée du KMGBF. Par exemple, DB-1 renvoie à l'objectif 1 de la stratégie relative à la diversité biologique. ICI désigne l'initiative de conservation inclusive. * Le cadre de politiques du GEF relatif à la mobilisation des parties prenantes, aux peuples autochtones et communautés locales et à l'égalité des genres garantit que tous les investissements du GEF contribuent aux cibles 22 et 23 et font l'objet d'un rapport annuel sur les résultats obtenus.

Note : CC = Changements climatiques ; DB = Diversité biologique ; DT = Dégradation des terres ; EI = Eaux internationales ; PCD = Produits chimiques et déchet.

V. MISE EN ŒUVRE DU PORTEFEUILLE ET RESULTATS DES REFORMES EN COURS

102. Le GEF s'emploie à améliorer continuellement son portefeuille d'investissements réalisés dans les pays par l'intermédiaire de ses Agences, afin d'obtenir des résultats environnementaux plus importants et plus durables. Depuis le début de GEF-8, il poursuit un programme d'activités visant à renforcer la capacité d'action des pays, à simplifier ses procédures, à faciliter l'accès aux financements et à améliorer l'exécution de ses activités.

Renforcer les capacités des pays et l'appropriation nationale

103. La stratégie d'engagement avec les pays (*Country Engagement Strategy*¹²²), mise en place dans le cadre de GEF-8, permet aux pays d'améliorer l'avancement de leur portefeuille et d'optimiser l'impact des ressources du GEF, notamment au moyen d'activités de renforcement des capacités, d'engagement avec les pays en amont, de dialogues nationaux, d'ateliers régionaux et d'activités de gestion des connaissances adaptées aux différents pays.

104. Dans le cadre de GEF-8, 13 ateliers régionaux de lancement, 11 ateliers de consultation élargie et 81 dialogues techniques et nationaux en amont ont aidé les pays à définir les priorités de programmation de GEF-8¹²³. Chaque délégation participant aux ateliers de consultation élargie comptait des points focaux politiques et des points focaux opérationnels du GEF, des points focaux nationaux des accords multilatéraux sur l'environnement pour lesquels le GEF intervient — y compris les points focaux de la CDB — ainsi que des représentants d'organisations de la société civile et du secteur privé.

105. Dans le cadre de la stratégie d'engagement avec les pays de GEF-8, le GEF a apporté un appui financier à ses points focaux opérationnels afin de leur permettre d'exercer leur fonction de supervision des projets. Il a également organisé huit formations régionales à l'intention de 140 pays bénéficiaires. En renforçant leur compréhension de leurs rôles et responsabilités, ces formations ont accru la capacité des points focaux opérationnels à superviser leurs portefeuilles tout au long du cycle des projets, de la conception à la mise en œuvre, favorisant ainsi l'appropriation par les pays et la cohérence avec les priorités environnementales nationales.

106. Le premier échange de connaissances du GEF à l'intention des décideurs a été lancé au Costa Rica en 2025. Des ministres et des représentants de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Kenya, du Sénégal et du Zimbabwe ont pu tirer des enseignements précieux de l'expérience du Costa Rica qui a efficacement mobilisé les ressources, les partenariats et les politiques du GEF pour réduire les émissions imputables aux secteurs de l'utilisation des terres et renforcer les puits de carbone, tout en améliorant les conditions de vie des communautés locales.

107. Lancé au cours de la période considérée, le Programme de leadership Fonseca du GEF¹²⁴ offre à de jeunes responsables de la conservation issus de pays bénéficiaires du GEF la possibilité de poursuivre des études supérieures et de mener des recherches sur le terrain dans des

¹²² GEF, 2022, [GEF-8 Country Engagement Strategy Implementation Arrangements](#), document du Conseil, GEF/C.62/Inf.11

¹²³ GEF, 2026, [GEF-8 Corporate Scorecard - June 2026](#).

¹²⁴ <https://www.thegef.org/fonseca-leadership-program>

domaines liés à la conservation de la biodiversité et de développer leurs compétences en matière de leadership. Le Programme de leadership Fonseca a soutenu plus de 300 jeunes responsables de la conservation issus de 62 pays, en associant des bourses d'études supérieures, dont ont bénéficié 95 personnes, et des financements de recherches sur le terrain, accordés à 205 personnes.

Simplifier les procédures et améliorer l'accès

108. La simplification et l'accélération de la mise en œuvre des projets et programmes du GEF ont constitué une priorité constante tout au long de GEF-8. Cette priorité répond à des signaux convergents des participants à la reconstitution des ressources, du Conseil du GEF, du Bureau indépendant d'évaluation du GEF, du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, ainsi que des réunions successives de la Conférence des Parties aux Conventions de Rio. Si les procédures du GEF sont rigoureuses, elles se sont progressivement complexifiées sur le plan administratif. Il était donc nécessaire de les simplifier afin d'accélérer le décaissement des ressources et de faciliter l'accès aux financements nécessaires à l'obtention de résultats environnementaux.

109. Les participants à la reconstitution des ressources de GEF-8 ont expressément chargé le GEF de s'attaquer à cette question. En réponse, le Secrétariat du GEF a entrepris un examen structuré du cycle des projets et programmes, qui a conduit à la création d'un groupe de travail du Conseil chargé d'élaborer des options de réforme concrètes. Ce groupe était composé de représentants du Brésil, de la France, de l'Inde, de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Les premières mesures ont été introduites lors de la soixante-sixième réunion du Conseil. Elles comprenaient, en particulier, le relèvement du plafond de financement des projets de moyenne envergure, de 2 millions à 5 millions de dollars, ce qui a sensiblement élargi l'accès à la procédure d'approbation en une seule étape. Cette réforme s'est accompagnée de l'adoption de modèles de documents de projet simplifiés, de l'instauration de limites de pages et de mots pour les fiches d'identité du projet (FIP) et les documents de demande d'agrément par le directeur général. Des examens annuels du portefeuille avec chaque Agence ont aussi été lancés afin de recenser les goulets d'étranglement dans le traitement des projets. Au 30 juin 2026, les données relatives aux projets de moyenne envergure approuvés au titre de GEF-8 témoignent d'un recours significatif à la modalité en une seule étape : 31 projets de moyenne envergure d'un montant compris entre 2 et 5 millions de dollars ont reçu l'agrément par le directeur général au titre de cette modalité. À titre de comparaison, les FIP de 106 projets de moyenne envergure suivant une procédure en deux étapes et de 19 projets rattachés de moyenne envergure relevant de la même tranche de financement ont été approuvés. Le délai moyen entre la soumission et l'agrément des projets relevant de la modalité en une étape était de 6,5 mois, contre l'exigence applicable aux projets suivant une procédure en deux étapes, selon laquelle l'agrément du directeur général doit intervenir au plus tard 12 mois après son approbation de la FIP. Cela met en évidence le gain de temps offert par la procédure unifiée en une étape.

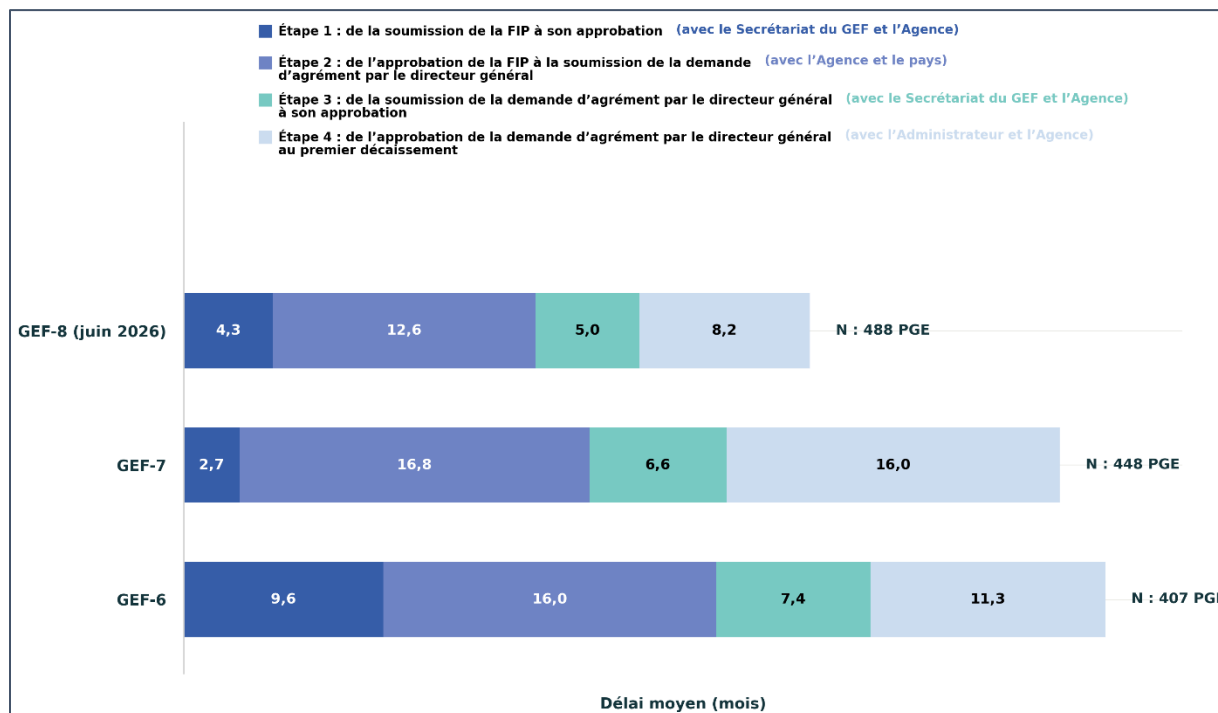
110. La soixante-huitième réunion du Conseil a marqué une étape plus substantielle : le groupe de travail y a présenté un ensemble complet de mesures portant sur les procédures d'approbation, la simplification des modèles, les normes de service et les exigences de suivi.

Parmi les propositions figuraient l'abandon progressif, d'ici à la fin de GEF-8, de la procédure en deux étapes pour tous les projets de moyenne envergure, l'instauration de dates d'expiration pour les lettres d'approbation afin d'encourager un suivi plus rapide, et le déploiement d'un suivi automatisé dans le portail afin d'améliorer la prévisibilité du portefeuille de projets à l'étude. La soixante-neuvième réunion du Conseil a ensuite donné effet, à compter du 1er juillet 2025, à un ensemble de modifications de politiques. Celles-ci comprenaient la révision des dates limites de soumission afin de réduire le risque d'annulation automatique des projets, l'obligation de procéder à des examens à mi-parcours pour les projets de moyenne envergure d'un montant supérieur à 2 millions de dollars, la simplification des rapports de suivi de l'avancement des programmes intégrés et la clarification des critères régissant le double rôle de mise en œuvre et d'exécution des Agences du GEF. Ces modalités sont désormais limitées à des circonstances exceptionnelles définies, notamment aux contextes de fragilité et de conflit, aux restrictions juridiques dans les pays hôtes et aux projets recourant aux Instruments financiers autre que les aides directes.

111. Les effets cumulés des réformes adoptées durant GEF-8 ressortent des données relatives au traitement du portefeuille. Comme l'illustre la figure 1, les délais moyens de traitement des projets de grande envergure au cours de GEF-8 — arrêtés en juin 2026 et portant sur 488 projets — se sont améliorés à toutes les étapes du cycle des projets par rapport à GEF-7. La réduction la plus notable concerne l'intervalle entre l'approbation de la fiche d'identité de projet (FIP) et la soumission de la demande d'agrément par le directeur général, qui constituait la principale source de retard lors des cycles précédents : il est passé de 16,8 mois au cours de GEF-7 à 12,6 mois au cours de GEF-8, soit une diminution de 25 %. Le délai entre l'agrément par le directeur général et le premier décaissement a presque été réduit de moitié, passant de 16,0 mois au cours de GEF-7 à 8,2 mois au cours de GEF-8. En moyenne, le délai total de traitement sur les quatre étapes¹²⁵ du cycle des projets est passé d'environ 44,2 mois au cours de GEF-6 et 42,1 mois au cours de GEF-7 à environ 30,0 mois au cours de GEF-8. Cela représente une réduction de 14,2 mois, soit approximativement un tiers par rapport à deux cycles auparavant.

¹²⁵ 1) De la soumission de la fiche d'identité de projet (FIP) à son approbation ; 2) De l'approbation de la FIP à la soumission de la demande d'agrément par le directeur général ; 3) De la soumission de la demande d'agrément du directeur général à l'agrément par le directeur général ; 4) De l'agrément du directeur général au premier décaissement.

Figure 1. Accélération du cycle des projets, de la soumission au premier décaissement, entre GEF-6 et GEF-8



112. S'appuyant sur ces acquis, les participants à la reconstitution des ressources de GEF-9 ont convenu d'un ensemble de réformes plus ambitieux et plus structurant dans le cadre de l'objectif de politique générale « Accélération et simplification de l'exécution » des recommandations de politique générale de GEF-9¹²⁶. Son élément central consiste à généraliser, à l'ensemble des fonds administrés par le GEF, une modalité de projet unifiée et accélérée, inspirée de l'approche en une seule étape expérimentée par le GBFF. Une fois en place, cette modalité remplacera la fiche d'identité de projet (FIP) par une demande simplifiée de préparation de projet. Elle permettra d'engager plus tôt la préparation des projets et devrait raccourcir de trois à quatre mois la durée de la phase initiale du cycle des projets, sans compromettre la qualité des projets, selon l'analyse du Bureau indépendant d'évaluation du GEF. Son application aux quatre fonds de la famille de fonds du GEF facilitera également l'élaboration de propositions multi-fonds, grâce à l'harmonisation des calendriers et des exigences.

113. Les autres recommandations de politique générale convenues pour GEF-9 comprennent : l'instauration de délais maximaux dans lesquels les Agences devront soumettre à nouveau les projets révisés après réception des observations du Secrétariat du GEF, afin d'accroître la responsabilité et la prévisibilité du portefeuille de projets en préparation ; des mesures incitatives encourageant les Agences à simplifier leurs procédures internes d'approbation, notamment en menant ces procédures parallèlement au processus d'agrément par le directeur général et en simplifiant les procédures applicables aux financements de faible montant ; une procédure simplifiée propre aux activités habilitantes, qui substitue à l'examen, projet par projet,

¹²⁶ GEF, 2026, [Policy Recommendations for GEF-9](#), GEF/R.09/22.

du respect des normes minimales, des évaluations au niveau institutionnel réalisées une fois par période de reconstitution des ressources; et l'harmonisation des frais d'Agence, plafonnés à 9% pour toutes les Agences, afin de corriger une disparité de longue date dénuée de toute justification opérationnelle. Cet ensemble de mesures est complété par une modernisation prévue du Portail du GEF, conçue pour automatiser les flux de travail, améliorer la visibilité des données et tirer parti de l'intelligence artificielle afin de transformer les données relatives au portefeuille de projets en préparation en informations opportunes et directement exploitables par le Secrétariat du GEF, les Agences, l'Administrateur et les partenaires nationaux.

114. Dans leur ensemble, ces mesures marquent le passage d'ajustements progressifs à une évolution fondamentale du modèle opérationnel du GEF. Elles préservent la rigueur et le caractère piloté par les pays du cycle des projets, tout en réduisant sensiblement les coûts de transaction qui ont, historiquement, limité l'accès aux ressources et ralenti la mise en œuvre.

Renforcer la transparence et la responsabilité

115. Le GEF est résolu à promouvoir la transparence et la responsabilité afin de suivre et de faciliter l'utilisation de ses financements. Il met à la disposition des pays des fiches de pays, qui leur permettent de suivre l'utilisation et la mise en œuvre des ressources. Il publie également sur son site Web public des fiches consacrées aux Agences afin d'aider les pays à choisir les Agences avec lesquelles ils souhaitent travailler.

116. Le tableau de bord institutionnel du GEF, sur lequel s'appuie une partie du rapport du GEF à la Conférence des Parties à la CDB, sert de mécanisme de responsabilité pour veiller à ce que les ressources du cycle en cours du GEF soient utilisées de manière appropriée et efficace dans les différentes régions et les divers groupes de pays. En outre, le rapport annuel de suivi rend compte des résultats, de la performance et de la qualité du portefeuille de projets en cours de mise en œuvre au regard du cadre de mesure des résultats de GEF-8. Les éditions annuelles de ce rapport structurent la communication de l'information selon deux niveaux d'indicateurs : le niveau 1 évalue les résultats environnementaux obtenus, tandis que le niveau 2 mesure les progrès accomplis au regard de critères d'efficacité et d'efficience.

117. Le GEF a continué de rendre compte de manière transparente de l'avancement des projets en publiant régulièrement des données conformes à la norme de [l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide](#). Ces travaux s'appuient sur la Politique du GEF relative à l'accès à l'information (GEF/C.55/06). Ce système de notification automatisé renforce encore la transparence à l'échelle mondiale : selon une récente évaluation indépendante, le GEF est le seul fonds consacré au climat et à l'environnement à communiquer des informations conformément à la norme de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide¹²⁷.

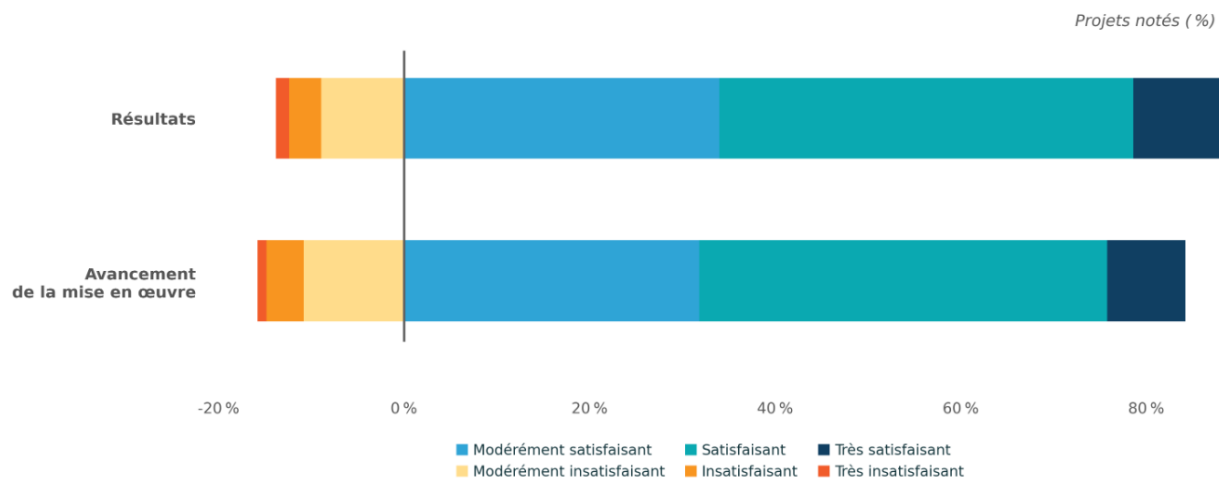
¹²⁷ *Publish What You Fund, Better Data for Better Outcomes: How Climate Funds Can Enhance Transparency*, avril 2024.

Atteindre les objectifs de développement des projets et faire progresser leur mise en œuvre

118. Les dernières informations sur l'avancement des investissements en faveur de la biodiversité font état de projets et de programmes de grande qualité et à fort impact. À la fin juin 2025, le portefeuille de projets financés dans le domaine de la diversité biologique en cours de mise en œuvre représentait un engagement net de 2,8 milliards de dollars. Il comptait près de 460 projets, dont 209 financés exclusivement par le domaine d'intervention « diversité biologique », pour un montant de 843,9 millions de dollars. La présente section fait le point sur les progrès accomplis par ce portefeuille, tels qu'ils sont présentés dans le Rapport de suivi du GEF de 2025 (GEF/C.66/03).

119. Au cours de l'exercice 2025, un bilan complet de l'avancement a porté sur l'ensemble du portefeuille de projets du GEF en cours de mise en œuvre, soit 1 105 projets représentant collectivement un engagement net de 5,7 milliards de dollars. Les autoévaluations annuelles des Agences donnent des indications sur la qualité de l'avancement de la mise en œuvre et sur la probabilité d'atteindre les résultats attendus des projets¹²⁸. La figure 2 montre que 84% des projets ont obtenu une note située dans la fourchette satisfaisante au titre de l'avancement de la mise en œuvre au cours de l'exercice 2025, contre 82% un an auparavant. Par ailleurs, 86 % des projets ont obtenu une note située dans la fourchette satisfaisante quant à leur probabilité d'atteindre leur objectif de développement.

Figure 2. Répartition des notes attribuées aux résultats et à l'avancement de la mise en œuvre des projets du GEF en cours dans l'ensemble des domaines d'intervention au 30 juin 2025

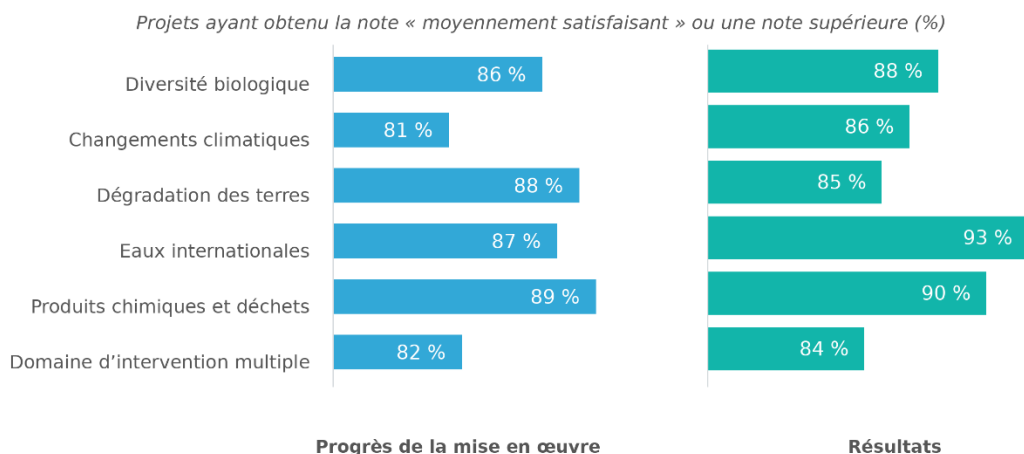


120. Sur le portefeuille de projets relatifs à la diversité biologique en cours de mise en œuvre, 86 % des projets ont été jugés satisfaisants quant à l'avancement de leur mise en œuvre, et 88 % ont été jugés susceptibles d'atteindre leur objectif de développement. Ces résultats sont

¹²⁸ GEF, 2019, [GEF Policy on Monitoring](#), Document du Conseil GEF/C.56/03/Rev.01.

supérieurs à la moyenne du GEF, qui s'établit à 84 % pour l'avancement de la mise en œuvre et à 82 % pour la probabilité d'atteindre l'objectif de développement. En outre, 82 % des projets relevant de plusieurs domaines d'intervention, qui mobilisent souvent des ressources destinées à la diversité biologique, ont été jugés satisfaisants quant à l'avancement de leur mise en œuvre, et 84 % quant à la probabilité d'atteindre leur objectif de développement.

Figure 3. Projets ayant obtenu une note satisfaisante, par domaine d'intervention, au 30 juin 2025



121. Les résultats, mesurés au moyen des indicateurs de base du GEF, d'un sous-ensemble de 277 projets en cours de mise en œuvre et communiqués entre juillet 2022 et juin 2025 ont fortement contribué à la réalisation des cibles du KMGBF. Ces projets ont bénéficié d'un financement de projet du GEF de 1,7 milliard de dollars et ont notamment produit les résultats suivants :

- Cible 1 : 578,9 millions d'hectares de zones terrestres et marines directement touchées au profit de la biodiversité.
- Cible 2 : 25,5 millions d'hectares de zones terrestres et d'écosystèmes faisant l'objet de mesures de remise en état.
- Cible 3 : 340,9 millions d'hectares d'aires protégées créées ou faisant l'objet d'une gestion améliorée, dont 50 % correspondent à de nouvelles aires protégées créées directement avec l'appui du GEF.
- Cible 7 : 32 134 tonnes de produits chimiques préoccupants à l'échelle mondiale et de déchets connexes réduites.
- Cible 8 et cible 11 : 881,7 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre atténuées (t. éq. CO₂).

- Cible 10 : 80,7 millions d'hectares de paysages faisant l'objet de pratiques améliorées, 21 écosystèmes aquatiques partagés faisant l'objet d'une gestion améliorée.
- Cible 19 : 7,2 milliards de dollars de cofinancement dont 232,9 millions provenant du secteur privé, portant l'investissement total dans des projets pertinents pour la biodiversité à de 8,9 milliards de dollars, selon la méthodologie des marqueurs de Rio.
- Cible 22 et cible 23 : 6,4 millions de personnes bénéficiant des activités de conservation, d'utilisation durable ou de restauration de la biodiversité dont 3,2 millions de femmes.

VI. ÉVALUATIONS DU BUREAU INDEPENDANT D'ÉVALUATION DU GEF

122. Au cours de la période considérée, le Bureau indépendant d'évaluation du GEF a réalisé 11 évaluations pertinentes pour le domaine d'intervention « diversité biologique ».

123. Les principaux messages des cinq évaluations pertinentes publiées entre juillet 2022 et juillet 2024 ont été résumés dans le rapport du GEF à la seizième réunion de la Conférence des Parties à la CDB¹²⁹. Ce rapport présentait également une synthèse des réponses de la direction du Secrétariat du GEF, approuvées par le Conseil du GEF. Ces cinq évaluations étaient consacrées à l'appui du GEF à la gestion durable des forêts, aux pays des zones arides, au Programme mondial pour la vie sauvage, aux approches communautaires au sein du GEF et à l'évaluation stratégique par groupe de pays de l'écosystème du bassin inférieur du Mékong.

124. La présente section récapitule les évaluations du Bureau indépendant d'évaluation du GEF publiées depuis juillet 2024, à savoir les évaluations des programmes du GEF dans les petits États insulaires en développement du Pacifique (décembre 2024), de l'appui aux solutions fondées sur la nature (juin 2025), des programmes du GEF relatifs aux systèmes alimentaires (décembre 2025), la huitième évaluation globale du GEF (décembre 2025), l'évaluation formative du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF) (juin 2025) et la deuxième évaluation formative du GBFF (juin 2026). Une synthèse des réponses de la direction du Secrétariat du GEF, approuvées par le Conseil du GEF, est également présentée.

Évaluation des programmes du GEF dans les petits États insulaires en développement du Pacifique¹³⁰

125. L'évaluation a porté sur trois grands programmes du GEF mis en œuvre dans les petits États insulaires en développement du Pacifique (PEIDS) ainsi que sur les 19 projets rattachés correspondants — 13 achevés et 6 en cours : un programme visant à adapter le développement

¹²⁹ GEF, 2024, [Report Of The Global Environment Facility Presented To The Sixteenth Conference Of The Parties To The Convention On Biological Diversity](#).

¹³⁰ GEF IEO, 2024, [Evaluation of GEF Programs in Pacific Small Island Developing States](#), Document du Conseil GEF/E/C.68/02

aux effets des changements climatiques dans le Pacifique (*Climate-Proofing Development in the Pacific*), un autre consacré aux priorités nationales « de la crête au récif » dans les îles du Pacifique (*Pacific Islands Ridge-to-Reef National Priorities*), et un troisième visant à promouvoir un développement durable à faible recours aux produits chimiques, voire sans produits chimiques, dans les petits États insulaires en développement (*Implementing Sustainable Low and Non-Chemical Development in SIDS*). Elle a examiné l'évolution de la programmation intégrée du GEF dans la région, analysé les facteurs influant sur la performance des programmes et dégagé des enseignements destinés à éclairer les futures interventions du GEF dans les PEID.

126. L'évaluation met en évidence l'importance d'approches intégrées de la gestion des terres, des eaux, des forêts et des ressources côtières pour la conservation de la biodiversité dans les PEID. Elle montre que l'intégration à l'échelle des écosystèmes est essentielle pour traiter les interactions entre les milieux terrestres et marins, même si elle exige une coordination accrue et sollicite fortement des capacités institutionnelles limitées.

127. L'évaluation relève de meilleurs résultats en matière de biodiversité dans la gestion des aires protégées ainsi que dans la gestion des ressources côtières et marines. En revanche, les résultats obtenus en matière de rétablissement des espèces, de reboisement et de réduction des pressions exercées sur l'environnement sont restés limités.

128. L'évaluation conclut que les approches programmatiques du GEF ont connu des avancées notables depuis la précédente évaluation consacrée aux PEID, même si certains défis restent à relever¹³¹. Elle souligne que les programmes du GEF dans les PEID du Pacifique sont stratégiquement cohérents avec les priorités régionales et concourent à la réalisation d'importants objectifs environnementaux et de développement. La gestion des connaissances, l'innovation et les avantages socioéconomiques annexes ont contribué à l'efficacité des programmes. Toutefois, si les projets rattachés étaient, dans une large mesure, conformes aux objectifs des programmes dès leur conception, d'importants obstacles opérationnels persistaient, et l'efficacité variait considérablement d'une intervention et d'un programme à l'autre.

129. L'évaluation a mis en évidence des faiblesses systémiques des dispositifs de suivi et d'évaluation, qui ont fortement entravé l'évaluation des programmes et leur gestion adaptative. Ces lacunes portaient sur trois domaines principaux : i) un manque persistant de cohérence entre les indicateurs définis au niveau des programmes et ceux des projets rattachés ; ii) la qualité inégale des indicateurs et des méthodes de mesure ; iii) l'absence de systèmes solides permettant de mesurer les résultats.

130. Les programmes du GEF dans les PEID du Pacifique ont démontré une additionnalité substantielle par rapport aux projets autonomes, bien que cet avantage se soit accompagné de compromis inhérents à leur mise en œuvre. Les trois programmes du GEF dans les PEID du Pacifique ont accusé d'importants retards d'exécution, leurs délais d'achèvement dépassant généralement les moyennes observées dans le portefeuille du GEF. La durabilité a également posé de sérieuses difficultés, en raison de la faiblesse des capacités institutionnelles, de

¹³¹ GEF IEO, 2019, *Strategic Country Cluster Evaluation: Small Island Developing States*, GEF/ ME/C.57/02. <https://www.gefio.org/en/types/evaluations/scce-sids>

mécanismes de financement limités et du contexte propre à chaque pays. L'évaluation a mis en évidence des possibilités d'améliorer la coordination et la collaboration entre les Agences du GEF et les autres partenaires de développement. Elle a également relevé qu'il serait possible de renforcer les capacités institutionnelles des PEID du Pacifique en examinant attentivement les partenariats conclus avec les Agences.

131. Sur la base de ses constatations, le Bureau indépendant d'évaluation a formulé trois recommandations : i) renforcer la coordination et la collaboration afin d'optimiser l'impact sur le développement et l'utilisation efficiente des ressources ; ii) accroître l'efficacité des programmes en améliorant davantage la cohérence et l'exécution opérationnelle entre les programmes-cadres des PEID du Pacifique et leurs projets rattachés ; iii) faire du renforcement solide des capacités institutionnelles une priorité afin d'assurer la réussite des programmes et la pérennité de leurs effets.

132. Le Conseil du GEF a approuvé les réponses de la direction du Secrétariat du GEF à ces recommandations¹³². Le Secrétariat a accueilli favorablement le rapport d'évaluation et exposé les raisons pour lesquelles il adhérerait, dans l'ensemble, à ses constatations, conclusions et recommandations. Il a présenté, d'une part, les domaines dans lesquels des efforts étaient déjà déployés pour améliorer les approches programmatiques, la programmation et la collaboration avec les PEID et, d'autre part, les possibilités d'étendre et de renforcer ces efforts. Les réponses ont notamment souligné que, depuis GEF-5, plusieurs mécanismes ont permis de mieux harmoniser l'action des donateurs, de renforcer la mobilisation des gouvernements et d'améliorer la cohérence des interventions extérieures grâce à des partenariats élargis entre les Agences du GEF et d'autres partenaires de développement. Ces mécanismes comprennent notamment les dialogues nationaux, les ateliers élargis des groupes de pays et une collaboration ciblée avec les donateurs, telle que l'Initiative Vision à long terme entre le GEF et le Fonds vert pour le climat. Les réponses ont également mis en avant les progrès accomplis dans le système de gestion axée sur les résultats du GEF grâce à la mise en œuvre du Cadre de mesure des résultats de GEF-8 et à l'évolution des approches programmatiques, notamment par la mise en place de projets de coordination spécifiquement consacrés au suivi et à l'établissement de rapports à l'échelle des programmes, tels que ceux prévus dans le cadre du programme intégré « îles vertes et bleues » de GEF-8. Enfin, les réponses ont rappelé que la programmation du GEF est guidée par la demande des pays et que la neuvième reconstitution des ressources du GEF offre l'occasion d'examiner de nouvelles approches pour répondre aux besoins propres aux PEID, notamment en élargissant le réseau des Agences et en renforçant la stratégie du GEF pour la mobilisation des pays.

Évaluation de l'appui du GEF aux solutions fondées sur la nature¹³³

133. L'évaluation constituait la première évaluation indépendante et exhaustive de l'appui du GEF aux solutions fondées sur la nature. Comme le GEF ne disposait ni d'une définition

¹³² GEF, 2024, [Management response to: Evaluation of GEF Programs in Pacific Small Island Developing States](#), Document du Conseil GEF/C.68/06

¹³³ GEF IEO, 2025, [Evaluation of the GEF Support for Naturebased Solutions](#), Document du Conseil GEF/E/C.69/04

opérationnelle ni d'un marqueur de projet propre aux solutions fondées sur la nature, le portefeuille a été recensé au moyen d'un processus de sélection en trois étapes fondé sur les critères de l'UICN. Cette démarche a permis d'identifier 933 projets compatibles avec les solutions fondées sur la nature, approuvés entre GEF-5 et GEF-8, représentant un financement total du GEF de 6,2 milliards de dollars. Le portefeuille affichait un ratio de cofinancement de 7,25 pour 1, supérieur à la cible fixée dans la politique du GEF. Toutefois, les projets compatibles avec les solutions fondées sur la nature ne représentaient qu'environ 30 % de l'ensemble du portefeuille du GEF.

134. L'évaluation a montré que, pour ce qui est de l'atteinte des résultats, la performance des projets compatibles avec les solutions fondées sur la nature était comparable à celle de l'ensemble du portefeuille du GEF, mais qu'elle était plus faible en matière de durabilité. Environ 87 % de ces projets ont obtenu une note comprise dans la catégorie « satisfaisant », contre 85 % des projets ne relevant pas des solutions fondées sur la nature. Seuls 58 % ont été jugés susceptibles de produire des résultats durables, contre 74 % des projets ne relevant pas des solutions fondées sur la nature. L'évaluation a relevé des contributions positives à la gestion des aires protégées, à la restauration des terres, à l'amélioration des paysages ainsi qu'à des avantages socioéconomiques annexes, notamment l'amélioration des moyens de subsistance, des revenus agricoles et de l'emploi.

135. L'évaluation a également souligné que ce portefeuille est stratégiquement cohérent avec le mandat du GEF et les objectifs des accords multilatéraux sur l'environnement, mais qu'il reste sous-utilisé. L'absence d'une infrastructure institutionnelle spécifiquement consacrée aux solutions fondées sur la nature, d'une théorie du changement fédératrice, d'orientations sur leur intégration et de systèmes de suivi solides a limité leur application systématique, leur suivi et leur transposition à plus grande échelle. Le scepticisme quant au rapport coût-efficacité des solutions fondées sur la nature par rapport aux approches classiques persistait.

136. En outre, la durabilité demeurait une préoccupation dans l'ensemble du portefeuille. Les difficultés à assurer des flux de financement à long terme, la complexité institutionnelle de la mise en œuvre multisectorielle, la mobilisation tardive du secteur privé et l'insuffisance de la coordination entre les organismes publics compromettaient la pérennité des résultats. Les projets pilotes de financement innovant avaient permis de mobiliser davantage de cofinancements, mais ne s'étaient pas encore traduits par des effets à grande échelle.

137. Le portefeuille commençait à contribuer à une transformation en profondeur, mais les lacunes en matière de capacités et de financement continuaient de freiner des transformations systémiques plus ambitieuses. La production de connaissances demeurait fragmentée et largement réactive. Les arbitrages étaient généralement recensés lors de la conception des projets, mais rarement gérés activement pendant leur mise en œuvre, et les systèmes de connaissances autochtones et locaux n'étaient pas encore intégrés de manière systématique.

138. L'évaluation a formulé quatre recommandations : 1) élaborer des orientations propres aux solutions fondées sur la nature afin d'en faciliter l'intégration, le suivi et la gestion adaptative ; 2) Accroître la mobilisation du secteur privé au moyen de financements mixtes en faveur des solutions fondées sur la nature ; 3) aider les pays à mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature grâce à des mesures inclusives de renforcement des capacités, en mettant

fortement l'accent sur la promotion de la cohérence des politiques ; 4) renforcer la base de données probantes concernant le rapport coût-efficacité et les avantages annexes des approches fondées sur la nature, notamment en améliorant l'intégration des systèmes de connaissances autochtones et locaux.

139. Le Conseil du GEF a approuvé les réponses de la direction du Secrétariat du GEF à ces recommandations¹³⁴. Le Secrétariat a accueilli favorablement le rapport du Bureau indépendant d'évaluation et souscrivait dans une large mesure à ses constatations. Il est convenu d'élaborer des orientations précisant les points d'entrée possibles pour intégrer efficacement les solutions fondées sur la nature dans la programmation du GEF, ainsi que les principales caractéristiques devant être prises en compte dans les théories du changement des projets relatifs aux solutions fondées sur la nature soumis à un financement du GEF. Il a également accepté d'accroître la mobilisation du secteur privé au moyen de financements mixtes en faveur des solutions fondées sur la nature, notamment dans le cadre de l'augmentation convenue et de la généralisation du financement mixte dans l'ensemble de la famille de fonds du GEF pendant GEF-9. Enfin, il s'est engagé à aider les pays à mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature au moyen de mesures inclusives de renforcement des capacités, en accordant une attention particulière à la cohérence des politiques. À cette fin, il poursuivra les efforts en cours visant à renforcer les capacités et à promouvoir l'apprentissage dans le cadre de la Stratégie d'engagement avec les pays¹³⁵ et de sa programmation, notamment les programmes intégrés, conformément à la stratégie du GEF en matière de gestion des connaissances et d'apprentissage¹³⁶.

Évaluation des programmes du GEF relatifs aux systèmes alimentaires¹³⁷

140. L'évaluation portait sur la performance des interventions du GEF dans le domaine des systèmes alimentaires pendant les périodes de GEF-6 à GEF-8. Elle a examiné cinq programmes relatifs aux systèmes alimentaires et leurs 84 projets rattachés, ainsi que 21 projets autonomes dans ce domaine, inclus à des fins de comparaison. Les 84 projets rattachés représentaient un financement de projet du GEF de 821,8 millions de dollars et un cofinancement de 6,33 milliards de dollars, soit un ratio de cofinancement de 7,7 pour 1.

141. L'évaluation a montré que les projets rattachés achevés dans le domaine des systèmes alimentaires ont affiché, pour l'atteinte des résultats, une performance comparable à celle de l'ensemble du portefeuille de GEF-6. Ils ont en outre obtenu des résultats supérieurs à la moyenne générale pour ce qui est de la qualité de la mise en œuvre et de l'exécution. Les notes relatives à la durabilité ainsi qu'au suivi et à l'évaluation n'étaient toutefois, dans certains cas, que modérément satisfaisantes. Des contributions importantes, mais inégales, ont été observées en faveur d'une meilleure gestion des terres et des eaux, de la conservation de la biodiversité, de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, de l'accroissement de la production

¹³⁴ GEF, 2025, [Management Response on the Evaluation of GEF Support for Nature Based Solutions](#), Document du Conseil GEF/C.69/09

¹³⁵ GEF, 2022, [GEF-8 Country Engagement Strategy Implementation Arrangements](#), Document du Conseil GEF/C.62/Inf.11.

¹³⁶ GEF, 2024, [Strategy for Knowledge Management and Learning](#).

¹³⁷ GEF IEO 2025, [Evaluation of GEF Food Systems Programs](#), Document du Conseil GEF/E/C.70/02.

alimentaire et de résultats socioéconomiques, notamment la productivité agricole, les revenus des ménages, la sécurité alimentaire, l'égalité des genres et l'inclusion.

142. L'évaluation a conclu que les programmes du GEF relatifs aux systèmes alimentaires étaient très pertinents au regard des priorités mondiales et nationales et appliquaient des approches intégrées couvrant plusieurs défis environnementaux — la dégradation des terres et des sols, la déforestation et l'appauvrissement de la biodiversité — tout en poursuivant des objectifs socioéconomiques. Toutefois, les interventions se concentraient sur le segment de la production de la chaîne de valeur et accordaient comparativement peu d'attention aux segments postérieurs à la production, tels que le stockage, la transformation, la distribution et la consommation, ou encore aux pertes et au gaspillage alimentaires ainsi qu'aux dynamiques liées à la demande.

143. Si les programmes ont produit d'importants avantages environnementaux, les contributions des projets rattachés ont été inégales, et aucun des programmes du GEF relatifs aux systèmes alimentaires mis en œuvre pendant GEF-6 n'a pleinement concrétisé les ambitions définies lors de sa conception. Ces insuffisances s'expliquaient par des objectifs trop ambitieux ou imprécis, des retards de mise en œuvre et des chaînes causales fragiles. La prise en compte limitée des dynamiques d'économie politique et des facteurs socioculturels lors de la conception des projets rattachés a également restreint leur potentiel de transformation.

144. L'évaluation a aussi conclu que la production de connaissances et la gouvernance s'étaient améliorées au fil des reconstitutions, mais que l'approche de programme intégré n'était pas encore pleinement concrétisée. L'appropriation, par les pays, des connaissances facilitées par les programmes restait limitée ; l'ancrage des programmes dans les pays demeurait difficile ; et les liens entre la mobilisation du secteur privé à l'échelle mondiale et les projets rattachés menés dans les pays étaient ténus. Enfin, le décalage croissant entre l'expansion des programmes et la réduction des budgets consacrés à la coordination risquait de compromettre la valeur ajoutée de ces programmes.

145. L'évaluation a donné lieu à quatre recommandations : 1) mieux cibler les programmes et échelonner leur mise en œuvre sur les différentes périodes de reconstitution des ressources du GEF ; 2) accorder davantage d'attention aux segments de la chaîne de valeur situés au-delà de la production et à l'intégration verticale de cette chaîne, afin de concrétiser pleinement les avantages de l'approche de programme intégré ; 3) accorder une plus grande attention aux dynamiques d'économie politique et aux changements de comportement dans la transformation des systèmes alimentaires, tant lors de la conception que de la mise en œuvre ; 4) renforcer l'ancrage des programmes dans les pays afin d'accroître la valeur des connaissances issues de l'interaction entre les pays et le projet mondial de coordination.

146. Le Conseil du GEF a approuvé les réponses de la direction du Secrétariat du GEF à ces recommandations¹³⁸. Le Secrétariat du GEF a souscrit à l'ensemble des recommandations. Pendant GEF-9, le GEF renforcera l'accent mis sur les denrées alimentaires et les produits de base dont l'empreinte environnementale ou les externalités négatives sont les plus importantes. Il

¹³⁸ GEF, 2025, [Management Response on the Evaluation of GEF Food Systems Programs](#), Document du Conseil GEF/C.70/05

tirera parti de l'échelonnement des programmes relatifs aux systèmes alimentaires d'un cycle du GEF à l'autre pour passer d'activités préparatoires essentielles — telles que la réforme des politiques et le renforcement de la gouvernance — à l'intensification des investissements. Le programme de GEF-9 continuera de renforcer les approches fondées sur les chaînes de valeur afin de favoriser l'intégration verticale et géographique dans l'ensemble des systèmes alimentaires. Il continuera également d'exiger des analyses structurées de l'économie politique et des risques, et d'intégrer les sciences comportementales dans la conception des programmes. Enfin, le Secrétariat du GEF renforcera les efforts visant à mieux faire correspondre les besoins des pays et l'appui technique apporté par les programmes. À cette fin, il adoptera une démarche participative et axée sur la demande en matière d'assistance technique, qui comprendra des évaluations régulières des besoins, des services de mise en relation et des échanges Sud-Sud. Il veillera également à ce que les projets de coordination demeurent actifs et disposent de ressources suffisantes pendant toute la durée du cycle de vie des projets rattachés

Huitième évaluation globale du GEF¹³⁹

147. La huitième évaluation globale du GEF a porté sur la performance de l'ensemble du portefeuille du GEF depuis la phase pilote. Elle a couvert des milliers de projets relevant de tous les domaines d'intervention et représentant plus de 26,5 milliards de dollars de financements au sein de la famille de fonds du GEF, dont plus de 23 milliards de dollars provenant du fonds fiduciaire du GEF. Le domaine d'intervention « diversité biologique » est demeuré le plus important du fonds fiduciaire du GEF : il représentait 42 % de l'ensemble des projets approuvés, soit 2 309 projets au total, et 7,9 milliards de dollars de financement du GEF. Les projets relatifs à la diversité biologique ont enregistré de bons résultats : 83 % d'entre eux ont obtenu une note satisfaisante pour leurs résultats, toutes périodes de reconstitution confondues, les notes s'améliorant lors des périodes de reconstitution plus récentes. Toutefois, les notes relatives à la durabilité dressent un tableau différent : seuls 59 % des projets relevant de la diversité biologique ont été jugés susceptibles ou très susceptibles de produire des résultats durables. Cet écart persistant met en lumière la fragilité des acquis en matière de conservation après la fin du financement des projets. Le ratio cumulatif de cofinancement du domaine d'intervention « diversité biologique », au stade de l'approbation, s'établissait à 3,4 pour 1. Depuis GEF-6, ce domaine a enregistré les ratios de cofinancement les plus faibles de tous les domaines d'intervention du GEF, ce qui révèle une difficulté structurelle à mobiliser des ressources complémentaires en faveur de la conservation.

148. L'évaluation a conclu que le portefeuille du GEF relatif à la diversité biologique avait produit d'importants résultats environnementaux, notamment par l'extension des aires protégées, le renforcement de la conservation fondée sur les communautés, la promotion de l'utilisation durable des ressources génétiques et du partage juste et équitable des avantages qui en découlent, ainsi que l'appui à des réformes des politiques visant à réduire les pressions exercées sur les habitats. Les approches intégrées fondées sur les territoires sont venues compléter de plus en plus les modèles de conservation classiques, en intégrant les objectifs relatifs à la diversité biologique dans des secteurs productifs tels que l'agriculture, la foresterie,

¹³⁹ GEF IEO 2025, [The Eighth Comprehensive Evaluation of the GEF](#), document du Conseil GEF/E/C.70/01.

les pêches et le tourisme. Les solutions fondées sur la nature occupaient une place importante en tant qu'approche transversale, compte tenu de leur capacité reconnue à lutter simultanément contre la perte de la biodiversité, les changements climatiques, la dégradation des terres et les risques pesant sur la sécurité de l'eau. Toutefois, malgré cette évolution, le recoupement croissant entre la programmation du GEF relative à la diversité biologique et le Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF), récemment créé, rendait d'autant plus nécessaire d'assurer une complémentarité coordonnée, afin d'éviter les chevauchements et d'optimiser l'impact de chaque dollar investi.

149. L'évaluation a constaté que la durabilité demeurerait le défi le plus persistant dans l'ensemble du portefeuille. Les projets ne prévoyaient souvent pas de dispositifs de financement intégrés dès leur conception, de sorte que les résultats en matière de conservation restaient tributaires d'un appui extérieur continu. L'intégration des priorités environnementales dans les budgets nationaux et les cadres d'action publique internes était insuffisante, tandis que les liens entre les institutions présentes dans les pays et les sources de financement complémentaires demeuraient faibles. Les programmes intégrés commençaient à produire des effets propices à une transformation en profondeur, mais ceux-ci restaient limités par des délais de conception raccourcis, des mécanismes de transposition à plus grande échelle insuffisants et une participation restreinte du secteur privé. Cette lacune était particulièrement marquée dans le domaine d'intervention « diversité biologique », qui n'avait pas encore attiré les volumes de capitaux privés que d'autres domaines d'intervention commençaient à mobiliser.

150. Les systèmes de connaissances n'étaient pas non plus à la hauteur des besoins. L'apprentissage au sein du portefeuille demeurerait fragmenté, avec de faibles mécanismes de rétroaction vers la gestion adaptative, et les pays s'appropriaient encore peu les connaissances produites par les programmes. Les cadres de suivi et d'évaluation n'étaient pas systématiquement conçus pour mesurer les résultats à long terme en matière de diversité biologique au-delà de l'achèvement des projets.

151. La huitième évaluation globale du GEF a donné lieu à neuf recommandations :

- Renforcer la capacité des programmes intégrés à susciter une transformation en profondeur, en privilégiant la sélectivité stratégique et la consolidation. Les programmes intégrés devraient être rationalisés afin de privilégier un nombre plus restreint d'initiatives, plus ciblées et plus approfondies, reposant sur des théories du changement solides, des modalités explicites de transposition à plus grande échelle et de solides plateformes de gestion des connaissances et d'apprentissage.
- Intégrer, dès la conception, des dispositifs de durabilité et de financement afin de garantir la pérennité des résultats. Les projets concernés devraient obligatoirement prévoir ces dispositifs dès leur conception et associer rapidement les ministères et les agences techniques compétentes afin d'intégrer les priorités environnementales dans les budgets nationaux.
- Mener des innovations à plus haut risque, mais à fort potentiel de rendement, en prévoyant des garde-fous et des incitations appropriés, conformément au cadre du GEF relatif à l'appétence pour le risque. Le GEF devrait accorder une priorité active

aux innovations — y compris les solutions fondées sur la nature — qui comportent davantage de risques, mais sont susceptibles de produire des résultats environnementaux décisifs.

- Mobiliser le potentiel du secteur privé et élargir le recours aux instruments financiers autres que les aides directes afin de favoriser des changements susceptibles d'être transposés à plus grande échelle. La mobilisation du secteur privé devrait être intégrée plus systématiquement dans l'ensemble de la programmation du GEF afin de mobiliser des capitaux privés et de partager les risques.
- Rationaliser les processus et améliorer l'efficacité dans l'ensemble de la famille de fonds du GEF afin de réduire la complexité des demandes de financement et de mieux soutenir les pays, en particulier ceux dont les capacités sont limitées. L'harmonisation des processus opérationnels entre toutes les caisses fiduciaires et tous les guichets de financement gérés par le GEF pourrait simplifier l'accès aux financements et alléger la charge administrative.
- Prendre des mesures décisives pour résoudre les difficultés structurelles qui se posent au sein du partenariat du GEF et mettre en place un processus d'engagement avec les pays qui soit inclusif, transparent et porteur de résultats. Cela suppose de clarifier le double rôle des Agences, lorsqu'elles sont présentes, à la fois comme Agences d'exécution du GEF et comme entités chargées de l'exécution, ainsi que de mettre en place des mécanismes transparents permettant de gérer les conflits d'intérêts potentiels et de renforcer la confiance
- Encourager les Agences du GEF à communiquer, dès le début du cycle de reconstitution des ressources, les priorités et les compétences propres à chaque pays afin d'améliorer la transparence et l'inclusivité des processus nationaux de planification. Ces informations devraient éclairer la planification technique en amont menée avec les points focaux opérationnels du GEF.
- Renforcer la durabilité financière et réduire la dépendance à l'égard d'un nombre limité de donateurs en améliorant les pratiques de cofinancement et en diversifiant la base de financement. Les cibles de cofinancement devraient être réajustées afin de prévoir des attentes différenciées et réalistes selon le niveau de revenu des pays, le type de projet et les conditions de financement.
- Intégrer les systèmes de gestion des connaissances, des résultats et d'apprentissage dans une plateforme cohérente qui favorise la gestion adaptative et l'innovation dans l'ensemble du partenariat du GEF. Cela suppose la mise en place d'une plateforme unifiée de gestion des connaissances, accessible aux Agences, aux pays, à la société civile et aux partenaires, et axée sur la collecte et le partage des enseignements tirés des programmes intégrés, des approches innovantes et de la mobilisation du secteur privé.

152. Le Conseil du GEF a approuvé les réponses de la direction du Secrétariat du GEF à ces recommandations¹⁴⁰.

153. Le Secrétariat du GEF a accepté de renforcer la capacité des programmes intégrés à susciter une transformation en profondeur, en privilégiant la sélectivité stratégique et la consolidation. À cette fin, il collaborera avec le Groupe consultatif pour la science et la technologie du GEF afin de consolider les fondements scientifiques de la transformation des systèmes par l'approche intégrée. Cette démarche comprendra également l'abandon progressif de certains programmes intégrés de GEF-8, soit par regroupement, soit par l'intégration de leurs priorités de fond dans d'autres programmes intégrés de GEF-9.

154. Le Secrétariat du GEF a également accepté d'intégrer, dès la conception, des dispositifs de durabilité et de financement afin de garantir la pérennité des résultats. Les orientations programmatiques et de politique générale de GEF-9 proposent des mesures concrètes pour mieux ancrer la durabilité dans le portefeuille. Il s'agit notamment de renforcer le rôle central des leviers systémiques du changement dans les programmes intégrés, de faire de la gestion adaptative un principe transversal et d'associer les ministères compétents aux projets par la création de comités directeurs nationaux et le renforcement de leur participation aux plateformes nationales, dans le cadre de la stratégie d'engagement avec les pays.

155. Le Secrétariat du GEF a en outre accepté de promouvoir des innovations à haut risque et à fort potentiel de rendement, assorties de garanties et d'incitations appropriées, conformément au cadre du GEF relatif à l'appétence pour le risque. Pendant GEF-8, un modeste guichet consacré à l'innovation a été mis en place dans le cadre de la huitième reconstitution des ressources du GEF pour soutenir et mettre à l'essai de nouvelles approches, de nouveaux outils et de nouveaux modèles économiques, en faisant appel à des partenaires nouveaux et diversifiés¹⁴¹. Pendant GEF-9, l'innovation sera intégrée dans l'ensemble du portefeuille. Elle sera encouragée non seulement dans les domaines technologiques et du financement mixte, mais aussi au moyen de mesures institutionnelles et de réformes des politiques.

156. Le Secrétariat du GEF a accepté de renforcer la mobilisation du secteur privé et d'élargir le recours aux instruments financiers autres que les aides directes afin de favoriser des changements pouvant être déployés à plus grande échelle. Les orientations programmatiques de GEF-9 prévoient des plans spécifiques de mobilisation du secteur privé dans chacun des programmes intégrés. Elles mettent également l'accent sur l'élaboration de normes et de protocoles permettant de faire concorder les exigences du secteur privé avec la production d'avantages environnementaux mondiaux dans l'ensemble de la famille de fonds du GEF. Les orientations programmatiques et les orientations de politique générale de GEF-9 comprennent un ensemble de mesures conçues pour accroître globalement la mobilisation de capitaux privés. Elles prévoient notamment l'élargissement du Programme de financement mixte, l'instauration d'une prime de contrepartie destinée à encourager les pays à recourir aux instruments financiers autres que les aides directes en dehors du Programme de financement mixte, ainsi qu'un appui

¹⁴⁰ GEF, 2025, [Management Response to the Evaluation of the Eighth Comprehensive Evaluation of the GEF](#), document du Conseil GEF/C.70/06/Rev.01

¹⁴¹ GEF, 2024, [GEF announces winners of first Innovation Window funds](#).

et un renforcement des capacités visant à améliorer l'état de préparation des pays au financement mixte.

157. Le GEF a accepté de rationaliser ses processus et d'améliorer l'efficacité dans l'ensemble de la famille de fonds du GEF, tout en renforçant l'appui aux pays, en particulier à ceux dont les capacités sont limitées. Dans le prolongement des réformes de politique générale engagées pendant GEF-8 — qui ont déjà permis d'accélérer sensiblement les opérations du GEF et de renforcer les capacités des pays afin de faciliter leur accès aux financements —, les recommandations de politique générale pour GEF-9 ¹⁴² ont retenu « l'accélération et la rationalisation de l'exécution » ainsi que de « l'amélioration de l'accès et l'autonomisation des pays » comme deux priorités de politique générale essentielles, chacune étayée par un ensemble complet de mesures et de réformes de politique générale.

158. Le GEF a accepté de s'attaquer aux difficultés structurelles au sein du partenariat du GEF et de mettre en place un processus d'engagement avec les pays inclusif, transparent et porteur de résultats. S'appuyant sur les modifications apportées aux politiques et adoptées par le Conseil en 2025¹⁴³, le Secrétariat du GEF a collaboré étroitement avec les points focaux opérationnels et les Agences afin de limiter l'exercice simultané, par les Agences du GEF, de fonctions de mise en œuvre et d'exécution, et de renforcer les principes fondamentaux d'appropriation nationale et de capacités nationales d'exécution. Plusieurs mesures complémentaires seront mises en œuvre dans le cadre de l'objectif de politique générale « mise en œuvre souple et efficace » défini dans les orientations de politique générale de GEF-9. Les orientations programmatiques de GEF-9 renforcent également la stratégie d'engagement avec les pays du GEF. Elles soulignent l'importance de donner davantage de moyens d'action aux points focaux opérationnels, d'adopter une approche pangouvernementale grâce à la création de comités directeurs nationaux et de promouvoir des plateformes nationales. Ces dernières visent à assurer la cohérence, la complémentarité et l'effet de levier des investissements en faveur de l'environnement et du développement durable dans les pays bénéficiaires, en veillant à l'alignement des financements extérieurs destinés au développement.

159. Enfin, le Secrétariat du GEF a accepté d'encourager les Agences du GEF à communiquer les priorités et les compétences propres à chaque pays afin d'améliorer la transparence et l'inclusivité des processus nationaux de planification. Il a également accepté d'améliorer les pratiques de cofinancement, de renforcer ses efforts de mobilisation des ressources et de mieux intégrer les systèmes de gestion des connaissances, des résultats et d'apprentissage afin de favoriser la gestion adaptative et l'innovation dans l'ensemble du partenariat du GEF.

Évaluation formative du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF)¹⁴⁴

160. Le GBFF a été lancé en 2023 en tant que mécanisme de financement spécifique destiné à appuyer la mise en œuvre du KMGBF. Cette évaluation, menée par le Bureau indépendant

¹⁴² GEF, 2026, [Policy Recommendations for GEF-9](#), GEF/R.09/22.

¹⁴³ GEF/Council Decisions/2025, [GEF Council Decisions 2025](#), 10 June 2025

¹⁴⁴ GEF IEO, 2025, [Formative Evaluation of the Global Biodiversity Framework Fund](#), document du Conseil, GEF/GBFF/E/C.04/01.

d'évaluation à un stade formatif, était la première évaluation indépendante du Fonds. À la date de l'évaluation, le GBFF avait retenu 40 projets au cours de trois cycles de sélection au titre de sa tranche de programmation de 2024, dans 41 pays et quatre régions. Ces projets représentaient un financement du GBFF de 201,6 millions de dollars et un cofinancement de 530,7 millions de dollars, soit un ratio de cofinancement de 2,63 pour 1. Le Fonds avait mobilisé 383 millions de dollars auprès de contributeurs souverains et infranationaux, au regard de l'objectif mondial fixé dans le KMGBF, soit 20 milliards de dollars par an d'ici à 2025. La taille médiane des projets, de 3,9 millions de dollars, était sensiblement inférieure à celle des projets de GEF-8 relevant du domaine d'intervention « diversité biologique », qui s'élevait à 9,3 millions de dollars. Cette différence reflétait la capitalisation modeste du Fonds et le caractère plus ciblé de son mandat.

161. L'évaluation a conclu que le GBFF avait été opérationnalisé rapidement et administré avec efficience. Le Fonds est devenu opérationnel en neuf mois grâce à l'utilisation des infrastructures juridiques, financières et opérationnelles déjà en place au sein du GEF. Ses coûts administratifs, de 3,5 %, étaient les deuxièmes plus faibles parmi les partenariats mondiaux comparables axés sur l'environnement. Le délai médian entre la sélection des projets et leur agrément par le directeur général s'établissait à 5,3 mois, contre 17,4 mois pour les projets de GEF-8, bien que cette comparaison repose sur un échantillon limité de projets du GBFF. Le Fonds avait également atteint ou dépassé ses cibles au niveau du portefeuille : 36 % des ressources étaient allouées aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement, atteignant ainsi la cible fixée, et 30 % appuyaient des actions en faveur de la biodiversité menées par les peuples autochtones et communautés locales, dépassant la cible de 20 %. Par ailleurs, une proportion importante des ressources (64 %) était allouée aux pays mégadivers. Les 40 projets sélectionnés concouraient tous à la réalisation d'au moins une cible du KMGBF et étaient explicitement fondés sur les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. Toutefois, la part des ressources du GBFF acheminées par l'intermédiaire des institutions financières internationales, soit 20 %, restait inférieure à la cible de 25 %.

162. L'évaluation a conclu que le GBFF était bien aligné sur les objectifs mondiaux en matière de biodiversité et présentait des perspectives opérationnelles prometteuses, mais que sa programmation demeurerait insuffisamment différenciée des modalités classiques de financement de la biodiversité. Au moment de l'évaluation, la conception des projets reproduisait dans une large mesure les approches habituelles du fonds fiduciaire du GEF et témoignait de peu d'innovations véritables dans les modèles de financement, les théories du changement ou les modalités de mise en œuvre. La concentration des activités dans le domaine d'action 1 — conservation et restauration — a entraîné une mobilisation comparativement limitée dans les autres domaines d'action, notamment la cohérence des politiques et la mobilisation des ressources. La participation du secteur privé ne représentait que 4,8% du portefeuille. Les contributeurs non souverains, y compris les organisations philanthropiques, n'avaient pas encore apporté de ressources significatives, malgré la capacité officielle du Fonds à accepter de telles contributions.

163. L'évaluation a également conclu que les systèmes de suivi et de redevabilité restaient insuffisamment développés au regard des ambitions du Fonds. Au moment de l'évaluation, l'architecture des résultats reposait largement sur des indicateurs de processus et ne permettait pas suffisamment de mesurer les résultats effectifs en matière de biodiversité ni de démontrer

l'additionnalité et la valeur ajoutée de l'innovation qui justifiaient l'existence d'un fonds spécifique aux côtés du fonds fiduciaire du GEF. Les processus de sélection des projets ne comportaient pas non plus de critères de référence clairement définis ni de critères suffisamment robustes pour évaluer la plausibilité des théories du changement à l'échelle envisagée. En l'absence d'un cadre de suivi davantage adapté aux spécificités du Fonds et d'une différenciation plus nette par rapport aux instruments existants, le risque était de fragmenter des financements déjà rares en faveur de la biodiversité plutôt que d'en multiplier l'impact. La gestion des connaissances ne reposait pas non plus sur une stratégie systématique : l'apprentissage entre les différents fonds se faisait largement de manière ponctuelle, et l'appropriation par les pays des enseignements tirés n'était pas encore institutionnalisée.

164. L'évaluation a formulé trois recommandations : 1) renforcer la cohérence avec le Fonds fiduciaire du GEF au moyen d'une stratégie coordonnée qui harmonise le suivi, l'établissement des rapports et la gestion des connaissances, afin d'éviter les doublons et la fragmentation du financement de la biodiversité ; 2) élaborer une stratégie solide de mobilisation des ressources qui ne se limite pas aux donateurs souverains et permette de mobiliser systématiquement les institutions financières internationales, les acteurs du secteur privé et les organisations philanthropiques afin de contribuer à l'objectif annuel de 20 milliards de dollars fixé par le KMGBF ; 3) clarifier les critères de sélection des projets et renforcer les indicateurs de performance en intégrant des mesures des résultats alignées sur le KMGBF et des critères de référence robustes. Il s'agit ainsi de mieux suivre les effets sur la biodiversité, de démontrer la valeur ajoutée et d'améliorer le retour d'information destiné aux porteurs de propositions non retenues.

165. Le Conseil du GBFF a approuvé les réponses de la direction du Secrétariat du GEF à ces recommandations¹⁴⁵. Le Secrétariat du GEF est convenu de continuer à renforcer la cohérence et la complémentarité déjà établies entre la programmation du GBFF et celle du fonds fiduciaire du GEF, notamment au moyen du positionnement stratégique et des orientations programmatiques de GEF-9. Il a reconnu l'importance d'élargir et de diversifier la base de financement du GBFF et a confirmé qu'une stratégie de mobilisation des ressources du GBFF était en cours d'élaboration. Il a également accepté d'améliorer les orientations relatives aux critères de sélection, notamment en fournissant des retours plus détaillés sur les propositions non retenues, et de veiller à une meilleure cohérence entre le Cadre de résultats du GBFF et le cadre de suivi du KMGBF.

Deuxième évaluation formative du Fonds du Cadre mondial de la biodiversité (GBFF)¹⁴⁶

166. La deuxième évaluation formative du GBFF a été menée par le Bureau indépendant d'évaluation afin de donner aux parties prenantes un aperçu des premières performances du Fonds et d'éclairer la sixième réunion du Conseil du GBFF. Elle a couvert la période allant du lancement du Fonds, en août 2023, à l'annonce des résultats du cinquième cycle de sélection, en

¹⁴⁵ GEF, 2025, [Management Response on the Formative Evaluation of the Global Biodiversity Framework](#), document du Conseil, GEF/GBFF.04/05

¹⁴⁶ GEF IEO, 2026, [Second Formative Evaluation of the Global Biodiversity Framework Fund](#), document du Conseil, GEF/GBFF/E/C.06/01.

mars 2026. Elle a porté sur la conception initiale du Fonds, sa gouvernance et son portefeuille. L'évaluation a appliqué un cadre d'analyse structuré fondé sur la théorie du changement, couvrant six composantes : le portefeuille, la pertinence, la qualité à l'entrée, la gouvernance et les processus, l'approche pansociétale, ainsi que le financement et la mobilisation des ressources. Compte tenu du nombre limité de projets alors en cours de mise en œuvre, l'analyse s'est principalement concentrée sur la performance institutionnelle et l'état de préparation des projets au stade de leur conception.

167. Au moment de l'évaluation, le portefeuille du GBFF comprenait 82 projets sélectionnés parmi 255 propositions soumises au cours de cinq cycles de sélection, pour un financement total du GBFF de 362,1 millions de dollars. Le taux global de sélection, de 32 %, témoigne du caractère concurrentiel du modèle de sélection. Les projets retenus au titre du GBFF étaient généralement de plus petite taille que ceux financés dans le domaine d'intervention « diversité biologique » du fonds fiduciaire du GEF, mais plus importants que les propositions non retenues. Les ratios indicatifs de cofinancement des projets retenus étaient également plus élevés que ceux des propositions non retenues, bien que le cofinancement ne soit pas une condition requise. À la date limite considérée, seuls trois projets étaient entrés dans la phase initiale de mise en œuvre, ce qui reflète le stade encore précoce du portefeuille. Le Fonds a atteint ou dépassé ses cibles au niveau du portefeuille : 39 % des ressources ont été allouées aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement, atteignant ainsi la cible fixée et dépassant les niveaux de référence de GEF-8 dans le domaine d'intervention « diversité biologique » ; 30 % des ressources ont été programmées par l'intermédiaire d'institutions financières internationales, soit au-delà de la cible de 25 % ; et 31 % des ressources ont appuyé des actions menées par les peuples autochtones et les communautés locales, dépassant la cible indicative de 20 %. La participation des Agences était relativement diversifiée : 13 des 18 Agences du GEF mettaient en œuvre au moins un projet. La cohérence avec les cibles du KMGBF était la plus marquée en matière de conservation (cible 3), de participation (cible 22), de planification spatiale (cible 1) et de restauration (cible 2). En revanche, les cibles de priorité moyenne relatives à la réforme des subventions, à la gestion des espèces sauvages, à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages, ainsi qu'à la prévention des risques biotechnologiques, n'étaient que peu couvertes.

168. Les conclusions de l'évaluation indiquent que, si le GBFF s'était révélé très efficace, à ses débuts, en tant que mécanisme de financement catalytique, la maturation de son portefeuille faisait apparaître des compromis structurels nécessitant des ajustements stratégiques supplémentaires. L'évaluation a relevé que le Fonds occupait une place distincte et stratégiquement pertinente au sein de la famille de fonds du GEF. Il complétait la programmation de GEF-8 dans le domaine d'intervention « diversité biologique » en accordant une plus grande place à la gouvernance par les peuples autochtones et communautés locales, à la gestion communautaire des ressources naturelles et au financement de la biodiversité. Les innovations opérationnelles introduites pour la première fois dans le cadre du GBFF — notamment le cycle de projets accéléré, les cibles relatives à la participation des institutions financières internationales et les allocations destinées aux actions menées par les peuples autochtones et communautés locales — étaient déjà proposées aux fins d'intégration dans les orientations programmatiques de GEF-9. La cohérence avec les stratégies et plans d'action nationaux pour la

biodiversité s'est renforcée tout au long du cycle de projet : la proportion de projets qui s'y référaient est passée de 54 % au stade du financement PPG à 88 % au stade de l'agrément par le directeur général. Les données recueillies au niveau des projets indiquaient que les investissements du GBFF étaient souvent présentés comme visant à combler des lacunes par rapport aux allocations au titre du STAR — dans 49 % des propositions. Une part plus faible mettait l'accent sur l'intensification des interventions (29 %) ou sur l'accélération de leur mise en œuvre (13 %).

169. L'évaluation a conclu que le modèle opérationnel accéléré impliquait un compromis structurel entre rapidité et exigences de préparation. Elle a constaté que les délais raccourcis, combinés à des montants de financement relativement faibles, alourdissaient la charge administrative, particulièrement dans les contextes où les capacités techniques étaient limitées. Ils ne correspondaient pas toujours non plus aux cycles de prêts souverains des institutions financières internationales ni au calendrier d'intervention du Groupe consultatif pour la science et la technologie du GEF, dont la participation intervenait surtout au stade de l'agrément par le directeur général. Parmi les autres difficultés relevées figuraient les lacunes dans l'élaboration des théories du changement, la définition des situations de référence et les structures de financement. L'écart entre le nombre de cibles du KMGBF véritablement prises en compte par les projets — 8,5 en moyenne — et le nombre de cibles officiellement attribuées à l'entrée — 3,3 — limitait également la fiabilité du suivi à l'échelle du portefeuille. Le rapport a également relevé que, si les modalités de gouvernance avaient été conçues pour être inclusives et adaptatives, leur efficacité continuait de s'affirmer dans la pratique, et un écart subsistait entre la consultation et l'influence exercée sur les décisions. Les parties prenantes ont exprimé des préoccupations quant au retour d'information limité sur le sort réservé aux propositions, à la diffusion tardive des documents et au manque de transparence concernant la manière dont les avis consultatifs éclairaient les décisions. Le Groupe consultatif et l'Organe auxiliaire n'en étaient par ailleurs encore qu'aux premières étapes de leur opérationnalisation. Des difficultés émergentes ont également été relevées dans le modèle de financement, notamment en ce qui concerne l'ampleur, la prévisibilité et la diversification des ressources : la base de contributeurs était fortement concentrée, la quasi-totalité des ressources disponibles était déjà engagée et l'absence de mécanisme de reconstitution réduisait la prévisibilité et compliquait la planification pluriannuelle.

170. L'évaluation a donné lieu à quatre recommandations : 1) renforcer la coordination au sein de la famille de fonds du GEF afin d'accroître la complémentarité, notamment par des examens périodiques interportefeuilles, un suivi conjoint de la couverture des cibles du KMGBF et des orientations ainsi que des plateformes de gestion des connaissances communes, destinées à favoriser la cohérence de la programmation au niveau national ; 2) renforcer le retour d'information et l'examen technique dans le cadre du modèle de programmation concurrentiel, en assurant un retour plus cohérent au regard des différents critères d'évaluation, en établissant périodiquement une synthèse des faiblesses et des atouts récurrents sous forme de produits de connaissance, en présentant des exemples anonymisés de nouvelles soumissions retenues avec succès et en intégrant plus tôt, lors de la préparation des projets, un examen scientifique et technique indépendant ; 3) renforcer la mise en œuvre du Cadre de résultats renforcé du GBFF afin d'améliorer le suivi et l'apprentissage. À cette fin, il convient de fournir des orientations

pratiques permettant de recenser, de façon cohérente et complète, les cibles du KMGBF dès la phase initiale, avec l'appui de conventions normalisées de marquage ainsi que d'analyses périodiques du portefeuille et d'examens des enseignements tirés ; 4) améliorer l'établissement de rapports sur la participation de l'ensemble de la société et les résultats liés à la gouvernance, notamment en décrivant plus clairement les rôles des peuples autochtones et communautés locales, des femmes, des jeunes et des autres parties prenantes dans les structures de gouvernance, les processus de décision et les mécanismes de partage des avantages.

171. Le sixième Conseil du GBFF a approuvé les réponses de la direction du Secrétariat du GEF à ces recommandations¹⁴⁷. Le Secrétariat du GEF a souscrit à l'ensemble des recommandations et a précisé ses plans visant à continuer de renforcer la complémentarité et la cohérence entre le fonds fiduciaire du GEF et le GBFF, notamment dans le cadre de l'approche de la famille de fonds prévue par la Stratégie d'engagement avec les pays de GEF-9. Il a également précisé les solutions qu'il entend mettre en œuvre pour renforcer le retour d'information dans le modèle de programmation concurrentiel, améliorer l'application du Cadre de résultats renforcé du GBFF et la qualité des rapports.

¹⁴⁷ GEF, 2026, [*Management Response to Second Formative Evaluation of the Global Biodiversity Framework Fund*](#), document du Conseil GEF/GBFF.06/07

ANNEXE 1 : RAPPORT SUR LES ACTIVITES RELATIVES AU PROTOCOLE DE CARTHAGENE

La présente annexe regroupe les principales informations relatives au Protocole de Carthagène qui figurent dans le corps du rapport.

Appui à la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique

172. Pendant GEF-8, les Parties admissibles ont soumis au total huit projets relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Carthagène : quatre au fonds fiduciaire du GEF et quatre demandes de financement PPG au GBFF. Toutes les propositions soumises au titre du fonds fiduciaire du GEF ont été approuvées. Trois des quatre demandes de PPG soumises au GBFF ont été retenues dans le cadre de son modèle d'allocation concurrentiel.

Projets autonomes

173. Au titre du fonds fiduciaire du GEF et du GBFF, sept pays — l'Afrique du Sud, la Gambie, le Honduras, la Jamaïque, l'Ouzbékistan, le Soudan et Sri Lanka — bénéficient de projets autonomes visant à mettre en œuvre des mesures de prévention des risques biotechnologiques conformément à la cible 17 du KMGBF. Le financement total de ces projets du GEF s'élève à 17,8 millions de dollars et a permis de mobiliser 49,8 millions de dollars de cofinancement.

174. À titre d'exemple, le projet de mise en œuvre du cadre national de prévention des risques biotechnologiques en Ouzbékistan conformément au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques (*Implementation of the National Biosafety Framework in Uzbekistan in accordance with the Cartagena Protocol on Biosafety* ; N° de projet du GEF 11988 ; financement de projet du GEF : 1 784 863 dollars ; Agence de mise en œuvre : UICN) vise à lever les obstacles à la manipulation sûre des organismes vivants modifiés (OVM) en Ouzbékistan. Il appuie l'élaboration et l'opérationnalisation des cadres d'action publique, réglementaires et institutionnels relatifs à la prévention des risques biotechnologiques, tout en renforçant les capacités nationales en matière d'évaluation des risques, de gestion des risques et de suivi des OVM. Des campagnes de sensibilisation du public et des activités de renforcement des capacités favorisent le partage des connaissances entre les parties prenantes.

Activités habilitantes

175. Le programme d'appui à l'élaboration des cinquièmes rapports nationaux sur la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, exécuté par le PNUE (financement de projet du GEF : 4 059 825 dollars), a été approuvé en avril 2025. Il aide 105 Parties admissibles au Protocole de Carthagène à s'acquitter de leurs obligations nationales en matière d'établissement de rapports. 4 059 825\$). Au 15 juin 2026, 88 Parties avaient soumis leur cinquième rapport national. L'annexe 8 présente la situation de chacun des pays participants.

Suite donnée aux orientations

Orientations reçues de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
Pièce jointe I Éléments supplémentaires du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique pour la neuvième reconstitution du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial (2026-2030) afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques Les éléments du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme en vue de la neuvième reconstitution du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial(2026-2030) à l'appui de la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques¹⁴⁸, tels qu'adoptés par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa onzième réunion, visent notamment à : a) Renforcer son financement affecté au Protocole de Carthagène afin d'appuyer les Parties admissibles dans la mise en œuvre du Protocole, y compris son plan de mise en œuvre¹⁴⁹ et son plan d'action pour le renforcement des capacités¹⁵⁰ ;	Au cours du cycle GEF-7, 13,1 millions de dollars ont été approuvés pour des projets consacrés à la mise en œuvre du Protocole de Carthagène. Ce montant dépassait l'allocation théorique de 7 millions de dollars prévue pour ce protocole. Comme indiqué dans le présent rapport, le financement de projet du GEF accordé, au titre du fonds fiduciaire du GEF et du GBFF, aux projets liés au Protocole de Carthagène s'élevait à 17,8 millions de dollars durant GEF-8. Ce montant est supérieur au financement approuvé durant GEF-7. Au total, 91 % de l'allocation théorique de GEF-8 consacrée aux Protocoles ont été programmés. Cette allocation, d'un montant de 82 millions de dollars, couvrait conjointement les Protocoles de Nagoya et de Carthagène. Afin de garantir un niveau de financement adéquat à l'appui de la mise en œuvre des Protocoles au cours de GEF-9, une part des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » a été réservée au financement de projets régionaux ou mondiaux qui leur sont consacrés. La priorité sera accordée aux pays qui n'ont pas bénéficié de financements du GEF à cette fin au cours des derniers cycles. Cette réserve complétera les ressources du STAR, que les pays admissibles sont encouragés à mobiliser pour mettre en œuvre les Protocoles, grâce au point d'entrée spécifiquement consacré à l'objectif suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. »

¹⁴⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2226, no 30619.

¹⁴⁹ Décision [CP-10/3](#), annexe.

¹⁵⁰ Décision [CP-10/4](#), annexe.

b) Continuer à fournir un appui aux Parties admissibles pour la réalisation d'activités dans les domaines suivants, sur la base des besoins qu'elles ont exprimés : i) Élaboration et mise en œuvre de mesures juridiques, administratives et autres pour mettre en œuvre le Protocole de Carthagène ; ii) Évaluation et gestion des risques ; iii) Détection et identification des organismes vivants modifiés ; iv) Sensibilisation, éducation et participation du public ; v) Considération socioéconomiques ; vi) Responsabilité et réparation ; vii) Rapports nationaux, partage de l'information et centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques ; viii) Partage des connaissances et transfert de technologies ; ix) Mise en œuvre de plans d'action pour respecter le Protocole de Carthagène.	Ces éléments sont repris dans les orientations programmatiques de GEF-9¹⁵¹, au titre de l'objectif de la stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. »
---	---

¹⁵¹ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

ANNEXE 2 : RAPPORT SUR LES ACTIVITES LIEES AU PROTOCOLE DE NAGOYA

La présente annexe regroupe les principales informations relatives au Protocole de Nagoya qui figurent dans le corps du rapport

Appui à la ratification et à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relevant de la Convention sur la diversité biologique.

176. Au cours de la période GEF-8, huit propositions liées à la cible 13 ont été soumises au fonds fiduciaire du GEF pour financement, et toutes ont été approuvées. En outre, 17 demandes de financement PPG liées à la cible 13 ont été reçues dans le cadre des cycles de sélection du GBFF, y compris des soumissions répétées d'une même proposition lors de plusieurs cycles de sélection. Sept de ces demandes ont été retenues dans le cadre du modèle d'allocation concurrentiel du GBFF.

Projets autonomes

177. Le fonds fiduciaire du GEF et le GBFF soutiennent 15 pays — Belize, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Eswatini, Guinée équatoriale, Honduras, Inde, Indonésie, Malaisie, Micronésie [États fédérés de], Pakistan, Sri Lanka, Thaïlande et Yémen — au moyen de 15 projets autonomes visant à mettre en œuvre l'accès et le partage des avantages, conformément à la cible 13. Ces projets comprennent une aide à la ratification du Protocole de Nagoya au Belize, au Sri Lanka et en Thaïlande. Ils représentent un financement total du GEF de 57,0 millions de dollars et ont permis de mobiliser 266,3 millions de dollars de cofinancement.

178. À titre d'exemple, le projet de renforcement du cadre malaisien relatif à l'accès et au partage des avantages, de la conformité numérique et des partenariats entre le secteur privé et les communautés (*Strengthening Malaysia's ABS Framework, Digital Compliance, and Private Sector - Community Partnerships* ; N° de projet du GEF 12154 ; financement de projet du GEF : 4 651 950 dollars ; Agence de mise en œuvre : PNUD) vise à remédier aux lacunes persistantes dans l'application de la loi malaisienne de 2017 relative à l'accès et au partage des avantages. Il vise notamment à finaliser les règlements d'application, à uniformiser les procédures opérationnelles normalisées à l'échelle des États, à mettre en place des mécanismes de diligence raisonnable aux points de contrôle et à préciser l'approche nationale à l'égard des informations de séquençage numérique, en cohérence avec le mécanisme multilatéral de la CDB. Il renforcera également les capacités du secrétariat national et des utilisateurs, ainsi que les moyens dont disposent les peuples autochtones et communautés locales pour obtenir un partage juste et équitable des avantages au service de la diversité biologique. Ce projet devrait aboutir à la mise en place d'un système d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages pleinement opérationnel, numérisé et fiable, qui renforce le respect des exigences applicables, garantit que les avantages profitent aux peuples autochtones et communautés locales et finance des activités de conservation sur le terrain.

Activités habilitantes

179. Un programme d'appui à l'établissement du premier rapport national sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (*Support to Preparation of the First National Report on Implementation of the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization*), mis en œuvre par le PNUE (financement de projet du GEF : 3 701 250 dollars), a été approuvé en avril 2025. Il aide 96 Parties admissibles au Protocole de Nagoya à s'acquitter de leurs obligations nationales en matière d'établissement de rapports. Au 15 juin 2026, 73 d'entre elles avaient soumis leur premier rapport national. L'annexe 9 présente des informations détaillées sur la situation de chaque pays participant.

Suite donnée aux orientations

Orientations reçues de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
Pièce jointe II Les éléments supplémentaire du cadre quadriennal axé sur les résultats des priorités du programme sur la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique pour la neuvième reconstitution du Fonds fiduciaire du Fonds pour l'Environnement Mondial (2026-2030) visant à appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation¹⁵², tel qu'il a été adopté par la Conférence des Parties en tant que réunion des Parties au Protocole lors de sa cinquième réunion, visent notamment à : a) Appuyer les Parties admissibles et fournir des ressources financières adéquates pour la mise en œuvre du Plan d'action pour la création et le renforcement des capacités du Protocole de Nagoya¹⁵³ ;	Au cours du cycle de GEF-7, un financement de 32,2 millions de dollars a été approuvé pour des projets consacrés à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya, un montant conforme à l'allocation théorique de 37 millions de dollars prévue à cet effet. Comme indiqué dans le présent rapport, le financement de projet du GEF accordé, au titre du fonds fiduciaire du GEF et du GBFF, aux projets liés au Protocole de Nagoya s'élevait à 57,0 millions de dollars durant GEF-8. Ce montant est supérieur au financement approuvé durant GEF-7. Au total, 91 % de l'allocation théorique de GEF-8 destinée aux Protocoles, établie à 82 millions de dollars pour les Protocoles de Carthagène et de Nagoya réunis, avaient été programmés. Afin de garantir l'allocation d'un niveau de financement adéquat à l'appui des Protocoles durant GEF-9, une réserve relevant du domaine d'intervention « diversité biologique » a été prévue pour financer des projets régionaux ou mondiaux spécifiquement consacrés à la mise en œuvre des Protocoles. La priorité sera accordée aux pays qui n'ont pas bénéficié de financements du GEF à cette fin au cours des derniers cycles du GEF. Cette réserve complètera le STAR, que les pays admissibles sont encouragés à mobiliser aux fins de la mise en œuvre

¹⁵² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 3008, no 30619.

¹⁵³ Décision [NP-5/3](#), annexe.

Orientations reçues de la 16 ^e Conférence des Parties	Suite donnée par le GEF
	des Protocoles, grâce au domaine d'intervention spécialement prévu à cet effet : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. »
b) Continuer à fournir un appui aux Parties admissibles pour entreprendre des activités dans les domaines suivants : i) Priorités particulières concernant la poursuite des activités de création et de renforcement des capacités afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; ii) Intégration de l'accès et du partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques dans les politiques et les activités liées à la biodiversité et au développement durable ; iii) Développement de capacités institutionnelles à long terme pour la gestion, le suivi et l'évaluation des cadres nationaux d'accès et de partage des avantages.	Ces éléments sont repris dans les orientations programmatiques de GEF-9 ¹⁵⁴ , au titre de l'objectif de la Stratégie du domaine d'intervention « diversité biologique » suivant : « Renforcer la prévention des risques biotechnologiques et garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par la mise en œuvre des Protocoles de Carthagène et de Nagoya. »

¹⁵⁴ GEF, 2026, [GEF-9 Programming Directions](#).

ANNEX 3: GEF-8 BIODIVERSITY AND MULTI FOCAL AREA PROJECTS: APPROVED

This annex lists all projects approved for GEF funding from July 1, 2022, to June 30, 2026. During that time, a total of \$524 million resources from the Biodiversity Focal Area were allocated to 83 Biodiversity Focal Area projects. In addition, a total of \$1,271 million resources from the BDFA were programmed in 317 Multi-Focal Area projects (including 206 child projects under 21 IPs and programs). There were 82 GBFF projects and PPGs approved during this period, totaling \$362 million in financing. All related project documents are available on the GEF website: <https://www.thegef.org/projects-operations/database>

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
12248	A Conservation Trust Fund for the Kavango Zambezi Transfrontier Conservation Area	WWF-US	Regional	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.63	6.60	10.23
12241	Mountain Ecosystems in Central Asia –Results-based Financing Mechanism Development	World Bank	Regional	Biodiversity	GBFF	GBFF	5.42	38.00	43.42
12237	Mexico Blue Prosperity, IPLC-led Conservation in the Gulf of California	IADB	Mexico	Biodiversity	GBFF	GBFF	10.00	115.81	125.81
12234	Promoting OECMs into the Network of Biodiversity Conservation Areas in Burkina Faso	IUCN	Burkina Faso	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.00	10.00	12.00
12224	Strengthening Jamaica's Fish Sanctuaries: A Scalable Model for Biodiversity and Coastal Livelihoods	IADB	Jamaica	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.25	3.45	6.70
12218	Agricultural OECMs for Biodiversity Conservation: A Demonstration on Santo Antão Island	FAO	Cabo Verde	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.79	4.50	9.29
12213	Building Nature-Positive Future for Lake Sevan	ADB	Armenia	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.50	1.40	2.90
12210	PRESERVE Indonesia: Mobilizing Blended Biodiversity Finance for Community-Led Preservation Areas (Areal Preservasi/OECMs)	UNDP	Indonesia	Biodiversity	GBFF	GBFF	8.50	3.14	11.64
12208	Implementation of Biological Corridors in the Eastern Coastal Region of El Salvador	UNDP	El Salvador	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.50	0.97	2.47
12201	Suriname Coastal Marine Ecosystem Protection and Governance Program	IADB	Suriname	Biodiversity	GBFF	GBFF	0.84	0.38	1.22
12196	Partnership for Ecological Advancement and Conservation of Endangered Big Cats in India	UNDP	India	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.00	-	3.00
12191	Accessing the Benefits of Biodiversity for Pakistan's IPLCs: Working Towards the National Legislation and Implementation of the Nagoya Protocol	WWF-US	Pakistan	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.00	-	1.00

¹⁵⁵ This column clarifies which fund(s) within the GEF Family of Funds is supporting the listed projects, which may include the GEF Trust Fund (GET), the Global Biodiversity Framework Fund (GBFF), the Special Climate Change Fund (SCCF), the Least Developed Countries Fund (LDCF). MTF stands for Multi-Trust Fund and corresponds to project supported by multiple funds.

¹⁵⁶ This column provides the type of project among GBFF for projects using the single-modality, streamlined GBFF project cycle, and for other funds: Full-sized projects (FSP, above \$5 million of GEF project financing) or medium-sized projects (MSP, up to \$5 million of GEF project financing). PFD corresponds to Program Framework Document, which is the document describing programs that are composed of multiple child projects (Child MSPs or Child FSPs).

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
12189	Vituke Financial Mechanism Project	World Bank	Brazil	Biodiversity	GBFF	GBFF	7.14	14.00	21.14
12185	GIAHS+: Integration of Biodiversity into Agrifood Systems for Responsible Ecological and Economic Transformation in Morocco	FAO	Morocco	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.44	8.00	10.44
12178	Strengthening Institutional and Policy Capacity for Effective Implementation of the Nagoya Protocol in the Kingdom of Eswatini	UNEP	Eswatini	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.50	7.00	8.50
12170	BioSecure Sri Lanka: Operationalizing Biosafety and Access and Benefit-Sharing	FAO	Sri Lanka	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.00	10.52	14.52
12167	Consolidating and Securing Guinea-Bissau's National System of Protected Areas through Strengthening Institutions and Sustainable Finance	UNDP	Guinea-Bissau	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.00	0.25	2.25
12162	Restoring Ecosystems: Tackling Invasive Alien Species to Preserve Biodiversity in Fiji	UNEP	Fiji	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.67	0.04	1.71
12161	Promoting Partnerships and Nature-Positive Economy for KM-GBF Implementation in Thailand from Policy to Action	UNDP	Thailand	Biodiversity	GBFF	GBFF	5.82	8.23	14.05
12136	Evolving and Strengthening Institutional Capacity, Biosafety Tools and Measures for the Sustainable Use of Living Modified Organisms in South Africa	UNEP	South Africa	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.39	-	3.39
12056	Joint Capital Markets Program WAEMU	World Bank	Regional	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.86	210.06	214.92
12051	Joint Capital Markets Program Philippines and Environment Department Work on Biodiversity Bonds	World Bank	Philippines	Biodiversity	GBFF	GBFF	5.00	95.93	100.93
12048	Restoring Biodiversity and Cultural Resilience in the Cook Islands through Native Species Recovery, Invasive Species Control, and Biodiversity Assessment	FAO	Cook Islands	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.00	7.37	9.37
12047	Transforming the Global Biodiversity Framework into Tangible Action in Zambia	WWF-US	Zambia	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.90	6.86	10.76
12046	Regional Conservation Strategy for the Organization of Eastern Caribbean States to Deliver Global Environmental Benefits	CI	Regional	Biodiversity	GBFF	GBFF	9.49	17.00	26.49
12044	Advancing Biodiversity Conservation in Terrestrial and Marine Areas through Strengthened Governance and Sustainable Financing in Seychelles	IUCN	Seychelles	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.41	14.79	18.20
12043	Strengthening Wetland Conservation Policy in Uruguay: Integrated Management with Sustainable Funding	IADB	Uruguay	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.68	6.30	7.98
12042	Mainstreaming Ecological Planning for Biodiversity Conservation through Territorial Planning Instruments and the Operation of Financing Mechanisms with the Effective Participation of Indigenous Peoples and Local Communities	IADB	Chile	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.76	15.50	20.26
12040	BIOFISH-SMART: Biodiversity and Ocean Fisheries for Integrated Stewardship and Habitat Sustainability in Mauritius	FAO	Mauritius	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.89	2.00	4.89
12038	Establishing and Protecting Major River Buffer Zones in Vanuatu	UNDP	Vanuatu	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.65	7.41	10.06
12037	Panama Sustainable Rural Development And Biodiversity Conservation Project II	World Bank	Panama	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.50	21.20	24.70
12036	Strengthening Biodiversity Conservation in Malawi Through Establishment of Other Effective Conservation Measures	UNEP	Malawi	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.20	3.00	5.20
12032	Developing Innovative and Sustainable Financing Mechanisms for Guinea's Natural Resources and Biodiversity Conservation	World Bank	Guinea	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.77	12.00	14.77

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
12031	Towards Resilient Ecosystems and Communities in South Ari Atoll, Maldives	UNEP	Maldives	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.00	0.08	2.08
12029	Mainstreaming Biodiversity in Productive Sectors: Responsible Sand Value Chain for Coastal Resilience in West Africa	UNEP	Regional	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.32	3.13	7.45
12025	Accelerating Inclusive Climate-Biodiversity Finance through Policy Coherence, Institutional Strengthening and IPLC-Led Conservation	CI	Uganda	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.81	13.13	15.94
12024	EcoConnect: Advancing Natura 2000 Readiness and Biodiversity Restoration in Southeast and Eastern Europe	World Bank	Regional	Biodiversity	GBFF	GBFF	9.00	18.00	27.00
12021	Indigenous Governance and Direct Financing in the Amazon and Orinoquia regions	World Bank	Colombia	Biodiversity	GBFF	GBFF	10.00	151.29	161.29
12019	Protection and Sustainable Management of Terrestrial and Marine Ecosystems for Enhanced Community Resilience in the Union of Comoros	UNDP	Comoros	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.04	19.30	21.34
12018	Establishing New Terrestrial Protected Areas in Djibouti	UNEP	Djibouti	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.00	-	2.00
12015	Restoring Degraded Landscapes for Biodiversity and Resilient Livelihoods through Building Biodiversity-friendly Agrifood Systems in Timor-Leste	FAO	Timor Leste	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.00	1.20	3.20
12008	Protecting Yemen's Coastal and Marine Ecosystems through Protected Area Network, Habitat Restoration, and Community Co-management	UNDP	Yemen	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.80	1.00	4.80
11818	Conservation of Endangered Cold Water Fish Species for Sustainable Livelihoods of Fishing Communities in Middle Trishuli River Basin, Central Nepal	FAO	Nepal	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.51	10.00	11.51
11811	Capacity Building for the Implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework, the Nagoya Protocol, the Cartagena Protocol, and the Promotion of Sustainable Bio-Businesses in Honduras	CAF	Honduras	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.72	23.50	27.22
11810	'Strengthening the Ecological and Economic Functions of Critical Biodiversity Habitats of the N'Zi Voluntary Nature Reserve	DBSA	Cote d'Ivoire	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.21	3.25	5.46
11804	EcoHarmony RD: Advancing OECMs for Biodiversity Integration in Dominican Landscapes	UNDP	Dominican Republic	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.11	-	2.11
11802	Sustainable Financing and Inclusive Management to Perpetuate Madagascar's Locally Managed Marine Areas	WWF-US	Madagascar	Biodiversity	GBFF	GBFF	5.93	3.30	9.24
11800	Enhancing Participatory Conservation and Restoration of Biodiversity and Ecosystem Services in Ethiopia	UNDP	Ethiopia	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.32	13.20	17.52
11798	Sustainable Management of Biodiversity and Natural Resources in the Bolivian Altiplano associated to the production of South American camelids	IFAD	Bolivia	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.53	26.94	31.47
11797	Biomanglar: Empowering Collective Territories through Conservation, Sustainable Use, and Restoration Initiatives of Mangroves to Contribute to Colombia's National Biodiversity Strategy	CAF	Colombia	Biodiversity	GBFF	GBFF	16.06	32.76	48.82
11795	Empowering Indigenous Peoples and Local Communities for Improved Biodiversity Stewardship in the Solomon Islands	FAO	Solomon Islands	Biodiversity	GBFF	GBFF	2.71	7.35	10.06
11793	Strengthening Biodiversity in Agriculture, Restoring Ecosystem Resilience, and Empowering Indigenous Peoples and Local Communities in Lao PDR	FAO	Lao PDR	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.96	0.70	2.66
11792	Conservation and Sustainable Use of Threatened Coastal and Inland Fish Species for Sustainable Livelihood of Fishing and Farming Communities	FAO	Cuba	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.51	18.55	22.06

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11787	Empowering Indigenous Peoples and Local Communities for Sustainable Management and Conservation of 700,000 ha of Critical Ecosystems in Three Highland Provinces in Papua New Guinea	FAO	Papua New Guinea	Biodiversity	GBFF	GBFF	7.27	30.20	37.47
11784	Conservation of Biodiversity, its Sustainable Use, Fair and Equitable Sharing of Benefits in India	UNDP	India	Biodiversity	GBFF	GBFF	13.82	100.00	113.82
11780	Blue Corridor: Connectivity for the Conservation, Restoration and Sustainable Use of Marine Ecosystems of Global Importance in the Southern Caribbean of Costa Rica.	IUCN	Costa Rica	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.05	0.92	4.97
11778	Mainstreaming Biodiversity into the Botswana's Financial Sector (MBBF)	UNDP	Botswana	Biodiversity	GBFF	GBFF	0.87	0.25	1.12
11775	Transforming the Global Biodiversity Framework into Tangible Action in Madagascar	IUCN	Madagascar	Biodiversity	GBFF	GBFF	8.78	41.71	50.50
11769	Sustainable Restoration and Conservation of Malagarasi – Moyowosi Wetland Ecosystem through an Integrated Approach	UNDP	Tanzania	Biodiversity	GBFF	GBFF	6.95	10.00	16.95
11766	Restoration and Conservation of Urban Biodiversity in the Baghdad Area	UNDP	Iraq	Biodiversity	GBFF	GBFF	0.87	0.12	0.99
11642	Support for the Development of Protected Areas for the Conservation of Biodiversity	UNDP	Senegal	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.75	1.12	2.87
11640	Strengthening the Protected Area System in Angola Through Innovation and Capacity Development	UNDP	Angola	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.26	5.64	8.90
11638	Enhancing Co-Benefits of Conservation Area Management through an Inclusive Wildlife-Based Ecotourism Strategy	UNDP	Indonesia	Biodiversity	GBFF	GBFF	7.00	21.00	28.00
11636	Sustainable Management and Restoration of Threatened Ecological Corridors in Kenya	World Bank	Kenya	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.90	9.80	13.70
11626	Effective Protection of Mozambique's Miombo Woodlands and Marine Hotspot Conservation Areas Enhancing Global Coping Mechanisms to Climate Change	CI	Mozambique	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.88	16.97	21.85
11616	Restoring Forest Ecosystem Functions Through Community-Based Management in the Royal Botanic Garden of Jordan	UNDP	Jordan	Biodiversity	GBFF	GBFF	0.87	0.12	0.99
11612	Empowering Indigenous Peoples for Sustainable Development: Inclusive Biodiversity Management through a Social and Solidarity Economy Approach	UNDP	Suriname	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.16	-	1.16
11609	Strengthening Transboundary Conserved Area Management of the Sangha Tri-National	WWF-US	Regional	Biodiversity	GBFF	GBFF	7.26	0.46	7.72
11606	Responding to Pacific Priorities for Ecosystem Management and NBSAP Implementation through Strengthening Capacities for Effective Planning and Monitoring of Ecosystems	UNDP	Regional	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.63	1.00	5.63
11604	Advancing ABS Implementation in Cambodia	UNDP	Cambodia	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.35	-	1.35
11600	Philippines Biodiversity Financing Program	UNDP	Philippines	Biodiversity	GBFF	GBFF	4.00	31.23	35.23
11598	Support for the Development of a National Policy, Institutional and Monitoring Framework to Effectively Implement the Nagoya Protocol in Belize	UNDP	Belize	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.16	-	1.16
11595	Delivering Target 3 at the Regional Scale in Peru: Applying the Ecosystem Approach in the Northern Transversal Economic Corridor of Peru	WWF-US	Peru	Biodiversity	GBFF	GBFF	12.57	30.07	42.64

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11590	Community-Based Conservation for Biodiversity and Livelihoods in the Context of Climate Change in DRC	FAO	Congo DR	Biodiversity	GBFF	GBFF	6.56	12.00	18.56
11589	Strengthening Globally Significant Biodiversity Corridors in the Philippines through Local Community Empowerment	ADB	Philippines	Biodiversity	GBFF	GBFF	3.00	1.29	4.29
11588	Reimagining National Parks for People and Nature – Leveraging Durable Financing Mechanisms for Mega Living Landscapes to achieve Target 3 in South Africa	WWF-US	South Africa	Biodiversity	GBFF	GBFF	5.00	-	5.00
11583	Scaling up Biodiversity-Positive and Culturally Inclusive Agrifood and Agritourism Systems in Palau	FAO	Palau	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.16	2.00	3.16
11582	Advancing Integrated Participatory Spatial Planning to Enhance Samoa's Globally Significant Biodiversity at a National Scale	FAO	Samoa	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.16	2.67	3.83
11512	Addressing Outstanding Barriers and Leveraging Durable Financial Mechanisms to Achieve Target 3 in Gabon	WWF-US	Gabon	Biodiversity	GBFF	GBFF	1.52	-	1.52
11510	Mex30x30: Conserving Mexican Biodiversity through Communities and their Protected Areas	CI	Mexico	Biodiversity	GBFF	GBFF	18.50	115.55	134.05
11509	Caatinga Protected Areas Program	WWF-US	Brazil	Biodiversity	GBFF	GBFF	9.88	-	9.88
11508	Biodiversity Conservation in Indigenous Lands	Funbio	Brazil	Biodiversity	GBFF	GBFF	9.88	17.90	27.78
11085	Net-Zero Nature-Positive Accelerator Integrated Programme	UNEP	Global	Multi Focal Area		PFD			
11098	Net-Zero Nature-Positive Global Platform	UNEP	Global	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.90	289.88	300.78
11097	Green Journey: Achieving Net Zero through Nature Positive Solutions in Morocco	UNDP	Morocco	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.00	7.50	13.50
11096	Decarbonization of Industry and the Building Sector in Thailand through the Adoption of Integrated Net-Zero and Nature-Positive Solutions	UNIDO	Thailand	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	47.13	53.79
11095	Indonesia's Net-Zero and Nature-Positive Acceleration through Integrated Actions in the Energy and Industrial Sectors	UNDP	Indonesia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	17.33	38.80	56.14
11094	Supporting the Implementation of Net-Zero Nature-Positive Solutions in Viet Nam	UNDP	Viet Nam	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	132.09	140.09
11093	Côte d'Ivoire Net-Zero Nature-Positive Integrated Program	UNDP	Cote d'Ivoire	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	56.10	62.77
11092	Accelerating Nature and Climate Action to Advance Nigeria's Net Zero and '30x30' Targets	UNDP	Nigeria	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	93.85	101.85
11091	Accelerating Action to Achieve a Net-Zero, Nature-Positive and Climate-Just Mexico	UNEP	Mexico	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.33	145.09	158.42
11090	Integrated Net-Zero Nature-Positive Solutions for Climate and Biodiversity Protection	UNDP	Tanzania	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	32.07	37.41
11089	Accelerating the Transition to a Net-Zero, Nature-Positive Economy in Costa Rica	UNEP	Costa Rica	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.33	99.11	112.44
11088	Accelerating the Transition to a Net-Zero, Nature-Positive Economy in Chile	UNEP	Chile	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	37.15	42.48

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11087	Accelerating the Transition to a Net-Zero, Nature-Positive Economy in Mauritius	UNEP	Mauritius	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.67	18.38	22.04
11086	Accelerating the Transition to a Net-Zero, Nature-Positive Economy in Trinidad and Tobago	UNEP	Trinidad and Tobago	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.40	7.35	12.75
11102	Indo-Malaya Critical Forest Biome Integrated Program	IUCN	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11107	Indo-Malaya Critical Forest Biome Regional Coordination Project	IUCN	Regional	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.17	46.80	53.97
11105	Maintaining the Integrity of Globally Significant Intact Tropical Forest Landscapes in the Gulf Province and Western Province of Papua New Guinea	FAO	Papua New Guinea	Multi Focal Area	GET	Child FSP	18.00	43.50	61.50
11104	"Forests for life - Intact Tropical Forest Landscape Conservation in Thailand	FAO	Thailand	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.47	81.22	88.68
11103	Generating Multiple Benefits through Strengthened Protection of Intact Forest Landscapes in Lao PDR	UNDP	Lao PDR	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.00	41.63	51.63
11118	Ecosystem Restoration	CI	Global	Multi Focal Area		PFD			
11139	Strengthening Ecosystem Restoration Investments in Madagascar	UNEP	Madagascar	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.00	69.37	85.37
11138	Restoration of the Ecological Corridors of Mayo-Kebbi, Tandjilé and Fitri in Chad, in Support of Multiple Land and Forest Benefits	IUCN	Chad	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.67	3.78	8.45
11137	Integrated Conservation Management and Restoration of High-Value Landscapes in Uzbekistan	UNDP	Uzbekistan	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.83	140.96	147.78
11136	Accelerating Ecosystems Restoration by Mobilizing Communities along the Great Green Wall Corridor	UNDP	Mali	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	186.24	194.24
11135	Enhancing Sustainable Land Management and Biodiversity Conservation through Innovative Financing for an Integrated Climate Resilience in Koinadugu District	UNDP	Sierra Leone	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.80	20.00	24.80
11134	Ecosystem-Based Restoration Approach for Nyungwe-Ruhango Corridor	World Bank	Rwanda	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.15	303.00	313.15
11133	Northern Mozambique Rural Resilience Project	World Bank	Mozambique	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.00	150.00	166.00
11132	Ecosystem Restoration in Northern & Central Savannas of Côte d'Ivoire	FAO	Cote d'Ivoire	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.27	123.62	127.89
11131	Enhancing Water Security, Biodiversity and Resilience of Livelihoods through Integrated Water Resources Management and Ecosystem Restoration in Viet Nam's Red River Basin	FAO	Viet Nam	Multi Focal Area	GET	Child FSP	11.84	82.05	93.89
11130	Enabling Large-Scale Ecosystem Restoration in Haiti through the Piloting and Implementation of Payments for Environmental Services Schemes	UNEP	Haiti	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	36.37	41.70
11129	Integrated Sustainable and Adaptive Management of Natural Resources to Support Ecosystem Restoration and Livelihoods in the Miombo Landscapes of Southern Kwango	IFAD	Congo DR	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.67	70.00	80.67
11127	A Transdisciplinary Approach towards Restoring Selected South African Peatland Ecosystems and their Catchments	UNEP	South Africa	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.47	42.82	50.29

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11126	Restoration of Forests and Mountain Ecosystems in Far-West Nepal	FAO	Nepal	Multi Focal Area	GET	Child FSP	2.67	14.00	16.67
11125	High Andean Ecosystem Restoration in Peru	UNDP	Peru	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.60	65.94	75.54
11124	Union for Restoration - Enabling Large-Scale Restoration through National Policy in Brazil	CI	Brazil	Multi Focal Area	GET	Child FSP	14.93	149.30	164.23
11123	Ecosystem Restoration in Angola's Extended Central Plateau	UNDP	Angola	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.00	121.78	137.78
11122	Ecosystem Restoration Global Coordination Project	CI	Global	Multi Focal Area	GET	Child FSP	19.74	86.42	106.16
11121	ORIGEN: Restoring Watersheds for Ecosystems and Communities	CI	Mexico	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.00	145.15	161.15
11120	Ecosystem Restoration for Enhanced Biodiversity, Productive Landscapes and Sustainable Livelihoods in Sao Tome e Principe	FAO	Sao Tome and Principe	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	39.46	44.79
11119	Restoring Ecosystems for Sustainable Development in the Tonle Sap Basin and Siem Reap/Phnom Kulen Landscape	UNDP	Cambodia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.75	44.05	52.80
11142	Guinean Forests (GEF-8 Amazon, Congo and Critical Forest Biomes Integrated Program)	CI	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11147	Guinean Forests Regional Coordination and Learning Project	CI	Regional	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.00	40.66	47.66
11146	Strengthening Restoration and Conservation of the Ecological Corridor of Mount Nimba (Bossou) and Ziam National Park in Guinea	IUCN	Guinea	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.83	16.28	22.11
11144	Strengthening Conservation and Effective Governance of Liberia's Critical Forests in the Northwest Liberia Landscape	CI	Liberia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.55	15.09	18.64
11143	Strengthening Conservation and Effective Governance of Sierra Leone's Critical Forests in the Gola Forest Landscape	CI	Sierra Leone	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.21	8.00	14.21
11148	Wildlife Conservation for Development Integrated Program	World Bank	Global	Multi Focal Area		PFD			
11164	Global Coordination, Monitoring and Learning Platform for Wildlife Conservation for Development Integrated Program	World Bank	Global	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.02	35.94	51.96
11163	Recovering Tiger Population and Landscape through the Sustainable Land Use and Ecosystem Restoration	IUCN	Thailand	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.93	55.21	60.15
11162	Investing in Wildlife Conservation through Enforcement, Livelihoods and Tourism	ADB	Philippines	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	35.05	43.05
11161	The Jaguar Corridor	UNDP	Colombia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.33	30.34	39.68
11160	Law Enforcement for Sustainable Viable Ecosystems and Biodiversity Resilience through Multi Sectors Engagement	UNDP	Indonesia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.00	56.86	72.86
11159	Kidepo Landscape Integrated Conservation and Development Project	UNEP	Uganda	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.00	18.68	22.68

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11158	Conserving the Paraguayan Chaco for the Benefit of Jaguars and for People	CI	Paraguay	Multi Focal Area	GET	Child FSP	2.88	15.41	18.29
11157	Managing the Human Tiger Interface In Nepal	WWF-US	Nepal	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.07	8.09	13.16
11156	From Conflict to Coexistence, Safeguarding Wildlife Corridors in Mexico for Sustainable Development	WWF-US	Mexico	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.33	36.27	49.60
11155	Protection of Wildlife in the Folonigbè Reserve through Participatory and Integrated Management	UNDP	Guinea	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.55	43.87	53.41
11154	Securing the Species, Habitat, Health, and Livelihoods of the Lower Kafue Ecosystem	WWF-US	Zambia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	3.15	9.82
11153	Advancing Human-Wildlife Conflict Management Effectiveness in Kenya through an Integrated Approach	CI	Kenya	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.67	54.43	65.09
11152	Promoting Integrated Conservation of Wildlife and Landscapes for Sustainable Development of Ethiopia	UNDP	Ethiopia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.33	59.68	73.01
11151	Establishment of Big 5 Nature Reserve	UNDP	Eswatini	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.87	43.57	49.44
11150	Transforming Wildlife Conservation and Livelihoods at the Landscape Scale in Mozambique	UNDP	Mozambique	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.80	165.90	182.70
11181	Circular Solutions to Plastic Pollution	UNEP	Global	Multi Focal Area		PFD			
11197	Circular Solutions to Plastic Pollution: Global Platform	UNEP	Global	Multi Focal Area	GET	Child FSP	17.75	114.21	131.96
11196	Circular Solutions to Plastic Pollution in South Africa	UNIDO	South Africa	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.67	61.07	68.74
11195	Support the Management of Plastic Pollution in Senegal	UNDP	Senegal	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.67	41.28	46.95
11194	Circular Solutions to Plastic Pollution in the Philippines	UNIDO	Philippines	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.33	58.54	67.87
11193	Circular Solutions to Plastic Pollution in Nigeria	UNEP	Nigeria	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	40.98	47.65
11192	Circular Solutions to Plastic Pollution in Morocco	UNIDO	Morocco	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.00	53.50	60.50
11186	Circular Solutions to Plastic Pollution in Costa Rica	UNDP	Costa Rica	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.03	21.13	25.16
11185	Reducing Single-use Plastics on Small-Island Economies (	UNEP	Cook Islands	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.00	35.07	42.07
11182	Innovation Ecosystem for the Circularity of Plastics, Reduction of Consumption, and Disposal of Single-Use Plastic in the HORECA sector	UNEP	Brazil	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.00	216.57	225.57
11198	Amazon Sustainable Landscapes Program Phase 3	World Bank	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11206	Amazon Regional Project – Amazon Sustainable Landscapes Phase 3	World Bank	Regional	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.50	24.93	35.43

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11205	Sustainable and Inclusive Development of West Suriname	UNDP	Suriname	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	14.66	20.00
11204	Safeguarding the Systems of Life of Bolivia's Amazon Forests	UNDP	Bolivia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	20.80	113.05	133.85
11203	Promoting Integrated Sustainable Management of the Peruvian Amazonian Landscape Madre de Dios	WWF-US	Peru	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.33	40.99	54.32
11202	Integrated Management and Ecological Connectivity of a Priority Landscape in the Ecuadorian Amazon Headwaters	CI	Ecuador	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	19.41	24.75
11201	Forest Connectivity, Conservation and Sustainable Management in Colombian Amazon Landscapes – Life Amazon	World Bank	Colombia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	26.67	182.64	209.30
11200	Brazil Amazon Sustainable Landscapes Phase 3 Project	World Bank	Brazil	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.33	60.25	69.58
11199	Integrated Management of Sustainable Landscapes for the Conservation of the Forest Biome and the Maintenance of Functional and Ecosystem Services in the State of Amazonas, Venezuela	FAO	Venezuela	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	41.00	47.67
11214	Food Systems Integrated Program	FAO	Global	Multi Focal Area		PFD			
11376	Promoting Low Carbon and Climate Resilient Livestock Value Chain in Uganda	IFAD	Uganda	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.33	96.56	105.89
11375	Ghana Sustainable Food System and Forest Management	World Bank	Ghana	Multi Focal Area	GET	Child FSP	15.20	243.00	258.20
11374	Advancing Transformative Agricultural Systems in Grenada through the Promotion of Integrated and Resilient Ecosystem Approaches throughout the Cocoa Value Chain	IFAD	Grenada	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.00	10.76	14.76
11373	Transforming Inland Fisheries and Aquaculture in Kazakhstan to Ensure Environmental Sustainability	FAO	Kazakhstan	Multi Focal Area	GET	Child FSP	2.67	47.41	50.08
11372	Food Systems, Indigenous Peoples and Biodiversity	FAO	Mexico	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.20	17.96	23.16
11371	Circular Integrated Aquaculture-Horticulture Systems for Climate Resilience in Namibia	UNDP	Namibia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.33	52.45	60.78
11370	Sustainable Aquaculture in the Northern Region of Angola	FAO	Angola	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.91	34.38	38.29
11369	Promoting the Mainstreaming of Biodiversity and Protection of Ecosystem Services through Regenerative and Deforestation-Free Livestock in Provinces of Manabí, Pichincha and Morona-Santiago.	FAO	Ecuador	Multi Focal Area	GET	Child FSP	2.67	13.50	16.16
11368	Transforming Nauru's Food Systems through Climate Smart Agriculture	UNDP	Nauru	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	43.60	50.27
11367	Sustainable Agriculture and Forests in Peatland Landscapes in Malaysia	IFAD	Malaysia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.00	15.00	21.00
11237	Transforming Agricultural Landscapes in Island Ecosystems and Key Biodiversity Areas towards Sustainable Food Systems and Climate Resilient Communities	FAO	Philippines	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.66	73.37	84.03
11236	Transformation to Sustainable Crops, Livestock and Aquaculture Food Systems in Nigeria	FAO	Nigeria	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	16.86	24.86

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11235	Participatory Agriculture and Climate Transformation Programme	IFAD	Ethiopia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.67	78.20	88.87
11234	Increasing the Sustainability and Resilience of Agriculture/Food System through Nature-Based Solutions	FAO	Türkiye	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.40	30.00	35.40
11233	Sustainable, Regenerative and Resilient Rice-Based Food Systems to Strengthen Community and Ecosystem Health in Three River Basins of Sri Lanka ¹	FAO	Sri Lanka	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	68.47	73.80
11232	Revitalizing and Transforming Solomon Islands' Food System through Sustainable Agriculture and Livestock Production for Enhanced Environmental and Community Benefits.	FAO	Solomon Islands	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	10.26	15.59
11231	Sustainable and Regenerative Management of Rice Production in Pakistan	FAO	Pakistan	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.73	60.37	68.10
11230	Food Systems Transformation in Usangu Landscape	FAO	Tanzania	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.33	83.01	92.35
11229	Sustainable Livestock Production to Support Resilient Food Systems, Environment and Rural Livelihoods in Indonesia	FAO	Indonesia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.00	117.05	133.05
11228	Transforming Andhra Pradesh Aquaculture to a Sustainable, Reduced Footprint and Climate Resilient Food System	FAO	India	Multi Focal Area	GET	Child FSP	14.67	112.36	127.03
11227	Catalyzing Sustainable Aquaculture Systems for South Africa	FAO	South Africa	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	31.15	36.48
11225	Ecological and Low-Carbon Food Systems in China	FAO	China	Multi Focal Area	GET	Child FSP	20.00	143.20	163.20
11224	Integrated Production of Rice and Secondary Crops using an agroecological Approach in the Tandjilé Province	UNDP	Chad	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.33	20.15	24.48
11223	Productive and Sustainable Food Systems in Bhutan for Environmental Benefits and Gross National Happiness	FAO	Bhutan	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.67	49.66	60.33
11222	Promoting Nature Positive Food Systems in Burkina Faso	IUCN	Burkina Faso	Multi Focal Area	GET	Child FSP	12.00	53.91	65.91
11221	Regenerative Livestock Farming to Promote Sustainable Landscapes	FAO	Peru	Multi Focal Area	GET	Child FSP	14.67	104.75	119.42
11220	Scaling-up Regenerative Practices for the Recovery and Improvements of Soils, Biodiversity, and Associated Ecosystem Services in the Chilean Agricultural Sector	FAO	Chile	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	32.59	39.26
11219	Sustainable Livestock in the Forest Region of the Argentine Parque Chaqueño through Forest Management with Integrated Livestock	FAO	Argentina	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	10.42	15.76
11218	Child Project Food Systems Integrated Programme	UNDP	Costa Rica	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.53	37.70	44.24
11217	Sustainable Food Systems for Greater Resilience and Food & Nutrition Security in Benin	FAO	Benin	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	14.80	21.47
11216	Integrated Land and Water Management for Food, Water and Climate Security in the Dairy Food System	IFAD	Kenya	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	38.74	46.74
11215	Global Coordination Project	FAO	Global	Multi Focal Area	GET	Child FSP	20.20	194.08	214.28

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11241	Congo Critical Forest Biome Integrated Program	UNEP	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11248	Amazon Congo Critical Forest Biomes: UNEP's Regional Coordination Project for The Congo Basin Integrated Program	UNEP	Regional	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	41.58	49.58
11247	Developing Biodiversity and Biocarbon Finance Financing Instruments for Conserving Forests in Equatorial Guinea through Improved Livelihoods for Indigenous Peoples and Local Communities	UNEP	Equatorial Guinea	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.67	34.00	38.67
11246	Integrated Community-based Management of High Value Forest Ecosystems in Southwestern Central African Republic, to Safeguard Globally Outstanding Biodiversity, Carbon Stock and Ecosystem Services from Key Threats, particularly Unsustainable Land Use	UNEP	Central African Republic	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.13	65.41	74.54
11245	Sustainable Management of the Mayombe, Oubangui and Mai Ndombe Tropical Forest Landscapes to Facilitate Conservation of Natural Resources, Local Development, Food Security and Climate Change Mitigation in DRC	IUCN	Congo DR	Multi Focal Area	GET	Child FSP	17.13	80.00	97.13
11243	São Tomé e Príncipe's intact forests - the Obô Natural Parks and their Buffer Zones: a Treasure to Conserve and Restore	IUCN	Sao Tome and Principe	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.29	12.70	19.98
11242	Strengthening Governance and Ecosystem Connectivity for Biodiversity Conservation and Improved Livelihoods in the Dja Landscape	UNEP	Cameroon	Multi Focal Area	GET	Child FSP	12.00	101.80	113.80
11250	Blue and Green Island Integrated Programme	UNDP	Global	Multi Focal Area		PFD			
11266	BGI IP Global Coordination Project	UNDP	Global	Multi Focal Area	GET	Child FSP	15.70	46.96	62.66
11265	Restoring and Protecting Biodiversity, Coastal Landscapes, and Climate Change Resilience through Nature Based Solutions, Women and Youth Entrepreneurship in Vanuatu	FAO	Vanuatu	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.45	29.09	33.55
11264	Valuing Nature and Nature-based Solutions for Sustainable Blue and Green Pathways for the Tourism, Food and Urban Sectors in Saint Lucia	UNEP	St. Lucia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.59	5.69	9.28
11263	Coastal Resilience Samoa	UNDP	Samoa	Multi Focal Area	GET	Child FSP	2.67	35.77	38.43
11262	Accelerating PNG's Sustainable Blue Economy through Strengthened Governance and Investment in Marine Areas.	UNDP	Papua New Guinea	Multi Focal Area	GET	Child FSP	18.60	43.55	62.15
11261	Biodiversity Conservation through Nature-based Solutions as Pillars of the Blue & Green Economy in the Union of Comoros.	UNDP	Comoros	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.44	98.66	108.10
11260	Micronesia: Tourism Support for Biodiversity Conservation	IUCN	Micronesia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.00	9.75	13.75
11259	Trinidad and Tobago – Nature Based Solutions in Productive Landscapes	FAO	Trinidad and Tobago	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.00	19.58	23.58
11258	Transforming Productivity in Palau's Food Systems through Nature Positive Innovations	IUCN	Palau	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	12.30	20.30
11257	Resilient, Bold Belize	WWF-US	Belize	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	40.79	46.12

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11256	Nature-based Solutions for Intersectoral Nature-Positive Development in Timor-Leste	UNDP	Timor Leste	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.46	23.00	30.46
11255	Accelerating Cabo Verde's Transition to Blue and Green Economy	FAO	Cabo Verde	Multi Focal Area	GET	Child FSP	11.25	31.19	42.44
11254	Mainstreaming Nature-based Solutions in Land-Use Systems for Productive and Resilient Ecosystems	FAO	Mauritius	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.38	69.86	79.24
11253	Blue and Green Development in Food and Urban Sectors of Cuba	FAO	Cuba	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.33	37.77	47.10
11252	GEF 8: Blue Green Islands Integrated Programme for the Seychelles Child Project	UNDP	Seychelles	Multi Focal Area	GET	Child FSP	11.76	41.28	53.04
11251	Strengthening Biodiversity Conservation in Protected Areas in Maldives	World Bank	Maldives	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.67	65.35	76.02
11273	Mesoamerica Critical Forest Biome Integrated Program	IUCN	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11280	Panama Mesoamerica Forest IP Project: Critical Forests Biome of Panama - Collaborative Conservation of the Darién	FAO	Panama	Multi Focal Area	GET	Child FSP	10.67	25.30	35.96
11278	Mesoamerica Critical Forest Biome IP Regional Coordination, Knowledge Sharing and Support Project	IUCN	Regional	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.50	40.52	49.02
11277	El Salvador Mesoamerican Forest IP Project: Promoting Forest Conservation and Integrated Water Management in Trifinio	IUCN	El Salvador	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.59	8.87	12.46
11276	Honduras Mesoamerica Forest IP Project: Conserving the Intact Forests of the Honduran Moskitia	IUCN	Honduras	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.00	23.96	27.96
11275	Guatemala Mesoamerican Forest IP Project: Securing Benefits for the Well-Being of Local Communities and the Ecosystems of the Maya Forest	IUCN	Guatemala	Multi Focal Area	GET	Child FSP	12.00	61.04	73.04
11274	Mexico Mesoamerica Forest IP Project: Securing Benefits for the Well-Being of Local Communities and the Ecosystems of the Maya Forest	IUCN	Mexico	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.33	94.77	108.10
11287	Sustainable Cities Integrated Program	World Bank	Global	Multi Focal Area		PFD			
11345	Reshaping Algeria's Cities for a Clean and Healthy Environment Today and Tomorrow	FAO	Algeria	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.33	32.82	36.15
11344	Urban and Peri-Urban Resilience through Investment for Sustainable Ecosystems in Zimbabwe	FAO	Zimbabwe	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.00	15.40	19.40
11343	Decarbonisation and Sustainable Cities for a Net-Zero Future in Malaysia	UNIDO	Malaysia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.95	15.31	20.26
11342	The Sustainable City Project for Coordinated Development of the Beijing-Tianjin-Hebei Region	UNIDO	China	Multi Focal Area	GET	Child FSP	12.80	139.77	152.56
11341	Establishing the Basis for Clean, Healthy and Resilient Cities through an Integrated and Smart Approach in Madagascar	UNIDO	Madagascar	Multi Focal Area	GET	Child FSP	11.56	34.65	46.21
11339	Enhancing Nature-based Solutions and Green Infrastructure Networks in Urban and Peri-Urban Areas in Chile	FAO	Chile	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	39.92	45.26
11307	Strengthening Urban Resilience	World Bank	Congo	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.05	60.00	67.05

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11301	Green Cities Transformation – Smart, Sustainable and Low-Carbon Urban Solutions in Triangular Metropolitan Area	UNDP	Serbia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.92	132.32	140.24
11299	Green and Resilient Cities	UNDP	Philippines	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.33	32.52	45.85
11298	Promoting Nature Positive, Resilient and Inclusive Cities in Lima-Callao, Huancaayo and Ica	IUCN	Peru	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.33	108.52	121.86
11297	Green and Inclusive Cities in Mongolia	UNDP	Mongolia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.13	227.80	235.93
11296	Supporting the Shift towards Integrated, Low-Carbon and Nature-Positive Neighborhoods in Nairobi	UNEP	Kenya	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.20	42.42	47.62
11294	The South African Sustainable Cities Planning and Decarbonisation Integrated Programme	DBSA	South Africa	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	125.53	133.53
11293	Towards Resilient Cities in Guatemala: Addressing Biodiversity Loss and Recovery through Integrated Urban Planning and Development	IUCN	Guatemala	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.39	21.13	25.52
11292	Integrated Governance and Urban Transformation for a Sustainable “Grand Libreville”	UNDP	Gabon	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.04	61.62	70.66
11291	A Sustainable, Green, Blue, and Digital Havana	UNDP	Cuba	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.67	33.34	42.01
11290	Climate Smart Sustainable Cities	UNEP	Sri Lanka	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.33	15.95	21.28
11289	The Greater Nokoue Greening Program	BOAD	Benin	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.00	74.46	82.46
11288	Belize Blue Cities and Beyond Program	World Bank	Belize	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.10	27.50	31.60
11337	Amazon Sustainable Landscapes Program Phase 3- Addendum Council Meeting Feb 5, 2024	World Bank	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11338	Advancing Guyana's Development through Improved Forest Management	World Bank	Guyana	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.00	20.80	24.80
11349	Clean and Healthy Ocean Integrated Program	FAO	Global	Multi Focal Area		PFD			
11364	Green, Blue and Healthy Investments to Reduce Land-Based Pollution Affecting Marine Ecosystems in Madagascar	UNDP	Madagascar	Multi Focal Area	GET	Child FSP	13.00	53.21	66.21
11362	Nature Based Solutions to Reduce Coastal Pollution in Peru	UNDP	Peru	Multi Focal Area	GET	Child FSP	11.00	53.51	64.51
11361	BBSEA Moldova Wetlands and Terrestrial Ecosystem Restoration for Watershed Improvements and Sustainable Environments	World Bank	Moldova	Multi Focal Area	GET	Child FSP	8.83	71.32	80.15
11360	Forging Partnerships for the Ocean: Reducing Water Pollution in Mexico through Sustainable Solutions	UNDP	Mexico	Multi Focal Area	GET	Child FSP	15.00	83.96	98.96
11358	Improving Waste Management and Public Awareness for a Clean and Healthy Ocean (Grenada)	CI	Grenada	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.67	53.23	58.89

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11351	Conservation and Sustainable Development of the Maracaibo Lake Basin as a Contribution to the Improvement of the Large Marine Ecosystem of the Caribbean (Venezuela)	FAO	Venezuela	Multi Focal Area	GET	Child FSP	16.83	119.15	135.99
11350	Enhancing Water Management and Compliance to Address Hypoxia Caused by Nutrients, and Other Pollutants, into the Gulf of Tonkin (Vietnam)	FAO	Viet Nam	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.33	30.92	35.26
11378	Central Asia Water and Land Nexus for Ecosystem Restoration, Improved Natural Resource Management and Increased Resilience	FAO	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11385	Integrated Natural Resources Management for Improved Ecosystem Conservation and Biodiversity Preservation	FAO	Uzbekistan	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.60	33.60	39.20
11384	Catalyzing the Nature-Positive Transformation of the Agricultural Sector in Turkmenistan towards Enhanced Resilience to Climate Change Project	FAO	Turkmenistan	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.78	46.60	50.38
11383	Integrated Water Resources Management for the Restoration of Agro-Woodlands in the Syrdarya River Basin Project	FAO	Kyrgyz Republic	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.50	10.00	13.50
11382	Sustainable Land Management and Restoration of Degraded Lands Mainstreaming Biodiversity Conservation and Ecosystem Services in the Southern Region of Kazakhstan	FAO	Kazakhstan	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.50	121.38	124.88
11391	Guinean Forests (GEF-8 Amazon, Congo and Critical Forest Biomes Integrated Program) Addendum (February 2024)	CI	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11393	Promoting and Strengthening Restoration and Conservation of Cantanhez Primary Forests in Guinea Bissau	IUCN	Guinea-Bissau	Multi Focal Area	GET	Child FSP	6.67	16.00	22.67
11392	Strengthening Conservation and Resilience of Forest Landscapes in the Sub-Humid Mountainous Zone of Togo	FAO	Togo	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.68	25.50	30.18
11455	Transformation Approach to Large Scale Investment in Support of the Implementation of the Great Green Wall Initiative	UNEP	Regional	Multi Focal Area		PFD			
11463	Strengthening the Resilience of Populations and Agrosilvopastoral Ecosystems Through the Conservation of Biodiversity and the Development of Value Chains in the Intervention Communes of the Great Green Wall in Niger	UNEP	Niger	Multi Focal Area	GET	Child FSP	11.38	74.53	85.90
11462	Project for Landscape Restauration and Integrated Management of Ecosystem in St Louis Region of Senegal	UNEP	Senegal	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.00	28.17	33.17
11461	Integrated Dryland Ecosystem Rehabilitation, Regeneration and Conservation to Support the Great Green Wall Initiative in Kebbi State in Nigeria.	UNEP	Nigeria	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.41	21.85	25.26
11460	Restoration of an Ecological Corridor for Forest Biodiversity Conservation and Ecosystem Services to Support Implementation of the Great Green Wall in The Gambia	UNEP	Gambia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	7.99	46.20	54.18
11458	Scaling Up Integrated Landscape Re-Greening and Livelihood Diversification Best Practices along the Great Green Wall Belt of Ethiopia (SILAGLID)	UNEP	Ethiopia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	5.00	15.00	20.00
11467	Greening Transportation Infrastructure Development	WWF-US	Global	Multi Focal Area		PFD			
11473	Greening Transportation Infrastructure Development: Global Platform	WWF-US	Global	Multi Focal Area	GET	Child FSP	9.60	7.59	17.19
11472	Preserving Suriname's Immense Marine and Coastal Biodiversity through Greening Infrastructure Development	WWF-US	Suriname	Multi Focal Area	GET	Child FSP	2.67	7.10	9.77

GEFID	PROJECT TITLE	LEAD AGENCY NAME	COUNTRY NAME	FOCAL AREA NAME	TRUST FUND ¹⁵⁵	PROJECT TYPE ¹⁵⁶	TOTAL GEF RESOURCES (\$ MILLION)	CO-FINANCING	TOTAL PROJECT COSTS (\$ MILLION)
11471	Greening Transportation Infrastructure Development in the Philippines	ADB	Philippines	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.00	243.29	247.29
11470	Greening Transportation Infrastructure Development in Nepal: Terai Arc Landscape Case	ADB	Nepal	Multi Focal Area	GET	Child FSP	4.04	100.50	104.54
11469	Transforming Malaysia's Port Infrastructure Development through a Nature-Centric Approach for Biodiversity Conservation and Land Degradation Control	UNEP	Malaysia	Multi Focal Area	GET	Child FSP	3.87	27.07	30.93
11468	Integrating Biodiversity Conservation into Upstream Planning of Linear Transport Infrastructure in Ukraine	UNEP	Ukraine	Multi Focal Area	GET	Child FSP	2.67	5.99	8.66
11857	Food Systems Integrated Program – Addendum – December 2025	FAO	Global	Multi Focal Area		PFD			
11858	Food Systems Transformation in Usangu and Zanzibar Western Belts Landscapes	FAO	Tanzania	Multi Focal Area	GET	Child FSP	2.67	73.26	75.93
12372	SCALING UP BIODIVERSITY CONSERVATION AND CLIMATE RESILIENCE IN ECUADOR'S TROPICAL DRY FORESTS AND SOUTHEASTERN ANDES THROUGH LOCAL COMMUNITY EMPOWERMENT	CAF	ECUADOR	BIODIVERSITY	GET	MSP	4.53	33.21	37.75
12368	Global Opportunities for the Long-Term Development of the Artisanal and Small-Scale Gold Mining Sector in Mozambique – planetGOLD Mozambique	UNEP	Mozambique	Chemicals and Waste	GET	MSP	5.09	30.91	36.01
12365	Integrated marine coastal management for biodiversity conservation in the coasts and beaches of Ecuador	UNDP	Ecuador	Biodiversity	GET	MSP	5.00	81.85	86.85
12364	Connecting Landscapes for Jaguar Conservation	UNDP	Ecuador	Biodiversity	GET	MSP	2.60	28.81	31.41
12362	Innovative and Inclusive Approach to Sustainable Management of Biodiversity and Indigenous Peoples and Local Communities (IP&LCs) Resilient Livelihood in Boumba Bek National Parc of the TRIDOM landscape	WWF-US	Cameroon	Biodiversity	GET	MSP	4.00	29.92	33.92
12360	Strengthening the governance of National Parks for the sustainable management of ecosystems in Northern Algeria	FAO	Algeria	Biodiversity	GET	MSP	2.00	11.70	13.70
12359	Promoting cleantech innovation and entrepreneurship in Algeria	UNIDO	Algeria	Multi Focal Area	GET	MSP	2.90	6.33	9.23
12356	Enhancing island resilience through improved ecosystem management and sustainable agriculture practices	World Bank	Seychelles	Multi Focal Area	GET, SCCF-A, MTF	MSP	3.90	10.00	13.90
12355	Advancing nature-positive and fair supply chains through better alignment of trade-related sustainability standards	UNIDO	Global	Chemicals and Waste	GET	MSP	2.14	4.88	7.02
12354	Youth4Agri: Implementing Nature-based Solutions (NbS) in Productive Landscapes in Agriculture in Saint Lucia	FAO	St. Lucia	Multi Focal Area	GET	MSP	1.00	0.45	1.45
12347	Strengthening the institutional and technical capacities of the Alliance of Small Island States	UNIDO	Global	Multi Focal Area	GET, SCCF-B, MTF	MSP	4.00	3.93	7.93
12345	Strategic Management of Invasive Alien Species (IAS) to Safeguard Biodiversity and Support Ecosystem Restoration in The Bahamas	UNEP	Bahamas	Biodiversity	GET	MSP	5.20	12.61	17.81

12344	Sustainable and Inclusive Access to Water Program for Resilient Agriculture (PROAGUA)	IFAD	Cabo Verde	Multi Focal Area	GET	MSP	4.82	31.00	35.82
12342	Vaitupu Coastal Adaptation Project (VCAP)	UNDP	Tuvalu	Multi Focal Area	GET, LDCF, MTF	MSP	5.00	11.45	16.45
12334	Blue Carbon Horizons: Strengthening Climate-Resilient Coastal Planning in Mauritius through Blue Carbon for Ecosystem-Based Adaptation	IUCN	Mauritius	Climate Change	SCCF-A, SCCF	MSP	3.00	0.83	3.83
12328	ISLANDS CCKM 2 Project (Communications, Coordination and Knowledge Management)	UNEP	Global	Chemicals and Waste	GET	MSP	5.64	10.03	15.67
12325	Reducing Land Degradation through integrated sustainable land and ecosystem management in priority areas of the Cook Islands	UNEP	Cook Islands	Land Degradation	GET	MSP	3.70	9.20	12.90
12324	Supporting Country's Policy Coherence for Nature-Positive and Resilient Agrifood Systems through the Policy Optimization Tool Lab (PoOpt Lab)	FAO	Global	Biodiversity	GET	MSP	2.00	2.00	4.00
12323	Delivering Sustainable Global Environmental Benefits in the Amazon Basin through National and Regional Parliamentary Networks	CI	Regional	Biodiversity	GET	MSP	5.00	5.01	10.01
12322	Strengthening conservation and livelihoods in the Dulombi-Boe-Tchetché Landscape Complex, Guinea-Bissau	UNDP	Guinea-Bissau	Biodiversity	GET	MSP	1.60	5.20	6.80
12321	Strengthening Rio Synergies: Aligning Climate, Biodiversity and Land Policy & Finance through Food Systems	UNDP	Global	Multi Focal Area	GET	MSP	2.24	1.05	3.29
12319	Unlocking Inclusive and Sustainable Conservation Financing in São Tomé and Príncipe through The Ecotéla Fund (Foundation for the conservation of biodiversity and protected areas of São Tomé and Príncipe)	CI	Sao Tome and Principe	Biodiversity	GET	MSP	0.95	0.98	1.93
12313	Country platform for mobilising investments in climate smart agri-food system in Uzbekistan	EBRD	Uzbekistan	Land Degradation	GET	MSP	2.00	103.74	105.74
12311	Climate Resilient Seaweed Blue Economy in Madagascar (SeaBlue)	UNIDO	Madagascar	Climate Change	LDCF	MSP	5.00	10.35	15.35
12309	UNCCD Mongolia COP17 Legacy Project	IUCN	Global	Multi Focal Area	GET	MSP	3.35	8.00	11.35
12304	Addressing the harmful effects of illegal gold mining on the environment and populations in the N'Zi region of Côte d'Ivoire: An integrated pilot approach to ecological restoration and social justice.	UNDP	Cote d'Ivoire	Multi Focal Area	GET	MSP	3.04	9.55	12.59
12302	Strengthening land use planning for sustainable land management	CI	Guyana	Multi Focal Area	GET, SCCF-A, MTF	MSP	1.50	13.68	15.18
12301	Integrated nature protection in Republic of North Macedonia, through achieving Land Degradation Neutrality (LDN) and biodiversity conservation	UNDP	North Macedonia	Multi Focal Area	GET	MSP	4.54	31.40	35.94
12295	Sustainable Natural Resource and Livelihood Project – North (SNRLP-North)	IFAD	Sudan	Multi Focal Area	GET	FSP	8.26	30.00	38.26
12294	Blue Nature Alliance to advance the high-quality protection of 1.8 billion hectares of ocean ecosystems	CI	Global	International Waters	GET	FSP	20.00	187.42	207.42

12293	Consolidating the Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF)'s achievements in fostering CSO leadership in biodiversity conservation in global biodiversity hotspots	CI	Global	Biodiversity	GET	FSP	20.00	24.10	44.10
12292	Support the implementation of the national biodiversity strategy and action plan in Senegal/PNNK	IUCN	Senegal	Multi Focal Area	GET	MSP	1.43	4.00	5.43
12291	Restoring the ecosystem integrity of the degraded Bobirwa-Tswapong ecosystem to sustain livelihoods and effectively respond to human-wildlife conflict and biodiversity management requirements	UNDP	Botswana	Multi Focal Area	GET	FSP	7.10	31.17	38.27
12290	Empowering conservation action on the East Asian Australasian Flyway (EAAF) through Establishment of a Global Flyways Grant Mechanism (GFGM) for Civil Society Organizations	ADB	Regional	Biodiversity	GET	FSP	10.00	107.00	117.00
12289	Ridge to Reef Ecosystem Restoration in Solomon Islands (R2R-ERSI)	IUCN	Solomon Islands	Biodiversity	GET	FSP	6.03	4.75	10.78
12287	GEF Small Grants Program (SGP) Global Knowledge and Learning Platform	UNDP	Global	Multi Focal Area	GET	MSP	4.86	4.31	9.17
12285	Conserving Marine Biodiversity by Accelerating Transition to Sustainable and Regenerative Fisheries Management Practices	FAO	Pakistan	Biodiversity	GET	MSP	3.23	20.30	23.53
12283	Niue Infrastructure, Ecosystems and Communities Integrated Project (Niue IECI)	UNDP	Niue	Multi Focal Area	GET, SCCF-A, MTF	FSP	9.00	27.19	36.19
12280	Support to Chu-Talas Basin Strategic Action Programme Implementation	UNDP	Regional	International Waters	GET	FSP	6.50	41.40	47.90
12277	Conservation of globally significant biodiversity of the Ulu Jelai – Fraser's Hill Watershed, Malaysia, through an Integrated Landscape Management approach	UNDP	Malaysia	Multi Focal Area	GET	FSP	6.25	42.22	48.47
12276	Land and Ecosystem National Threat Evaluation and Risk Assessment (LENTERA)	IUCN	Indonesia	Biodiversity	GET	MSP	4.23	5.76	10.00
12274	Development of Cukurova Delta Lagoons for Sustainable Conservation of Biodiversity in Adana	FAO	Türkiye	Multi Focal Area	GET	MSP	1.30	4.50	5.80
12273	Sustainable Soil and Land Management in Petite Martinique, Grenada	UNEP	Grenada	Land Degradation	GET	MSP	0.70	1.40	2.10
12267	Environmental and socio-economic solutions for ecosystem conservation and enhanced livelihoods in the Vjosa Wild River National Park, Albania	UNDP	Albania	Multi Focal Area	GET	MSP	5.00	34.10	39.10
12265	Tonga Rural Innovation Project Phase III (TRIP III)	IFAD	Tonga	Multi Focal Area	GET, SCCF-A, MTF	MSP	5.10	10.17	15.27
12264	Leveraging and Integrating Vital Ecosystems for Sustainable Blue Economy in Indonesia (LIVE-SEA)	IFAD	Indonesia	Biodiversity	GET	MSP	5.64	65.00	70.64
12261	Living Landscapes: Integrated management for biodiversity conservation through pollinators	WWF-US	Mexico	Biodiversity	GET	MSP	2.00	8.23	10.23
12260	Strengthening Yemen's National Biosafety Framework for Safe Management of Biotechnology	UNDP	Yemen	Biodiversity	GET	MSP	1.16	3.85	5.01
12258	Global environmental benefits calculator	UNIDO	Global	Chemicals and Waste	GET	MSP	4.00	12.08	16.08

12257	Increased Effectiveness for Biodiversity Conservation through Improved Management and (Institutional) Establishment of New National Parks in Azerbaijan	FAO	Azerbaijan	Multi Focal Area	GET	MSP	4.52	30.50	35.02
12256	Enabling blue economy growth in Tonga	UNDP	Tonga	Biodiversity	GET	MSP	1.90	9.80	11.70
12255	Compounding Biodiversity Actions and Traditional Knowledge for Access and Benefit Sharing Systems Transformation (CATALYST)	UNDP	Indonesia	Biodiversity	GET	MSP	5.64	35.16	40.80
12253	Restoration of degraded ecosystems in the Ichkeul watershed - REWI	IUCN	Tunisia	Multi Focal Area	GET	MSP	2.00	7.09	9.09
12251	Improving Transboundary Water Security and Biodiversity through Integrated Water Resources Management and Ecosystem Restoration in the Lake Ohrid Watershed	UNDP	Regional	Multi Focal Area	GET	MSP	4.60	30.76	35.36
12233	Global program on climate-resilient renewable energy systems in SIDS – national project in Saint Lucia	UNIDO	St. Lucia	Climate Change	SCCF-A, SCCF	MSP	3.00	6.44	9.44
12225	Bolivia–Chile TDA/SAP for Integrated Management of Shared High-Andean Basins	UNDP	Regional	International Waters	GET	MSP	5.46	39.13	44.59
12181	Barbados Ecosystem Restoration and Management Project (BERM)	CI	Barbados	Multi Focal Area	GET	MSP	4.25	9.95	14.20
12179	Restoring Biodiversity in the Rufiji Delta, Tanzania	UNEP	Tanzania	Multi Focal Area	GET	MSP	3.03	18.98	22.01
12177	Improving conditions in San Juan Buena Vista Protected Natural Area and its surroundings	CAF	El Salvador	Land Degradation	GET	MSP	0.89	4.42	5.31
12168	Integrated Ecosystem Assessment and Biodiversity financing in Guyana's new Acarai-Rupununi Corridor (ARC) Conservation Forests	CI	Guyana	Multi Focal Area	GET	MSP	3.07	3.51	6.58
12163	Sustainable management of landscapes around Hin Nam No National Park	FAO	Lao PDR	Multi Focal Area	GET	MSP	2.40	3.30	5.70
12158	Reducing human wildlife conflict and applying integrated management approaches to enhance protected areas management in Matšeng Biosphere Reserve	UNEP	Lesotho	Biodiversity	GET	MSP	3.00	18.00	21.00
12156	Implementation of the National Biosafety Framework for the Gambia	UNEP	Gambia	Biodiversity	GET	MSP	1.00	1.00	2.00
12154	Strengthening Malaysia's ABS Framework, Digital Compliance, and Private Sector - Community Partnerships	UNDP	Malaysia	Biodiversity	GET	MSP	5.26	33.64	38.90
12153	Support for the Implementation of the National Biosafety framework of Sudan	UNEP	Sudan	Biodiversity	GET	MSP	2.00	2.00	4.00
12152	Promoting the conservation and sustainable management of southern peatlands in Chile	UNEP	Chile	Multi Focal Area	GET	MSP	2.42	8.59	11.01
12151	Catalyzing Land Restoration and Biodiversity Conservation through Inclusive and Gender-Responsive Landscape Governance in the Mbaéré–Oubangui Landscape, Central African Republic.	UNEP	Central African Republic	Multi Focal Area	GET	MSP	2.00	4.95	6.95
12149	'Restore for Sure' Conserving endangered flora through critical ecosystem restoration in Jamaica	UNEP	Jamaica	Multi Focal Area	GET	MSP	5.11	8.58	13.68
12147	FSM Access and Benefit Sharing Project	FAO	Micronesia	Biodiversity	GET	MSP	5.00	8.83	13.83

12146	Strengthening Jamaica's capacity to Implement the Cartagena Protocol on Biosafety	UNEP	Jamaica	Biodiversity	GET	MSP	1.70	3.75	5.45
12144	Enhancing Biodiversity Conservation in Ancestral Domains Management in the Philippines	UNDP	Philippines	Biodiversity	GET	MSP	1.01	4.30	5.31
12143	Catalysing Transboundary Investment for Ecosystem Restoration and Water Security in the Orange-Senqu River Basin	IUCN	Regional	International Waters	GET	MSP	2.23	12.90	15.13
12140	Securing Forest Landscapes in the Dominican Republic through Integrated Governance and Climate Finance	FAO	Dominican Republic	Multi Focal Area	GET	MSP	5.45	23.01	28.46
12138	Expanding Community-Driven Protection and Sustainable Management of Vanuatu's Key Biodiversity Areas	CI	Vanuatu	Biodiversity	GET	MSP	2.66	14.51	17.17
12133	Grazing With Trees	FAO	Jordan	Land Degradation	GET	MSP	1.90	14.00	15.90
12125	Enhanced Management of Indonesia's Marine Protected Areas (MPAs) Through the Critical Marine Habitat Facility (ICMHF)	UNDP	Indonesia	Biodiversity	GET	MSP	5.64	41.50	47.14
12121	Promoting Sustainable and Inclusive Blue Economy Transformation in Africa	UNDP	Regional	International Waters	GET	MSP	5.64	35.00	40.64
12119	Financial Inclusion and Resilience (FIRE): Leveraging Risk-Tolerant Crowdfunded Capital for Innovative Climate Adaptation	WWF-US	Regional	Climate Change	LDCF	MSP	1.80	2.48	4.28
12117	ACT-BIOFOULING: Accelerating Collaboration and Transformation (ACT) through Biofouling Management	UNDP	Global	International Waters	GET	MSP	5.58	27.76	33.35
12113	Strengthening Lake Malawi National Park management and reducing human wildlife conflict to enhance conservation and improve community livelihoods"	UNEP	Malawi	Multi Focal Area	GET	MSP	4.95	19.00	23.95
12111	Senegal Environmental Health and Pollution Management Project Additional Financing	World Bank	Senegal	Chemicals and Waste	GET	MSP	4.98	20.00	24.98
12109	Promoting Green and Blue Sustainable Economic Pathways through Natural Capital Assessment and Accounting, Policy transformation and Environmental Investment in the Dominican Republic	UNDP	Dominican Republic	Biodiversity	GET	MSP	2.19	3.99	6.18
12107	Catalyzing Sustainable Ocean Plans (SOPs) for Transboundary Marine Ecosystem Management	CAF	Global	International Waters	GET	MSP	4.52	32.00	36.52
12106	Sustainable and Resilient Ecosystems: Community and Territorial Strategies for Wildfire Management in Natural Protected Areas, their buffer zones and other conservation modalities in Peru	WWF-US	Peru	Biodiversity	GET	MSP	3.70	34.98	38.68
12104	Enhancing the Conservation and Sustainable Use of Chilean Wetlands to Protect Migratory Birds through the Implementation of SBAP Conservation Tools	CAF	Chile	Biodiversity	GET	MSP	2.40	5.00	7.40
12103	Enhancing Pacific Island Countries and Territories access and use of environmental data – Pacific Environmental Data (PED) Project	UNEP	Regional	Biodiversity	GET	MSP	3.78	0.25	4.03
12096	Integrated landscape management, sustainable use of biodiversity, and drought resilience in the North and Far North regions of Cameroon	FAO	Cameroon	Land Degradation	GET	MSP	3.44	13.50	16.94
12088	Southern Africa Great Green Wall Accelerator.	AfDB	Regional	Land Degradation	GET	MSP	4.37	3.03	7.41
12087	Blue-Green Atolls: Addressing Land Degradation, Groundwater Salinization & Coastal Erosion in RMI via climate resilient strategies	UNDP	Marshall Islands	Multi Focal Area	GET, SCCF-	FSP	9.57	38.50	48.07

					A, MTF				
12086	Resilient landscapes and Livelihoods through Integrated Landscape Management and Nature-Based Solutions in South Sudan	UNDP	South Sudan	Multi Focal Area	GET	FSP	7.57	52.98	60.55
12084	Introduction of climate smart agricultural (CSA) technologies in the District of Coronie to increase climate resilience	UNDP	Suriname	Multi Focal Area	GET, SCCF- A, MTF	MSP	3.20	0.50	3.70
12083	Healthy and productive ecosystems for healthy and productive rural communities in DRC	FAO	Congo DR	Multi Focal Area	GET	FSP	6.80	20.80	27.60
12082	Integrated project to strengthen the resilience of vulnerable communities and ecosystems in a changing climate	UNDP	Senegal	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	49.60	59.60
12081	Enhancing Transboundary Water Resources Management through sustainable financing and integrated management approaches in the Cubango-Okavango River Basin.	UNDP	Regional	International Waters	GET	MSP	5.64	16.25	21.89
12076	China's Green Shipping Transition Model and Demonstration	UNIDO	China	Multi Focal Area	GET	FSP	19.03	158.29	177.32
12074	Integrated Management of Critical Habitats, Coastal and Marine Ecosystems for Sustainable Blue Economy	UNDP	Tanzania	Biodiversity	GET	FSP	6.00	43.26	49.26
12073	Enhancing Policy Coherence for a Sustainable Blue Economy in Indonesia	UNEP	Indonesia	Biodiversity	GET	FSP	9.00	75.00	84.00
12072	Resilient Integrated Livestock and Aquaculture Project (RILAP)	IFAD	Malawi	Multi Focal Area	GET	FSP	6.02	33.00	39.02
12070	Sustainable Land Management (SLM) in Ecosystems of the Gulf of Fonseca Region in Honduras Generates Environmental and Global Benefits	UNDP	Honduras	Land Degradation	GET	MSP	5.31	31.77	37.08
12069	Unlocking Blue Pacific Prosperity (UBPP) through the Ocean Flagship	CI	Regional	International Waters	GET	FSP	20.00	102.71	122.71
12066	Accelerating Community-Led Actions for Ecosystem Resilience and Biodiversity Conservation Through Integrated Landscape Management (ACT)	IUCN	India	Multi Focal Area	GET	FSP	7.28	50.96	58.24
12064	Promoting Policy Coherence through support for Brazil's Ecological Transformation Plan	UNDP	Brazil	Multi Focal Area	GET	FSP	9.00	44.22	53.22
12063	Mexico's first national policy for deforestation-free and low-emission: transforming the livestock sector	FAO	Mexico	Multi Focal Area	GET	FSP	9.00	64.20	73.20
12061	Enhancing Policy Coherence for Supervision & Management on China's Key Ecological Spaces	FECO	China	Biodiversity	GET	MSP	5.61	35.00	40.61
12058	Cubango-Okavango River Basin (CORB): Financing Innovation in Transboundary Waters	World Bank	Regional	International Waters	GET	FSP	10.90	312.96	323.86
12033	Integrated Nature-Based Management of Jafong-Dawki, Cox's Bazar-Teknaf Peninsula and Sonadia Ecologically Critical Areas (ECAs) in Bangladesh	FAO	Bangladesh	Multi Focal Area	GET	FSP	10.38	50.00	60.38
12028	Securing Nature's Contribution to People: Advancing Indigenous and Local Community Livelihoods, Cultural Practices, and Sustainable Land Management.	UNDP	South Africa	Biodiversity	GET	FSP	6.08	41.09	47.18
12014	Enhancing Coastal Adaptation and Resilience in Bangladesh (CARB)	CI	Bangladesh	Climate Change	LDCF	FSP	9.80	7.63	17.43
12004	Integrated Management of Small Island Landscapes and Seascapes in the Philippines (ISLAS)	UNDP	Philippines	Biodiversity	GET	FSP	6.00	42.00	48.00

12003	Biodiversity and Inclusive Governance for Resilience Karst Ecosystem and Community Livelihood (BIO-KARST)	UNDP	Indonesia	Biodiversity	GET	MSP	5.00	15.00	20.00
12002	Enhancing the Conservation of Cetaceans in Türkiye	UNDP	Türkiye	Biodiversity	GET	MSP	3.11	12.40	15.51
11999	TDPS System 2 – SAP Implementation	UNDP	Regional	International Waters	GET	FSP	8.00	64.07	72.07
11996	Accelerating Electronic Monitoring in Tuna Fisheries for Strengthening Transparency and Addressing Illegal, Unreported, and Unregulated Fishing (EM4IUU)	CI	Global	International Waters	GET	FSP	6.00	50.00	56.00
11995	Restoring the Degraded Habitats of Forested Areas in the Agricultural Landscapes of Northern Jordan	UNDP	Jordan	Multi Focal Area	GET	MSP	1.00	6.05	7.05
11989	Integrated Management of Permafrost Peatland in Northern China for Biodiversity Conservation and Climate Actions	UNDP	China	Multi Focal Area	GET	FSP	8.00	42.00	50.00
11988	Implementation of the National Biosafety Framework in Uzbekistan in accordance with the Cartagena Protocol on Biosafety	IUCN	Uzbekistan	Biodiversity	GET	MSP	2.00	7.00	9.00
11987	Harnessing Natural Capital - Unlocking Zimbabwe's Biodiversity Potential in the Sebungwe Landscape	UNDP	Zimbabwe	Multi Focal Area	GET	FSP	6.39	25.58	31.97
11986	Enabling Pathways for Long-term Low Emission Development Strategies for the Built Environment in India	UNDP	India	Climate Change	GET	MSP	5.62	25.05	30.67
11981	Restoration through Science-based Execution and Established Biodiverse Registry for Degraded Ecosystems in Protected Areas and Broader Landscapes in the Philippines (RESEEDPh)	CI	Philippines	Multi Focal Area	GET	MSP	3.28	8.60	11.88
11979	Valuing resilience: building capacity for smallholder farmers and agribusinesses in East Africa to monetise climate resilience outcomes	DBSA	Regional	Climate Change	LDCF, SCCF-B, MTF	MSP	1.00	0.94	1.94
11978	Adaptation Innovation through Emissions Reductions Traditional Fire Management	DBSA	Regional	Climate Change	LDCF	MSP	1.81	0.80	2.61
11976	Promotion of sustainable rangeland management and restoration strategies and practices in the northwest coastal region of Egypt	UNEP	Egypt	Land Degradation	GET	MSP	2.00	12.29	14.29
11968	Transboundary Water Support through the Global Facility for Transboundary Water Cooperation	World Bank	Global	International Waters	GET	MSP	5.00	21.20	26.20
11967	Sustainable Wildlife Management and Resilient Communities in the Greater Ruaha-Katavi Landscape of Tanzania	UNDP	Tanzania	Biodiversity	GET	MSP	3.56	10.90	14.46
11966	Enhancing community-based landscape management and nature-based actions to Restore Degraded Ecosystems and Promote Livelihoods Resilience in the Western Highlands and Center region of Cameroon	UNEP	Cameroon	Biodiversity	GET	MSP	3.26	23.00	26.26
11965	Nature Positive Renewable Energy Development in Egypt	UNDP	Egypt	Biodiversity	GET	MSP	2.60	17.37	19.97
11955	PlanetGold Cameroon - Advancing formalization and mercury reduction in artisanal and small-scale gold mining	UNIDO	Cameroon	Chemicals and Waste	GET	MSP	5.15	30.00	35.15
11952	A Food Waste Breakthrough: Methane Mitigation	UNEP	Global	Climate Change	GET	MSP	3.00	11.46	14.46
11951	Integrated Soil Management for Resilience and Sustainability in Morocco	FAO	Morocco	Multi Focal Area	GET	MSP	3.13	26.30	29.43

11944	Inclusive management of the Central Highlands of Sri Lanka for conservation of globally significant biodiversity and ecological integrity	IUCN	Sri Lanka	Biodiversity	GET	MSP	4.00	16.00	20.00
11943	Supporting sustainable fisheries development through the promotion of initiatives, environmentally-friendly technology application, and climate adaptation	FAO	Viet Nam	Biodiversity	GET	MSP	3.60	49.87	53.47
11940	Strengthening Governance and Community-Based Management of Inland Fisheries to support Sustainable Use of Biodiversity and Building Resilience of the Economic Systems (IBES)	FAO	Indonesia	Biodiversity	GET	MSP	5.00	35.00	40.00
11937	Outrigger Impact Technical Assistance Facility (OTAF)	CI	Global	Multi Focal Area	LDCF, SCCF-B, MTF	MSP	1.80	3.79	5.59
11936	Enhancing the Conservation in the Tian Shan mountain regions in Central and Eastern Kyrgyzstan	UNDP	Kyrgyz Republic	Multi Focal Area	GET	MSP	2.50	15.13	17.63
11933	Women Ocean Guardians: Empowering Women for the Conservation and Sustainable Use of Large Marine Ecosystems	CI	Global	International Waters	GET	MSP	4.00	23.05	27.05
11931	Building national institutional capacity and capability to protect and restore biodiversity and increase resilience to climate change by managing invasive species	UNEP	Regional	Biodiversity	GET	MSP	5.00	14.46	19.46
11925	Private Finance and Investments for Nature Positive: ? Developing a Framework and Guidance for Financial Institutions	WWF-US	Global	Biodiversity	GET	MSP	0.90	1.07	1.97
11918	Sustainable Transformation of Agriculture in Uruguay	FAO	Uruguay	Multi Focal Area	GET	MSP	1.00	6.00	7.00
11916	Establishing the National Framework and Operational Capacities for Implementing the Nagoya Protocol through demonstration of replicable models for equitable access and benefit sharing (ABS) in Equatorial Guinea	UNEP	Equatorial Guinea	Biodiversity	GET	MSP	1.50	13.50	15.00
11914	Jaguar Corridors in the Face of Rapid Environmental Change: A dynamic monitoring and assessment system for prioritizing conservation investments	WWF-US	Regional	Biodiversity	GET	MSP	1.90	1.15	3.05
11908	Support to Preparation of the First National Report on Implementation of the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization	UNEP	Global	Biodiversity	GET	EA	4.05	-	4.05
11907	Support to Preparation of the Fifth National Reports on the Implementation of the Cartagena Protocol on Biosafety	UNEP	Global	Biodiversity	GET	EA	4.45	-	4.45
11906	Regional program for integrated water resources management in the transboundary basin of the Ubangi River between the Central African Republic (CAR) and the Democratic Republic of Congo (DRC)	AfDB	Regional	International Waters	GET	FSP	8.97	67.36	76.32
11889	Supporting Land Degradation Neutrality in St. Kitts and Nevis	FAO	St. Kitts and Nevis	Land Degradation	GET	MSP	4.50	6.91	11.41
11887	Enhanced climate resilience for coastal communities and marine ecosystems: Strengthening adaptation capacities to climate change and variability through sustainable management of fisheries, aquaculture and natural habitats	FAO	Senegal	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	15.00	25.00
11886	Community Based Marine and Coastal Ecosystem Restoration	IFAD	Eritrea	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	22.27	32.27
11882	Control and reduction of mercury emissions from the cement industry in the Small Island Developing States of the Caribbean region	UNIDO	Global	Chemicals and Waste	GET	FSP	16.68	105.00	121.68

11879	Establishing sustainable wetland management cornerstones in Madagascar	UNEP	Madagascar	Multi Focal Area	GET	FSP	7.20	34.84	42.03
11873	The Rehabilitation of Degraded Pastures to Promote Land Degradation Neutrality and Improve Livelihoods in Georgia	UNEP	Georgia	Land Degradation	GET	MSP	1.74	5.43	7.17
11872	Promoting Sustainable Rangeland Management and Restoration Practices and Strategies to Achieve LDN in the Northern Badia of Jordan	IUCN	Jordan	Land Degradation	GET	MSP	2.00	12.00	14.00
11866	Regenerative Agriculture for Food Supply Chains (RASC)	World Bank	Regional	Multi Focal Area	GET	FSP	15.00	202.20	217.20
11862	Revitalizing natural ecosystems and habitats in Djibouti's Maba and Madgoul landscapes	UNEP	Djibouti	Multi Focal Area	GET	MSP	4.00	21.76	25.76
11861	Excelling Protected Area Management Effectiveness for Biodiversity Conservation through Landscape Based Approach (ENABLE)	UNDP	Indonesia	Biodiversity	GET	FSP	7.50	48.00	55.50
11854	Revolutionising indicators of (un)sustainable wildlife use and trade by harnessing social media big data	IUCN	Global	Biodiversity	GET	MSP	1.90	3.73	5.63
11851	Integrated Management of key biodiversity areas and priority species through other effective area-based conservation measures (OECMs)	UNDP	Thailand	Biodiversity	GET	MSP	2.00	22.30	24.30
11850	Building Access and Benefit Sharing (ABS) Framework for Biodiversity Conservation and Sustainable Use in Thailand	UNDP	Thailand	Biodiversity	GET	MSP	1.90	14.30	16.20
11849	Systemic Capital for Adaptation Localization and Expansion (SCALE)	CI	Global	Climate Change	LDCF, SCCF-B, MTF	MSP	1.40	2.71	4.11
11843	Accelerating Integration, Policy Coherence, and Food Systems Investment with the TCC – Learning from Africa's Food Systems Vanguard Countries	World Bank	Regional	Multi Focal Area	GET	MSP	1.90	0.90	2.80
11840	Collaboration for Complex Challenges: addressing the food-biodiversity-climate nexus	UNDP	Global	Multi Focal Area	GET	MSP	1.90	7.21	9.11
11835	AgroWeb3: Market Access Window Project	IFAD	Global	Land Degradation	GET	MSP	1.82	0.82	2.64
11833	The Freshwater Challenge: Accelerating Restoration and Conservation of Freshwater Ecosystems	WWF-US	Global	International Waters	GET	MSP	4.96	12.08	17.04
11832	Enhancing Integrated Coastal Forests Biodiversity Hotspot Management and Restoration for Increased Ecosystem Services in Kenya	UNEP	Kenya	Multi Focal Area	GET	MSP	3.35	13.80	17.15
11831	BBNJ - Global and regional support to the BBNJ Agreement ratification process and implementation readiness.	FAO	Global	International Waters	GET	MSP	5.00	18.14	23.14
11828	Operationalizing the Nagoya Protocol Access and Benefit Sharing and Traditional Knowledge Regime in Burkina Faso (ONATLAB)	UNEP	Burkina Faso	Multi Focal Area	GET	MSP	3.00	9.00	12.00
11827	Local Investment And Action For Climate Resilient, Water Secure And Healthy Farming Communities In Timor Leste	FAO	Timor Leste	Climate Change	LDCF	MSP	5.00	5.25	10.25
11761	Heart of Conservation Initiative	WWF-US	Global	Biodiversity	GET	FSP	25.00	83.80	108.80
11759	Enhancing & Sustaining Kiribati's Resilient Future: Integrating Green Economy Transformations to strengthen Atolls Climate Change Adaptation and Sustainable Land Use Management	IFAD	Kiribati	Multi Focal Area	GET, LDCF, MTF	FSP	28.58	25.00	53.58

11757	SGP CSO Challenge Program	IUCN	Global	Multi Focal Area	GET	FSP	10.00	4.26	14.26
11726	Eighth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme (Tranche 2)	UNDP	Global	Multi Focal Area	GET	FSP	80.66	56.73	137.39
11720	Promoting Sustainable land management for the achievement of Land Degradation Neutrality for Improved Equity, Sustainability, and Resilience in Rice Landscapes of Liberia	FAO	Liberia	Multi Focal Area	GET	FSP	5.76	43.43	49.20
11719	Conservation International GEF Small Grants Programme 2.0 (CI SGP 2.0)	CI	Global	Multi Focal Area	GET	MSP	4.82	6.97	11.79
11718	Revitalizing Ecosystems for Sustainable Agriculture and Resilience in Fiji (RESAR)	IFAD	Fiji	Multi Focal Area	GET	FSP	9.23	25.36	34.59
11714	Spatial-based Natural Forest Planning and Governance for Robust Ecosystems (SPARE)	UNDP	Indonesia	Biodiversity	GET	FSP	7.00	40.00	47.00
11706	Integrated Land and Water Management (ILWM) for enhanced ecosystem goods and services in Libya	UNDP	Libya	Multi Focal Area	GET	FSP	5.80	20.00	25.80
11701	Building a Climate-Resilient and Sustainable Shea Landscape of Northern Uganda	CI	Uganda	Climate Change	LDCF	FSP	7.50	13.42	20.92
11700	Strengthening Climate Adaptation, Biodiversity Conservation, and Combating Land Degradation through Ecosystem-based Adaptation in Samoa	UNDP	Samoa	Multi Focal Area	GET, SCCF-A, MTF	FSP	6.00	37.02	43.02
11699	Resilient rural economic growth and food security	FAO	Solomon Islands	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	29.73	39.73
11698	Eighth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme (Tranche II)	FAO	Global	Multi Focal Area	GET	FSP	19.00	17.43	36.43
11696	Fostering water security and catchment resilience in Uganda's Cattle Corridor	CI	Uganda	Climate Change	LDCF	FSP	8.50	56.11	64.61
11695	Promoting climate-resilience through ecosystem-based adaptation (EbA) solutions in the Northern Lao PDR	UNDP	Lao PDR	Climate Change	LDCF	FSP	7.00	27.30	34.30
11694	Madagascar Science-based management of Biodiversity and Natural Resources for Economic Development Project	World Bank	Madagascar	Multi Focal Area	GET, LDCF, MTF	FSP	22.10	162.30	184.40
11693	Conserving Biodiversity and Natural Resources through Spatial Planning and Integrated Landscape Management	UNDP	China	Biodiversity	GET	FSP	6.20	59.40	65.60
11681	Chemicals and Wastes Financing Partnership Facility (CWFPF)	ADB	Global	Chemicals and Waste	GET	FSP	32.00	314.42	346.42
11680	Transboundary biodiversity conservation between North Macedonia and Albania	UNEP	Regional	Biodiversity	GET	MSP	2.00	9.00	11.00
11679	Participatory restoration to improve ecosystem service provision and connectivity at the landscape scale in Colombia	UNEP	Colombia	Multi Focal Area	GET	FSP	20.06	56.57	76.63
11677	Phase 2: NBS Invest. Accelerating Investments in Nature Based Solutions to help address climate adaptation in Least Developed Countries	World Bank	Global	Climate Change	LDCF	FSP	10.90	64.48	75.38
11674	The Digital Seafood Revolution: Electronic catch documentation and traceability systems (eCDT) for sustainable and legal fisheries in Chile, Peru, and Ecuador	UNEP	Regional	International Waters	GET	FSP	8.98	116.57	125.55

11668	Strengthening Nature-Based Solutions to Restore Ecosystems, and Conserve and Enhance Blue Carbon Stocks and Biodiversity in Viet Nam	UNDP	Viet Nam	Multi Focal Area	GET	MSP	4.00	23.00	27.00
11664	Enhanced protected areas network for biodiversity conservation and development	UNEP	Ukraine	Biodiversity	GET	MSP	4.00	23.00	27.00
11658	Resilient Recovery for Nutmeg Agro-Forest Systems in Grenada	FAO	Grenada	Climate Change	SCCF-A, SCCF	MSP	1.00	4.40	5.40
11657	Mainstreaming Nature-based Solutions to enhance the climate resilience of communities and ecosystems in the Himalayan Region of Nepal	IUCN	Nepal	Climate Change	LDCF	MSP	4.50	15.91	20.41
11648	Transforming food systems through ecosystem-based approaches to combat land degradation and loss in ecosystem services in value-chains in Tonga	FAO	Tonga	Multi Focal Area	GET	MSP	2.00	4.00	6.00
11578	Scaling-up conservation and sustainable management of priority wetlands of the East-Asian Australasian Flyway in the Philippines (PHIL FLYWAY)	ADB	Philippines	Biodiversity	GET	MSP	3.00	22.86	25.86
11577	Implementation of Sustainable Transport Solutions in Togo	BOAD	Togo	Climate Change	GET, LDCF, MTF	FSP	10.38	56.00	66.38
11574	Control and reduction of mercury emissions from the cement industry in Brazil	UNIDO	Brazil	Chemicals and Waste	GET	FSP	13.41	216.46	229.86
11572	Strengthening Zambezi River Basin Management towards Climate Resilience and Ecosystem Health.	AfDB	Regional	International Waters	GET	FSP	10.57	149.36	159.93
11565	Integrated Landscape Management for Biodiversity Conservation in the Caatinga - Conecta Caatinga	Funbio	Brazil	Biodiversity	GET	FSP	6.07	21.00	27.07
11564	Building Urban Resilience to Climate Change and Transitioning to Green Economy in Somalia	UNDP	Somalia	Climate Change	LDCF	FSP	13.00	2.30	15.30
11552	Sao Tome e Principe – Development of the Transport and Coastal Protection Sector	World Bank	Sao Tome and Principe	Climate Change	LDCF	FSP	14.00	42.10	56.10
11551	Rehabilitation and restoration of ecosystems in the Gum Arabic belt and sustainable use of forest resources in Mauritania	FAO	Mauritania	Land Degradation	GET	FSP	6.00	9.00	15.00
11548	Strengthening the resilience of natural and agro-ecosystems and communities to climate change in Central Togo	UNDP	Togo	Multi Focal Area	GET, LDCF, MTF	FSP	7.50	161.10	168.60
11547	Unlocking the groundwater potential of the Kilimanjaro Water Tower	FAO	Regional	International Waters	GET	FSP	8.00	56.53	64.53
11545	Strengthening climate resilience of communities in Angola through community-based adaptation action	FAO	Angola	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	33.83	43.83
11543	Life Cycle Management Project in Plastic Industry in China	UNDP	China	Chemicals and Waste	GET	FSP	22.42	193.11	215.53
11541	Watershed Action for Restoring Ecosystems in the South Corridor of St. Vincent	UNEP	St. Vincent and Grenadines	Land Degradation	GET	FSP	6.89	14.54	21.43
11533	Integrated management of multiple use landscapes/seascapes to promote biodiversity conservation, ecosystem restoration, improve land and marine productivity and economic benefits to local communities	UNDP	Montenegro	Multi Focal Area	GET	FSP	6.29	77.10	83.39

11532	Climate-resilient Banjul: Enhancing Urban Resilience in the Greater Banjul Area (CLIMB)	UNEP	Gambia	Climate Change	LDCF	FSP	14.00	25.44	39.44
11531	Upscaling ecosystem-based adaptation to enhance ecosystem services and community adaptive capacity in Tanzania's Greater Serengeti Ecosystem.	UNEP	Tanzania	Climate Change	LDCF	FSP	10.91	20.25	31.16
11530	Strengthening the integrated landscape management and governance for the conservation and sustainable use of forested areas important for biodiversity and ecosystem services (AIBDES) in Indonesia	FAO	Indonesia	Biodiversity	GET	FSP	8.00	55.32	63.32
11528	Sulu-Sulawesi Seascape Approach to Coral Reef Livelihoods (SEACONNECT)	CI	Regional	International Waters	GET	FSP	6.70	49.24	55.94
11526	Promoting the Integrated Management of Sargassum: Building Resilient Tourism and Fisheries Sectors through the Conservation of Marine Ecosystems in Caribbean countries (SargMarine)	CAF	Regional	International Waters	GET	FSP	11.23	67.33	78.55
11524	Integrated Management of Seascapes of the Kazakhstani part of the Caspian Sea and Land Resources of Adjacent Territories	UNDP	Kazakhstan	Multi Focal Area	GET	FSP	8.18	90.86	99.04
11523	Safeguarding the future of Namibia's Protected Area Network through Financing4Future	WWF-US	Namibia	Biodiversity	GET	FSP	6.91	98.74	105.65
11522	Increased Access to Water Supply for Resilience in Comoros (IAWASuR)	UNDP	Comoros	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	63.00	73.00
11520	Improving source-to-sea governance to reduce the drivers of land-based impacts on the Large Marine Ecosystems in the SICA region	FAO	Regional	International Waters	GET	FSP	20.00	152.53	172.53
11514	Rwanda Wildlife Conservation Bond (WCB) Operation	World Bank	Rwanda	Biodiversity	GET	FSP	9.86	158.20	168.06
11501	Addressing tenure governance and gender equality in land rights to strengthen LDN initiatives	FAO	Global	Land Degradation	GET	MSP	2.24	3.28	5.52
11499	Inclusive GEF Assembly Challenge Programme in Developing Countries	UNIDO	Global	Climate Change	SCCF-B, SCCF	MSP	1.96	1.58	3.54
11498	Inclusive GEF Assembly Challenge Programme in Least Developed Countries (LDCs)	UNIDO	Global	Climate Change	LDCF	MSP	1.87	1.17	3.04
11495	Strengthening Conservation of Primary Forests through Partnership Enhancement and Coordination of Support	IUCN	Global	Multi Focal Area	GET	MSP	2.22	1.26	3.48
11493	Mainstreaming Natural Capital Accounting into Planning and Implementation of Sustainable Landscape Management in Pakistan	UNEP	Pakistan	Biodiversity	GET	MSP	2.00	6.50	8.50
11490	Ecosystem restoration in seven national protected areas of Argentina	CAF	Argentina	Biodiversity	GET	FSP	7.00	44.18	51.17
11489	Sustainable Land Management and improved Community Resilience in Dryland areas and livestock migratory hotspots of Tanzania	FAO	Tanzania	Climate Change	LDCF	FSP	9.00	27.00	36.00
11484	Atlantic Forest Great Reserve Project	Funbio	Brazil	Biodiversity	GET	MSP	2.00	6.16	8.16
11478	CoHABITAT – Conservation and sustainable management of wetlands, forest and grasslands to secure the population of Migratory species along Central Asian Flyway in India	UNDP	India	Biodiversity	GET	FSP	12.00	72.67	84.67
11476	Foster transboundary cooperation and capacities for the management of the marine biodiversity of the Southwest Atlantic Large Marine Ecosystems through regional and national actions	CAF	Regional	International Waters	GET	FSP	10.14	111.60	121.74

11453	Promoting social and ecological resilience in land-water-food systems in blue economy sectors in Benin	AfDB	Benin	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	26.43	36.43
11452	Program for improving sustainable marine fisheries opportunities in SADC – The Case of the Mozambique Channel.	AfDB	Regional	International Waters	GET	FSP	5.91	11.20	17.11
11449	Strengthening the System of Protected Areas and Improvement of its Financial Sustainability	CI	Paraguay	Biodiversity	GET	FSP	5.70	17.43	23.13
11448	Conservation, development and livelihoods for thriving people and nature	UNDP	South Africa	Biodiversity	GET	FSP	5.00	13.71	18.71
11436	Championing Local Adaptation for Productive Ecosystems and Enhanced Resilience (CLAP for Resilience)	UNDP	Malawi	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	55.70	65.70
11435	Improving wetlands management for biodiversity and improved human-wildlife coexistence.	CI	Timor Leste	Multi Focal Area	GET	FSP	3.04	6.88	9.92
11433	Livestock Support for Climate Change Adaptation and Enhanced Resilience Project (LISCADERP) in Central African Republic	IFAD	Central African Republic	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	35.45	45.45
11432	BioSouth: The Pacific-Andean-Amazonian Ecological and Cultural Connectivity Corridor	UNDP	Colombia	Multi Focal Area	GET	FSP	15.30	41.34	56.64
11429	Blueing the Caspian Sea	World Bank	Regional	Multi Focal Area	GET	FSP	13.00	86.20	99.20
11426	Restoration and Preservation of Key Biodiversity Areas and Ecosystems in Anbar Province, Iraq.	UNDP	Iraq	Multi Focal Area	GET	FSP	6.43	12.00	18.43
11424	Support and build a more Sustainable Blue Economy in Aqaba through Marine Spatial Planning (MSP) and effective management of the first marine reserve in the country.	UNDP	Jordan	Biodiversity	GET	MSP	2.00	20.40	22.40
11423	Enhancing the conservation and sustainable use of biodiversity to meet India's commitment to the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework targets by 2030	UNDP	India	Biodiversity	GET	FSP	7.50	54.14	61.64
11422	Lake Ecosystem Restoration in Indonesia through Integrated Governance, Landscape, and Community-based Approaches.	IFAD	Indonesia	Multi Focal Area	GET	FSP	8.00	49.65	57.65
11419	Artisanal Fisheries Resilient Development Project (PROPEIXE)	IFAD	Mozambique	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	32.70	42.70
11418	Strengthening Adaptation through Institutional Building and Resilient Livelihoods in South Sudanese Agro-pastoral Landscapes (SABRELA)	IFAD	South Sudan	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	22.57	32.57
11415	Supporting an integrated approach for ecosystem and biodiversity conservation and improved livelihoods in Central India (Madhya Pradesh and Maharashtra)	FAO	India	Multi Focal Area	GET	FSP	11.00	99.64	110.64
11414	Conserving terrestrial and marine biodiversity and restoring ecosystem services in globally relevant and vulnerable sites in Somalia	UNDP	Somalia	Multi Focal Area	GET	FSP	13.90	6.50	20.40
11412	Climate Change Resilience in the Caribbean Fisheries Sector (CC4FISH-II)	FAO	Regional	Climate Change	SCCF-A, SCCF	FSP	14.00	51.89	65.89
11410	Strengthening integrated transboundary source-to-sea management of the Ruvuma River Basin and its coastal zones to ensure ecosystem health and livelihood security	IUCN	Regional	International Waters	GET	FSP	7.98	65.44	73.42
11409	Integrated management of the doumeraie of the Goulbi N'kaba watershed and adjacent ecosystems (Maradi Region)	FAO	Niger	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	46.11	56.11

11408	Integrated Conservation and Sustainable Development in Socotra Archipelago and Aden Wetlands, Yemen	UNEP	Yemen	Multi Focal Area	GET	FSP	5.00	4.90	9.90
11407	Integrated Landscape Management for Sustainable Ecosystem Services and Community Livelihoods in Wami-Ruvu River Basin	UNEP	Tanzania	Multi Focal Area	GET	FSP	6.00	25.80	31.80
11402	Land Degradation Neutrality for Increased Resilience to Climate Change in Dominican Republic	FAO	Dominican Republic	Multi Focal Area	GET, SCCF-A, MTF	FSP	5.00	19.72	24.72
11401	Climate Resilient Transformation of Rice-based Farming and Food Systems in Central Nepal (CRAFT Nepal)	FAO	Nepal	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	10.00	20.00
11400	Building climate resilience of communities in Cambodia's protected landscapes: biodiversity-friendly crop-livestock systems for adaptation	FAO	Cambodia	Multi Focal Area	GET, LDCF, MTF	FSP	9.00	22.78	31.78
11398	Tajikistan Ecosystem Restoration and Resilient Agriculture (TERRA) Project	IFAD	Tajikistan	Multi Focal Area	GET	FSP	9.00	12.00	21.00
11396	Sustainable Management of Ecosystems in Miombo Ecoregions of Zambia	World Bank	Zambia	Multi Focal Area	GET, LDCF, MTF	FSP	11.31	127.01	138.32
11395	Enhancing biodiversity conservation and reducing climate vulnerability in Central Vietnam for sustainable development utilizing a landscape approach	WWF-US	Viet Nam	Multi Focal Area	GET	FSP	10.03	106.53	116.56
11394	Improving Conservation, Connectivity, and Mainstreaming of Biodiversity in Priority Ecoregions	UNDP	Argentina	Biodiversity	GET	FSP	6.00	39.20	45.20
11390	CSIDS SOILCARE Phase 2 - Caribbean Small Islands Developing States (SIDS) multi-country soil management initiative for integrated Landscape Restoration and climate-resilient food systems	FAO	Regional	Land Degradation	GET	FSP	19.91	25.65	45.56
11389	Adaptive management and restoration of degraded Aleppo pine forest in the Kasserine governorate (Tunisia) to strengthen resilience to climate change, conserve biodiversity, improve productivity and food security	FAO	Tunisia	Land Degradation	GET	FSP	3.00	39.00	42.00
11387	Nature based solutions for increased climate resilience in Vulnerable Rural communities of Lesotho	IUCN	Lesotho	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	53.90	63.90
11386	Acción Páramos: conservation, restoration and sustainable use of the páramos in Ecuador	UNEP	Ecuador	Biodiversity	GET	FSP	5.00	18.24	23.24
11365	Program to strengthen smallholder resilience to climate change (RESI-2P)	IFAD	Burkina Faso	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	92.16	102.16
11348	Restoring Ecosystem Connectivity for Biodiversity and Sustainable Livelihoods in the Litani Watershed Project (ECONNECT)	IFAD	Lebanon	Land Degradation	GET	FSP	3.32	16.36	19.68
11347	Reimagining National Parks for People and Nature - Mega Living Landscapes Project	WWF-US	South Africa	Biodiversity	GET	FSP	10.00	62.04	72.04
11346	Restoring Ecological Integrity of Protected Areas of Galapagos, through Strengthening Capacities for Translocations of Birds and Snakes	CAF	Ecuador	Biodiversity	GET	MSP	2.00	14.00	16.00
11336	Recovering the Sustainability of Ecosystems Affected by Drought in Northeastern Argentina	UNDP	Argentina	Land Degradation	GET	FSP	3.30	21.08	24.38

11335	Introducing Nature Based Solutions to Ensure Resilient Ecosystems, Green Recovery and Sustainable Livelihoods	UNDP	Bosnia-Herzegovina	Multi Focal Area	GET	FSP	5.46	40.15	45.61
11333	Integrated landscape management in the Napo River Basin for sustainable land management and biodiversity conservation.	UNDP	Ecuador	Multi Focal Area	GET	FSP	10.00	69.11	79.11
11332	Building resilient livelihoods through nature-based solutions in the Tonle Sap Basin and Siem Reap/Phnom Kulen landscape	UNDP	Cambodia	Climate Change	LDCF	FSP	7.54	15.00	22.54
11331	Restoration and sustainable management of Land for improved livelihoods in the degraded landscapes of Free State and Northwest Provinces of South Africa	IUCN	South Africa	Multi Focal Area	GET	FSP	6.05	24.45	30.50
11327	Living Amazon Mechanism	Funbio	Brazil	Biodiversity	GET	FSP	6.89	42.98	49.87
11324	Innovative use of financial instruments for Biodiversity Conservation and Restoration in Latin America and the Caribbean	IADB	Regional	Biodiversity	GET	FSP	43.80	641.28	685.08
11323	Indonesia Coral Reef Bond	World Bank	Indonesia	Biodiversity	GET	FSP	15.00	166.10	181.10
11322	Climate Adaptation and Resilience Enhancement for South Sudan (CARES)	FAO	South Sudan	Climate Change	LDCF	FSP	10.00	27.13	37.13
11304	Enhancing transboundary fisheries management in the Lower Mekong Basin	IUCN	Regional	Multi Focal Area	GET	FSP	12.00	46.03	58.03
11286	Umbrella Programme to Support NBSAP Update and the 7th National Reports	UNDP	Global	Biodiversity	GET	EA	38.80	-	38.80
11285	Eighth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme (Part 1)	UNDP	Global	Multi Focal Area	GET	FSP	137.54	35.00	172.54
11282	Mainstreaming Climate-Resilient Blue Economy in the BCLME Region (BCLME IV Project)	UNDP	Regional	Multi Focal Area	GET	FSP	11.65	55.56	67.21
11281	Umbrella Programme to Support NBSAP Update and the 7th National Reports	UNEP	Global	Biodiversity	GET	EA	39.71	-	39.71
11270	Barbados-Accelerating transition to resistant agrifood systems (BATRAS)	FAO	Barbados	Climate Change	GET, SCCF-A, MTF	FSP	4.00	160.19	164.19
11269	Empowering Indigenous Peoples and Local Communities (IPLCs) to manage biodiversity data and information as a strategy to conserve their territories, safeguard traditional knowledge, and promote integrated biodiversity management	UNEP	Brazil	Biodiversity	GET	FSP	7.00	74.70	81.70
11268	Biodiversity Wildlife Territories	Funbio	Brazil	Biodiversity	GET	FSP	18.50	62.32	80.82
11267	Beyond 30x30: Securing resilience in the Eastern Tropical Pacific through enhanced transboundary cooperation	CI	Regional	International Waters	GET	FSP	16.00	63.23	79.23
11249	Ecosystem restoration and sustainable livelihoods in the Biocultural Corridor of the Central West of Mexico (COBIOCOM)	FAO	Mexico	Multi Focal Area	GET	FSP	10.00	252.81	262.81
11238	Land degradation neutrality initiative in Southern Haiti	FAO	Haiti	Land Degradation	GET	FSP	6.10	30.53	36.63

11213	Generating opportunities for livelihoods and biodiversity through participatory governance of natural resources and the economic diversification of the communities of the central forest corridor of Honduras	FAO	Honduras	Multi Focal Area	GET	FSP	6.00	42.21	48.21
11212	Resilient communities, land restoration and sustainable ecosystem management	FAO	Zambia	Multi Focal Area	GET, LDCF, MTF	FSP	13.20	103.70	116.90
11210	Sustainable Wool and Mohair Value chain Competitiveness project (WaMCoP)	IFAD	Lesotho	Multi Focal Area	GET	FSP	6.00	60.00	66.00
11209	Strengthening ecological connectivity in natural and productive landscapes between the Amistad and Darien biomes	UNDP	Panama	Multi Focal Area	GET	FSP	7.43	42.85	50.28
11208	Strengthening inter-institutional coordination for the mainstreaming of biodiversity conservation in national, regional and local public policies in Chile	FAO	Chile	Biodiversity	GET	FSP	4.30	26.50	30.80
11180	Strengthening integrated transboundary management of the Incomati and Maputo river basins	UNDP	Regional	International Waters	GET	FSP	8.00	64.04	72.04
11179	Restoration and sustainable forest management of the Algerian Aleppo pine forest, ecosystem	UNDP	Algeria	Multi Focal Area	GET	FSP	4.00	24.00	28.00
11167	Restoration of Wetlands and other important Amazonian Ecosystems - Capacity-building, innovation, development and technological transfer for ecological restoration and climate change mitigation	FAO	Brazil	Multi Focal Area	GET	FSP	5.64	49.13	54.77
11166	Plastic Reduction in the Oceans: Sustaining and Enhancing Actions on Sea-based Sources (PRO-SEAS)	FAO	Global	International Waters	GET	FSP	8.00	67.01	75.01
11141	Transforming Policy and Investment through Improving Ecosystem Management and Restoration of Degraded Drylands of Dedoplistskaro Biosphere Reserve in Georgia to Generate Multiple Environmental and Socio-Economic Benefits	UNEP	Georgia	Multi Focal Area	GET	FSP	4.00	24.88	28.88
11140	Land Restoration and Ecosystem Service Improvement through Use of Fruit and Nut Tree Biodiversity in Armenia	UNEP	Armenia	Multi Focal Area	GET	MSP	2.21	28.66	30.87
11117	Community-based Wildfire Risk Management in Lebanon's Vulnerable Landscapes	World Bank	Lebanon	Multi Focal Area	GET	FSP	3.79	25.00	28.79
11116	Promoting sustainable economic benefits through the conservation of critical biodiversity and ecosystem services in the Eastern Coastal Region of Sri Lanka	UNDP	Sri Lanka	Multi Focal Area	GET	FSP	5.10	26.67	31.77
11115	Strengthening management to combat threats from Aquatic Invasive Alien Species in Venezuela	FAO	Venezuela	Biodiversity	GET	FSP	6.73	35.94	42.67
11114	Rehabilitating and conserving the mountain landscapes in Khangai region of Mongolia for improved ecosystem services and community livelihoods	FAO	Mongolia	Multi Focal Area	GET	FSP	3.00	22.50	25.50
11113	Promoting sustainable fisheries management in the Red Sea Large Marine Ecosystem (RedSeaFish project)	FAO	Regional	International Waters	GET	FSP	7.00	68.54	75.54
11111	Strengthening Climate Resilience on the Comoros Coastal Zone Through Ecosystem-based Adaptation	UNEP	Comoros	Climate Change	LDCF	FSP	9.99	44.07	54.06
11108	Towards a better understanding of the Amazon Aquifer Systems for its protection and sustainable management	UNEP	Regional	International Waters	GET	FSP	15.00	174.46	189.46
11100	Climate change adaptation of Cabo Verde's agri-food systems for improved food security and livelihoods	FAO	Cabo Verde	Climate Change	SCCF-A, SCCF	FSP	3.00	15.74	18.74
11071	Supporting the shift to a low-emission, circular construction in Chile	UNEP	Chile	Climate Change	GET	FSP	3.30	31.92	35.22

11062	Natural Capital Fund (NCF): Investing in Nature-Positive Agri-Food Enterprises in Asia and the Pacific	ADB	Regional	Multi Focal Area	GET	FSP	15.00	632.74	647.74
11061	Land Degradation Neutrality for Sustainable Use and Conservation of Uruguay Rangelands	FAO	Uruguay	Land Degradation	GET	MSP	2.00	11.76	13.76
11056	Support the urgent UN-brokered SAFER Salvage Operation to prevent an environmental, humanitarian and economic oil spill disaster in the southern Red Sea	UNDP	Yemen	Biodiversity	GET	FSP	5.00	55.50	60.50
11054	Umbrella Programme to Support Development of Biodiversity Finance Plans	UNDP	Global	Biodiversity	GET	EA	45.81	-	45.81
11052	Conservation of the Atlantic Forest through the sustainable management of cocoa agroforestry landscapes	FAO	Brazil	Multi Focal Area	GET	FSP	5.31	20.97	26.28
11050	An Inclusive Approach for Harnessing Marine Ecosystem Services and Transforming to Sustainable Blue Economy in the Red Sea and Gulf of Aden (HESBERSGA)	UNEP	Regional	International Waters	GET	FSP	8.27	50.00	58.27
11046	RESILAND: ARMENIA RESILIENT LANDSCAPES PROJECT	World Bank	Armenia	Multi Focal Area	GET	FSP	6.03	30.47	36.49

ANNEX 4: BIODIVERSITY FOCAL AREA PROJECTS: PROJECTS SUBMITTED THAT HAVE NOT BEEN APPROVED IN GEF-8

This annex provides information on projects submitted for funding to the GEF Trust Fund's Biodiversity Focal Area that were not approved in the GEF-8 period from July 1, 2022, to June 30, 2026.

Projects that were not approved because they were dropped by the Implementing Agency are presented first, followed by projects that did not satisfactorily address GEF Secretariat review comments in time before the end of the GEF-8 cycle, and projects that were not eligible for GEF Trust fund funding as proposed or not selected in the competitive process of the NGI window.

All financial amounts in the table are shown in millions of US dollars.

GEF ID	Project Title	Lead Agency	Country	Focal Area	Trust Fund	Project Type	Total GEF financing (\$ million)	Co-financing (\$ million)	Total project costs (\$ million)
Projects dropped by the agency									
12317	Enhancing island resilience through improved ecosystem management and sustainable agriculture practices	World Bank	Seychelles	Multi Focal Area	SCCF-A, GET, MTF	MSP	3.90	10.00	13.90
12310	Connecting Landscapes for Jaguar Conservation	UNDP	Ecuador	Biodiversity	GET	MSP	2.60	28.81	31.41
12298	Integrated marine coastal management for biodiversity conservation in the coasts and beaches of Ecuador	UNDP	Ecuador	Biodiversity	GET	MSP	5.00	81.85	86.85
12164	Conservation of globally significant biodiversity of the Ulu Jelai – Fraser's Hill Watershed, Malaysia, through a Living Landscape approach	UNDP	Malaysia	Biodiversity	GET	MSP	5.64	42.22	47.86
12142	Boosting Biodiversity, Adaptation to climate change and Community Well-being in Ecuador	CAF	Ecuador	Biodiversity	GET	MSP	4.50	33.21	37.71
12079	Tonga Rural Innovation Project Phase III	IFAD	Tonga	Multi Focal Area	GET, SCCF-A, MTF	FSP	5.10	10.17	15.27
12060	Integrated Management for Ecosystem Services Restoration, Biodiversity Conservation, Sustainable Land, Water Management and Enhanced Climate Action in Syria (Latakia Governate).	UNDP	Syria	Multi Focal Area	GET	FSP	6.13	12.97	19.10
11957	Strengthening the governance of national parks for the sustainable management of ecosystems in Northern Algeria	FAO	Algeria	Biodiversity	GET	MSP	2.00	11.70	13.70
11942	Empowering IP&LCs for Conservation: Enhancing Livelihoods and Protecting Forest Elephants in and around Bumba Bek National Park	WWF-US	Cameroon	Biodiversity	GET	MSP	4.00	29.92	33.92
11927	Ecosystem-Based Management of Wetland Clusters in the East Asian-Australasian Flyway (EAAF) in Bangladesh	UNDP	Bangladesh	Multi Focal Area	GET	FSP	10.38	50.00	60.38
11860	Support to Preparation of the First National Report on the Implementation of the Nagoya Protocol	UNEP	Global	Biodiversity	GET	EA	3.26	-	3.26
11859	Support to Preparation of the Fifth National Reports on the Implementation of the Cartagena Protocol on Biosafety	UNEP	Global	Biodiversity	GET	EA	3.51	-	3.51

GEF ID	Project Title	Lead Agency	Country	Focal Area	Trust Fund	Project Type	Total GEF financing (\$ million)	Co-financing (\$ million)	Total project costs (\$ million)
11722	Promoting environmental sustainability and social equity in Gaborone through a sustainable urban development approach.	UNDP	Botswana	Multi Focal Area	GET	FSP	6.10	39.15	45.25
11713	Conservation and restoration of four degraded agroecosystem landscapes in Indonesia to benefit biodiversity, improve ecosystem functioning, and increase livelihood generation and carbon sequestration	FAO	Indonesia	Multi Focal Area	GET	FSP	8.00	62.43	70.43
11527	Ecosystem-Based Management of Wetland Clusters in the East Asian-Australasian Flyway (EAAF) in Bangladesh	UNDP	Bangladesh	Multi Focal Area	GET	FSP	10.38	50.00	60.38
11521	Scaling-up conservation and sustainable management of priority wetlands of the East-Asian Australasian Flyway in the Philippines (PHIL FLYWAY)	ADB	Philippines	Biodiversity	GET	FSP	3.00	6.78	9.78
11507	Transformation of smallholder-farmer livelihoods for reduced loss of biodiversity and degraded land in Liberia's rice landscapes through nature-positive agriculture production and sustainable agri-food systems.	FAO	Liberia	Multi Focal Area	GET	FSP	5.76	37.58	43.35
11427	Operationalizing the Nagoya Protocol Access and Benefit Sharing and Traditional Knowledge Regime in Burkina Faso (ONATRAB)	UNEP	Burkina Faso	Multi Focal Area	GET	FSP	3.00	9.00	12.00
11417	Transboundary biodiversity conservation between North Macedonia and Albania	UNEP	Regional	Biodiversity	GET	FSP	3.00	15.00	18.00
11388	Restoring ecosystem functionalities and enhancing biodiversity at Mabla mountains and Madgoul landscapes, Obock and Tadjourah Regions, Djibouti	UNEP	Djibouti	Biodiversity	GET	FSP	4.01	21.76	25.77
11329	Enhancing Integrated Coastal Forests Biodiversity Hotspot Management and Restoration for Increased Ecosystem Services in Kenya	UNEP	Kenya	Multi Focal Area	GET	FSP	3.35	13.80	17.15
11207	Promoting Communal Environmental Governance in support of Conservation and Nature Based Solution (NBS) in Niger (PROGOSCON)	UNEP	Niger	Multi Focal Area	GET	FSP	3.30	20.00	23.30
11045	Global Biodiversity Finance Programme	UNDP	Global	Biodiversity	GET	FSP	20.70	2.10	22.80
Projects automatically dropped because end of cycle was reached without technical clearance									
12062	Integrated water and landscape management for biodiversity conservation, ecosystem restoration, and resilient livelihoods	FAO	Afghanistan	Multi Focal Area	GET	FSP	10.00	70.00	80.00
11721	Integrated Landscape and Water Management for the Gomel Polesye: An Ecosystem Approach Model to Achieve the Kunming-Montreal GBF Targets and LDN in Belarus	UNDP	Belarus	Multi Focal Area	GET	FSP	6.26	28.69	34.95
Projects rejected by GEF Secretariat because they were either not eligible, or, for projects submitted to the competitive NGI window, they were not selected for funding.									
12001	Catalysing Climate and Nature-Resilient Infrastructure through Blended Finance in Tanzania	DBSA	Tanzania	Biodiversity	GET	FSP	14.17	88.30	102.47

GEF ID	Project Title	Lead Agency	Country	Focal Area	Trust Fund	Project Type	Total GEF financing (\$ million)	Co-financing (\$ million)	Total project costs (\$ million)
11997	Integrated Landscape Restoration and Carbon Credit Generation in the N'zi-Mafa Forest Complex for Community Resilience and Sustainable Livelihoods	DBSA	Cote d'Ivoire	Biodiversity	GET	FSP	8.00	35.00	43.00
11993	Scaling-up Tiger Landscapes Investment Fund in South Asia	UNDP	Regional	Biodiversity	GET	FSP	9.00	25.40	34.40
11867	The Mzansi Water Bond Programme	DBSA	Regional	Biodiversity	GET	FSP	15.00	-	15.00
11672	Proofing the voluntary biodiversity credits market in Brazil	IADB	Brazil	Biodiversity	GET	FSP	15.00	159.53	174.53
11505	WWF Impact: Catalytic investments in early-stage enterprises in Regenerative Agriculture and Food Circularity	WWF-US	Regional	Multi Focal Area	GET	FSP	8.94	98.61	107.55
11503	AFI Green-Blue Mechanism: Sustainability along bird flyways in the Americas.	CAF	Regional	Biodiversity	GET	FSP	18.20	156.86	175.07
11431	Senegal's Great Green Wall Advancement: Elevating Global Environmental Impact and Local Prosperity (Dekkil Aalam)	FAO	Senegal	Multi Focal Area	GET	FSP	5.00	15.00	20.00
11413	LIFE-LINES - Leveraging Infrastructure For Ecosystems: Landscapes Integrated with Nature and Environmentally-friendly Solutions	IUCN	India	Multi Focal Area	GET	FSP	3.50	24.50	28.00
11406	Sustainable, equitable, and traceable trade for threatened medicinal plants in India based on a landscape approach	IUCN	India	Biodiversity	GET	FSP	3.42	23.94	27.36
11404	Safeguarding the buffer zone around the Protected Areas and promoting community-based development of fringe villages through identification of gaps, planning and development of Model Zonal Master Plan (ZMP) for Eco Sensitive Zones (ESZ) and other tools	IUCN	India	Biodiversity	GET	FSP	9.00	63.00	72.00
11366	Collaborative management of the biodiversity-rich, ecologically sensitive and globally important Central Highlands Landscape of Sri Lanka for climate resilience and enhanced Global Environmental Benefits	IUCN	Sri Lanka	Biodiversity	GET	FSP	4.00	16.00	20.00
11240	Integrated management and conservation of the critically important SUDD wetland ecosystem of South Sudan for ecosystem resilience and improved livelihoods	UNEP	South Sudan	Multi Focal Area	GET	FSP	7.41	20.30	27.71
11168	Pollinator Conservation and Pollination Services in Brazil	FAO	Brazil	Biodiversity	GET	FSP	6.00	32.50	38.50

ANNEX 5 - STATUS OF RESOURCES APPROVED BY THE GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY IN GEF-7 FOR READINESS AND EARLY ACTIONS TO IMPLEMENT THE KUNMING-MONTREAL GLOBAL BIODIVERSITY FRAMEWORK

This annex provides information on the GEF-7 grant for Readiness and Early Actions to Implement the KMGBF, compiled by the UNDP and the UNEP (the Implementing Agencies) as of June 15, 2026.

138 countries receive financial support through these grants, which were approved through 21 MSPs endorsed by the GEF CEO between April 13 and June 17, 2022. Tables A and B have country-level information for projects implemented by the UNDP and the UNEP, respectively.

All financial amounts are shown in US dollars, dates follow the DD/MM/YYYY format.

Table A: Countries supported by UNDP¹⁵⁷

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Algeria	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	-	7.7	26.8	67.9	86.7	93.0	06/03/2026	NBT Status: Submitted by Ministry of Environment and Quality of Life. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, NBSAP gap analysis, NBT gap analysis, Monitoring gap assessment, Policy coherence assessment, Policy coherence plan.
Antigua and Barbuda	\$273,973	17/6/2022	16/1/2023 \$ 249,115	0.0	0.5	10.5	43.5	54.6	70.9	72.4	Not submitted	NBT Status: Under final validation with the Department of Environment, with planned submission in Q3. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Gaps Assessment, Monitoring Action Plan, Stakeholder engagement plan,

¹⁵⁷ Under UNDP financial reporting procedures, expenditure figures may change until the Combined Delivery Report (CDR) is finalized and signed in June of the following year, reflecting normal accounting, reconciliation and IPSAS compliance processes.

¹⁵⁸ Exclusive of agency fees and inclusive of project management costs

¹⁵⁹ Amount exclusive of Direct Project Costs (\$14,000 per country) associated with UNDP's implementation modality.

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
												Stakeholder analysis, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Argentina	\$273,973	17/6/2022	16/1/2023 \$ 249,115	0.0	22.6	17.6	16.9	51.5	88.3	97.3	08/01/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Foreign Affairs and International Trade. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, NBSAP gap analysis, Stakeholder engagement plan, Biodiversity Finance Plan building blocks.
Bahamas	\$273,973	17/6/2022	16/1/2023 \$ 249,115	0.0	-	-	-	-	28.5	58.4	10/04/2026	NBT Status: Under final validation by the Department of Environmental Planning and Protection and planned for release. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment.
Bahrain	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	17.4	17.4	38.5	39.4	90.0	99.4	03/08/2025	NBT Status: Submitted by the Supreme Council of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP Gap analysis, Monitoring Gaps Assessment, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan.
Barbados	\$273,973	17/6/2022	16/1/2023 \$ 249,115	0.0	1.5	13.1	33.9	68.3	93.9	98.8	Not submitted	NBT Status: Under development with the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Gaps Assessment, Monitoring Action Plan, Stakeholder engagement plan, Stakeholder analysis.
Belize	\$273,973	17/6/2022	16/1/2023 \$ 249,115	5.3	17.9	26.4	87.5	98.3	93.8	93.8	03/03/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Sustainable Development and Climate Change. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP, NBSAP Gap Analysis,

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
												Monitoring Action Plan, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Bhutan	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.9	41.5	66.9	78.5	93.7	98.3	100.0	25/07/2024	NBT status: Submitted by the Ministry of Energy and Natural Resources. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Bolivia	\$273,973	17/6/2022	16/1/2023 \$ 249,115	0.0	0.2	0.5	29.8	30.4	75.9	92.0	24/11/2025	NBT Status: Submitted by the Ministry of Development Planning and Environment. Key project outcomes: NBTs, Coherence Assessment.
Brazil	\$273,973	17/6/2022	16/1/2023 \$ 249,115	0.9	1.3	19.2	23.2	24.4	99.5	91.0	27/01/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment and Climate Change. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP, Policy Coherence Assessment, Monitoring Action Plan, Stakeholder engagement plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Cambodia	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	8.5	8.7	100.0	100.0	100.0	100.0	23/02/2026	NBT status: Submitted by the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Chile	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	13.2	92.2	99.5	99.5	99.5	99.5	23/12/2025	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Action Plan, Policy coherence assessment.

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
China	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	-	-	-	36.1	99.2	100.0	04/03/2026	NBT status: Submitted by the Ministry of Ecology and Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Gender Action Plan, Biodiversity Finance Plan, Building Blocks.
Colombia	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	22.4	76.6	86.8	98.1	99.6	99.6	18/12/2025	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment and Sustainable Development. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Costa Rica	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	8.1	24.7	70.2	76.6	94.5	90.6	98.1	23/02/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment and Energy. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, Policy Coherence Assessment, Monitoring Gaps Assessment, Stakeholder Analysis, Biodiversity Finance Plan Building Blocks, Gender Action Plan.
Cuba	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	16.2	30.3	51.0	61.7	77.6	96.9	94.9	25/07/2024	NBT Status: Submitted by the Ministry of Science, Technology, and Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Dominica	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	1.3	10.6	63.2	83.6	77.8	98.4	Not submitted	NBT Status: Under final validation with the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
												Plan, Biodiversity Finance Plans Building Blocks.
Dominican Republic	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	10.1	14.7	61.3	69.1	100.0	100.0	27/02/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment and Natural Resources. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Stakeholder engagement plan, Stakeholder analysis, Biodiversity Finance Plan Building Blocks, Gender Action Plan.
Ecuador	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	11.8	43.8	64.7	87.9	100.0	100.0	02/03/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment and Water. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Egypt	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	0.0	26.4	43.7	46.4	81.0	87.9	28/12/2024	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
El Salvador	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	4.2	72.0	78.3	96.1	95.8	98.4	10/01/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment and Natural Resources. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Assessment.
Grenada	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	1.0	11.1	23.3	36.3	64.1	70.4	Not submitted	NBT Status: Under development with the Ministry of Climate Resilience, the Environment and Renewable Energy

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
												Key project outcomes: Ongoing.
Guatemala	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	2.5	71.2	71.8	76.4	79.7	99.4	28/02/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment and Natural Resources. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Stakeholder Engagement Plan, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan.
Guyana	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	43.3	39.3	56.8	81.4	93.2	43.3	17/05/2025	NBT Status: Submitted by the Environmental Protection Agency. Key project outcomes: NBTs, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Gaps Assessment, Monitoring Action Plan, Stakeholder Engagement Plan.
Haiti	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	33.0	73.1	79.1	97.9	98.9	33.0	Not submitted	NBT Status: Under final validation by Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Action Plan, Stakeholder Analysis, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Honduras	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	0.0	17.5	37.6	61.3	86.3	94.9	19/02/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Natural Resources and Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
India	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	1.6	41.0	94.6	86.9	88.0	86.9	86.9	10/09/2024	NBT status: Submitted by the Ministry of Environment, Forest, & Climate Change. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Gaps Assessment, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Assessment,

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
												Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Indonesia	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.6	8.5	24.8	99.2	99.2	99.2	99.2	09/01/2026	NBT status: Submitted by the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Policy Coherence Assessment, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Plan.
Iraq	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	29.5	47.1	73.4	98.3	100.0	100.0	26/02/2026	NBT Status: Submitted by Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP Gap Analysis, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Jamaica	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	23.2	29.3	34.6	37.6	52.8	81.1	Not submitted	NBT Status: Under final validation by the Ministry of Water, Environment and Climate Change. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Gaps Assessment.
Jordan	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	15.3	47.2	80.4	92.2	92.2	100.0	100.0	03/08/2024	NBT Status: Submitted by Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Policy Coherence Assessment, Monitoring Gaps Assessment, Monitoring Action Plan, Gender Analysis.
Kazakhstan	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	-	5.0	61.0	87.6	87.6	98.5	98.5	04/02/2026	NBT Status: Submitted by Ministry of Ecology, Geology and Natural Resources. Key project outcomes: NBTs, NBSAP.

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Kyrgyzstan	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	11.6	18.4	34.9	92.1	92.1	98.4	99.4	04/03/2026	NBT Status: Submitted by Ministry of Natural Resources, Ecology and Technical Supervision. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks, Gender Analysis.
Lao PDR	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	-	9.6	47.5	83.5	90.4	100.0	100.0	09/10/2024	NBT status: Submitted by the Ministry of Agriculture and Forestry. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment.
Lebanon	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	-	10.3	73.0	77.4	99.2	99.0	99.0	28/02/2025	NBT Status: Submitted Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan.
Malaysia	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	-	48.3	57.1	69.8	87.6	98.3	100.0	01/08/2024	NBT status: Submitted by the Ministry of Natural Resources and Environmental Sustainability. Key project outcomes: NBTs, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Maldives	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	5.6	15.6	18.7	52.5	80.9	91.9	Not submitted	NBT status: Under development with Ministry of Climate Change, Environment and Energy and planned for release in Q2 2026. Key project outcomes: Monitoring gaps assessment, Monitoring action plan, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
												Plan, Biodiversity Finance Plan building blocks.
Mauritania	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	46.3	46.3	57.1	57.1	57.1	97.0	Not submitted	NBT Status: Pending submission by Ministry of Environment. Key project outcomes: NBSAP.
Mauritius	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	-	-	1.9	61.2	50.3	50.4	Not submitted	NBT Status: Under validation by Ministry of Agro-Industry, Food Security, Blue Economy, and Fisheries. Key project outcomes: Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan.
Mexico	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	3.9	44.0	58.8	91.6	91.0	98.9	99.9	28/02/2026	NBT Status: Submitted by the National Commission for the Knowledge and Use of Biodiversity. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Biodiversity financing plan building blocks.
Mongolia	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	5.2	25.4	83.0	96.5	99.9	100.0	100.0	25/02/2026	NBT status: Submitted by the Ministry of Environment and Climate Change. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Stakeholder Engagement Plan, Stakeholder Analysis, Biodiversity Finance Plan Building Blocks, Gender Analysis.

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Morocco	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	-	6.5	25.1	81.7	94.0	99.9	99.9	02/08/2024	NBT Status: Submitted by Ministry of Energy Transition and Sustainable Development. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Action Plan, Monitoring Gap Assessment, Policy Coherence Plan, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Nepal	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	-	6.2	21.3	78.7	98.8	99.9	99.9	24/02/2026	NBT status: Submitted by the Ministry of Forests and Environment. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Stakeholder Engagement Plan, Stakeholder Analysis, Policy Coherence Assessment, Gender Analysis.
Pakistan	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.2	8.3	30.5	58.5	61.1	99.2	99.2	27/02/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Climate Change and Environmental Coordination. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP Gap Analysis, NBSAP, Policy Coherence Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Monitoring Action Plan, Stakeholder Engagement Plan, Stakeholder Analysis, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Panama	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	8.9	23.6	63.3	87.2	99.9	99.9	06/02/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Plan, Stakeholder Engagement

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
												Plan, Stakeholder Analysis, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Papua New Guinea	\$273,973		17/1/2023 \$ 249,115	0.0	1.1	76.6	89.0	89.0	89.0	89.0	14/10/2024	NBT status: Submitted by the Conservation and Environment Protection Authority. Key project outcomes: NBTs, Monitoring gaps assessment, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Paraguay	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	-	22.3	75.1	92.8	99.6	99.7	16/01/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment and Sustainable Development. Key project outcomes: NBTs, NBSAP Gap Analysis, NBT Gap Analysis, NBSAP, Gender Action Plan, Gender Analysis.
Peru	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	4.0	16.2	92.8	100.0	100.0	100.1	100.0	21/02/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP, Stakeholder Engagement Plan, Stakeholder Analysis.
Philippines	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	29.9	91.5	70.6	71.9	96.3	96.3	06/10/2025	NBT status: Submitted by the Department of Environment and Natural Resources. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Plan.
Saint Lucia	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	-	15.3	68.5	71.7	93.7	94.4	12/01/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Sustainable Development, Energy, Science, and Technology. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, NBT Gap Analysis, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
												Plan, Stakeholder Engagement Plan, Stakeholder Analysis.
Samoa	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	-	1.5	31.0	56.9	100.0	100.0	31/10/2024	NBT Status: Submitted by the Ministry of Natural Resources and Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment.
Seychelles	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	1.3	3.1	4.7	47.0	82.0	89.0	93.7	30/06/2025	NBT Status: Submitted by Ministry of Environment, Climate, Energy and Natural Resources. Key project outcomes: NBTs, Policy Coherence Assessment, Stakeholder Engagement Plan, Stakeholder Analysis, Monitoring Gaps Assessment, Biodiversity Finance Plan building blocks.
Somalia	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	0.0	32.8	85.5	100.0	100.0	100.0	19/08/2024	NBT Status: Submitted by Ministry of Environment and Climate Change. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan building blocks.
Sri Lanka	\$273,973	17/6/2022	17/1/2023 \$ 249,115	0.0	1.3	51.7	92.4	95.8	92.4	92.4	25/02/2026	NBT Status: Under final validation with Ministry of Environment and planned for release in Q2 2026. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, Monitoring Action Plan.

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
St Vincent and Grenadines	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	-	2.4	51.5	64.4	92.1	97.1	23/01/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of Health, Wellness, Environmental Health, and Energy. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Gaps Assessment, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
St. Kitts and Nevis	\$273,973	17/6/2022	20/1/2023 \$ 249,115	0.0	-	7.3	33.6	40.2	61.4	92.8	Not submitted	NBT Status: Under development with the Department of Environment. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment.
Suriname	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	12.2	46.0	84.2	87.0	91.7	91.7	20/10/2024	NBT Status: Submitted by the Ministry of Oil, Gas, and Environment. Key project outcomes: NBTs.
Tajikistan	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	1.3	40.9	41.6	67.7	99.9	99.9	09/07/2025	NBT Status: Submitted by Committee for Environmental Protection under the Government of the Republic of Tajikistan. Key project outcomes: NBTs, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Building Blocks.
Thailand	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	5.5	82.5	88.0	99.4	99.4	99.8	99.8	20/01/2026	NBT Status: Submitted by the Office of Natural Resources and Environmental Policy and Planning. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Timor Leste	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	24.8	36.1	50.1	66.5	99.6	100.0	05/08/2025	NBT Status: Submitted by the Ministry of Tourism and Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Assessment, Gender Action Plan.
Trinidad & Tobago	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	-	29.3	82.9	93.4	99.7	99.7	03/09/2025	NBT Status: Submitted by the Ministry of Planning and Development. Key project outcomes: Monitoring Action Plan, Policy Coherence Assessment, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Tunisia	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	3.7	6.8	67.4	85.8	96.4	99.6	99.6	15/10/2024	NBT Status: Submitted by Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Building Blocks, Gender Action Plan, Gender Analysis.
Turkmenistan	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	1.6	20.1	41.4	62.6	97.2	99.9	Not submitted	NBT Status: Under validation by Ministry of Environment Protection. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Ukraine	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.8	3.5	51.6	87.4	98.3	100.1	100.0	10/03/2026	NBT Status: Submitted by Ministry of Economy, Environment and Agriculture. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Plan.

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Uruguay	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	12.1	75.8	88.0	94.2	94.5	94.5	12/06/2025	NBT Status: Submitted by the Ministry of Environment. Key project outcomes: NBTs, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Uzbekistan	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	7.8	26.5	85.5	99.3	99.3	99.3	99.3	25/10/2024	NBT Status: Submitted by Ministry of Ecology, Environmental Protection and Climate Change. Key project outcomes: NBTs, NBT Gap Analysis, NBSAP, NBSAP Gap Analysis, Policy Coherence Assessment, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Venezuela	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	1.9	31.7	77.1	87.6	93.5	100.0	06/02/2026	NBT Status: Submitted by the Ministry of People's Power for Eco socialism. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.
Viet Nam	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	70.3	72.7	75.9	91.8	99.5	99.9	Not submitted	NBT Status: Under final validation with Ministry of Agriculture and Environment and planned for release in Q2 2026. Key project outcomes: Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Assessment, Policy Coherence Plan, Stakeholder Analysis, Biodiversity Finance Plan Building Blocks.

Country	Amount approved ¹⁵⁸	Date of endorsement by GEF CEO	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁵⁹	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)							Date submission to COP of national targets	Status of project activities
				30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Yemen	\$273,973	17/6/2022	21/2/2023 \$ 249,115	0.0	0.0	56.7	87.8	91.9	99.6	99.6	01/08/2024	NBT Status: Submitted by Environmental Protection Agency. Key project outcomes: NBTs, NBSAP, Policy Coherence Assessment, Monitoring Action Plan, Monitoring Gaps Assessment, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Plan Building Blocks

Table B. Countries supported by UNEP

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Albania	\$273,973	20/04/2022	08/03/2024 254,115.86	245,799.8 5	0.46	7.64	53.42	100.0 0	100.0 0	100.0 0	06/03/2026	The activities are complete. Finalized: NBTs, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Analysis and Plan, Biodiversity finance analysis, and plan.
Angola	273,973	14/04/2022	19/04/2024 254,115.86	222,599.8 0	1.02	66.45	79.16	100.0 0	100.0 0	100.0 0	13/09/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs.
Armenia	273,973	14/04/2022	10/01/2024 254,115.86	244,115.8 6	0.00	0.00	16.48	63.86	100.0 0	100.0 0	18/03/2025	The activities are complete. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring gap assessment, Monitoring action plan, policy analysis, Biodiversity finance plan.
Azerbaijan	273,973	14/04/2022	25/04/2023 254,115.86	254,115.8 6	14.02	34.98	76.78	96.78	100.0 0	100.0 0	20/07/2024	The activities are complete. Finalized: NBTs, Monitoring action

¹⁶⁰ Exclusive of agency fees and inclusive of project management costs.

¹⁶¹ Amount exclusive of Project Management Costs (PMC). 75% of the cumulative PMC totaling to \$1,370,142.66 has been expended. The remaining 25% will be expended within the extended period and during closure of the project.

¹⁶² The expenditure rating is based on the total country's approved budget. Country expenditure rating marked as 0.0% means that no expenditures have been reported by the country for UNEP recording. Per the agreement between UNEP and countries, 5% of total funds is retained and released upon submission and review of final financial, technical, and audit reports. A few countries are thus reported to have spent 5% more than they already received, because they have submitted their final expenditure reports and requested for release of the remaining tranche, which UNEP was processing at the time of reporting.

¹⁶³ Under the "Date of submission to CBD of national biodiversity target" column, ESD means Expected Submission Date.

¹⁶⁴ Where reports are still to be received or revised before a full status update can be provided, the status is listed as 'UNEP following up on reporting requirements. In some instances, status information specific to an individual country is noted. Where information was made available by countries by 13 April 2026, the status of the two key project outputs – the updated NBSAP and 7th National Report, are listed for each country.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
												plan, Policy coherence plan, Biodiversity finance analysis.
Bangladesh	273,973	13/04/2022	21/11/2023 254,115.86	223,324.2 9	1.30	9.44	17.34	19.68	32.82	32.82	24/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Benin	273,973	13/04/2022	16/01/2024 254,115.86	222,467.9 8	0.97	2.54	27.81	31.21	43.26	43.26	30/09/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Plan, Biodiversity finance analysis (Plan to be completed under BIOFIN project).
Bosnia and Herzegovina	273,973	20/04/2022	28/04/2024 254,115.86	254,115.8 6	0.00	0.00	1.48	34.73	71.43	94.95	02/08/2024	The activities are complete. Finalized: NBTs, Monitoring Action Plan, Policy and Institutional Coherence Action Plan, Biodiversity Finance Plan.
Botswana	273,973	22/04/2022	23/08/2023 254,115.86	221,964.1 7	0.77	5.87	35.31	78.33	78.33	78.33	14/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
												Biodiversity Finance plans underway.
Burkina Faso	273,973	13/04/2022	12/09/2023 254,115.86	244,615.86	16.17	57.02	100.00	100.00	100.00	100.00	12/12/2025	The activities are complete. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Monitoring Assessment, Policy Coherence Analysis, Biodiversity Finance Analysis.
Burundi	273,973	13/04/2022	254,115.86 254,115.86	222,833.89	1.14	6.18	19.81	40.73	71.02	71.02	04/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP.
Cabo Verde	273,973	14/04/2022	18/07/2023 254,115.86	220,000.00	0.00	0.00	7.83	11.17	11.17	11.17	18/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, Policy Coherence Analysis, Biodiversity Finance Strategy Monitoring Action Plan to be validated.
Cameroon	273,973	13/04/2022	23/01/2024 254,115.86	254,100.00	10.62	33.05	48.00	75.55	100.00	100.00	18/02/2026	The activities are complete. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Analysis, Biodiversity Finance Analysis.
Central African Republic	273,973	13/04/2022	03/10/2023 254,115.86	247,444.25	8.19	38.03	67.09	92.81	96.98	96.98	15/09/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Chad	273,973	13/04/2022	09/11/2023 254,115.86	254,115.86	1.00	24.18	59.66	100.00	100.00	100.00	12/09/2024	The activities are complete. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Analysis, Biodiversity Finance Analysis.
Comoros	273,973	14/04/2022	09/11/2023 254,115.86	247,128.95	1.00	24.18	59.66	100.00	100.00	100.00	12/09/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, Monitoring assessment and plan, Policy coherence assessment and plan, Biodiversity finance analysis.
Cook Islands	273,973	13/04/2022	09/11/2023 254,115.86	244,615.86	1.00	24.18	59.66	100.00	100.00	100.00	12/09/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance activities not included in the EAS project. Finalization of Monitoring and Policy Coherence plans underway.
Cote D'Ivoire	273,973	13/04/2022	24/05/2023 254,115.86	221,952.29	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10	01/03/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP.
Djibouti	273,973	14/04/2022	06/06/2023 254,115.86	222,920.89	31.60	59.94	65.71	100.00	100.00	100.00	15/08/2024	The activities are complete. Finalized: NBTs, Monitoring assessment, Policy Coherence Analysis, Biodiversity Finance Analysis.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Democratic Republic of the Congo	273,973	13/04/2022	12/05/2023 254,115.86	225,325.78	19.93	36.59	48.47	78.45	100.00	100.00	19/01/2026	The activities are complete. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring Analysis and Action Plan, Policy Coherence Analysis and Plan, Biodiversity Finance Analysis.
Equatorial Guinea	273,973	14/04/2022	13/03/2024 254,115.86	244,615.86	1.31	50.97	88.87	88.87	88.87	88.87	13/09/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP.
Eritrea	273,973	13/04/2022	09/11/2023 254,115.86	220,000.00	0.00	37.90	37.90	53.70	100.00	100.00	16/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Eswatini	273,973	22/04/2022	06/06/2023 254,115.86	222,708.88	18.43	20.95	60.72	78.45	78.45	78.45	19/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment and monitoring plan, policy coherence analysis and policy coherence plan, Biodiversity finance analysis. Finalization of Biodiversity Finance plan underway.
Ethiopia	273,973	13/04/2022	20/07/2023 254,115.86	244,615.86	20.73	41.61	74.24	88.53	88.53	88.53	05/08/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment and plan, policy coherence analysis and plan, Biodiversity finance analysis, and plan.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Fiji	273,973	13/04/2022	18/03/2024 254,115.86	222,523.98	0.99	0.99	3.69	21.06	87.56	87.56	08/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment and monitoring plan, policy coherence analysis and policy coherence plan, Biodiversity finance analysis. Finalization of Biodiversity Finance plan underway.
Gabon	273,973	13/04/2022	19/12/2023 254,115.86	222,236.79	0.88	7.57	20.91	34.81	100.00	100.00	09/09/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Plan, Biodiversity Finance Analysis.
Gambia	273,973	13/04/2022	03/04/2023 254,115.86	223,453.17	19.44	31.74	69.39	88.44	88.44	88.44	30/12/2025	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Georgia	273,973	20/04/2022	17/04/2024 254,115.86	244,615.86	1.13	3.18	8.48	13.34	91.17	95.02	27/05/2026	Activities are ongoing.
Ghana	273,973	13/04/2022	27/06/2023 254,115.86	222,100.49	3.93	18.24	46.61	68.89	74.59	74.59	01/08/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Guinea	273,973	13/04/2022	26/10/2023 254,115.86	222,648.89	1.04	8.99	48.23	48.23	48.23	48.23	08/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP.
Guinea Bissau	273,973	14/04/2022	12/07/2025 254,115.86	223,252.09	1.27	1.27	1.27	2.17	69.29	69.29	Not Submitted	Activities are ongoing. Delays due to late submission of project cooperation agreement documents.
Kenya	273,973	13/04/2022	15/02/2024 254,115.86	223,046.59	1.19	35.38	50.96	70.64	77.58	84.54	29/07/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment and draft plan, policy coherence analysis and draft plan, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Kiribati	273,973	13/04/2022	28/11/2023 254,115.86	223,878.99	1.52	1.52	10.91	25.51	45.17	45.17	11/03/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Delays experienced due to the national procurement process. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans.
Lesotho	273,973	22/04/2022	24/10/2023 254,115.86	222,475.79	0.97	16.59	51.52	65.93	81.18	88.06	08/08/2025	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
												Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Liberia	273,973	13/04/2022	20/07/2023 254,115.86	222,703.98	46.92	56.19	82.39	82.39	82.39	82.39	03/08/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Madagascar	273,973	14/04/2022	16/10/2023 254,115.86	244,615.86	7.51	27.00	62.23	84.87	93.70	93.70	29/12/2025	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Policy Coherence Analysis, Resource Mobilization Plan.
Malawi	273,973	13/04/2022	11/08/2023 254,115.86	222,187.69	15.73	30.23	48.93	65.66	98.39	98.39	26/02/2026	Activities are completed. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment and monitoring plan, policy coherence analysis and plan, Biodiversity finance analysis, review, and plan.
Mali	273,973	13/04/2022	05/01/2024 254,115.86	224,969.98	1.95	1.95	1.95	1.95	1.95	1.95	17/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, Monitoring Action Plan, Biodiversity Finance analysis.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Marshall Islands	273,973	13/04/2022	24/10/2023 254,115.86	224,699.65	1.84	1.84	1.84	1.84	1.84	1.84	30/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway. Delays experienced due to change of national focal point.
Micronesia	273,973	13/04/2022	19/12/2023 254,115.86	220,000.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	06/03/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway. Delays experienced due to changes in project personnel.
Moldova	273,973	20/04/2022	12/05/2023 254,115.86	244,615.86	47.81	68.08	80.26	87.09	87.09	87.09	30/07/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring and Biodiversity finance plans included in NBSAP.
Montenegro	273,973	20/04/2022	01/01/2024 254,115.86	254,115.86	2.16	14.95	58.24	75.05	85.11	85.11	28/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs Delays due to UNEP procurement processes.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Mozambique	273,973	14/04/2022	16/02/2024 254,115.86	225,475.28	2.15	4.68	69.50	78.22	78.22	78.22	31/07/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs.
Namibia	273,973	22/04/2022	05/09/2023 254,115.86	244,615.86	5.56	20.72	52.01	74.42	88.02	88.02	26/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Nicaragua	273,973	14/04/2022	02/02/2024 254,115.86	220,000.00	0.00	0.00	5.75	5.75	5.75	5.75	Not Submitted	Activities are ongoing.
Niger	273,973	13/04/2022	11/07/2023 254,115.86	231,676.33	61.59	82.42	87.49	87.49	87.49	87.49	31/07/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, Monitoring analysis and action plan, Policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis.
Nigeria	273,973	13/04/2022	27/06/2023 254,115.86	253,644.63	28.17	41.60	89.25	95.91	100.00	100.00	31/07/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment and plan, policy coherence analysis and plan, Biodiversity finance plan.
Niue	273,973	13/04/2022	14/02/2025 254,115.86	223,244.49	1.27	1.27	1.27	1.27	1.27	1.27	Not Submitted	Activities are ongoing. Delays occasioned by complex project delivery model.
North Macedonia	273,973	14/04/2022	08/04/2024 254,115.86	254,115.86	1.14	2.19	2.19	3.97	23.65	78.15	Not Submitted	Activities are ongoing. Delays due to establishing a national delivery model.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Palau	273,973	13/04/2022	29/12/2023 254,115.86	220,000.00	0.00	43.50	73.91	73.91	73.91	73.91	04/12/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Qatar	273,973	13/04/2022	07/06/2024 254,115.86	244,615.86	0.00	0.00	0.00	31.89	60.56	60.56	24/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring and Policy Coherence plans underway. Delays experienced due to change of personnel at country level.
Republic of Congo	273,973	13/04/2022	06/03/2024 254,115.86	220,000.00	0.00	0.00	10.96	45.04	82.60	82.60	05/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP, (Monitoring action plan, Policy coherence plan and Biodiversity finance plan all integrated into NBSAP).

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Rwanda	273,973	13/04/2022	24/10/2023 254,115.86	244,615.86	0.00	0.00	3.90	33.28	71.25	71.25	21/11/2025	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Sao Tomé and Príncipe	273,973	14/04/2022	29/08/2025 254,115.86	222,668.79	1.05	1.05	1.05	1.05	7.07	7.07	14/07/2025	Activities are ongoing. Finalized: NBTs Monitoring action plan, policy coherence analysis/plan, biodiversity analysis/plan underway, to be finalized Q2 2026. Delays due to late submission of project cooperation agreement documents.
Senegal	273,973	13/04/2022	12/05/2023 254,115.86	220,000.00	8.50	11.25	56.39	86.56	86.56	86.56	28/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring action plan, Policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis.
Serbia	273,973	20/04/2022	13/02/2024 254,115.86	254,115.86	1.96	2.73	17.33	34.83	57.38	76.56	03/06/2026	Activities are ongoing. Finalized: Monitoring action plan, Biodiversity finance analysis. Drafted: NBTs NBSAP under consultation.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Sierra Leone	273,973	13/04/2022	27/06/2023 254,115.86	244,615.51	6.69	19.92	45.15	81.26	100.00	100.00	15/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Solomon Islands	273,973	13/04/2022	08/03/2024 254,115.86	223,222.99	1.26	1.26	1.26	1.26	1.26	1.26	Not Submitted	Activities are ongoing. Draft National Targets completed. UNEP is following up on the country's reporting requirements.
South Africa	273,973	22/04/2022	18/01/2024 254,115.86	220,000.00	0.00	17.58	65.51	65.51	65.51	65.51	18/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment and plan, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
South Sudan	273,973	13/04/2022	18/01/2024 254,115.86	223,160.00	0.00	17.58	65.51	65.51	65.51	65.51	18/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
												Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Sudan	273,973	13/04/2022	09/11/2023 254,115.86	253,615.86	0.00	69.54	86.06	92.71	100.00	100.00	26/07/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review.
Togo	273,973	13/04/2022	05/10/2023 254,115.86	247,119.86	1.18	82.44	87.53	100.00	100.00	100.00	25/07/2024	The activities are complete. Finalized: NBTs, NBSAP, Monitoring Action Plan, Policy coherence plan, (Biodiversity Finance Plan to be completed under BIOFIN project)
Tonga	273,973	13/04/2022	17/04/2024 254,115.86	220,000.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	16/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs UNEP is following up on country reporting requirements
Türkiye	273,973	13/04/2022	24/04/2025 254,115.86	230,806.39	4.25	4.25	4.25	6.10	77.27	77.27	17/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis. Finalization of Monitoring and Policy Coherence plans underway.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Tuvalu	273,973	13/04/2022	26/03/2024 254,115.86	223,837.9 9	1.51	1.51	1.51	9.69	24.44	24.44	06/03/2026	Activities are ongoing. UNEP is following up on the country's reporting requirements.
Uganda	273,973	13/04/2022	06/06/2023 254,115.86	246,291.8 5	25.63	40.79	82.62	95.91	100.0 0	100.0 0	04/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
United Republic of Tanzania	273,973	13/04/2022	26/01/2024 254,115.86	224,670.5 8	1.83	51.98	82.23	99.63	100.0 0	100.0 0	12/06/2025	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.
Vanuatu	273,973	13/04/2022	24/10/2023 254,115.86	222,118.0 0	0.83	10.31	24.29	24.29	24.29	24.29	06/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.

Country	Amount approved ¹⁶⁰	Date of endorsement by GEF CEO	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and <u>Country Allocation</u> ¹⁶¹	Amount of GEF funding disbursed	Expenditures (%) ¹⁶²						Date of submission to CBD of national biodiversity target ¹⁶³	Status of project activities ¹⁶⁴
					31/12 /2023	30/06 /2024	31/12 /2024	30/06 /2025	31/12 /2025	15/06 /2026		
Zambia	273,973	22/04/2022	06/06/2023 254,115.86	224,594.7 3	35.98	39.67	82.36	88.14	88.14	88.14	23/10/2024	Activities are ongoing. Finalized: NBTs UNEP is following up on country reporting requirements. Late start of the project due to procurement challenges.
Zimbabwe	273,973	22/04/2022	09/11/2023 254,115.86	244,615.8 6	0.73	5.21	71.35	87.58	87.58	87.58	28/02/2026	Activities are ongoing. Finalized: NBTs, NBSAP Review, Monitoring gap assessment, policy coherence analysis, Biodiversity finance analysis, and review. Finalization of Monitoring, Policy Coherence, and Biodiversity Finance plans underway.

ANNEX 6 - STATUS OF RESOURCES APPROVED IN GEF-8 FOR THE PREPARATION OF NATIONAL BIODIVERSITY STRATEGIES AND ACTION PLANS AND SEVENTH NATIONAL REPORTS

This annex summarizes the status of activities under the GEF-8 grant for the Preparation of National Biodiversity Strategy and Action Plans and Seventh National Reports as of June 15, 2026. This support was approved by the GEF Council on June 1, 2023, as two umbrella programs: GEFID 11281 serving 70 countries implemented by the UNEP and GEFID 11286 serving 69 countries implemented by the UNDP. The GEF CEO endorsed the UNDP program on January 26, 2024, and the UNEP program on March 27, 2024.

The following tables include information for all 139 countries, compiled by the two Implementing Agencies. The “Status of Project Activities” column indicates whether the country has submitted an updated NBSAP and a draft or complete 7th National Report through the CBD’s Online Reporting Tool.

All financial amounts are shown in US dollars. Date format is DD/MM/YYYY. Countries may have advanced further in the preparation of the two project outputs since the cutoff date of June 15, 2026.

Table A: Countries supported by UNDP¹⁶⁵

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Algeria	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	7.5	12.8	NBSAP: Not submitted 7NR: 07/03/2026	NBSAP status: Under final validation by Ministry of Environment and Quality of Life. 7NR status: Draft submitted.
Antigua and Barbuda	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.6	3.9	4.2	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under final validation by the Department of Environment. 7NR Status: Inception stage.

¹⁶⁵ Under UNDP financial reporting procedures, expenditure figures may change until the Combined Delivery Report (CDR) is finalized and signed in June of the following year, reflecting normal accounting, reconciliation and IPSAS compliance processes.

¹⁶⁶ Amount exclusive of Direct Project Costs (\$ 20,000 per country) associated with UNDP’s implementation modality.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Argentina	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	23.0	33.5	64.1	NBSAP: 01/11/2024 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Submitted by Ministry of Foreign Affairs and International Trade. 7NR Status: Under final validation with the Ministry of Foreign Affairs and International Trade.
Bahamas	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	16.6	16.6	NBSAP: Not submitted 7NR: 17/04/2026	NBSAP Status: Under development with the Department of Environmental Planning and Protection. 7NR Status: Submitted.
Bahrain	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	0.7	4.6	NBSAP: Not submitted 7NR: 28/02/2026	NBSAP status: Under development by the Supreme Council of Environment. 7NR status: Submitted.
Barbados	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.6	4.5	17.0	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Environment. 7NR Status: Inception.
Belize	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.5	2.0	11.4	31.3	NBSAP: 28/02/2026 7NR: 07/03/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Sustainable Development and Climate Change. 7NR Status: Submitted.
Bhutan	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	9.6	25.6	41.0	NBSAP: 21/10/2025	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Energy and Natural Resources.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
							7NR: 28/02/2026	7NR Status: Submitted by the Ministry of Energy and Natural Resources.
Bolivia	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	2.1	21.3	NBSAP: Not submitted 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Development Planning and Environment. 7NR Status: Submitted.
Brazil	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	2.2	2.2	2.4	16.0	NBSAP: 29/12/2025 7NR: 06/03/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environmental and Climate Change. 7NR Status: Submitted.
Cambodia	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	1.4	13.1	45.9	52.1	NBSAP: 10/04/2026 7NR: 27/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environment. 7NR Status: Submitted by the Ministry of Environment.
Chile	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	4.5	13.5	36.9	83.8	NBSAP: 27/03/2026 7NR: 27/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environment. 7NR Status: Submitted.
China	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	0.3	57.7	NBSAP: 13/10/2024 7NR: 05/03/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Ecology and Environment. 7NR Status: Submitted by the Ministry of Ecology and Environment.
Colombia	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	2.0	11.6	44.7	67.3	NBSAP: 21/10/2024 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Submitted by Ministry of Environment and Sustainable Development. 7NR Status: Submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Costa Rica	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	1.4	13.8	31.3	76.8	NBSAP: Not submitted 7NR: 06/03/2026	NBSAP Status: Under final validation with Ministry of Environment and Energy. 7NR Status: Submitted.
Cuba	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.8	18.1	28.5	NBSAP: 31/07/2024 7NR: 04/03/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Science, Technology, and Environment. 7NR Status: Submitted.
Dominica	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.6	4.0	23.3	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under development with the Ministry of Environment. 7NR Status: Inception.
Dominican Republic	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	29.5	42.4	NBSAP: Not submitted 7NR: 27/02/2026	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Environment and Natural Resources. 7NR Status: Submitted.
Ecuador	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	17.2	26.3	NBSAP: 08/04/2026 7NR: 17/03/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environment and Water. 7NR Status: Submitted.
Egypt	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	3.4	15.9	16.7	NBSAP: 24/11/2025 7NR: Not submitted	NBSAP status: Submitted by Ministry of Environment. 7NR status: Under development.
El Salvador	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	9.1	25.7	NBSAP: 30/01/2026 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environment and Natural Resources. 7NR Status: Submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Grenada	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.6	3.8	4.1	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under development with the Ministry of Climate Resilience, Environment and Renewable Energy. 7NR Status: Inception stage.
Guatemala	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	6.7	21.2	NBSAP: Not submitted 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Environment and Natural Resources. 7NR Status: Submitted
Guyana	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	2.3	0.1	60.6	NBSAP: Not submitted 7NR: 07/03/2026	NBSAP Status: Under development with the Environmental Protection Agency. 7NR Status: Submitted.
Haiti	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	5.8	35.9	84.0	NBSAP: 21/10/2025 7NR: Not submitted	NBSAP status: Submitted by Ministry of Environment. 7NR status: Under development.
Honduras	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.4	5.1	23.4	55.8	NBSAP: Not submitted 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Natural Resources and Environment. 7NR Status: Submitted.
India	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	6.6	19.7	44.9	68.0	NBSAP: 16/01/2025 7NR: 26/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environment, Forest, & Climate Change. 7NR Status: Submitted.
Indonesia	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.3	26.5	56.2	70.6	NBSAP: 27/02/2026 7NR: 27/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environment 7NR Status: Submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Iraq	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	4.1	35.8	55.2	NBSAP: Not submitted 7NR: 28/02/2026	NBSAP status: Under development by Ministry of Environment. 7NR status: Submitted.
Jamaica	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.6	10.4	14.4	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under development with the Ministry of Water, Environment and Climate Change. 7NR Status: Under development.
Jordan	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	3.0	18.4	28.0	44.8	NBSAP: 11/08/2024 7NR: 03/03/2026	NBSAP status: Submitted Ministry of Environment. 7NR status: Submitted.
Kazakhstan	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	36.4	51.4	66.4	NBSAP: Not submitted 7NR: 26/02/2026	NBSAP status: Under final validation by Ministry of Ecology, Geology and Natural Resources. 7NR status: Submitted.
Kyrgyzstan	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	3.2	18.8	38.9	54.2	NBSAP: 05/03/2026 7NR: 05/03/2026	NBSAP status: Submitted by Ministry of Natural Resources, Ecology and Technical Supervision. 7NR status: Submitted.
Lao PDR	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	7.7	54.5	72.8	79.9	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under final validation by the Ministry of Natural Resources and Environment. 7NR Status: Under final validation by the Ministry of Natural Resources and Environment.
Lebanon	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	6.4	9.3	30.7	NBSAP: 09/02/2026	NBSAP status: Submitted by Ministry of Environment. 7NR status: Under development.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
							7NR: Not submitted	
Malaysia	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	2.7	8.1	76.4	90.7	NBSAP: 02/08/2024 7NR: 28/02/2026	NBSAP status: Submitted by the Ministry of Natural Resources and Environmental Sustainability. 7NR status: Submitted.
Maldives	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.	0	0	0	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP status: Inception phase. 7NR status: Inception phase.
Mauritania	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	12.9	27.0	29.6	NBSAP: 20/10/2024 7NR: Not submitted	NBSAP status: Submitted by Ministry of Environment. 7NR status: Under development.
Mauritius	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	0.0	1.8	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP status: Under development by Ministry of Agro-Industry, Food Security, Blue Economy, and Fisheries. 7NR status: Under development.
Mexico	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	1.3	9.9	28.7	49.9	NBSAP: 22/08/2024 7NR: 06/03/2026	NBSAP Status: Submitted by the National Commission for the Knowledge and Use of Biodiversity. 7NR Status: Submitted.
Mongolia	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	4.4	48.2	62.8	71.5	NBSAP: Not submitted 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Under final validation by the Ministry of Environment and Climate Change. 7NR Status: Submitted by the Ministry of Environment and Climate Change.
Morocco	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	3.4	42.7	NBSAP: Not submitted	NBSAP status: Under development by Ministry of Energy Transition and Sustainable Development.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
							7NR: 27/02/2026	7NR status: Submitted.
Nepal	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	4.1	15.0	29.7	NBSAP: Not submitted 7NR: 28/02/2026	NBSAP status: Under final validation with the Ministry of Forests and Environment. 7NR status: Submitted.
Pakistan	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	60.2	74.0	NBSAP: Not submitted 7NR: 01/03/2026	NBSAP status: Under final validation by the Ministry of Climate Change and Environmental Coordination. 7NR status: Submitted.
Panama	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	3.7	55.6	59.1	NBSAP: 22/12/2025 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environment. 7NR Status: Submitted.
Papua New Guinea	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	1.6	69.6	91.1	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP status: Under development by the Conservation and Environment Protection Authority. 7NR status: Under development by the Conservation and Environment Protection Authority.
Paraguay	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.1	8.3	29.3	41.7	NBSAP: 11/02/2026 7NR: 02/03/2026	NBSAP Status: Submitted Ministry of Environment and Sustainable Development 7NR Status: Submitted
Peru	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	5.7	11.0	31.1	53.5	NBSAP: 30/10/2024 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Environment. 7NR Status: Submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
Philippines	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	37.8	57.6	79.5	NBSAP: 17/04/2026 7NR: 06/03/2026	NBSAP status: Abridged version submitted while unabridged is under final validation with the Department of Environment and Natural Resources. 7NR status: Submitted.
Saint Lucia	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.6	3.8	26.7	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under development with the Ministry of Sustainable Development, Energy, Science and Technology. 7NR Status: Not started.
Samoa	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.3	10.3	14.5	17.6	NBSAP: Not submitted 7NR: 07/03/2026	NBSAP status: Under final validation with the Ministry of Natural Resources and Environment. 7NR status: Submitted by the Ministry of Natural Resources and Environment.
Seychelles	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	22.1	34.6	NBSAP: Not submitted 7NR: 01/03/2026	NBSAP status: Under development by Ministry of Environment, Climate, Energy and Natural Resources. 7NR status: Submitted.
Somalia	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	1.8	55.8	78.6	NBSAP: Not submitted 7NR: 26/02/2026	NBSAP status: Under development by Ministry of Environment and Climate Change. 7NR status: Submitted.
Sri Lanka	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	4.5	66.3	74.0	NBSAP: Not submitted 7NR: 27/02/2026	NBSAP status: Under final validation by the Ministry of Environment. 7NR status: Submitted by the Ministry of Environment.
St Vincent and Grenadines	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.6	6.4	15.9	NBSAP: Not submitted	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Health, Wellness, Environmental

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
							7NR: 01/03/2026	Health, and Energy. 7NR Status: Submitted.
St. Kitts and Nevis	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.6	3.9	13.2	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under development with the Department of Environment. 7NR Status: Inception.
Suriname	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	10.3	20.8	37.5	NBSAP: 20/01/2025 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Submitted by Ministry of Oil, Gas and Environment. 7NR Status: Submitted.
Tajikistan	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.4	5.4	46.9	NBSAP: Not submitted. 7NR: Not submitted	NBSAP status: Under development by Committee for Environmental Protection under the Government of the Republic of Tajikistan. 7NR status: Under development.
Thailand	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	3.3	56.5	57.2	NBSAP: 22/10/2025 7NR: 27/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Office of Natural Resources and Environmental Policy and Planning. 7NR Status: Submitted.
Timor Leste	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	1.0	38.0	54.0	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Tourism and Environment. 7NR Status: Under final validation with the Ministry of Tourism and Environment.
Trinidad & Tobago	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	12.2	27.2	32.8	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Planning and Development. 7NR Status: Under final validation.
Tunisia	\$450,000	22/9/2024	0.0	21.1	23.7	52.7	NBSAP: 15/10/2024	NBSAP status: Submitted by Ministry of Environment.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
		\$ 443,547					7NR: 26/02/2026	7NR status: Submitted.
Turkmenistan	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	2.8	20.5	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP status: Under development by Ministry of Environment Protection. 7NR status: Under development.
Ukraine	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.6	17.9	22.4	59.6	NBSAP: Not submitted 7NR: Not submitted	NBSAP status: Under development by Ministry of Economy, Environment and Agriculture. 7NR status: Under development.
Uruguay	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	0.5	0.5	NBSAP: Not submitted 7NR: 28/02/2026	NBSAP Status: Under final validation with the Ministry of Environment. 7NR Status: Submitted.
Uzbekistan	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	2.5	27.9	29.3	56.7	NBSAP: Not submitted 7NR: 05/03/2026	NBSAP status: Under development by Ministry of Ecology, Environmental Protection and Climate Change. 7NR status: Submitted.
Venezuela	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	3.7	8.7	NBSAP: 14/01/2026 7NR: 26/02/2026	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of People's Power for Eco socialism. 7NR Status: Submitted.
Viet Nam	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	3.5	3.6	40.9	NBSAP: 31/10/2024 7NR: Not submitted	NBSAP Status: Submitted by the Ministry of Agriculture and Environment. 7NR Status: Under development by the Ministry of Agriculture and Environment.
Yemen	\$450,000	22/9/2024 \$ 443,547	0.0	0.0	6.2	41.6	NBSAP: 06/03/2025	NBSAP status: Submitted by Environmental Protection Agency.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates and amount of disbursements of GEF funds by UNDP ¹⁶⁶	Expenditures (%) (Total Consumption/CO Grant)				Date submission to COP of NBSAP and 7 th national report (7NR)	Status of project activities
			31/12/2024	30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026		
							7NR: 24/03/2026	7NR status: Submitted.

Table B. Countries supported by UNEP

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
Albania	\$450,000	30/09/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	16.38	16.38	Not Submitted	18/03/2026	NBSAP status: under final consultation, for submission by Q2 2026. 7th NR submitted.
Angola	\$450,000	29/04/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	86.00	86.00	Not Submitted	03/06/2026	UNEP following up on reporting requirements.
Armenia	\$450,000	15/05/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	3.29	3.29	04/10/2026	26/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Azerbaijan	\$450,000	25/04/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	Delayed due to changes in government policies regarding project implementation by NGOs.

¹⁶⁷ 27% of the cumulative PCM totaling to \$1,735,000 has been expended. The remaining 73% will be expended within the remaining project period.

¹⁶⁸ UNEP disburses in installments. This column shows the amount disbursed to the country as of June 15, 2026.

¹⁶⁹ Expenditure rating is based on the total country approved budget. Country expenditure rating marked as 0.0% means that no expenditures have been reported by the country for UNEP recording. A few countries are thus reported to have spent 5% more than they already received, because they have submitted their final expenditure reports and requested for release of the remaining tranche, which UNEP was processing at the time of reporting.

¹⁷⁰ In this column, ESD means Expected Submission Date.

¹⁷¹ Where reports are still to be received or revised before a full status update can be provided, the status is listed as 'UNEP following up on reporting requirements. In some instances, status information specific to an individual country is noted. Where information was made available by countries by 13 April 2026, the status of the two key project outputs – the updated NBSAP and 7th National Report, are listed for each country.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
Bangladesh	\$450,000	12/12/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	03/01/2026	NBSAP status: Stakeholder consultations are ongoing. 7th NR submitted.
Benin	\$450,000	28/12/2026 \$450,000	366,202.01	1.37	1.37	1.37	27/02/2026	03/07/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Bosnia and Herzegovina	\$450,000	- \$450,000	0.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted		The delivery process is being finalized between the country and the UNEP. NBSAP and 7NR to be completed by Q4 2026.
Botswana	\$450,000	10/02/2025 \$450,000	363,281.99	0.72	0.72	0.72	Not Submitted	15/04/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Burkina Faso	\$450,000	15/05/2025 \$450,000	362,382.59	0.52	0.52	0.52	26/12/2024	28/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Burundi	\$450,000	21/10/2025 \$450,000	363,002.03	0.66	7.39	7.39	05/01/2026	27/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Cabo Verde	\$450,000	26/06/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted		UNEP following up on reporting requirements.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
Cameroon	\$450,000	22/07/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	15.11	15.11	01/01/2025	03/01/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Central African Republic	\$450,000	26/09/2025 \$450,000	361,810.99	0.40	0.40	0.40	Not Submitted	Not Submitted	NBSAP to be submitted by Q2, 2026. 7NR to be submitted by Q2 2026.
Chad	\$450,000	24/09/2025 \$450,000	362,468.49	0.54	0.54	0.54	13/07/2025	19/03/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Comoros	\$450,000	21/03/2025 \$450,000	363,096.03	37.06	68.30	68.30	Not Submitted	Not Submitted	Country finalized NBSAP offline.
Cook Islands	\$450,000	04/03/2025 \$450,000	360,000.00	1.09	3.32	11.00	Not Submitted	28/02/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Cote D'Ivoire	\$450,000	03/10/2026 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	12/12/2025	03/06/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Djibouti	\$450,000	07/07/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	4.59	4.59	Not Submitted	03/06/2026	UNEP following up on reporting requirements. NBSAP to be finalized by end of Q3 2026. 7th National Report submitted to CBD Secretariat on 06/03/2026 –

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
									technical support required to validate submission on CBD Online Reporting Tool.
Democratic Republic of the Congo	\$450,000	26/06/2025 \$450,000	362,905.84	0.64	19.25	19.25	28/07/2025	03/01/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Equatorial Guinea	\$450,000	16/07/2025 \$450,000	362,839.29	0.63	0.63	0.63	20/02/2026	28/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Eritrea	\$450,000	29/04/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	30/11/2025	ESD- 30/08/2026	7NR Finalized, yet to be uploaded to the CBD's ORT.
Eswatini	\$450,000	04/02/2025 \$450,000	360,000.00	3.34	35.66	35.66	Not Submitted	28/02/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Ethiopia	\$450,000	25/04/2025 \$450,000	360,000.00	14.22	43.65	43.65	30/09/2025	27/02/2026	NBSAP status: draft completed with validation underway. 7th NR submitted.
Fiji	\$450,000	11/12/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	30/06/2026	ESD- 30/06/2026	Late commencement of project activities experienced due.
Gabon	\$450,000	26/01/2026 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	31/12/2025	28/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
Gambia	\$450,000	06/02/2025 \$450,000	360,000.00	7.81	38.44	38.44	Not Submitted	25/02/2026	Project proceeding as planned. NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Georgia	\$450,000	02/10/2026 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	NBSAP in planning stage, 7NR in planning stage.
Ghana	\$450,000	21/07/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	03/06/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Guinea	\$450,000	22/04/2025 \$450,000	362,673.39	0.59	15.16	15.16	01/01/2021	03/03/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Guinea Bissau	\$450,000	- \$450,000		0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	Country to submit project cooperation agreement documents to UNEP.
Kenya	\$450,000	13/03/2026 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	28/02/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Kiribati	\$450,000	21/07/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	ESD- 31/12/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
									7 th NR on preparation
Lesotho	\$450,000	29/04/2025 \$450,000	360,000.00	12.38	12.38	12.38	05/03/2026	25/02/2026	NBSAP status: submitted. 7 th NR submitted.
Liberia	\$450,000	28/01/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	28/02/2026	NBSAP status: draft completed with validation underway. 7 th NR submitted.
Madagascar	\$450,000	15/05/2025 \$450,000	363,297.55	0.73	33.83	33.83	12/01/2026	27/02/2026	NBSAP status: submitted. 7 th NR submitted.
Malawi	\$450,000	22/04/2025 \$450,000	362,985.59	0.66	0.66	0.66	Not Submitted	03/01/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7 th NR submitted.
Mali	\$450,000	24/07/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	26/03/2026	NBSAP status: UNEP following up on reporting requirements. 7 th NR submitted.
Marshall Islands	\$450,000	19/08/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	26/02/2026	26/02/2026	NBSAP status: submitted. 7 th NR submitted.
Micronesia	\$450,000	16/07/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	06/03/2026	

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
									NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7 th NR in preparation. Delay due to change of personnel at country level.
Moldova	\$450,000	09/03/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	20/10/2024	28/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Montenegro	\$450,000	26/06/2026 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	The delivery process is being finalized between the country and the UNEP.
Mozambique	\$450,000	29/04/2025 \$450,000	363,314.98	363,314.98	0.73	0.73	0.73	Not Submitted	NBSAP status: UNEP following up on reporting requirements. 7th NR submitted.
Namibia	\$450,000	24/04/2025 450,000	364,135.88	0.91	0.91	0.91	28/02/2026	28/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Nauru	\$450,000	13/06/2025 \$450,000	364,296.77	0.95	0.95	0.95	Not Submitted	ESD- 31/12/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7 th NR on preparation Delay experienced due to late commencement of activities.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
Nicaragua	\$450,000	- \$450,000	0.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	Country to revise and submit project cooperation agreement documents to UNEP.
Niger	\$450,000	28/03/2025 \$450,000	427,500.00	29.73	64.68	74.21	Not Submitted	03/01/2026	NBSAP status: UNEP following up on reporting requirements. 7th NR submitted.
Nigeria	\$450,000	05/08/2025 \$450,000	427,500.00	14.55	71.23	71.23	18/06/2025	25/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Niue	\$450,000	12/11/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7 th NR on preparation Delay experienced due to late commencement of activities.
North Macedonia	\$450,000	- \$450,000	0.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	The Country has identified a local partner and agreement signed between UNEP and Partner on June 23, 2026. Fund disbursement is ongoing.
Palau	\$450,000	27/12/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	03/02/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
Qatar	\$450,000	19/03/2026 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	28/02/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Republic of Congo	\$450,000	30/03/2026 \$450,000	362,716.18	0.60	0.60	0.60	31/12/2025	28/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Rwanda	\$450,000	10/06/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	07/10/2025	Not Submitted	NBSAP status: submitted. 7 th NR preparation is underway with national stakeholder consultations ongoing. Delay in submission of 7 th NR due to national procurement challenges.
Sao Tomé and Príncipe	\$450,000	17/12/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	UNEP following up on reporting requirements. NBSAP to be submitted by end of Q2 2026. 7 th NR to be submitted by end Q2 2026.
Senegal	\$450,000	29/04/2025 \$450,000	360,000.00	2.70	47.75	47.75	28/02/2026	25/03/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Serbia	\$450,000	11/03/2026 \$450,000	450,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	NBSAP status: under consultation. UNEP supporting project execution.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
									Partner can access 100% of the project funds.
Sierra Leone	\$450,000	27/06/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	25.75	25.75	Not Submitted	03/01/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Solomon Islands	\$450,000	13/08/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	ESD- 30/06/2026	NBSAP status: Updating underway with stakeholder consultations ongoing. 7 th NR expected in Q2, 2026. Delay in preparation of 7 th NR due to procurement challenges.
South Africa	\$450,000	21/11/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	28/02/2026	NBSAP status: draft completed with national validation ongoing. 7th NR submitted.
South Sudan	\$450,000	04/07/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	03/06/2026	NBSAP status: Updating underway with national stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
Sudan	\$450,000	04/09/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	31/10/2025	22/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Togo	\$450,000	25/06/2025 \$450,000	363,086.90	0.68	0.68	0.68	15/11/2024	25/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Tonga	\$450,000	30/09/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	01/01/2022	Not Submitted	Project proceeding as planned. Delay in preparation of 7NR due to late start of activity. 7NR expected in Q2,2026.
Türkiye	\$450,000	03/10/2026 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	27/02/2026	NBSAP status: Updating underway with national stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.
Tuvalu	\$450,000	07/07/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	Not Submitted	Not Submitted	NBSAP status: draft completed with validation of data ongoing. UNEP following up on reporting requirements.
Uganda	\$450,000	22/04/2025 \$450,000	362,765.89	6.49	34.89	34.89	01/01/2025	17/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
United Republic of Tanzania	\$450,000	09/10/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	13/06/2025	28/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of initial disbursement of GEF funds by UNEP and Country Allocation ¹⁶⁷	Amount of GEF funding disbursed ¹⁶⁸	Expenditures (%) ¹⁶⁹			Date of NBSAP submission	Date of submission of 7 th national report ¹⁷⁰	Status of project activities ¹⁷¹
				30/06/2025	31/12/2025	15/06/2026			
Vanuatu	\$450,000	16/06/2025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	30/03/2026	03/01/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Zambia	\$450,000	19/08/025 \$450,000	360,000.00	0.00	0.00	0.00	02/06/2026	28/02/2026	NBSAP status: submitted. 7th NR submitted.
Zimbabwe	\$450,000	29/04/2025 \$450,000	360,000.00	17	21	0.00	Not Submitted	28/02/2026	NBSAP status: Updating underway with national stakeholder consultations ongoing. 7th NR submitted.

ANNEX 7 - STATUS OF RESOURCES APPROVED FOR THE PREPARATION OF NATIONAL BIODIVERSITY FINANCE PLANS

This annex lists the 91 countries that have already received financial support by the GEF through the “Umbrella Programme to Support Development of Biodiversity Finance Plans” (GEF ID 11054) and summarizes the status of project activities for each as of June 15, 2026. The information was compiled by the UNDP as the Implementing Agency.

The support includes a \$300,000 grant per country and \$10.53 million of global and regional technical assistance, exclusive of agency fees. The program was approved by the GEF Council on December 12, 2022, and endorsed by the GEF CEO on November 20, 2023.

Seven countries that had not requested support earlier were added (Bahamas, Chile, Eritrea, Guyana, Lebanon, Seychelles and Syria) through a project amendment in June 2026. These seven countries are not listed below as the corresponding funds have not been disbursed and activities have not started yet.

All financial amounts are shown in US dollars.

Under UNDP financial reporting procedures, expenditure figures may change until the Combined Delivery Report (CDR) is finalized and signed in June of the following year, reflecting normal accounting, reconciliation and IPSAS compliance processes.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Albania	\$300,000	Dec 1, 2024	11,775.00	3.75%	13,574.68	4.32%	Foundational steps are underway with the submission of the Multi-Year Work Plan for technical review. However, progress is contingent on the finalization of the national project team structure and budget, as key roles, including the National Coordinator, remain to be filled. Consequently, the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, Biodiversity Expenditure Review (BER), and Finance Needs Assessment (FNA) are in progress but do not yet have drafts. The country office is actively working to finalize the team and budget to move forward.
Algeria	\$300,000	Sep 30, 2025	128,981.00	41.08%	145,634.75	46.38%	The project has achieved significant operational milestones, including the onboarding of the Project Coordinator, Biodiversity Finance Expert, and National Policy Expert. The first Steering Committee meeting has taken place, and a Project Director has been identified within the Ministry of Environment to serve as the main technical focal point. While the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and Biodiversity Expenditure Report (BER) are underway, a primary

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
							challenge has been the postponement of the inception workshop due to low stakeholder response. To ensure efficiency, the UNDP Country Office will leverage existing internal resources for project support while the team focuses on rescheduling the workshop and advancing technical assessments.
Angola	\$300,000	Aug 1, 2025	63,228.00	20.14%	100,628.36	32.05%	The project team is largely in place. Key assessments are underway, with the Policy and Institutional Review (PIR) progressing and its consultant on board. The Biodiversity Expenditure Report (BER) is also in progress, with the Environmental Finance Analyst developing the methodology with stakeholders. A budgetary constraint prevents the recruitment of a dedicated project lead; this is being managed by assigning leadership responsibilities to the heads of the Environment and Inclusive Growth Portfolios.
Antigua and Barbuda	\$300,000	Jan 1, 2025	28,549.21	9.09%	43,306.47	13.79%	The project has successfully onboarded its National Coordinator and Project Support Associate, and a preliminary agreement on a shared team structure has been reached with the National Focal Point. The Policy and Institutional Review (PIR) is in progress without a draft, with implementation initiated under the Enabling Activities support. The hiring of a crucial Finance Specialist was delayed due to a change in recruitment strategy; however, the Multi-Country Office has launched a Request for Information (RFI) and will use a roster-based IC contract to expedite the process.
Armenia	\$300,000	Sep 1, 2024	135,390.00	43.12%	153,894.76	49.01%	The project is advancing well with a full national team, including a new National Coordinator. Significant progress has been made on key reports, with drafts available for the Policy and Institutional Review (PIR) and the Subsidies Report. The Biodiversity Expenditure Review (BER) is also well advanced, and a company has been contracted for the Finance Needs Assessment (FNA). A key priority is strengthening engagement with the Ministry of Finance, for which contact is being established. Online technical training has been provided to support the team as it continues its technical work.
Azerbaijan	\$300,000			0.00%	-	0.00%	Project activities are currently facing significant challenges and are on hold. The government has announced the closure of the UNDP Country Office, and negotiations are underway to determine the future of operations.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Bahrain	\$300,000	Dec 30, 2025	35,899.00	11.43%	61,219.09	19.50%	A key achievement is the contracting of a firm to identify harmful subsidies, with the inception report received and reviewed. However, the recruitment of national Policy and Finance Experts was unsuccessful and will be re-advertised for a company. The Steering Committee has not yet been established, and the management team is focused on securing approvals for the new recruitments to complete the team and formally launch project governance structures.
Bangladesh	\$300,000	Mar 24, 2025	161,622.00	51.47%	187,400.11	59.68%	The project is fully staffed and successfully completed its inception workshop with high-level officials in attendance, marking a strong start. All technical reports are being prepared simultaneously, though drafts are not yet available. The project's technical team is actively engaged with global support to advance technical work.
Barbados	\$300,000	Jan 1, 2025	32,060.30	10.21%	48,907.82	15.58 %	The project is progressing under the Multi-Country Office, with a consultant hired to develop a preliminary version of the Policy and Institutional Review (PIR) and Biodiversity Expenditure Report (BER), resulting in an initial draft. The Multi-Year Work Plan and budget revision were approved in April, and a Request for Information for further technical services has been closed. However, a key meeting with the government has been postponed. The management team is focused on advancing procurement and addressing the meeting delay to maintain momentum.
Benin	\$300,000	Nov 5, 2024	73,381.00	23.37%	122,571.24	39.04%	The project is advancing steadily with a full team recruited and key assessments underway. A draft of the Policy and Institutional Review (PIR) is nearly finalized, and drafts for the Subsidies Report and Finance Needs Assessment (FNA) are also in progress. Data collection for the Biodiversity Expenditure Review (BER) has begun. Although the original PIR expert departed, the National Coordinator has stepped in to ensure continuity. The UNDP Country Office is also recruiting an additional expert to further support the development of the BER, FNA, and the Biodiversity Finance Plan.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Bolivia	\$300,000	Jan 1, 2025	57,911.00	18.44%	79,218.71	25.23%	The project team is established with a National Coordinator and an Administrative Project Associate in place. The terms of reference for the Policy and Institutional Review (PIR) and Biodiversity Expenditure Review (BER) have been finalized, and procurement processes are in their final stages. Both consultancies are expected to commence in December. The current focus is on completing these recruitments to formally launch the technical assessments.
Bosnia-Herzegovina	\$300,000	Jul 11, 2024	152,432.00	48.55%	171,248.99	54.54%	The project is fully staffed and has effectively adapted to the unique country context by appointing two consultants for the Policy and Institutional Review (PIR). This has enabled significant progress, with drafts now available for the PIR, the Subsidies Report, and the Biodiversity Expenditure Review (BER), all of which are awaiting finalization. The project is well-managed by the national coordinator, ensuring all technical work is advancing as planned.
Burkina Faso	\$300,000	Jan 1, 2025	101,337.00	32.27%	127,586.87	40.63%	The project is making solid progress with a full team recruited and key assessments ongoing. The Policy and Institutional Review (PIR) is almost finalized, with drafts available for both it and the Subsidies Report. Work on the Biodiversity Expenditure Review (BER) and Finance Needs Assessment (FNA) is also progressing well. The team is demonstrating strong national coordination, notably by aligning the BER with a previously conducted Public Expenditure Review for Climate and Disaster Risk to ensure synergy and efficiency.
Burundi	\$300,000	Nov 1, 2025	67,767.00	21.58%	67,766.70	21.58%	A full project team is on board and making progress on technical assessments, with drafts of the Policy and Institutional Review (PIR) and the Subsidies Report in development. However, implementation has been slowed by significant governmental restructuring and the absence of an official project launch or steering committee, which has limited stakeholder consultations. To mitigate this, management is initiating sub-national consultations to advance data collection while concurrently working to establish formal governance structures.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Cabo Verde	\$300,000	Mar 6, 2025	79,796.00	25.41%	88,641.42	28.23%	The project is now operational with the Project Lead on board as of April 2026. However, progress on the Policy and Institutional Review (PIR) and Biodiversity Expenditure Review (BER) was interrupted pending new guidance from the government. This stems from a misunderstanding that BIOFIN's activities might overlap with the GEF-7 EAS project. To resolve this, the Technical Advisor is analyzing the EAS reports to provide a coordinated strategy and clarify synergies, which will facilitate productive discussions with the government to move forward. This was also discussed between NBSAP UNEP, government representative, global team and coordinator during the AARD in April 2026.
Cameroon	\$300,000	Mar 20, 2025	131,386.00	41.84%	172,907.33	55.07%	The project is fully staffed and making good progress, with the Policy and Institutional Review (PIR) at a final stage and a draft of the Subsidies Report also in progress. However, a primary challenge is a lack of fluid communication from the UNDP Country Office, which prefers to share information only after reports are finalized. To ensure timely support and oversight, a meeting with the Resident Representative has been held, and an in-country mission will be organized to strengthen collaboration.
Central Africa	\$300,000	Aug 1, 2025	58,094.00	18.50%	82,973.32	26.42%	The project is proceeding effectively with a full team on board, led by a strong and active national coordinator. Key assessments are ongoing, with drafts of the Policy and Institutional Review (PIR) and the Subsidies Report already in progress. The Biodiversity Expenditure Review (BER) and the Finance Needs Assessment (FNA) have also been initiated, reflecting the project's positive momentum.
Chad	\$300,000	Nov 3, 2025	88,527.00	28.19%	103,205.73	32.87%	While the recruitment of a National Coordinator is still ongoing, a UNV Specialist has been brought in as an interim coordinator to ensure activities move forward. The experts for the Policy and Institutional Review (PIR) and the Biodiversity Expenditure Review/Finance Needs Assessment (BER/FNA) have been recruited. Work is advancing at a measured pace, as consultants awaited the signing of the Steering Committee decree to begin broad stakeholder engagement. The official programme launch in June is expected to accelerate consultations.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Comoros	\$300,000	Nov 1, 2024	90,214.00	28.73%	90,582.56	28.85%	The project team is fully staffed, and the Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies Report are in progress, though without available drafts. A significant challenge is the delay in establishing a Steering Committee, which has hindered the collection of official data. The management team is focused on expediting the formation of this committee to facilitate stakeholder engagement and improve data access.
Congo Republic	\$300,000	Mar 6, 2025	48,979.00	15.60%	27,707.46	8.82%	The project faces significant challenges, including weak coordination with the government and limited national ownership. Synergies with the related GEF-7 EAS project are also inadequate. To address this, a technical lead is being recruited to initiate activities, and a high-level communication from the Regional Bureau is anticipated to encourage greater engagement from the Country Office. Despite these issues, an initial assessment for the Policy and Institutional Review (PIR) has been conducted in cooperation with BIOFIN China, which will require further updates.
Cook Islands	\$300,000	Oct 1, 2024	45,748.00	14.57%	157,763.70	50.24%	The project is progressing under a centralized PMU model shared with Samoa and Niue. The in-country coordinator has been recruited, and the Policy and Institutional Review (PIR) is being executed by an in-house technical advisor. Procurement for a firm to conduct the BER, FNA, and BFP is with the Contracts, Asset, and Procurement Committee. To ensure sustained coordination across the countries, the process to recruit a full-time regional coordinator based in Samoa has been re-initiated.
Cote d'Ivoire	\$300,000	Dec 16, 2024	114,674.00	36.52%	136,592.71	43.50%	The project has successfully recruited its National Coordinator and Project Associate, and the project launch took place in October. The Policy and Institutional Review (PIR) expert is also on board, and drafts of the PIR and the Subsidies Report are in progress. Work is also underway for the Biodiversity Expenditure Review (BER). The current focus is on finalizing the recruitment of a biodiversity finance expert to ensure all technical components can advance as planned.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Djibouti	\$300,000	Oct 9, 2024	154,480.00	49.20%	142,539.83	45.39%	The project is staffed with a National Coordinator and a consultant for the Biodiversity Expenditure Review (BER) and Finance Needs Assessment (FNA), and initial training has been conducted. A second draft of the Policy and Institutional Review (PIR) has been submitted for review. However, implementation is advancing at a measured pace. The management team is focused on accelerating activities to meet project timelines.
Dominica	\$300,000	Jan 1, 2025	31,691.03	10.09%	47,837.61	15.23%	The first Steering Committee meeting was successfully held in January 2026. The project has made excellent progress by completing the first draft of the Policy and Institutional Review (PIR) using unallocated funds from the EAS project. This high-quality draft provides a strong foundation for the Finance Needs Assessment (FNA), which is now also in progress. A challenge in hiring a Finance Specialist is being addressed by changing the contract type to an IC under a roster to expedite recruitment.
Dominican Republic	\$300,000	Mar 3, 2025	91,588.00	29.17%	114,478.56	36.46%	The project is well-established, with the Coordinator in place and working in close coordination with the government and the NBSAP EAS process. Following a successful launch, the project has completed its Policy and Institutional Review (PIR). A mission is programmed for July, and the hiring of the finance specialist is in its final stages, which will allow the project to maintain its positive momentum.
DRC (Democratic Rep Congo)	\$300,000	Oct 3, 2024	173,408.00	55.23%	209,146.54	66.61%	Despite having a capable technical team, progress has been extremely slow due to a lack of focus on BIOFIN activities. However, a significant positive development occurred in March 2026 with the signing of a decree to establish a steering committee, which is expected to create a new dynamic. Drafts for the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, Biodiversity Expenditure Review (BER), and Finance Needs Assessment (FNA) are all in progress.
El Salvador	\$300,000	Jan 1, 2025	115,021.00	36.63%	149,587.68	47.64%	The project is making strong progress with high engagement from the finance sector, which is interested in developing green credit lines. The Policy and Institutional Review (PIR), Biodiversity Expenditure Review (BER), and Finance Needs Assessment (FNA) are advancing in parallel. A full team is in place, and a mission from the technical team provided training and supported the launch of the Steering Committee. The

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
							project is also being piloted with an interoperability instrument, showcasing its innovative approach.
Equatorial Guinea	\$300,000	Mar 1, 2025	91,042.00	28.99%	101,804.51	32.42%	The project is well-structured with an acting National Coordinator and consultants hired to develop the key technical reports. This has resulted in drafts for the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and Biodiversity Expenditure Review (BER), which are now awaiting final validation. A Project Associate from the Country Office is providing support, and the team is moving forward with the project's technical components.
Eswatini	\$300,000	Mar 24, 2025	81,481.00	25.95%	98,165.74	31.26%	The core team is in place and has initiated the Policy and Institutional Review (PIR) and the Biodiversity Expenditure Review (BER), with the latter's methodology currently under development. A key challenge arose with the resignation of the Coordinator; however, the management team is prioritizing the recruitment of a replacement to ensure leadership continuity and maintain project momentum.
Ethiopia	\$300,000	Aug 1, 2025	42,843.00	13.64%	82,354.67	26.23%	The project is well underway with the Project Coordinator, Environmental Policy Expert, and BER Expert on board. The inception workshop and first Steering Committee meeting have been held. Consequently, the Policy and Institutional Review (PIR) and the Subsidies Report have been completed. The Biodiversity Expenditure Review (BER) is in progress with a draft reviewed. The project is also set to benefit from complementary NORAD funding for producing a Green Bond, creating opportunities for innovative financing.
Gambia	\$300,000	May 1, 2025	3,541.00	1.13%	36,450.24	11.61%	The project has recently gained momentum with the onboarding of a Project Associate in December and an Environmental Finance Analyst in January 2026. The inception workshop was successfully held in April 2026, accompanied by stakeholder raining conducted by the Technical Advisor. While the initial recruitment for a National Coordinator faced a setback, the focus is now on finalizing this key position to drive the project's technical work forward.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Ghana	\$300,000	Feb 3, 2025	111,773.00	35.60%	129,220.38	41.15%	The inception workshop has been held, and technical work is ongoing, with initial drafts of the Policy and Institutional Review (PIR) chapters and an assessment of harmful subsidies completed. However, a significant challenge has emerged as the contract for a key team member was not renewed by the Country Office. The management team is addressing this to ensure project continuity.
Grenada	\$300,000	Jan 1, 2025	32,025.93	10.20%	48,170.41	15.34%	A key milestone has been achieved with the completion of the first draft of the Policy and Institutional Review (PIR) using unallocated funds from the EAS project. However, the project faces critical implementation challenges, including friction between the Multi-Country Office and the government over financial reporting and discontent from the National Facilitator. The management team is addressing these relationship issues while preparing to advance work on the Biodiversity Finance Plan.
Guinea Conakry	\$300,000	Mar 1, 2025	130,235.00	41.48%	152,123.68	48.45%	The project held its official launch in October 2025 and is advancing its technical assessments. A draft of the Policy and Institutional Review (PIR) is in progress, and the Biodiversity Expenditure Review (BER) has been initiated. However, the project is navigating some challenges with institutional engagement due to government instability. The team is focused on continuing the development of these key reports while managing the external context.
Guinea Bissau	\$300,000	Aug 1, 2025	72,822.00	23.19%	95,649.50	30.46%	The project is making positive, albeit slow, progress with strong government involvement and an engaged coordinator. A key success has been establishing a cooperation framework with the national business organization. The project has faced challenges with the departure of both the PIR and BER/FNA experts, but the team has moved quickly to recruit replacements. As a result, the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and Biodiversity Expenditure Review (BER) are all now in progress.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Haiti	\$300,000	Mar 1, 2025	188,025.00	59.88%	237,336.70	75.58%	The project is adapting to a challenging recruitment environment by leveraging staff from the existing NBSAP programme to conduct key assessments. This has allowed for significant progress, with the Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies Report now completed and drafts available for the Biodiversity Expenditure Review (BER) and Finance Needs Assessment (FNA). The project did face a setback with the resignation of the UNDP Country Office BIOFIN focal point in June, and management is working to ensure continued oversight.
Honduras	\$300,000	Jan 2, 2025	88,406.00	28.15%	90,224.01	28.73%	Good progress is being made, with drafts of the Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies Report available. A key challenge arose when the National Coordinator left her position; however, the Country Office is managing the role on an interim basis while revising the strategy to re-hire. To improve efficiency, the team is now exploring contracting a firm to deliver the BER, FNA, and BFP, with a Request for Quotation currently under review.
Iraq	\$300,000	Feb 1, 2025	161,732.00	51.51%	173,348.14	55.21%	The project is advancing exceptionally well with a full national and international team on board. The Steering Committee has been formed, and the country has also produced outputs from Component 4 of the EAS project. This strong start has resulted in drafts being in progress for all key BIOFIN deliverables: the Policy and Institutional Review (PIR), Biodiversity Expenditure Review (BER), Finance Needs Assessment (FNA), and the Biodiversity Finance Plan (BFP).
Jamaica	\$300,000	Jan 1, 2025	10,068.00	3.21%	19,530.06	6.22%	The project is now operational, with an acting National Coordinator in place and the first National Steering Committee meeting held in late February. The procurement process for the Biodiversity Policy Specialist (to lead the PIR) is in the final scoring stage, and the Finance Specialist has been selected from a roster. The immediate focus is on completing these recruitments to officially commence the technical work.
Jordan	\$300,000	Aug 1, 2024	230,372.00	73.37%	252,521.69	80.42%	The project is making excellent progress with all key experts on board and the first Steering Committee meeting convened. Drafts of the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and Biodiversity Expenditure Review (BER) have been reviewed and are being amended. A private sector expert is being recruited to enhance data collection, and a technical mission took place in January 2026. The country has

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
							also offered to host a regional workshop, highlighting its strong commitment.
Kenya	\$300,000	Nov 1, 2024	157,865.00	50.28%	193,801.74	61.72%	The Policy and Institutional Review (PIR) and the Subsidies Report are now in progress. However, project implementation is facing delays related to the ongoing recruitment of a Biodiversity Finance Analyst and the need to reconstitute the Project Steering Committee with the National Treasury. The management team is actively following up on these points to unblock progress and schedule the official project launch.
Kiribati	\$300,000	Jul 1, 2025	137,208.77	43.70%	154,114.63	49.08 %	Operating under a centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Grant Thornton to deliver all key technical reports (PIR, BER, FNA, and BFP). An initial introductory meeting between the firm and the Multi-Country Office has taken place, and the PMU is conducting weekly meetings with the firm to monitor progress. The project is now positioned to move swiftly into the assessment phase.
Lao PDR	\$300,000	Oct 1, 2024	183,503.00	58.44%	198,043.24	63.07%	The project has achieved significant milestones, having completed the Policy and Institutional Review (PIR) and the Subsidies Report, with the latter needing further validation. Furthermore, the Biodiversity Expenditure Review (BER) and Finance Needs Assessment (FNA) are in progress with drafts available for technical review. The project is on a strong trajectory to complete its remaining assessments.
Lesotho	\$300,000	Jun 10, 2025	126,823.00	40.39%	158,299.27	50.41%	Following the official launch and stakeholder training in December 2025, the project is advancing its technical work. A first draft of the Policy and Institutional Review (PIR) has been presented to the Technical Working Group, and work on the Subsidies Report and the Biodiversity Expenditure Review (BER) is in progress, with the team currently preparing data collection tools and refining the methodology for the latter.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Liberia	\$300,000	Dec 30, 2024	119,863.00	38.17%	182,810.67	58.22%	Substantial progress has been achieved, with the completion and validation of the Policy and Institutional Review (PIR). The Subsidies Study and the Biodiversity Expenditure Review (BER) are also finalized and have been reviewed. The Finance Needs Assessment (FNA) is now in progress with a draft under review. The project benefits from strong day-to-day support from technical focal points across government and utilizes an existing steering committee, which has enabled efficient advancement.
Libya	\$300,000	Jan 5, 2025	76,325.00	24.31%	96,376.42	30.69%	The project team is partially in place with the Project Coordinator, Project Support Associate, and Environmental Policy Specialist on board. A draft of the Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies report is currently under review. A key pending action is the final selection of a finance expert to prepare the BER and FNA. Management is also focused on formally establishing the Steering Committee and holding an inception event to engage stakeholders.
Maldives	\$300,000			0%		0%	MoCCEE is prioritizing completion of the NBSAP before advancing the Biodiversity Finance Plan (BFP). Further consultations with the Ministry will follow in order to finalize a workplan for GBFP project.
Mali	\$300,000	Jul 11, 2025	45,087.00	14.36%	45,087.32	14.36%	Project activities are currently facing significant challenges. While Terms of Reference for key project staff have been developed and drafts of the Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies Report are in progress, the recruitment process has been suspended by the DRR pending formal engagement with the Ministry of Finance. The immediate priority is to secure this engagement to allow recruitments to proceed.
Marshall Islands	\$300,000	Jul 1, 2025	109,897.30	35.00%	114,643.37	36.51%	Managed through a centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Setin to deliver the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and other key assessments. Initial introductory meetings between the firm and the MCO have taken place, and the PMU is conducting weekly meetings to track progress as the project moves into the implementation phase.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Mauritania	\$300,000	Nov 1, 2024	12,277.00	3.91%	122,005.52	38.86%	The project has faced challenges in recruiting individual consultants, and to overcome this, an international consultancy firm has been recruited to deliver the Biodiversity Expenditure Review (BER) and Finance Needs Assessment (FNA). Meanwhile, the Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies Report are in progress. An acting National Coordinator is in place, and the team is working to strengthen government engagement to address administrative delays and formalize a steering committee.
Mauritius	\$300,000	-	-	0.00%	90,905.16	28.95%	The project faced initial delays at the government's request but received clearance to proceed in late 2025. While the recruitment for the Project Coordinator is being relaunched after an unsuccessful first attempt, the Finance and Policy Experts are on board and have submitted work plans. A Subsidies Report, delivered under the GBF-EAS project, is available as a draft. The immediate focus is on onboarding the Project Coordinator and scheduling the inception workshop for July 2026 to drive BIOFIN-specific activities.
Micronesia	\$300,000	Jul 1, 2025	147,513.64	46.98%	152,260.08	48.49%	Managed via a centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Setin to conduct the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and other key assessments. Initial introductory meetings between the firm and the MCO have taken place, and the PMU is holding weekly update meetings with the firm to ensure the comprehensive technical work can commence smoothly.
Moldova	\$300,000	Oct 1, 2024	149,750.00	47.69%	157,181.65	50.06%	The project is well-established, with a National Coordinator, Project Associate, and consultants for the Policy and Institutional Review (PIR) and Biodiversity Expenditure Review (BER) on board. The PIR has been completed, and a validation workshop was conducted. The Subsidies Report and the BER are in progress with drafts available, and a workshop has been held to discuss intermediate results. Strong engagement from the Ministries of Finance and Environment has been a key factor in the project's solid progress.
Montenegro	\$300,000	Aug 1, 2024	174,572.00	55.60%	190,809.36	60.77%	Excellent progress is being made with the National Coordinator and Project Associate on board, alongside a company contracted to develop the Biodiversity Expenditure Review (BER), Finance Needs Assessment (FNA), and Biodiversity Finance Plan (BFP). The Steering Committee is

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
							operational, resulting in drafts for the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and BER. The FNA and BFP are also in progress.
Morocco	\$300,000	Jan 1, 2025	36,130.00	11.51%	43,752.24	13.93%	The project is fully staffed and making steady progress. The Policy and Institutional Review (PIR) and the Subsidies Report have been completed in partnership with the GBF EAS project. Building on this, the team is now advancing the Biodiversity Expenditure Review (BER) and the Finance Needs Assessment (FNA), both of which are in progress.
Namibia	\$300,000	Oct 9, 2024	133,833.00	42.62%	178,431.75	56.83%	The Policy and Institutional Review (PIR) is well-advanced, with validation completed and only final editing remaining. A working group for the Biodiversity Expenditure Review (BER) has been established and data collection is underway. However, the project recently faced a setback with the resignation of the BER/FNA specialist. Management is actively addressing this by arranging a short-term replacement while seeking a long-term solution to ensure financial assessments continue without significant delay.
Nauru	\$300,000	Jul 1, 2025	131,803.40	41.98%	131,799.47	41.97%	Managed through a centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Grant Thornton to conduct the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and other key assessments. Initial introductory meetings have been held between the firm and the MCO, and weekly update meetings are underway to track progress. The project is now fully equipped to begin its core technical work.
Nigeria	\$300,000	Nov 28, 2025	19,500.00	6.21%	19,500.04	6.21%	The project was launched in November 2025, and a Steering Committee has been convened with good government engagement. However, there have been delays in progress with the initial technical components. To address this, an in-country troubleshooting mission has been proposed with the BIOFIN global team. More clarity on the path forward is expected following the Regional Dialogue on Nature Finance, where two government representatives will participate.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Niue	\$300,000	Oct 1, 2024	44,187.00	14.07%	166,506.84	53.03%	As part of a centralized PMU, the project's Policy and Institutional Review (PIR) is underway, led by an in-house technical advisor. Procurement for a firm to conduct the BER, FNA, and BFP is now at the RFP stage. A key challenge has been the recruitment of a local in-country coordinator, for which there have been several attempts. The project benefited from a temporary regional coordinator, and efforts are underway to fill that role locally to provide sustained support.
North Macedonia	\$300,000	Nov 10, 2025	77,350.00	24.63%	95,701.71	30.48%	The project is moving forward effectively with a National Coordinator and three individual consultants on board. Following a successful inception workshop, the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, Biodiversity Expenditure Review (BER), and Finance Needs Assessment (FNA) are all progressing with drafts underway. The Biodiversity Finance Plan (BFP) is also in progress and is expected to be drafted by the end of 2026.
Pakistan	\$300,000	May 1, 2025	137,187.00	43.69%	159,681.42	50.85%	The full team is in place and is making significant strides, with a section on subsidies already included in the Policy and Institutional Review (PIR). Drafts are now in progress and ready for technical review for all five key reports: the PIR, Subsidies Report, Biodiversity Expenditure Review (BER), Finance Needs Assessment (FNA), and the Biodiversity Finance Plan (BFP).
Palau	\$300,000	Jul 1, 2025	145,036.55	46.19%	164,366.20	52.35%	Managed by the centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Setin to undertake the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and other key assessments. Initial meetings between the firm and the MCO have occurred, and weekly update meetings are ensuring the project's technical work commences effectively.
Panama	\$300,000	Jan 1, 2025	86,616.00	27.58%	100,622.91	32.05%	The project is well-staffed with a Coordinator and a Biodiversity Finance and Policy specialist. Following a successful inception event with broad participation, strong progress has been made. Final drafts of the Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies Report are now under government review, and the Biodiversity Expenditure Review (BER) process has started. The team is building on this momentum to advance its financial analysis.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Papua New Guinea	\$300,000	Jul 9, 2025	30,590.00	9.74%	44,410.50	14.14%	After two unsuccessful recruitment rounds for the Project Management Unit, a new co-shared PMU model has been developed. The project inception workshop and first steering committee meeting were held in December 2025. A budget revision was recently cleared, which will now allow the Country Office to proceed with advertising the procurement process to recruit a consultancy firm for the PIR-BFP.
Paraguay	\$300,000	Oct 2, 2024	93,649.00	29.82%	114,160.50	36.36%	An effective team structure is in place, sharing personnel with other biodiversity processes for efficiency. The Policy and Institutional Review (PIR) has been delivered by a local consultant and reviewed, though it requires strengthening. The team is now working directly on the Biodiversity Expenditure Review (BER), and the TORs for the Finance Needs Assessment (FNA) are under development. A successful inception workshop was held in August 2025, demonstrating strong stakeholder engagement.
Saint Kitts and Nevis	\$300,000	Jan 1, 2025	31,980.71	10.18%	48,243.26	15.36%	As part of a regional structure managed by the Barbados MCO, a consultant has been hired for the Policy and Institutional Review (PIR), with a draft expected in June. A challenge arose as the government requested a dedicated national finance specialist instead of a shared regional one. To manage this, the hiring strategy has been shifted to an IC contract under a roster, and the budget is being revised to accommodate this request.
Saint Lucia	\$300,000	Jan 1, 2025	31,596.33	10.06%	47,433.22	15.11%	The project is operational under the Barbados MCO, and Terms of Reference for the Policy and Institutional Review (PIR) have been drafted. The government has expressed interest in launching the project, indicating positive engagement. Key meetings have been delayed but the technical team has delivered an engagement strategy. The next steps will involve finalizing consultancies and scheduling the official launch.
Samoa	\$300,000	Oct 1, 2024	39,254.00	12.50%	120,859.62	38.49%	The project, which serves as the hub for a multi-country operation, has executed its local inception and first national steering committee meeting. The Policy and Institutional Review (PIR) is underway, with a zero draft emerging. Procurement for a firm to conduct the BER, FNA, and BFP is in the final evaluation stages. The project is advancing steadily under the centralized PMU model.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Sao Tome and Principe	\$300,000	Oct 6, 2024	137,703.00	43.85%	178,271.97	56.77%	Following the inception workshop in December 2025, the project is making good progress on its technical work. The first draft of the Policy and Institutional Review (PIR) has been presented and commented on. The Biodiversity Expenditure Review (BER) has also been initiated, with the team currently developing the methodology and engaging stakeholders.
Senegal	\$300,000	Mar 6, 2025	103,723.00	33.03%	125,195.19	39.87%	A full team has been recruited, and activities are progressing smoothly under a dynamic national coordinator. The Policy and Institutional Review (PIR) is almost finalized, with drafts in progress for both it and the Subsidies Report. The Biodiversity Expenditure Review (BER) and Finance Needs Assessment (FNA) have also been initiated. A potential risk is that the BER/FNA consultant is engaged in multiple other assignments, which may cause delays and is being monitored.
Serbia	\$300,000	Jan 1, 2025	180,550.00	57.50%	200,866.60	63.97%	The project has demonstrated strong government ownership and has completed the Policy and Institutional Review (PIR), including the Subsidies section. The Biodiversity Expenditure Review (BER) is also complete. Work is now progressing on the Finance Needs Assessment (FNA) and the Biodiversity Finance Plan (BFP), with an initial 15 finance solutions under discussion. The UNDP portfolio manager is dedicating 50 percent of her time as National Coordinator, ensuring robust oversight.
Sierra Leone	\$300,000	Jun 13, 2024	81,009.00	25.80%	93,052.93	29.63%	The project is facing a significant challenge related to the performance and communication of the project lead, whose contract will not be renewed. To mitigate this, a new Environmental Finance Analyst was onboarded in February 2026 to help stabilize implementation. Despite these issues, a draft of the Policy and Institutional Review (PIR) is in progress, and the Biodiversity Expenditure Review (BER) has been initiated.
Solomon Islands	\$300,000	Jul 1, 2025	125,626.79	40.01%	144,400.61	45.99%	Managed through the centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Setin to deliver the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and other key assessments. Initial meetings between the firm and the MCO have taken place, and weekly updates are ensuring a smooth start to the project's technical work.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Somalia	\$300,000	Nov 5, 2024	30,546.00	9.73%	81,720.17	26.03%	The Project Coordinator is on board, and the recruitment of technical experts is underway. The government has formally accepted the Direct Implementation Modality, ensuring UNDP technical and administrative support. Following a high-level meeting in March 2026, the team expressed strong commitment to advancing the project, with the immediate focus on finalizing the recruitment of technical experts.
South Sudan	\$300,000	Jul 1, 2025	72,377.00	23.05%	126,573.49	40.31%	The project team is partially formed, with the Project Coordinator and Biodiversity Finance Specialist on board. The Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies Report are now in progress with drafts available. A key challenge remains securing a national policy expert. A Letter of Agreement was signed with the Ministry of Environment to directly implement some activities, and the inception workshop is scheduled for June 2026.
Sudan	\$300,000	Jul 20, 2025	240,997.00	76.75%	240,996.71	76.75%	The project is fully operational and advancing well, with the Project Coordinator, Environment Policy Expert, and Biodiversity Finance Specialist on board. Following an inception workshop, the Policy and Institutional Review (PIR) and Subsidies Report have been completed and reviewed. The Biodiversity Expenditure Review (BER) and Finance Needs Assessment (FNA) have also been initiated.
Suriname	\$300,000	Oct 30, 2024	104,646.00	33.33%	114,992.32	36.62%	The project is leveraging consulting firms to advance its work, which has allowed for efficient progress. The Policy and Institutional Review (PIR), Biodiversity Expenditure Review (BER), and Finance Needs Assessment (FNA) have all been completed and validated. Work is now focused on the Biodiversity Finance Plan (BFP), which is in progress with a draft pending review. The project associate role is currently being procured.
Tajikistan	\$300,000	Dec 31, 2024	105,240.00	33.52%	146,287.71	46.59%	A full team is in place and has successfully conducted its Steering Committee and inception meetings, with high interest from the Ministry of Finance. This has enabled excellent progress, with drafts for the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and Biodiversity Expenditure Review (BER) developed and reviewed. The Finance Needs Assessment (FNA) and the Biodiversity Finance Plan (BFP) are also in progress.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Timor Leste	\$300,000	Jan 1, 2025	81,980.00	26.11%	88,931.62	28.32%	The project team is in place, and procurement for technical expertise is underway. The Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, Biodiversity Expenditure Review (BER), and Finance Needs Assessment (FNA) are all in their initial stages of progress. The team is focused on completing the procurement process to accelerate the development of these reports.
Togo	\$300,000	Oct 3, 2025	88,683.00	28.24%	108,868.90	34.67%	Excellent progress is being made with a full team on board and a dynamic coordinator. An advanced version of the Policy and Institutional Review (PIR) has been produced, and drafts are in progress for both it and the Subsidies Report. The Biodiversity Expenditure Review (BER) and Finance Needs Assessment (FNA) have also been initiated, putting the project on a strong trajectory.
Tonga	\$300,000	Jul 1, 2025	119,430.42	38.04%	135,812.50	43.25%	Managed through the centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Setin to deliver all key technical reports. Initial meetings between the firm and the MCO have taken place, and weekly meetings are being held to track progress. With the contract finalized, the project is moving into the full implementation of its technical assessments.
Trinidad and Tobago	\$300,000	Feb 1, 2026	1,355.00	0.43%	6,768.56	2.16%	Approval of the new Multi-Year Work Plan has unblocked a zero-execution situation, allowing the recruitment of a consultancy firm to deliver all BIOFIN outputs; this process is now in the evaluation stage. In the interim, initial work on the Policy and Institutional Review (PIR) and Biodiversity Expenditure Review (BER) has commenced with support from the EAS project and an allocated Project Associate. A key remaining challenge is the Ministry of Environment's unwillingness to hire a National Coordinator.
Tunisia	\$300,000	Mar 10, 2025	167,092.00	53.21%	175,901.51	56.02%	The project is advancing well with a strong and active national coordinator and a full team on board. The Policy and Institutional Review (PIR) is nearly finalized, with drafts in progress for it and the Subsidies Report. The Biodiversity Expenditure Review (BER), Finance Needs Assessment (FNA), and Biodiversity Finance Plan (BFP) have also been initiated. A strong potential to mainstream gender into the BFP has been identified as an opportunity for added value.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Türkiye	\$300,000	Sep 1, 2024	157,596.00	50.19%	183,529.22	58.45%	The project is demonstrating very strong government ownership, with a National Coordinator on board and a successful inception workshop held in November. This has laid a solid foundation for the technical work to begin. The Policy and Institutional Review (PIR), Biodiversity Expenditure Review (BER), and Finance Needs Assessment (FNA) are all now in progress, with the PIR draft currently under review by the Country Office.
Turkmenistan	\$300,000	May 14, 2025	74,075.00	23.59%	84,454.83	26.90%	The project is fully operational with a National Coordinator and Project Associate on board, and the inception meeting was held in October. Work has begun on the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, Biodiversity Expenditure Review (BER), and Finance Needs Assessment (FNA). A challenge to note is the upcoming maternity leave of the National Coordinator, for which an interim replacement will be hired to ensure continuity.
Tuvalu	\$300,000	Jul 1, 2025	113,048.53	36.00%	124,438.63	39.63%	Managed through the centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Grant Thornton to conduct the PIR, BER, FNA, and BFP. Initial introductory meetings between the firm and the MCO have taken place. With the technical expertise now secured, the project is ready to commence its core assessment phase.
Uruguay	\$300,000	May 1, 2025	81,017.00	25.80%	116,522.95	37.11%	A well-established team is in place, and the Policy and Institutional Review (PIR) has been completed, validated, and publicly presented. Current efforts are focused on strengthening the Biodiversity Expenditure Review (BER) by updating it and reinforcing the private sector dimension with a dedicated consultant. The TORs for negative subsidies and the FNA are under government review. A key upcoming challenge is the National Coordinator's planned maternity leave, but the Finance Specialist is prepared to ensure continuity.
Vanuatu	\$300,000	Jul 1, 2025	116,169.61	37.00%	130,552.37	41.58%	Part of the centralized PMU in Fiji, the project has successfully contracted the firm Setin to deliver the Policy and Institutional Review (PIR), Subsidies Report, and other key technical work. Initial meetings between the firm and the MCO have taken place, and weekly progress meetings are underway, triggering the start of the project's technical assessments.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Date of 1 st disbursements of GEF funds by UNDP	Amount disbursed by UNDP as of March 31, 2026	Expenditure rate as of March 31, 2026 (%)	Amount disbursed by UNDP As of 15-Jun-26	Expenditure rate as of 15-Jun-26	Status of project activities
Venezuela	\$300,000	Mar 19, 2026	33,300.00	10.61%	43,638.69	13.90%	Despite a complex political context, the project team is being consolidated. The National Coordinator started in May, and an international consultant has begun work on the Policy and Institutional Review (PIR). To ensure local ownership and feasibility, a senior national consultant will be recruited to complement the international expertise. Procurement for this role and the Finance Specialist is ongoing.
Yemen	\$300,000	Feb 1, 2025	107,266.00	34.16%	96,427.66	30.71%	Strong progress is being made with a full team in place, including a Project Coordinator, an international expert, and national policy and finance experts. The project shares a strengthened Steering Committee with related initiatives, including participation from the Ministry of Finance and the Chamber of Commerce. This robust structure has enabled the Policy and Institutional Review (PIR) and the Subsidies Report to get underway.
Zimbabwe	\$300,000	Oct 1, 2025	105,702.00	33.66%	118,646.07	37.79%	The project is moving forward with the recruitment of the PIR consultant finalized and the development process commenced. A draft inception report is under review by the Country Office, and the Biodiversity Finance Specialist reported on April 1st, 2026. With focal points from the Ministries of Finance and Environment in place, the project is well-positioned for its next steps.

ANNEX 8 - STATUS OF RESOURCES APPROVED FOR THE PREPARATION OF FIFTH NATIONAL REPORTS ON THE IMPLEMENTATION OF THE CARTAGENA PROTOCOL

This annex presents information on the GEF grant for Support to Preparation of the Fifth National Reports on the Implementation of the Cartagena Protocol on Biosafety (GEF ID 11907) compiled by the UNEP, the Implementing Agency, as of June 15, 2026.

The project was endorsed by the CEO on April 21, 2025, and subsequently amended on October 3, 2025, to include 14 additional countries that had not submitted a letter of endorsement from their GEF Operational Focal Point at the time of initial approval.

The table below covers 105 countries receiving financial support under the project. It provides a grant of \$30,000 per country, alongside \$869,825 for global and regional technical assistance, exclusive of agency fees. Two countries (Belize and Libya) received an increased grant of \$50,000 to produce both their fourth and fifth national reports in parallel, as additional support extended to Parties that had not previously benefited from GEF funding for their fourth national report and had been identified by the compliance committee as having outstanding reporting obligations. All financial amounts are presented in US dollars, and dates follow the DD/MM/YYYY format.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
Albania	30,000	23/09/2025	27,000	0	02/03/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Angola	30,000	25/09/2025	27,000	0	-	Ongoing project implementation. Report preparation in progress
Armenia	30,000	-	-	-	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting Small-scale funding agreement (SSFA) project documentation from the country
Azerbaijan	30,000	15/01/2026	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Bahamas	30,000	12/05/2026	27,000	-	-	5th national report preparation in progress.
Bahrain	30,000	04/11/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
						Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Bangladesh	30,000	30/01/2026	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Barbados	30,000	19/01/2026	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Belize	50,000	-	-	-	26/08/2025 (4 th NR) 26/02/2026 (5 th NR)	4 th and 5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Benin	30,000	21/01/2026	27,000	0	25/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Bhutan	30,000	25/09/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Bolivia	30,000	29/01/2026	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Bosnia and Herzegovina	30,000	30/12/2025	27,000	0	17/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Botswana	30,000	26/01/2026	27,000	0	10/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Burkina Faso	30,000	17/12/2025	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
						Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Burundi	30,000	18/12/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Cambodia	30,000	05/02/2026	27,000	0	03/04/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Cameroon	30,000	13/10/2025 25/03/2026	30,000	100	15/01/2026	5th national report submitted. Project implementation finalized and closed
Cabo Verde	30,000	13/10/2025	27,000	0	-	5th national report finalized and uploaded in the BCH. Awaiting publication.
Central African Republic	30,000	25/09/2025	27,000	0	25/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Chad	30,000	17/12/ 2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
China	30,000	17/12/ 2025	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Colombia	30,000	30/12/ 2025	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Côte d'Ivoire	30,000	19/01/2026	27,000	100	25/02/2026	5th national report submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
						Project activities are finalized. Final reports submitted by Partner. UNEP in the process of final disbursement (3,000 USD).
Comoros	30,000	08/01/2026	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Congo	30,000	-	-	-	-	Awaiting SSFA project documentation from the country
Costa Rica	30,000	17/12/ 2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Cuba	30,000	09/03/2026	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Democratic Republic of the Congo	30,000	05/02/2026	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Djibouti	30,000	05/02/2026	27,000	0	-	Ongoing project implementation. National Report preparation in progress.
Egypt	30,000	25/11/2025	27,000	0	-	5th national report finalized and uploaded in the BCH. Awaiting approval of the Competent National Authority for publication.
El Salvador	30,000	-	-	-	23/02/2026	5th National report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country.
Eritrea	30,000	22/10/2025 30/04/2026	30,000	100	04/03/2026	5th National report submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
						Project implementation finalized and closed.
Eswatini	30,000	22/10/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Ethiopia	30,000	04/11/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Fiji	30,000	08/02/ 2026	27,000	0	17/06/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Gabon	30,000	06/02/2026	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Georgia	30,000	-	-	-		Country used alternative funds and will not utilize GEF Funds at this time
Ghana	30,000	25/09/2025	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Grenada	30,000	-	-	-	21/02/2026	5th national report submitted. UNEP reviewing SSFA project documentation for processing of payment
Guatemala	30,000	03/06/2026	27,000	-	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Guinea	30,000	09/03/2026	27,000	0	-	Report compilation in progress
Guinea-Bissau	30,000	07/11/ 2025	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
						Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Guyana	30000	-	-	-	20/02/2026	5th national report submitted. Country used alternative funds and will not utilize GEF Funds at this time
Honduras	30,000	-	-	-	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
India	30,000	-	-	-	02/04/2026	5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Indonesia	30,000	-	-	-	27/02/2026	5th national report submitted. Country used alternative funds and will not utilize GEF Funds at this time
Iraq	30,000	-	-	-	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Jamaica	30,000	-	-	-	27/02/2026	5th national report submitted. Country used alternative funds and will not utilize GEF Funds at this time
Jordan	30,000	08/01/ 2026	27,000	0	-	5th national report preparation in progress.
Kenya	30,000	22/09/2025 11/06/2026	30,000	100	24/02/2026	5th national report submitted. Project implementation finalized and closed.
Kiribati	30,000	13/04/2026	27,000	-	01/03/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
Lao PDR	30,000	25/11/2025 15/04/2026	30,000	100	15/01/2026	5th national report submitted. Project implementation finalized and closed
Lebanon	30,000	17/12/ 2025	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission.
Lesotho	30,000	03/11/ 2025	27,000	0	05/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Liberia	30,000	13/10/2025 15/05/2026	30,000	100	23/02/2026	5th national report submitted. Project implementation finalized and closed
Libya	50,000	-	-	-	26/02/2026 (4 th NR) 27/02/2026 (5 th NR)	4 th and 5 th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Madagascar	30,000	04/02/2026	27,000	0	25/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Malawi	30,000	13/10/ 2025	27,000	0	30/01/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Malaysia	30,000	-	-	-	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Maldives	30,000	19/01/2026	27,000	0	-	5th national report preparation in progress. Draft report available.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
Mali	30,000	17/12/ 2025	27,000	0	-	5th national report preparation in progress
Mauritania	30,000	05/12/ 2025	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted. UNEP in the process of final disbursement (3,000 USD).
Mexico	30,000	30/12/ 2025	27,000	0	24/02/ 2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Moldova	30,000	23/09/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Mongolia	30,000	29/01/2026	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Montenegro	30,000	06/11/ 2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Morocco	30,000	-	-	-	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Mozambique	30,000	07/11/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Namibia	30,000	17/12/ 2025	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Nauru	30,000	30/01/ 2026	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted.

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
						Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Niger	30,000	12/01/2026	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Nigeria	30,000	15/12/2025	27,000	0	10/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
North Macedonia	30,000	10/04/2026	8,120	- 27	-	5th national report preparation in progress.
Pakistan	30,000	15/04/ 2026	27,000	-	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Palau	30,000	17/02/2026	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Panama	30,000	-	-	-	20/02/2026	5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Peru	30,000	14/05/2026	27,000	-	01/03/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Rwanda	30,000	20 /11/ 2025	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Saint Kitts and Nevis	30,000	23/01/ 2026	27,000	0	-	Draft report available
Saint Lucia	30,000	-	-	-	-	Awaiting SSFA project documentation from the country

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
Samoa	30,000	12/05/2026	27,000	-	-	Report compilation in process Awaiting SSFA project documentation from country
Senegal	30,000	07/11/2025	27,000	0	13/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Seychelles	30,000	04/05/2026	27,000	-	-	Report compilation in progress
Sierra Leone	30,000	08/10/2025	27,000	0	23/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Solomon Islands	30,000	-	-	-	-	Awaiting SSFA project documentation from the country
Somalia	30,000	07/11/2025	27,000	0	24/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
South Africa	30,000	-	-	-	25/02/2026	5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Sudan	30,000	06/11/2025	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Suriname	30,000	30/12/ 2025	27,000	0	26/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Tajikistan	30,000	26/11/2025	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
Tanzania	30,000	08/02/ 2026	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
The Gambia	30,000	13/10/2025 18/06/2026	30,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Project implementation finalized and closed
Togo	30,000	12/01/2026	27,000	0	02/03/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Tonga	30,000	13/04/2026	27,000	-	30/01/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Trinidad and Tobago	30,000	28/11/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Tunisia	30,000	04/03/2026	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Turkey	30,000	05/02/2026	27,000	0	25/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Turkmenistan	30,000	11/05/2026	27,000	-	22/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Uganda	30,000	08/09/2025	27,000	100	05/02/2026	5th national report submitted. Project activities are finalized. Final reports submitted by Partner. UNEP in

Country	Amount approved (excluding agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 5th National Report	Status of project activities
						the process of final disbursement (3,000 USD).
Uruguay	30,000	08/02/2026	27,000	0	28/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Venezuela	30,000	-	-	-	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Yemen	30,000	13/01/2026	27,000	0	25/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Zambia	30,000	24/11/2025	27,000	0	01/03/ 2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Zimbabwe	30,000	05/12/2025	27,000	0	27/02/2026	5th national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission

ANNEX 9 - STATUS OF RESOURCES APPROVED FOR THE PREPARATION OF THE FIRST NATIONAL REPORTS ON THE IMPLEMENTATION OF THE NAGOYA PROTOCOL

This annex presents information compiled by the UNEP, the Implementing Agency for the GEF grant to Support to Preparation of the First National Report on Implementation of the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization (GEF ID 11908), as of June 15, 2026.

The table below covers 96 countries receiving financial support under the project which was endorsed by the CEO on April 4, 2025. The project was subsequently amended on September 2, 2025, to include 19 additional countries that had not submitted a letter of endorsement from their GEF Operational Focal Point at the time of initial approval. The project provides a grant of \$30,000 per country, alongside \$821,250 for global and regional technical assistance, exclusive of agency fees.

All financial amounts are presented in US dollars, and dates follow the DD/MM/YYYY format.

Country	Amount approved (exclusive of agency fees)	Dates of initial disbursements of GEF funds by UNEP	Amount of GEF funding disbursed	Expenditure rate reported by countries to UNEP as of 31 March 2026 (%)	Date of submission of the 1 st National Report	Status of project activities
Albania	30,000	08/01/2026	27,000	0	7/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Angola	30,000	13/02/2026	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Argentina	30,000	13/11/2025	15,000	45	6/05/2026	1 st National report submitted.
Bahrain	30,000	20/01/2026	27,000	0	25/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Bangladesh	30,000	02/02/ 2026	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Benin	30,000	26/09/2025	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission

Bhutan	30,000	04/09/2025	27,000	100	24/02/2026	1st national report submitted. Project activities are finalized. Final reports submitted by Partner. UNEP in the process of final disbursement (3,000 USD).
Bolivia	30,000	27/01/ 2026	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Botswana	30,000	19 /11/2025	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Burkina Faso	30,000	17/11/2025	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Burundi	30,000	20/01/2026	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Cambodia	30,000	27/10/ 2025	27,000	0	30/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Cameroon	30,000	15/09/2025	27,000	0	2/03/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Central African Republic	30,000	25/09/2025	27,000	0	25/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Chad	30,000	26/12/2025	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
China	30,000	08/01/2026	27,000	0	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Comoros	30,000	26/09/2025	27,000	0	27/02/2026	1st national report submitted.

						Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Congo	30,000	-	-	0	-	Awaiting SSFA project documentation from the country
Congo DR	30,000	08/01/ 2026	27,000	0	28/02/ 2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Costa Rica	30,000	13/02/2026	27,000	0	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Côte d'Ivoire	30,000	18/02/2026	27,000	0	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Cuba	30,000	26/02/2026	27,000	0	2/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Djibouti	30,000	12/01/2026	27,000	0	-	Draft 1st national report available, continuing with data collection
Dominican Republic	30,000	14/01/2026	27,000	0	11/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Ecuador	30,000	-	-	0	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Egypt	30,000	27/01/2026	27,000	0	-	Final 1st national report available, awaiting final approval to upload in the ABS clearing house
Equatorial Guinea	30,000	09/03/2026	27,000	0	-	Draft report available
Eritrea	30,000	12/01/2026 23/04/2026	30,000	100	4/03/2026	1st national report submitted. Project implementation was finalized and closed.
Eswatini	30,000	05/12/2025	27,000	0	26/02/2026	1st national report submitted.

						Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Ethiopia	30,000	07/11/2025	27,000	0	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Fiji	30,000	23/01/2026	27,000	0	17/06/2026	1 st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Gabon	30,000	24/03/2026	27,000	0	-	Draft report available awaiting validation
Gambia	30,000	01/12/2025 27/04/2026	30,000	0	24/02/2026	1st national report submitted. Project implementation was finalized and closed.
Ghana	30,000	01/12/2025	27,000	0	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Guatemala	30,000	03/06/2026	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Guinea	30,000	23/01/2026	27,000	0	5/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Guinea Bissau	30,000	20/04/2026	27,000	-	-	Draft report available
Guyana	30,000	-	-	-	16/02/2026	1st national report submitted. Country used alternative funds and will not utilize GEF Funds at this time
Honduras	30,000	-	-	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
India	30,000	19/01/2026	27,000	0	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Indonesia	30,000	-	-	-	27/02/2026	1st national report submitted.

						Country used alternative funds and will not utilize the GEF funds at this time.
Jordan	30,000	09/03/2026	27,000	0	-	Draft report available, awaiting validation
Kenya	30,000	-	-	-	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Kiribati	30,000	10/04/2026	27,000	-	1/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Lao PDR	30,000	23/01/2026, 17/03/2026	30,000	100	23/02/2026	1st national report submitted. Project implementation finalized and closed.
Lebanon	30,000	27/01/2026	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Lesotho	30,000	01/12/2025	27,000	-	9/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Liberia	30,000	09/12/2025 27/04/2026	30,000	100	24/02/2026	1st national report submitted. Project implementation finalized and closed.
Madagascar	30,000	15/12/2025	27,000	-	24/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Malawi	30,000	15/01/2026	27,000	-	3/03/2026	1 st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Malaysia	30,000	-	-	-	27/02/2026	1st national report submitted.
Maldives	30,000	03/06/2026	27,000	-	-	Draft report available
Mali	30,000	12/01/2026	27,000	-	-	Draft report available
Marshall Islands	30,000	-	-	-	27/02/2026	1st national report submitted.

						Awaiting SSFA project documentation from the country
Mauritania	30,000	08/01/2026	27,000	-	26/02/2026	National report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Mauritius	30,000	-	-	-	-	Data collection phase. Awaiting SSFA project documentation from the country
Mexico	30,000	12/01/2026	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Micronesia	30,000	-	-	-	-	Awaiting the signed SSFA from the country
Moldova	30,000	05/11/2025	27,000	-	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Mongolia	30,000	11/02/2026	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Montenegro	30,000	20/04/2026	27,000	-	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Morocco	30,000	-	-	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Mozambique	30,000	15/01/2026	27,000	-	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Namibia	30,000	26/12/2025	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Niger	30,000	26/01/2026	27,000	-	-	Draft national report available
Nigeria	30,000	20/01/2026	27,000	-	25/02/2026	1st national report submitted.

						Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Pakistan	30,000	15/04/2026	27,000	-	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Palau	30,000	02/03/2026	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Panama	30,000	-	-	-	10/02/2026	1st national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
Peru	30,000	23/03/2026	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Rwanda	30,000	26/12/2025	27,000	-	6/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Saints Kitts and Navis	30,000	02/02/2026	27,000	-	-	Draft report available
Samoa	30,000	09/04/2026	27,000	-	-	Draft report available
Sao Tome and Principe	30,000	14/04/2026	27,000	-	15/06/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Senegal	30,000	15/12/2025	27,000	-	22/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Serbia	30,000	13/05/2026	27,000	-	-	Draft report available
Seychelles	30,000	07/05/2026	27,000	-	-	Draft report available
Sierra Leone	30,000	01/12/2025	27,000	-	24/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission

Solomon Islands	30,000	-	-	-	-	Awaiting SSFA project documentation from the country
South Africa	30,000	-	-	-	3/03/2026	1st national report submitted. Awaiting SSFA project documentation from the country
St Lucia	30,000	-	-	-	-	Awaiting SSFA project documentation from the country
Sudan	30,000	08/01/2026	27,000	-	26/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Tajikistan	30,000	17/03/2026	27,000	-	2/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Tanzania	30,000	05/12/2025	27,000	-	27/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Togo	30,000	20/11/2025	27,000	-	17/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Tonga	30,000	02/03/2026	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Tunisia	30,000	03/03/2026	27,000	-	-	Data collection phase
Turkmenistan	30,000	10/04/2026	27,000	-	3/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Tuvalu	30,000	01/12/2025	27,000	-	-	Draft report available
Uganda	30,000	-	-	-	5/02/2026	1st national report submitted. Awaiting the signed SSFA from the country
Uruguay	30,000	08/01/2026	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted.

						Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Vanuatu	30,000	13/04/2026	27,000	-	-	Draft report available
Venezuela	30,000	-	-	-	27/02/2026	1st National report submitted. Awaiting documentation from the country
Yemen	30,000	05/12/2025	27,000	-	-	Draft report available and undergoing validation
Zambia	30,000	17/12/2025	27,000	-	28/02/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission
Zimbabwe	30,000	19/02/2026	27,000	-	3/03/2026	1st national report submitted. Awaiting final project narrative and expenditure reports submission